



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

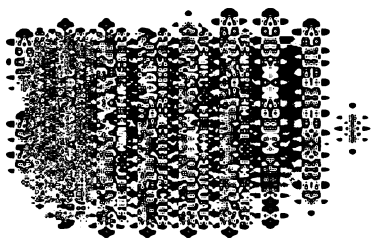
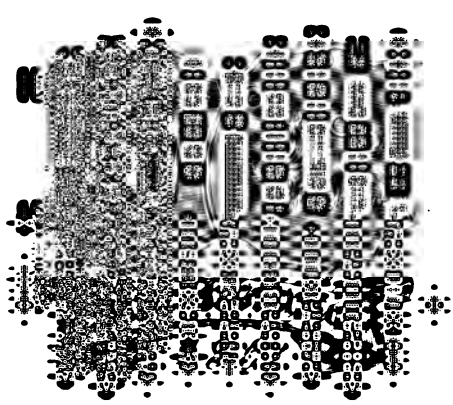
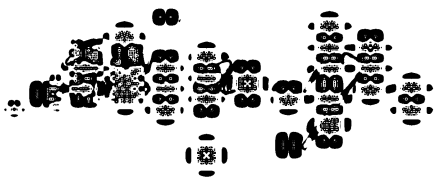
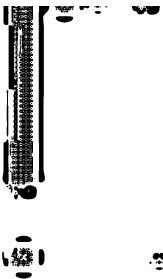
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

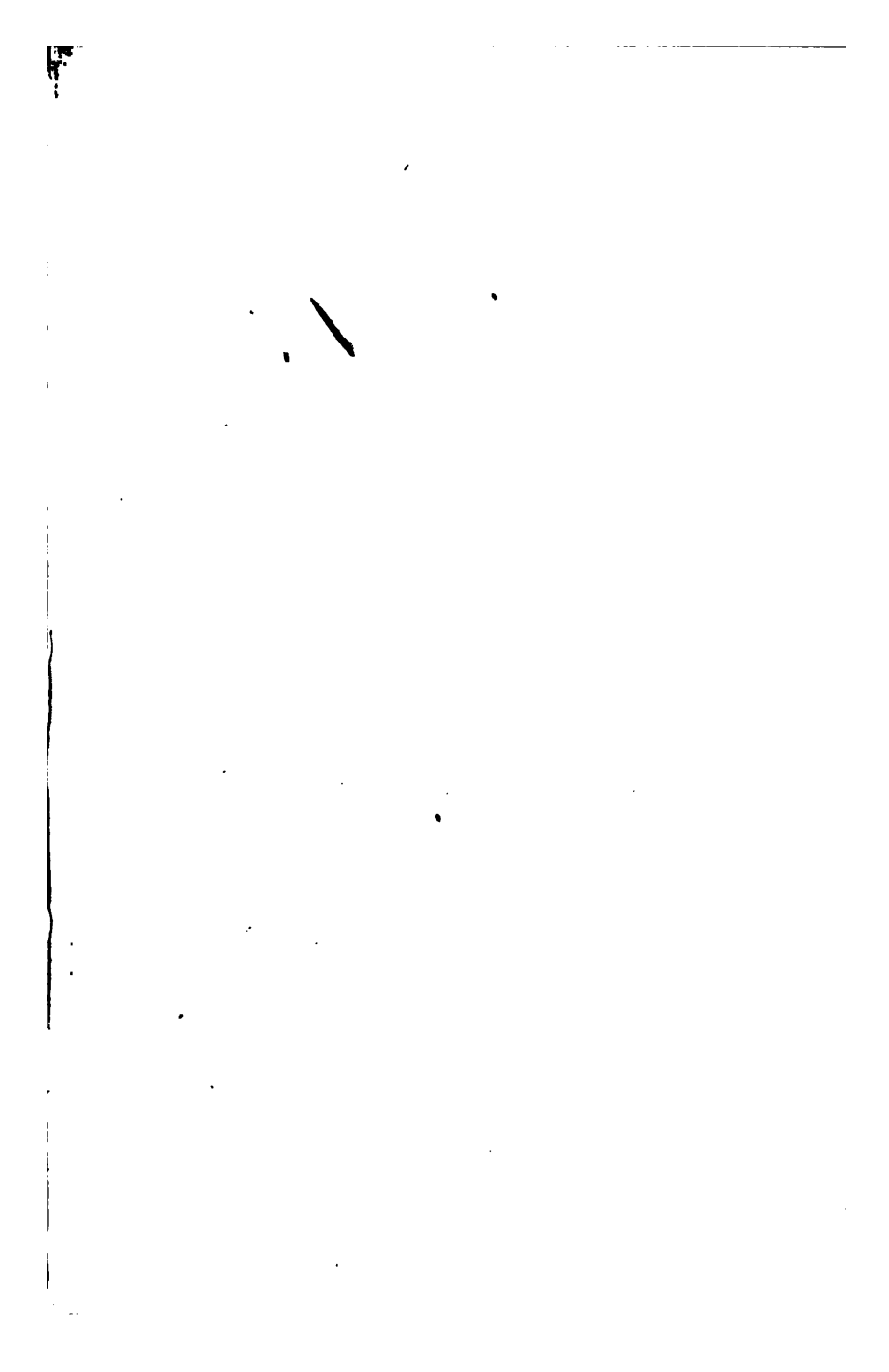
Nous vous demandons également de:

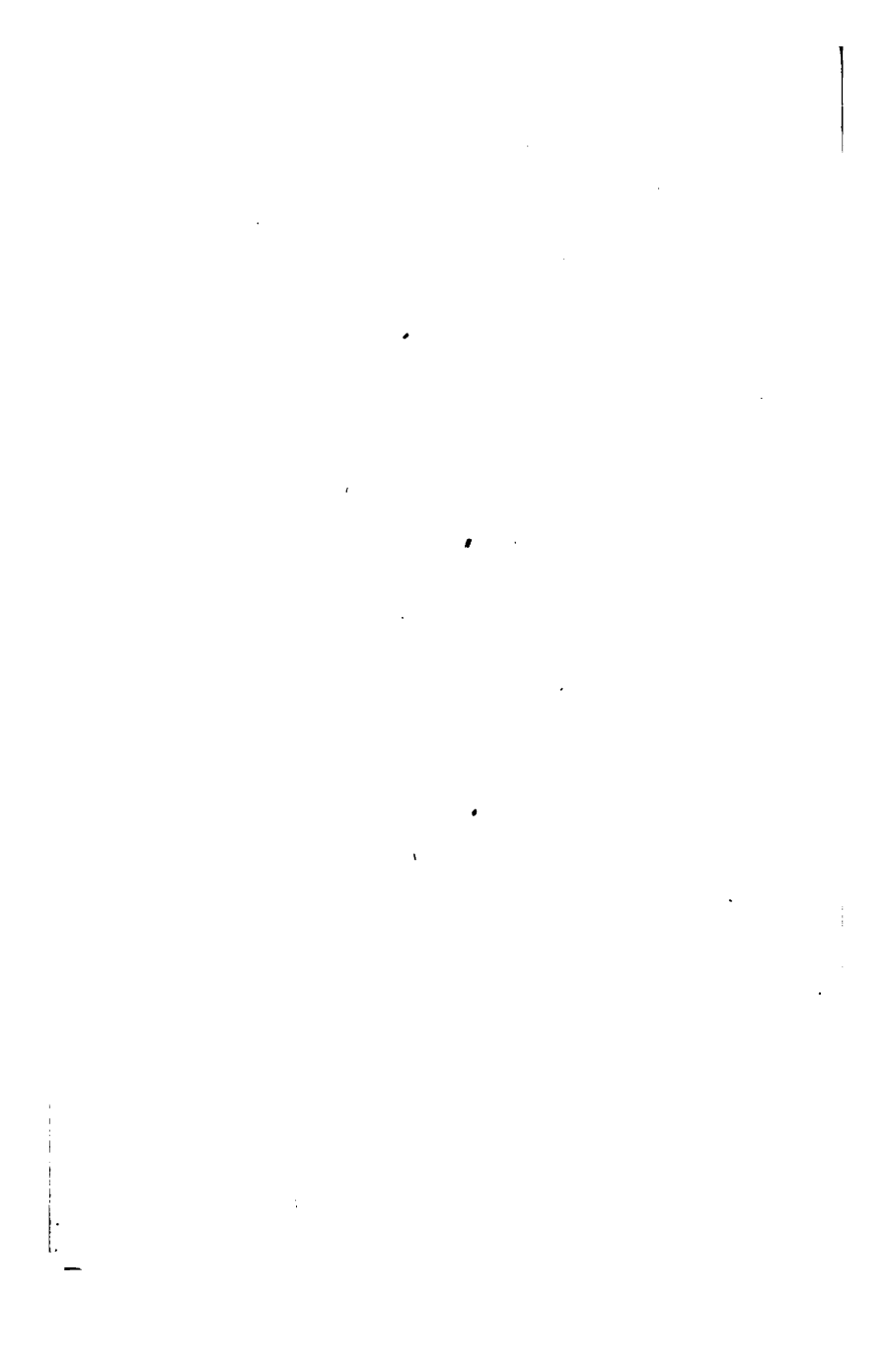
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

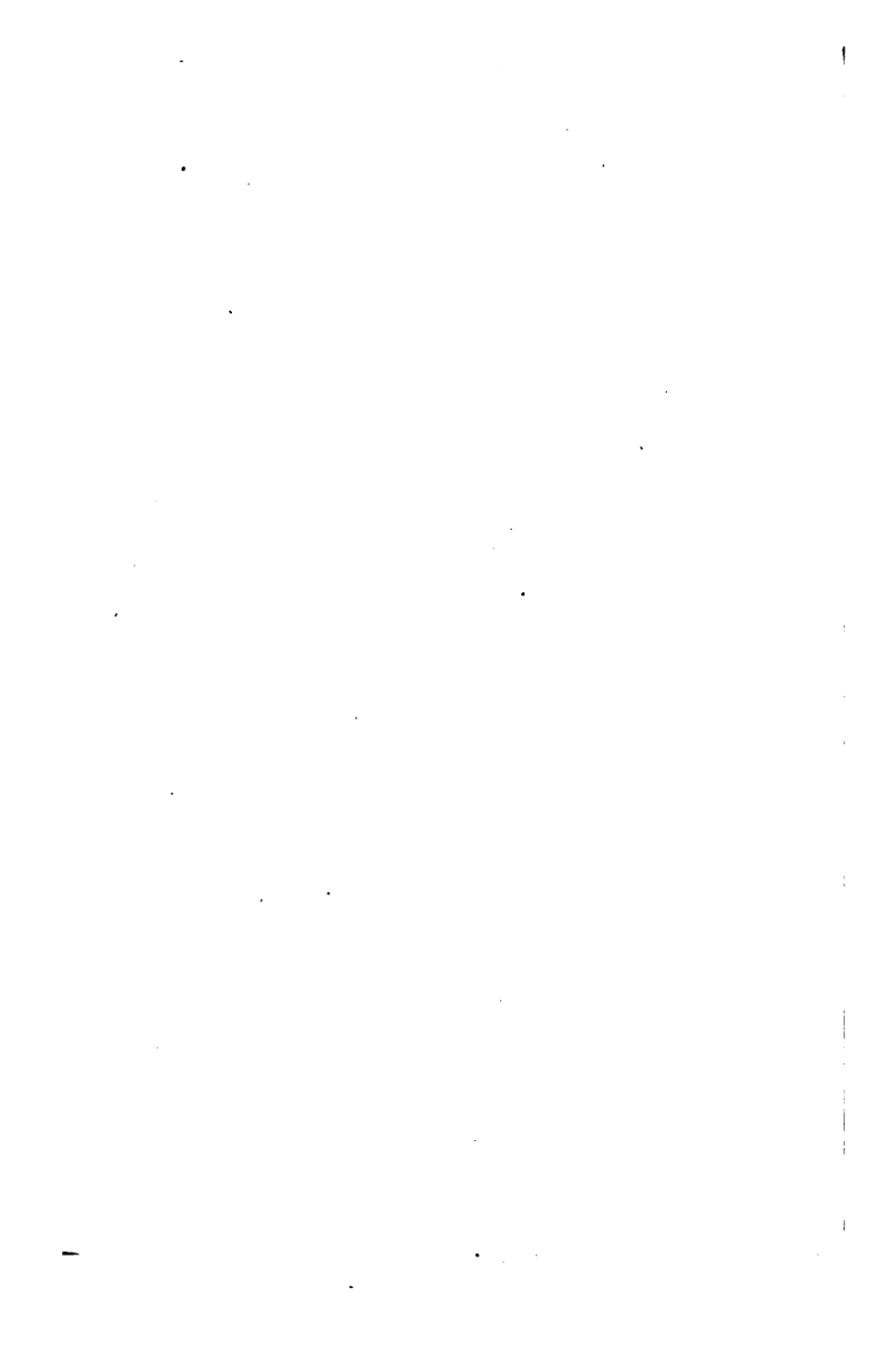
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











LA

TURQUIE CONTEMPORAINE

PARIS. — A. WITTELSHEIM, IMPRIMEUR,
rue Montmorency, 8.

LA
TURQUIE

CONTEMPORAINE

PAR

WILLIAM N. SENIOR



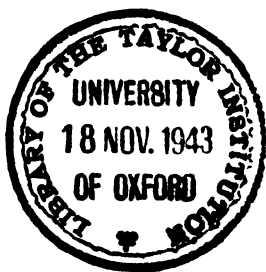
PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS

—
1861

Tous droits réservés



LA

TURQUIE CONTEMPORAINE

I

THÉRAPIA

Le samedi 12 septembre 1857, vers deux heures de l'après-midi, nous montâmes à bord du bateau à vapeur du Lloyd autrichien, *le Pluton*. Son tonnage est de 1,100, dont moitié appartient à la machine à vapeur ; sa force est de 400 chevaux ; il a été construit par Green, de Londres, et coûte 55,000 livres sterling. Sa vitesse, dans les circonstances favorables, est de douze nœuds à l'heure ; avec un vent debout et une forte mer, elle est de neuf à neuf et demi. Je n'ai jamais navigué à bord d'un vaisseau aussi bien taillé pour la course : même sous la brise, le tangage est peu sensible ; pour qu'il *roule*, il faut qu'il ait un gros vent en poupe.

Pendant l'après-midi du samedi et tout le dimanche, nous courûmes le long des côtes de Croatie et de Dalmatie, qui nous parurent cultivées et peuplées. Lorsque je me levai, le lundi 14, nous étions sur la côte d'Albanie.

Elle est désolée et stérile ; c'est, sans doute, preuve que la domination turque a passé là.

Sur les neuf heures du matin, nous passions les « *infames scopulos, Acroceraunia* » du poète, et nous apercevions Corfou qui, devant nous comme jadis devant Ulysse, se dressait ainsi qu'un bouclier sur le bleu sombre de la mer.

A dix heures nous étions dans son vaste port, en face d'un promontoire couronné de deux pics sur lesquels la citadelle, les *aëriæ Phæacum arces* de Virgile, existait dès le temps où Alcinoüs était roi. Nous restâmes à l'ancre jusqu'à deux heures ; mais, et c'est la situation ordinaire des passagers à bord des paquebots-poste, n'étant pas certains de la durée de notre station, nous prîmes seulement le temps d'errer dans les boues de la ville, de visiter l'hôtel *Carter* qui nous a semblé convenable, et de grimper au Fort-Neuf, qui couronne une éminence à l'ouest de la ville.

Les collines vertes de Corfou, les montagnes de l'Albanie qui les ferment et le canal intérieur qui les divise présentent un magnifique aspect.

Au milieu du port s'élève un rocher dont la forme (c'est celle d'une galère antique) suggéra, probablement, la légende du vaisseau phæacien changé en pierre par Neptune.

A onze heures et demie du soir environ nous manœuvrions à travers l'étroit canal qui sépare Ithaque de Céphalonie. Bathy, qui est le port d'Ithaque, peut être à cent milles environ de Corfou, distance que la galère du roi phæacien, qui ramenait Ulysse dans sa patrie, parcourut en moins de douze heures ; car elle mit à la voile au lever du soleil et prit terre au déclin du jour.

Il est à peu près convenu que Malte ou Gozo est l'île de Calypso. Échappé aux écueils de Scylla, Ulysse mit dix jours pour y arriver. Quand il partit, Calypso lui conseilla

de garder toujours la Grande-Ourse à sa gauche, c'est-à-dire de se diriger vers le nord-est. En suivant ces instructions, il vit les collines de Corfou le dix-huitième jour. La distance du phare de Messine à Gozo est d'à peu près deux cents milles; celle de Gozo à Corfou est de trois cent cinquante milles; le bateau du fils de Laërte, qu'il construisit en quatre jours, et qui était très-large, à ce que dit Homère, était probablement un mauvais voilier.

Mardi, 15 septembre. — A six heures du matin nous longions les côtes de Morée. Le premier objet intéressant qu'il nous fut donné de voir fut Navarin. Son port est protégé par l'île de Sphactérie, où se passèrent les événements qui restent peut-être les plus considérables dans l'histoire de la guerre du Péloponèse. La vieille ville était la Pylos sablonneuse de Nestor, au-dessus de laquelle s'élève la forteresse où il reçut Télémaque.

Quelques milles plus bas, nous passions devant Modon, l'ancienne Μεθών, qui de notre pont paraissait citée d'importance, mais qui est, je crois, presque inhabitée.

La côte de Morée, vue à distance, est haute et nue. Sur les plateaux et dans les vallées de l'intérieur, nous découvrions des villages au milieu de plantations d'oliviers et de vignes, que coupaient des bâtiments dont les plus remarquables étaient des tours carrées. Ce sont les habitations de la riche bourgeoisie, que l'influence de la guerre civile et les querelles héréditaires obligent à mener une vie de reclusion et de défiance. On dit que certaines familles ne se sont pas aventurées à sortir de leurs tours pendant des années entières.

Aux approches de midi nous doublions les trois caps sud de la Grèce, *Acritas*, *Ténare* et *Malée*, laissant derrière nous, au sud, le roc dénudé de Cérigo (Cythère).

Le soir tombait avant que nous eussions atteint les Cyclades, et il était minuit lorsque nous jetâmes l'ancre dans le port de Syra.

Mercredi, 16 septembre. — Nous sommes restés dans le port jusqu'à huit heures du matin. La ville est fort étendue et semble florissante; beaucoup de constructions sont en train, et les nouvelles maisons ont grande apparence. Nous pûmes voir l'île basse de Délos, touchant presque à celle de Rhenea, berceau et tombeau des habitants de Délos.

Nous passâmes près des rocs stériles de Gyare, et à travers le petit détroit qui sépare *Tinos* et *Andros*. Ces deux îles, d'un aspect misérable, sont vraisemblablement désertes près des côtes, mais elles peuvent contenir à l'intérieur des vallées et des coteaux fertiles. La terre la plus voisine que nous aperçûmes fut Scio; mais elle était encore loin de nous, et il faisait nuit avant que nous eussions commencé à côtoyer Mitylène. A ce moment, le vent du nord était devenu une forte brise, et j'allai me coucher.

Jeudi, 17 septembre. — Ce matin, à six heures, nous avons quitté Gallipoli. Pendant près de neuf heures nous avons filé sur la mer de Marmara, sans passer devant aucune île, si ce n'est devant celle même de Marmara, qui est en apparence inhabitée, et, vers trois heures, nous commençons à distinguer les minarets lointains de Constantinople.

Dès lors, Stamboul, l'antique cité, se déploie graduellement à nos yeux. Nous apercevons d'abord le *Château des Sept-Tours*, qui occupe l'angle oriental de l'immense triangle formé par la ville; nous passons ensuite le long des anciennes jetées, nous laissons en arrière les jardins et la pointe du sérail que dominant les minarets de Sainte-Sophie et ceux de la mosquée d'Achmed; à quatre heures enfin, nous jetons l'ancre dans la Corne d'Or.

Pendant cette saison, tous ceux que la fortune laisse libres de choisir leur résidence vont vivre dans des villas, sur les rives du Bosphore; aussi, au lieu de nous établir

à Péra, où nous aurions été seuls, nous résolûmes d'habiter Thérapia, à peu près à dix milles de Constantinople et à trois milles de la mer Noire.

Il est trop tard pour nous y rendre ce soir ; aussi restons-nous à bord.

Nous ne pouvons être mieux placés pour nous former une idée générale de Constantinople. Nous regardons la Corne d'Or ; à notre droite sont les faubourgs de Galata et de Péra : le premier au bas, le second au sommet d'une colline, située au-dessous du rivage. C'est là seulement que les étrangers peuvent demeurer.

Galata, effrayant amas de cabanes de pierres mêlées aux vieux palais génois, est la ville des affaires. Péra renferme le seul bon hôtel de Constantinople, celui de *Miseres*, et aussi les palais des ambassadeurs. On m'indique l'ambassade d'Angleterre et celle de Russie. Ce sont de grandes constructions carrées, de style moderne, édifiées au-dessus de la ville de bois, basse et irrégulière, qui s'étend à leurs pieds.

Devant nous se déroule la Corne d'Or ; coupée par un pont de bateaux. La partie inférieure de son bassin suffit à une vaste flotte commerçante ; une flotte militaire occupe la partie supérieure. A notre gauche se présentent les longues et fantastiques constructions du sérail, dont les dômes et les minarets percent du milieu des platanes, des pins et des cyprès. De tous côtés, partout où la terre apparaît, l'horizon semble se terminer par une forêt de cyprès ; marque et parure des cimetières qui font une ceinture à la ville. Les chandelles et les lampes posées aux fenêtres des maisons sont le seul éclairage de Constantinople ; encore ne brillent-elles guère que dans Galata et dans Péra. Maintenant, à dix heures et demie du soir, Stamboul est dans une obscurité profonde. Galata sera bientôt aussi dans l'ombre. Péra même, étincelant à huit heures et demie, est maintenant presque noir.

Peu de bruits ici, et combien différents de ceux qui remplissent une ville d'Europe ! Ni voitures, ni charrettes, tous les transports se font par eau ou à dos d'homme. — Les chiens observent rarement la loi du silence, et, de temps en temps, une voix qui retentit du haut des minarets convie les dévots d'Allah à la prière. Ajoutez le clapotement de l'eau battue des rames, vous aurez toute la gamme. A l'heure qu'il est les prières ont cessé, les bateliers sont endormis, et l'aboïement des chiens témoigne seul que la grande cité n'est pas un grand tombeau.

Vendredi, 18 septembre. — Hôtel d'Angleterre, à Thérapia. — Nous envoyâmes ici notre bagage et nos domestiques par un caïque, sorte de barque longue et étroite, à fond plat, conduite par un seul batelier. Nous nous propositions de les suivre par le bateau à vapeur.

Le nombre des vapeurs qui louvoient sur le Bosphore est considérable ; mais, comme toute chose en Turquie, ils sont la proie du monopole, et ne suffisent pas aux demandes.

Nous trouvâmes en conséquence le bateau encombré ; le plus grand nombre des passagers étaient d'ailleurs malpropres, ils fumaient tous ; aussi nous descendîmes et nous louâmes un caïque. Vous ne vous asseyez pas dans ces embarcations, vous vous couchez au fond, et votre tête seule dépasse le plat-bord, — position peu favorable à la vue ; — en outre faut-il ne pas vous mouvoir, car le plus léger changement d'équilibre ferait chavirer votre frêle équipage. Le jour est triste, et quoiqu'il soit vrai que le Bosphore avec son canal étroit et son courant rapide ressemble à un fleuve magnifique, quoique ses rives soient bordées de palais, et que l'amphithéâtre des collines étale aux regards ses massifs de cyprès, de pins et de platanes d'Orient, j'en avais entendu faire trop de descriptions pour n'être pas d'abord désappointé. Ainsi, pour me borner aux éléments purement naturels du paysage, à la mer, aux collines, aux forêts, et en laissant de côté

les édifices et leurs dépendances, il me semblait que les bords du canal de *Kyle-Rhea* et de *Loch-Aish*, entre *Sye* et *Inkvernesshire*, n'avaient guère à envier au Bosphore.

L'hôtel d'Angleterre occupe les trois côtés d'un petit promontoire. Nos chambres ont vue au nord, à l'est et au sud, avec la mer de toutes parts.

Les officiers de la douane arrêtaient sur l'eau le bateau qui portait nos bagages; ils ouvrirent plusieurs de nos malles, mais une gratification eut bientôt calmé leur grand zèle. Après déjeuner je me dirigeai vers Thérapia.

Le port est entouré par la ville, dans laquelle à peu près trois mille Grecs sont entassés dans deux cents cahutes misérables coupées par ces horribles ruelles pavées de cailloux, qui sont la plaie de toutes les villes et de tous les villages soumis à la domination turque. De chaque côté de la ville, le long de la côte, s'élèvent de belles maisons construites dans le style turc (les étages supérieurs avançant d'une façon très-marquée au-dessus des étages inférieurs), et entourées, à l'exception de celles qui avoisinent la mer, par des jardins en terrasses, plantés d'avenues de cyprès, de pins et de platanes.

La plus belle de ces habitations est le kiosque du sultan; immédiatement après, il faut citer celui de M. Baltazzi, marchand grec, que l'on dit être un des hommes les plus riches de Turquie. Viennent ensuite les palais d'été des ambassades anglaise et française.

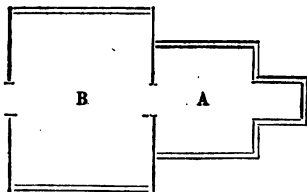
Précisément au-dessus de Thérapia, le Bosphore fait une brusque inflexion au nord-est, et va déboucher, sans autre détour, dans la mer Noire. Cette position rend Thérapia la ville la plus froide et, pour quelques tempéraments, la localité la plus saine qui soit sur les rives du Bosphore. Dans la saison actuelle elle est constamment rafraîchie par le vent fortifiant qui souffle de Scythie.

L'hôtel est propre et la cuisine paraît bonne, mais il n'y

a pas de cheminée et jusqu'à présent nous n'avons pu avoir de salon.

Samedi, 19 septembre. — Nous avons dîné chez lord Stratford. Nous y avons rencontré, entre autres convives, le ministre autrichien baron Prokesch et le secrétaire français M. de Lallemand. Le ministre français, M. Thouvenel, est en chasse dans l'île de Marmara.

La maison n'est pas grande, mais très-agréable. Il y a deux appartements fort convenables dans le style turc. On ne peut entrer dans la chambre A qu'en passant par la chambre B. Il y a tout autour de cette chambre des fenêtres et des



divans ; les parties du plan qui se projettent au dehors planent sur le Bosphore, directement en face de la mer Noire. La chambre B a des divans et au-dessus de ceux-ci, des fenêtres que j'indique par de doubles traits.

Nous avons eu une belle journée aujourd'hui, mais j'ai entendu des plaintes amères contre le temps des trois derniers mois. On n'a jamais vu, dit-on, un été aussi désagréable. Le fruit n'a pas mûri (ce que je sais par expérience) ; il n'y a presque pas eu de soleil, il a plu quelquefois pendant toute une semaine. Nous devons avoir maintenant, et pendant tout le mois prochain, un temps chaud, clair, invariable ; mais nul signe extérieur ne pré-sage encore son approche.

Dimanche, 20 septembre. — J'ai rencontré, à bord du vaisseau à vapeur de Trieste, M. Binet, intelligent avocat français. Il était, pendant la guerre, le correspondant de

Crimée du *Journal des Débats* ; à la paix, il resta à Constantinople, pratiquant comme avocat près des cours consulaires. Il a reconnu que la profession était d'un bon rapport, car il peut se faire sans difficultés 200 livres sterling par mois. Il demeure avec deux jeunes négociants anglais, MM. Ede, à Candilli, village sur le rivage asiatique, juste au bas de la vallée des Eaux-douces d'Asie.

Je passai ce matin à Candilli, dans un caïque, et après avoir déjeuné, nous prîmes, M. Binet et moi, le bateau à vapeur, qui nous mena jusqu'au nouveau pont qui joint Galata à Stamboul, près du Sérail ; puis un caïque qui nous conduisit jusqu'à l'extrémité de Stamboul, du côté du vieux pont. Là nous trouvâmes des chevaux de louage.

On nous demanda 400 piastres (la piastre vaut à peu près 20 centimes) pour la location de deux chevaux pendant la matinée. Nous convînmes d'en donner 40, plus 5 au guide qui marchait à nos côtés. Nous allâmes ainsi rapidement et sûrement à travers les ruelles pierreuses.

Nous marchâmes d'abord le long de la rive de la Corne d'Or, à travers la longue et étroite rue qu'on appelle le Fanar, résidence, jusqu'à ces dix dernières années, des Grecs les plus riches.

Nous passâmes devant de vastes maisons en pierre, bâties au centre d'un espace découvert, chacune avec une porte massive et des fenêtres grillées ; on eût dit de petites forteresses. De telles précautions étaient nécessaires pendant le règne des janissaires, alors que les riches, et surtout les chrétiens riches, étaient continuellement en danger.

Nous cheminâmes ensuite à travers le quartier des juifs qui, dans les villes européennes, est toujours le plus sale, mais qui est propre ici, en comparaison de tous les lieux que hantent les Grecs. Nous franchîmes les portes et nous nous dirigeâmes vers la mosquée et le cimetière d'Eyub. Là

nous vîmes des tombes turques ; c'étaient apparemment les sépultures de personnes de la haute classe, car elles étaient protégées par des grilles surchargées de dorures et de peintures. Un des ornements les plus communs était un beau fez (gueules et azur) sur une courte colonne. Tout le terrain inoccupé était couvert par des cyprès et des fleurs ; des fleurs peintes brillaient encore sur tous les panneaux supérieurs. Les musulmans ont à cœur d'entourer la mort d'images riannes. Nous rencontrâmes un convoi funèbre. Les porteurs couraient très-vite, et c'est presque la seule fois que j'aie vu courir un Turc.

Nous laissâmes alors derrière nous la Corne d'Or, et nous chevauchâmes en dehors des murs de la ville, marchant pendant l'espace de cinq milles entre ces remparts et une forêt de cyprès ; enfin, en approchant du château des Sept-Tours, nous touchâmes à la mer de Marmara.

Les remparts de Constantinople sont, je crois, les plus belles ruines militaires du monde. En avant est un large fossé, où l'on cultive aujourd'hui des jardins potagers. Au-dessus montent trois rangées de murs, chacune plus haute de vingt pieds que celle qui la précède immédiatement. Les deux murs intérieurs sont gardés par de larges tours carrées ou octogones, figurant un échiquier,



de telle façon qu'elles s'appuient l'une l'autre. Dans quelques endroits, où le terrain qui s'élève dans la campagne pourrait faciliter une attaque, les tours sont bâties côte à côte ; mais, en général, elles sont à une distance réciproque d'environ cinquante mètres, l'espace que mesurerait un jet d'arc. Il ne semble pas qu'il en soit tombé aucune ; beau-

coup paraissent parfaitement conservées. Des pins, des platanes, des ormes sauvages et des châtaigniers surgissent des plates-formes vertes qui séparent les différentes enceintes. Il pousse ici très-peu de lierre, de telle sorte que le dessin des constructions n'est jamais caché. La triple ligne de cette gigantesque bâtisse, qui s'étend l'espace de quatre milles et demi, qui avance quelquefois et qui recule ailleurs pour obéir aux accidents de terrain, forme une masse de maçonnerie plus considérable que celle de toutes les forteresses ruinées de la Grande-Bretagne mises ensemble.

Le seul travail auquel je la puisse comparer est le rempart de Rome ; encore celui-ci est-il d'une seule venue ; comme il sert encore, au besoin, à défendre la ville, il est entièrement dégarni d'arbres. Il est donc bien inférieur, en grandeur comme en beauté, à ces terrasses couronnées de tours et à ces triples parois drapées d'une abondante végétation. Le château des Sept-Tours a été restauré et semble plus moderne que les remparts. Plusieurs des tours sont rondes.

La porte par laquelle nous entrâmes dans la ville est suspendue à des colonnes de porphyre rouge arrachées à quelque temple ; au-dessus apparaissent les fûts d'autres colonnes du même ordre érigées sur le rempart lorsqu'il fut dernièrement réparé par les Turcs.

Stamboul vaut mieux que ses faubourgs, les rues sont en quelques endroits suffisamment larges et ne sont pas tout à fait aussi atrocement pavées. Quelques-unes sont propres.

Nous cheminâmes presque parallèlement à la mer jusqu'à l'instant où nous atteignîmes l'*Atmeidan*, l'endroit le plus intéressant de Constantinople. C'est un coin de terre oblong, d'environ deux cent cinquante mètres sur cent cinquante, qui faisait partie de l'ancien Hippodrome, sur les restes duquel on a construit la mosquée du sultan Achmed.

Nous vîmes l'obélisque monolithe égyptien, qui n'est pas très-haut, mais qui est sillonné de remarquables hiéroglyphes bien conservés, et qui porte sur un socle de marbre orné de bas-reliefs du iv^e siècle; l'obélisque grec, composé d'assises de marbre superposées, maigre squelette maintenant que son revêtement de métal a été enlevé; et la colonne torse de bronze qui, si elle vient de Delphes, doit être un des plus anciens bronzes du monde.

De l'*Atmeidan* nous passâmes près de Sainte-Sophie où, maintenant, l'on n'entre pas sans un firman. L'extérieur en est insignifiant, sa coupole basse et plate, est perdue au milieu d'un amas de dômes et de contreforts; et ses quatre minarets sont pauvres aussi bien comme dessin que comme exécution.

Nous entrâmes dans le sérail par la Sublime Porte, voûte plus haute que large, conduisant à une grande cour oblongue où coulent des fontaines ombragées par de gigantesques platanes, nés avant la conquête ottomane.

De chaque côté de cette porte sont des niches profondes, dans lesquelles on exposait autrefois pendant le jour les têtes de ceux qui avaient été décapités le matin.

Nous pénétrâmes à pied dans la cour suivante par une porte du même ordre; elle est plus petite que la première et carrée. A l'un de ses côtés est un kiosque de l'architecture turque la plus récente, avec un toit avancé et des fenêtres en filigrane; on l'appelle la salle des Désirs. Derrière se trouve une longue et basse rangée de constructions qui formaient autrefois le harem; sur l'un des côtés s'ouvre la porte de la troisième cour où sont situées les chambres qu'occupait le sultan.

Les femmes que le sultan avait choisies dans le harem attendaient dans la salle des Désirs l'heure où elles étaient introduites par la troisième porte dans ses appartements. Cette porte a été brûlée il y a environ un an; on l'a rebâtie dans un style criard; elle semble une pagode, tant on y a

prodigué d'or et de mauvaises fresques murales. Il ne nous fut pas permis de la franchir ; aussi nous revînmes à la première cour, et nous remontâmes ensuite sur nos chevaux. Nous descendîmes ensuite le chemin escarpé qui traverse une partie des jardins du sérail ; au milieu des cyprès, des platanes et des pins, nous longeâmes un beau kiosque solitaire, puis une grande construction où sont les différents ministères, puis encore les tombes de marbre et de porphyre rouge des empereurs grecs ; enfin nous quittâmes le sérail par la ruelle pierreuse qui aboutit au pont de Galata. Là nous congédiâmes nos chevaux, et un bateau à vapeur nous ramena à Candilli.

À la poupe des bateaux à vapeur il y a un salon couvert où se peuvent asseoir les passagers de première classe. Derrière, près du gouvernail, est la partie du vaisseau réservée aux femmes turques ; elle n'a ni toiture, ni tendelet. Ce soir il plut très-violemment. Plusieurs femmes étaient là confinées, légèrement habillées et sans parapluie ; elles restèrent exposées à l'ondée pendant les deux heures que dura le passage. Il y avait amplement de la place pour elles dans le salon ; mais leurs propres préjugés, autant que ceux des hommes, y rendaient leur entrée impossible. Leur mince voile de mousseline est à vrai dire une bien pauvre défense. Les voiles des Arabes et des Égyptiennes couvrent réellement le visage ; ceux des femmes de Constantinople sont à peine plus épais que le voile d'une Européenne.

Je dînai à Candilli et je me proposais de retourner à la nuit à Thérapia ; mais aucun bateau à vapeur ne traverse le Bosphore à cette heure, et les bateliers refusent de sortir par la pluie ; aussi passai-je la nuit ici.

Lundi, 24 septembre. — La pluie continua toute la matinée.

Je pris un bateau à vapeur pour Galata et j'y restai jusqu'à ce que j'en eusse trouvé un pour Thérapia.

Pour passer le temps, je montai et je descendis en traf-

nant le pied quelques-unes des ruelles raides et pierreuses de Galata.

Je visitai la Banque ottomane, trois ou quatre misérables chambres pour lesquelles la Banque payait, lorsqu'elle s'établit, 500 livres sterling par an. Le loyer est maintenant, je pense, un peu moins fort.

Le plus cruel inconvénient d'un séjour en Turquie est l'état du pavage des villes. Il est tel qu'il rend l'usage des voitures presque impossible et la marche pénible, sinon dangereuse. Dans Stamboul, où le terrain est comparativement plat, vous pouvez monter des chevaux turcs dont le pied est sûr, mais à Galata et à Péra les rues sont trop escarpées pour les chevaux. Pas d'ânes d'ailleurs, de sorte qu'il faut marcher; mais la marche est si périlleuse et si douloureuse, qu'on ne bouge guère, si l'on n'y est absolument forcé.

Mardi, 22 septembre.—J'allai par l'un des bateaux de l'ambassade, avec M. Alison, secrétaire de la légation, dîner chez Achmed-Vefic-Effendi, ministre de la justice, qui demeure à Roumeli-Hissari, ville turque sur le côté européen du bras le plus étroit du Bosphore.

L'autre convive était le prince Ghika, Moldave, gouverneur turc de Samos.

Samos s'étend sur environ 320 milles carrés, c'est un lieu éminemment fertile. Elle est habitée par des Grecs, et elle s'administre elle-même sous la surveillance d'un gouverneur chrétien qui lui est envoyé de Turquie. Dans les temps anciens, lorsque sa religion était le paganisme, lorsqu'elle était dégradée par l'esclavage, constamment en proie à la guerre, quelquefois gouvernée par un usurpateur, le plus souvent par un maître étranger, Athènes, Sparte ou la Perse, elle était riche et puissante. Sa population dépassait 300,000 âmes. Sa capitale était l'une des plus belles villes de la Grèce et produisait de grands hommes d'État, des philosophes et des artistes.

Aujourd'hui sa population est réduite à 60,000 habitants, ses villes sont misérables ; elle n'a plus ni richesses, ni littérature. Il est étrange que son présent soit inférieur à son passé, puisque la race y est toujours la même et que les principales différences de son état moderne à son état ancien, le christianisme et l'absence de l'esclavage, sont éminemment favorables à la civilisation.

Le prince est d'un caractère aimable et sans prétention.

Achmed-Vefic-Effendi est un homme d'environ quarante-cinq ans, parlant parfaitement le français et lisant l'anglais. Sa bibliothèque, assez importante, contient beaucoup de livres anglais. Sur sa table il y avait *les Nuits arabes* de Lane. Il a été longtemps en Perse, sait causer d'Hérodote et de Ctésias et passerait en Europe pour un homme remarquablement instruit.

A notre arrivée, à cinq heures et demie, on nous présenta des pipes, du café, de l'eau et de l'anisette que je trouvai un peu forte, mais que notre hôte soutint être très-faible.

A dîner nous nous assîmes autour d'un large surtout d'argent placé sur une table ronde. D'abord vint la soupe, pour laquelle nous avions des cuillers, mais pas d'assiette; ensuite parut la moitié d'un mouton rôti dans lequel notre hôte fit des incisions avec son couteau, et dont nous enlevâmes, avec nos doigts, des morceaux qui étaient excellents. Nous eûmes après des côtelettes de mouton garnies abondamment de légumes, un pilau, des artichauts et des champignons. On ne servait qu'un plat à la fois. Nous bûmes d'excellent vin de Bordeaux dont notre hôte prit sa part.

Après dîner nous retournâmes à la bibliothèque et nous reprîmes nos pipes, tandis que l'Effendi s'abandonnait aux délices du houka.

Il se plaignit des heures qui suivent le dîner : elles sont, nous dit-il, le pire moment de l'existence. Tous tant que

nous sommes nous mangeons trop, et je confesse que, pour ma part, j'a un peu les mœurs du *boa constrictor* : mon état naturel, après le dîner est le *Kief*.

— Qu'entendez-vous précisément par *Kief*? demandai-je.

— Il faut, répondit-il, une série de négations pour en donner vraiment l'idée. Vous n'avez pas perdu toute conscience de vous-même, cependant vous ne pensez pas ; vous n'êtes pas éveillé, cependant vous ne dormez pas. Des fantômes que vous savez être imaginaires flottent doucement devant vos yeux, sans que vous puissiez les évoquer ou les chasser, et ces apparitions ont un charme qui n'accompagne aucun spectacle réel ; il n'y a pas de musique aussi douce que celle que vous entendez pendant le *Kief* ; il n'y a pas de femme aussi charmante que celle qui vous visite pendant le *Kief*.

Quoique nous eussions interrompu son *Kief*, notre hôte était gai et amusant.

Nous parlâmes de tableaux.

— C'est une dépense, dit-il, dans laquelle nous ne tombons pas, mais je veux vous montrer ce qui pour nous les remplace.

Il nous apporta trois ou quatre volumes manuscrits, petits in-folios écrits sur vélin en encre très-noire, et ornés d'arabesques d'or.

— Ces livres, dit-il, sont copiés par quelques-uns de nos vieux mattres calligraphes, hommes dont les noms et les ouvrages sont aussi connus que ceux de Raphaël et de Titien. Ils appartiennent au grand xvi^e siècle, l'âge d'or de la calligraphie. Vous remarquerez qu'ils ne contiennent pas une rature, pas une surcharge ; et, de plus, je puis vous assurer qu'il ne s'y est pas glissé une seule faute de texte.

— Je suppose, dis-je, que si ça et là le copiste a fait une faute, la feuille a été remplacée.

— Un grand calligraphe, dit-il, ne fait jamais de faute.

Nous parlâmes de l'état du pays. — Ce qui nous manque

le plus, dit notre hôte, c'est un système de routes. Nous n'avons dans nos villes que des ornières comblées avec des cailloux ; aussi nous faut-il une heure pour parcourir un mille ; dans la campagne, suivant la nature du sol, les chemins sont des pentes de rocher, des amas de pierres ou des fondrières. Excepté dans le voisinage immédiat de nos villes, la moitié des terres n'est pas cultivée, parce que le paysan ne peut pas transporter ses produits au marché. Il ne récolte, par conséquent, que pour sa consommation personnelle. C'est le véritable prolétaire ; il augmente la population du pays, mais il ne contribue pas à sa richesse.

— Il me semble, répondis-je, que vous négligez la grande route de mer que la nature vous a donnée. Vous avez à peine quelques bateaux à vapeur sur le Bosphore, et ceux d'entre eux qui prennent des voyageurs sur ses bords sont plus qu'à demi insuffisants au besoin du service, malgré le prix exorbitant du passage.

— C'est l'exacte vérité, reprit-il ; la compagnie qui a le monopole de la navigation à vapeur trouve plus profitable d'avoir peu de bateaux où l'on paye cher, et qui sont toujours pleins, que d'en avoir plus où l'on payerait un prix modéré. Le monopole a encore quelques années à courir.

— Et sera-t-il renouvelé ? demandai-je.

— Cela dépendra, répliqua-t-il, de ce que les tenanciers du monopole voudront ou pourront payer, et du ministre qui sera alors en fonctions. Chez nous le gouvernement semble n'exister que pour le bénéfice des gouvernants, et non des gouvernés. Lorsque la question du renouvellement des monopoles est en discussion, les seuls intérêts dont on ne parle pas sont ceux du public.

— Je fus frappé, dis-je, lorsque j'étais sur le bateau à vapeur devant Stamboul, entre dix et onze heures du soir, de la tranquillité de la ville. Je vis à peine une lumière,

j'entendis à peine un bruit autre que l'aboiement des chiens.

— Et pourtant, dit Vêfic, dans cette ville grande, populeuse, mal éclairée et mal gardée, il se commet très-peu de crimes; la moyenne n'équivaut pas au dixième de ceux qui attristent les quartiers Francs de Galata et de Péra. Stamboul est divisée en districts; les principaux habitants de chaque district forment une sorte de sénat. Ils n'accordent le droit de résidence dans leur district qu'aux personnes qui leur agréent, et ils expulsent ceux des résidents dont la conduite est douteuse. Nous n'avons pas à Stamboul ces criminels de profession qui sont la terreur permanente de beaucoup de grandes villes. Sans les chiens, nous ne saurions ce que c'est qu'une classe dangereuse et vous pourriez en toute sécurité vous promener dans Stamboul à toute heure de la nuit.

Vendredi, 25 septembre. — Nous avons erré à travers Thérapia avec A. B..., et de là nous avons suivi la côte jusqu'à Kallender : dans une promenade d'une heure et demie nous avons passé devant deux palais du sultan.

A. B... réside depuis près d'un an sur le Bosphore. Il habitait précédemment Tripoli.

— La société, me dit-il, est, à coup sûr, bien meilleure ici qu'à Tripoli; le climat, le sol, le paysage, tout vaut mieux. On ne se voit guère à Tripoli, il y fait chaud; les environs en sont marécageux. Ici nous pouvons fréquenter nombreuse et excellente compagnie; pas de pays qui vaille celui-ci pour la beauté, la salubrité et la douceur de l'atmosphère. Pour ma convenance personnelle je préfère pourtant Tripoli. Les indigènes ont là-bas une véritable supériorité. L'Arabe est intelligent et poli; quoiqu'il déteste et méprise en masse toute la chrétienté, il peut estimer quelqu'un d'entre nous, et pour celui qu'il estime il est capable d'attachement et de gratitude. Les Turcs et les Grecs sont un mélange de vices haïssables et

de défauts dégoûtants; l'élément haïssable prédomine chez le Turc, le dégoûtant chez le Grec. Nous venons de passer au milieu d'une ville grecque qui n'est pas du tout un mauvais échantillon de l'espèce; eh bien! avez-vous jamais vu des rues aussi rocailleuses et aussi sales, des maisons aussi délabrées? Entrez dans les chambres, vous croiriez plutôt voir des repaires de bêtes fauves que des habitations humaines.

— Les huttes de boue des faubourgs du Caire sont pourtant, dis-je, de bien plus grossières habitations.

— Plus grossières, dit-il, mais bien plus propres, et encore faut-il tenir compte de la différence du climat. Les habitants du Caire jouissent d'un été perpétuel; ils n'ont presque pas besoin de maisons. Il fait froid ici pendant six mois, très-froid pendant deux ou trois; cependant nulle maison grecque ou turque, à Thérapia, n'a de cheminée, excepté pour la cuisine. Où avez-vous rencontré une population aussi malhonnête et aussi brutalement égoïste? Un Turc court à franc étrier dans les rues, sur les ponts encombrés de Constantinople, sur l'étroit sentier où nous sommes, sans prendre seulement garde à ceux qu'il renverse. Un homme conduisant une mule chargée de deux lourdes corbeilles la poussera plutôt sur vous qu'il ne la fera se garer de votre chemin. Si vous gravissez les collines qui sont au-dessus de nos têtes, et qu'un chien de berger vous attaque, son maître ne le rappellera pas, et il se croira tout excusé de son inhumanité.

Ne pensent-ils pas que leurs chiens deviendraient poltrons du jour où ils ne mordraient plus les étrangers! Tenez, ce sont tous des êtres aussi méchants qu'ils sont malhonnêtes. J'allai l'autre jour, avec une dame, acheter des rosaires d'ambre. On nous demanda, pour un assortiment, 7,000 piastres. La dame en offrit 4,000, et le marchand les lui laissa pour 3,000. Chez les Arabes il y a du moins quelque humanité et quelque dignité personnelle.

— L'Arabe, demandai-je, est-il capable de progrès ?

— Je ne crois pas au progrès pour l'Arabe, répondit-il, tant qu'il restera musulman. La polygamie, l'impure liberté du divorce, la reclusion des femmes, le fatalisme, l'indifférence qu'il professe pour toute connaissance et pour toute littérature en dehors des absurdités du Coran, le mépris et la haine des chrétiens ; toutes ces conséquences de sa religion, infiltrées en lui depuis sa naissance, s'opposent radicalement à tout progrès. Il n'en est pas moins à un degré de civilisation que les Turcs n'atteindront jamais. Si comme eux il reste stationnaire, c'est à un niveau beaucoup plus élevé. Sa maison est deux fois plus confortable qu'aucune maison turque. Il a des routes, il a une police. Vous pouvez voyager en toute sécurité à travers la vaste régence de Tripoli. Ici vous n'êtes pas en sûreté à cinq milles de la ville, ou dans la ville elle-même, quand vient la nuit, surtout dans les districts reculés.

— Le gouvernement de Tripoli, demandais-je, est-il plus ou moins corrompu que celui de Constantinople ?

— Il ne peut pas l'être plus, répondit-il, et je ne pense pas qu'il le soit moins. Il y a quelques années, je vivais dans une étroite amitié avec un homme qui était *Defterdar*, ou administrateur des finances. Il me montra deux livres. Celui-ci, dit-il, est un compte exact de toutes les sommes payées ou à payer (je le tiens pour mon usage particulier), l'autre est celui que j'envoie au gouvernement turc ; chaque somme y est réduite de moitié.

— Quel était, demandai-je, le montant des recettes accusées dans le véritable livre ?

— Environ 50,000 bourses, répondit-il, ou 250,000 livres sterling.

— Voulez-vous dire, demandai-je, qu'il gardait pour lui 125,000 livres par an ?

— Il volait, répondit A. B..., le gouvernement turc de

425,000 livres chaque année, mais il ne gardait pas probablement pour lui plus de 50,000 livres. Il fallait acheter avec le reste la complicité des autres fonctionnaires. Je voudrais bien, me disait-il, être honnête, quelque étrange que paraisse une semblable conduite dans ce pays-ci; mais je ne garderais pas ma place un mois, si je ne corrompais ici tout le monde et bien des gens à Constantinople : l'argent de la corruption est pour tant d'hommes le fond de la vie ! Si je cessais de le distribuer, je serais bientôt calomnié, renvoyé, pillé et peut-être bâtonné. Encore faut-il que je fasse quelques économies, en prévoyance du jour où je perdrai ma place. J'aurai à corrompre pour en avoir une autre. Et comment m'en tirer avec mon simple traitement ?

— Quelle est l'étendue et la population de la régence de Tripoli ? demandai-je.

— La population, répondit-il, est de deux millions d'habitants, d'après une évaluation assez vague. Son étendue est énorme ; c'est aussi grand que la France ou que l'Espagne.

— Alors 425,000 livres par an ne suffisent pas à payer les dépenses locales, dis-je.

— Certainement non, répondit-il : le gouvernement turc est obligé de faire chaque année la remise d'une somme considérable à Tripoli.

— Et que tire-t-il de Tripoli ? demandai-je.

— Rien absolument, répondit-il ; Tripoli, comme tant d'autres pachalics éloignés, est une simple charge pour le gouvernement ; mais, individuellement, les gouvernants y gagnent quelque chose. A Constantinople, le meilleur des revenus des personnages officiels est l'argent des pots-de-vin, et les pots-de-vin qui arrivent de Tripoli en valent la peine.

Un autre de mes amis, continua-t-il, était le cadi, le chef de la justice. On l'a envoyé là-bas de Constantinople et sa

place lui a été explicitement accordée pour trois ans; mais il a besoin, pour s'y maintenir, d'une confirmation annuelle. C'était un excellent homme, et, s'il eût seulement su l'arabe, il eût fait un très-bon juge. Il me disait qu'il avait reçu, pendant sa première année d'exercice, 10,000 bourses ou 50,000 livres sterling des juges inférieurs qu'il avait nommés ou confirmés.

— Où les autres trouvaient-ils cet argent? demandai-je.

— Et le tour du bâton? répondit-il, et les cadeaux qu'ils reçoivent des plaideurs? *Lui* vendait son patronage, *eux* vendaient leurs jugements.

— Tripoli, demandai-je, est-il mieux ou plus mal gouverné que lorsque le beylik était héréditaire?

— Mieux, répondit-il, parce qu'on peut maintenant en appeler au sultan et qu'un bey par trop malfaisant a chance d'être rappelé; plus mal, parce que le bey ne prend nul intérêt à ses sujets temporaires et ne pense qu'à leur faire rendre gorge. Peut-être, en somme, y a-t-il bien peu de différence.

Nous passâmes devant une belle maison à moitié ruinée.

— C'est un Arménien nommé Jésiarli, me dit A. B..., qui l'a bâtie. Cette magnifique construction excita l'envie des Turcs, qui y virent d'ailleurs une excellente proie à piller. On porta une accusation contre le propriétaire; il avait, dit-on, fraudé le gouvernement. Ce fait était probablement vrai. Tous ceux qui ont affaire à ce gouvernement le fraudent; le plus ou moins dépend, non de leur conscience plus ou moins intègre, mais des occasions plus ou moins propices. Jésiarli fut exilé, ses propriétés confisquées, et on laissa cette maison, presque entièrement terminée, tomber en ruines.

— Et le fait remonte? demandai-je.

— Environ à trois ans, répondit-il. Ce fut la faute de Jésiarli. Il aurait dû savoir que s'il ne s'appuyait pas sur une protection étrangère, et qu'il s'avisât d'être riche,

c'était son devoir de cacher sa richesse. Un des inconvénients de ce pays, continua A. B..., c'est la difficulté qu'on trouve à s'y loger. Il ne vous est pas permis d'acheter, et les Turcs ne louent que pour une année. Si vous laissez votre logis se détériorer, il est possible que vous le gardiez aux conditions premières; mais si vous l'entretenez et surtout si vous l'embellissez, votre propriétaire augmentera le loyer à chaque renouvellement de bail. Le loyer de M. Cumberbatch, consul anglais à Péra, a doublé depuis quelques années, et il ira s'élevant toujours tant que le propriétaire pensera qu'il entre dans les convenances de M. Cumberbatch de ne point changer de domicile.

— Le hattî-humayoun, dis-je, déclare que les étrangers peuvent acheter des terres et des maisons.

— Oui, répondit-il, mais sous la réserve que les cas particuliers seront arrangés entre le sultan et les gouvernements étrangers. Cela veut dire que, s'il existe une vague permission générale, les traités qui nous exempteront de la juridiction musulmane et nous remettront à celle des consuls sont encore à faire. Je ne voudrais pas d'une terre à ce prix, quand on me la donnerait pour rien. Je ne serais nullement tenté d'exposer ma propriété et peut-être ma personne à la fraude, à l'injustice, à la vénalité et à la brutalité de la cour turque. Les traités seuls pourront rendre l'existence en Turquie supportable et même possible.

— Cependant, dis-je, je vois des Anglais qui possèdent des terres : M. Hanson a une propriété à Candilli.

— De telles transactions, me répondit A. B..., sont frauduleuses et illégales. M. Hanson, ou plutôt l'agent de M. Hanson, car le nom du véritable acheteur a été soigneusement caché, acheta cette propriété au nom de sa femme, désignée seulement par son nom de baptême, Marianne, rajah chrétienne, fille d'Anna, rajah chrétienne. Tant que lord Stratford sera ambassadeur, M. Han-

son n'a rien à craindre; mais qu'il survînt une guerre, ou qu'il nous arrivât un représentant moins énergique et moins soigneux des intérêts britanniques, je ne donnerais pas beaucoup des chances qu'il aurait de garder sa propriété. Elle plairait à quelque pacha. Jésiarli, entre autres luxes de parade, avait plusieurs belles cassolettes, des trépieds d'argent qu'on remplit de braises enflammées et qui servent ici à chauffer les appartements. Un haut personnage en entendit parler; il envoya chez l'Arménien ses serviteurs et quelques porte-faix; les cassolettes eurent bientôt passé de la maison de Jésiarli dans la sienne.

Samedi, 26 septembre. — Je passai chez C.D...; nous parlâmes de la cherté de la vie à Constantinople.

— Je crois, dit-il, qu'il n'y a pas une ville d'Europe où les loyers atteignent les prix habituels de Péra. Deux Anglaises ont ouvert un pensionnat. Ces dames ont fondé sur d'excellentes bases un établissement que tout le monde réclamait; aussi je désire ardemment leur succès. Mais leurs frais de loyer font de l'entreprise une affaire ruineuse, et, à moins que nous aidions les institutrices par une souscription, elles quitteront la place. Elles ont à peu près quarante-cinq pensionnaires et sont obligées de payer 530 *livres sterling* par an.

— Je m'étonne, dis-je, qu'elles n'aillent pas demeurer à Stamboul; le loyer des maisons est moins onéreux, et c'est un séjour plus agréable ou plutôt moins désagréable que Péra. Le hattî-humayoun a aboli la loi qui sequestrait les chrétiens dans des résidences particulières.

— Le hattî-humayoun, répondit-il, est une lettre morte et restera telle tant que les gouvernements étrangers n'en exigeront pas l'exécution. Les six puissances qui ont signé le traité de Paris pourraient insister sur sa mise en vigueur; si même l'Angleterre et la France agissaient de concert, elles gagneraient la partie. La politique de l'Angleterre, continua-t-il, est parfaitement pure. Nous n'a-

vons en vue que la prospérité de la Turquie. Nous n'avons pas besoin d'elle, notre commerce se soutient de lui-même; nous ne demandons pas de privilèges particuliers, d'autant plus qu'elle n'en pourrait pas accorder, car ses traités avec toutes les puissances européennes contiennent pour chacune d'elles une clause qui la met sur le pied de la nation la plus favorisée. Nous ne voudrions pas accepter un pouce de son territoire. Tout ce que nous désirons c'est d'éviter, ou au moins de reculer la guerre qui, lorsque l'empire tombera en dissolution, s'engagera inévitablement autour de ses dépouilles. Jamais, peut-être, une nation n'a prêté à une autre un secours aussi entièrement désintéressé.

Je voudrais bien en dire autant de la France, mais sa politique est gâtée par ses vieilles traditions. Elle convoite l'Égypte, sinon pour la posséder, au moins pour y dominer, afin de nous en écarter. Elle veut être maîtresse en Syrie. Elle intrigue continuellement avec les Druses et les Maronites. Elle prétend non-seulement que son influence soit sentie, mais encore qu'elle soit évidente et notoire. La France et l'Angleterre ont toutes deux le même but en apparence; elles désirent toutes deux que la Turquie opère les réformes qui sont nécessaires à sa prospérité, ou plutôt à son existence. Mais tout ce que nous désirons, c'est la réalisation de ces réformes. La France désire qu'elles soient faites sous sa direction. Elle ne serait pas satisfaite si le malade revenait à la santé sans qu'elle ait prescrit l'ordonnance, qu'elle ait composé la médecine, et qu'elle l'ait fait avaler au patient, au vu et su de l'univers.

— Quel est son but, demandai-je, en hâtant la réunion des Principautés? Veut-elle seulement plaire à la Russie?

— Non, répondit-il, elle s'est déclarée favorable à l'union avant que les vœux de la Russie fussent connus.

— Je suppose, dis-je, que la Russie désire l'union parce que l'Autriche s'y oppose.

— C'est là un des motifs, répondit-il, et peut-être a-t-il son importance; mais il en est un autre plus puissant. Elle croit que l'union affaiblira la Turquie. Quant à l'Autriche, je dois dire que toutes ses propositions tendant à maintenir la séparation des Principautés ont été bonnes, généreuses et libérales.

— On m'a assuré, dis-je, que la clause du traité de Paris qui, pour l'union comme pour la séparation, décide que les vœux et les intérêts des habitants seront consultés, était empruntée à l'un des protocoles de la conférence de Vienne. Il me semble que cette précaution influera singulièrement sur la solution du problème.

— Pour ce qui est des Valaques, répondit-il, comme ils sont les plus forts, ils désirent l'union. La Valachie acquerra ainsi plutôt des sujets que des concitoyens. Quant aux Moldaves, quoiqu'ils n'aient pas hasardé de refuser leurs votes, je doute qu'ils aient jamais eu grande envie de l'union. Ils s'estiment, à bon droit, je pense, plus civilisés que les Valaques, et appréhendent de trouver en eux des maîtres. A première vue, certainement, l'union paraît naturelle, mais si vous considérez d'abord les difficultés de détail, puis l'incapacité probable de la Turquie à maintenir son autorité sur un vassal aussi puissant que le gouverneur des Provinces - Unies; enfin l'exemple que les Principautés, virtuellement indépendantes, donneront aux autres provinces, vous reconnaîtrez que les objections contre l'union sont très-graves, si graves, qu'elles auront, je crois, raison dès qu'elles seront sérieusement examinées. La Turquie ressemble à certains points de nos côtes du sud; un courant violent la bat incessamment et menace d'enfoncer ses jetées. La perte des Principautés lui fera une brèche effrayante.

Quelques moments après que j'eus quitté E. D..., E. F... arriva chez moi.

— Quelle impression, dit-il, l'Orient produit-il sur vous ?

— L'Orient, dis-je, n'est pas tout à fait nouveau pour moi, car j'ai passé quelques mois en Égypte.

— L'Égypte, répondit-il, n'en est pas un spécimen admissible. Le gouvernement d'Égypte est aussi supérieur au gouvernement mahométan que le laborieux et docile fellah l'est au Turc brutal.

— Ici, dis-je, je n'ai eu le temps que d'apercevoir une surface. J'ai vu la capitale, dont les rues sont impraticables aux voitures et peuvent à peine être parcourues à pied. J'ai vu une campagne sans routes; j'ai vu un palais du sultan sur chaque promontoire du Bosphore; j'ai vu de vastes étendues de terres inoccupées et plus de chiens que d'êtres humains. Ces apparences ne témoignent ni pour le gouvernement, ni pour le peuple.

— Si vous avez le malheur, comme je l'ai eu, répondit-il, de vivre au milieu des Turcs pendant deux ou trois ans, vos opinions leur seront encore moins favorables. Au point de vue du gouvernement et de la religion, la Turquie est un détrit. Tout ce qui faisait sa force, tout ce qui lui donnait de la consistance est parti; ce qui reste tombe en poussière. Les pires superstitions de sa détestable religion, la haine du progrès et la haine des infidèles; les pires défauts de son détestable gouvernement, la violence, l'exaction, la trahison et la fraude, voilà désormais les uniques ressorts de son existence. Jamais je n'ai vu un pays qui appelât plus un conquérant. L'appui que nous lui prêtons ne sert qu'à retarder l'application de ce remède violent.

— Vous pensez, dis-je, qu'il faudrait en venir là?

— Je ne puis voir d'autre solution, répondit-il. Le Turc est vraiment un animal imperfectible. Il déteste le changement, et par conséquent la civilisation. Il a horreur des Européens; il a répugnance, terreur de tout ce qu'ils proposent. Il n'y a pas un mot dans le hattî-humayoun qui ne lui soit dégoût, irritation ou alarme. La force seule pourra l'obliger à donner au hattî un semblant d'exé-

cution. Et de quelle valeur peuvent être des semblants de réformes chez un peuple qui n'a ni aristocratie, ni classe moyenne, ni opinion publique, ni moyens de communication, ni journaux, rien, pas même un bureau de poste : nation accoutumée, depuis quatre cents années, à piller et à opprimer les rajahs pour être opprimée et pillée par les sultans, les pachas, les cadis et les janissaires ?

— Supposez, dis-je, que le sultan se retire en Asie, la Turquie d'Europe pourrait-elle se gouverner elle-même ?

— Les Principautés et la Serbie s'en tireraient, répondit-il, mais la Bulgarie, la Roumélie et la Bosnie sont composées d'éléments hétérogènes ; elles tomberaient dans la guerre civile et dans l'anarchie.

— Nous pourrions leur donner, dis-je, un souverain européen et le secours d'une armée étrangère.

— Ceci serait de la conquête, répondit-il, et je ne puis que vous le répéter : c'est par la conquête que cela finira.

Ici quelques visiteurs nous interrompirent, et je perdis le reste de son invective anti-turque.

Dimanche, 27 septembre. — G. H..., Français établi à Galata, déjeuna avec nous, et nous allâmes nous promener sur les dunes qui s'étagent à près de mille pieds au-dessus de la mer. Le Bosphore était à nos pieds ; notre vue était bornée au nord par la mer Noire, et au sud par le mont Olympe de Bithynie, qui ondule de l'autre côté de la mer de Marmara, par delà Brousse, et dont le sommet et les flancs étaient alors blancs de neige.

Je rapportai en substance à mon compagnon mes conversations de la veille avec C. D... et E. F....—Je pense tout à fait avec C. D..., répondit-il, qu'à moins de progrès la Turquie est perdue, et qu'il faudra une pression du dehors pour la contraindre au progrès. Je pense, en outre, que cette pression salutaire pourrait être exercée par l'Angleterre et par la France, et que c'est le manque d'entente entre les deux gouvernements, ou plutôt entre

les deux ambassades, qui empêche leur action combinée. Mais il me semble que C. D... n'a pas dit toute la vérité. Il est certain que l'ambassade française est jalouse, contrariante, qu'elle tient à manifester en toute occasion son influence et sa prépondérance; mais à l'ambassade russe, à l'ambassade d'Autriche et surtout, oui surtout, à l'ambassade anglaise, l'attitude est la même. Si nous désirons un canal, l'Angleterre s'y oppose. Si vous désirez un télégraphe, la France s'y oppose. Si la France et la Russie souhaitent l'union des Principautés, l'Angleterre et l'Autriche insistent pour leur séparation. Si vous soutenez Reschid-Pacha, nous appuyons Fuad-Pacha. Si la Russie construit à Péra un hôtel assez grand pour un roi, nous en faisons autant, et vous aussi. Nous allons démolir notre palais et en ériger un aussi vaste que ceux du sultan. Je ne doute pas que vous suiviez notre exemple. Votre système de rivalité, dès qu'il s'agit d'une question d'influence, vous y oblige; car les Turcs jugent du pouvoir d'une nation par les dehors. Avec une grande dépense de talents, d'activité, de papier, d'encre et de diplomatie, nous ne produisons que des résultats négatifs. Nous nous neutralisons les uns les autres, et notre influence, au lieu de relever la Turquie, tend à la faire tomber plus bas encore. Il n'y a pas de folie, d'injustice, de fanatisme où elle ne soit aidée par l'un ou l'autre ambassadeur.

— Et maintenant, demandai-je, que pensez-vous des vues d'E. F...?

— Je pense, dit G. H..., qu'elles sont grossières et superficielles. Au lieu de dénouer le nœud, il le tranche. Conquête veut dire partage, et comment y aura-t-il partage sans une guerre générale? Qui aura Constantinople? Le système d'E. F... nous remet en face de cette énigme désastreuse que la France et l'Angleterre ont écartée au prix de deux cent mille existences. C'est tout bonnement la répétition du plan de Nicolas.

— Mais vous, quel est votre plan ? dis-je.

— Mon plan, répondit-il, est comparativement simple. Je voudrais que la France et l'Angleterre fissent exécuter la clause du hatti-humayoun qui garantit aux étrangers le droit d'acheter des terres en Turquie.

— Les Turcs, dis-je, ne consentiront à rien tant que nous ne renoncerons pas au bénéfice des capitulations. Or, c'est chose impossible.

— Je répondrais à leur demande, dit-il, en promettant d'abroger les anciennes conventions aussitôt que les Turcs auront établi des tribunaux où les Européens pourraient se présenter en toute sûreté, des tribunaux dont les juges seraient éclairés et intègres. Un Turc même est capable d'admettre l'équité de cette condition, et personne ne sait mieux qu'un Turc qu'elle ne peut être remplie quant au présent. En même temps, nous avons le droit d'insister sur l'exécution du hatti-humayoun, et de demander qu'on ne la rende pas illusoire en la faisant dépendre de l'abandon de nos nationaux aux cours turques, quand elles sont ce que nous les voyons.

— Comment la possession des terres turques par les étrangers régénérera-t-elle les Turcs ? dis-je.

— Je ne cherche pas à régénérer les Turcs, dit-il, mais à régénérer les rajahs. La terre est si fertile et à si bon marché en Bulgarie et en Roumélie, que les émigrants s'y rendraient, non de France ou d'Angleterre, mais des provinces slaves de l'Autriche, de la Russie et peut-être de la Pologne. Protégés par les capitulations, ils formeraient une aristocratie ; autour d'eux se rallieraient les chrétiens de la Turquie d'Europe, qui sont quatre fois aussi nombreux que les Turcs. La puissance turque, plus qu'aucune autre, dépend d'une illusion. C'est la domination du peuple le plus grossier sur le plus civilisé. Quatre siècles d'oppression ont fait croire au Bulgare que le Turc est naturellement le maître. Montrez-lui ce maître

bravé et défié par l'émigrant que la loi protège, il commencera lui-même à penser à la résistance. On en eut bien la preuve pendant que les alliés étaient en force à Constantinople. Les Grecs virent les soldats français traiter les Turcs avec mépris. Ils furent d'abord étonnés, mais quand on leur eut donné l'exemple pendant quelques mois, ils commencèrent à le suivre. Ils prirent des airs d'égalité, presque de supériorité, et, à la fin, à Galata comme à Péra, les Turcs baissèrent pour un temps l'oreille. Il en serait ainsi en Bulgarie et en Roumélie, si l'émigration, aussi nombreuse qu'elle le serait, j'en suis sûr, formait un noyau de résistance contre les déprédations et l'oppression des Turcs. Les Turcs d'Europe ne produisent pas ; ce n'est qu'une population parasite qui vit exclusivement du pillage des chrétiens. Rendez le pillage impossible, ou au moins difficile, les Turcs émigreront à leur tour, et iront mourir ailleurs. Le pouvoir turc, en Bulgarie et en Roumélie, tombera ainsi de lui-même, sans conquête, ainsi que cela s'est déjà virtuellement effectué en Serbie et dans les Principautés.

— Et que vous proposez-vous de faire, dis-je, de la Bulgarie et de la Roumélie, lorsqu'elles auront cessé d'être turques ?

— Je les unirais, dit-il, à la Serbie et aux Principautés pour en faire un royaume ou une confédération. On aurait ainsi une communauté assez respectable d'environ dix millions d'âmes. Les Macédoniens et les Thessaliens seraient du même coup rendus à la Grèce, dont ils n'auraient jamais dû être séparés. C'est la violence seule qui les isole des compatriotes qu'ils ont de l'autre côté de la frontière absurde que les puissances protectrices ont créée au travers de la Grèce.

— Et que feriez-vous de la Bosnie ? demandai-je.

— C'est une question plus difficile, répondit-il, car là les Turcs sont aussi nombreux que les chrétiens. On pour-

rait la laisser peut-être dans son état actuel, dépendant nominalement de la Turquie, mais très-peu soumise en réalité au pouvoir central. C'est une petite population, dans un coin à demi-barbare de l'Europe.

— Votre politique, dis-je, marche au rebours de celle que professent les cabinets de l'Europe. Leur but, celui du moins qu'ils mettent en avant, est l'intégrité de l'empire ottoman ; le vôtre est, ce me semble, sa dissolution ?

— Certainement, répondit-il, mais vous devez vous rappeler que ce que vous appelez un but signifie simplement un résultat à obtenir. Il faut, et là-dessus tout le monde est d'accord, empêcher une guerre générale pour le partage de la Turquie. Je voudrais donc voir l'empire turc se dissoudre pacifiquement par l'indépendance de ses diverses provinces, et non par les conquêtes ou les annexions. Je voudrais voir l'Égypte former un pays indépendant, Tripoli un autre, les Principautés un autre, la Servie un autre, la Roumélie un autre, et la Bulgarie un autre, ayant Constantinople pour capitale. La Syrie devrait être jointe à l'Égypte, ainsi qu'il en aurait été sans votre intervention.

Les Turcs pourront garder l'Asie mineure jusqu'à ce que les chrétiens deviennent trop forts contre eux, et qu'ils soient forcés de reprendre le chemin de la Tartarie qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

Lundi, 28 septembre. — Je me promenai avec M. Calvert le long de la côte jusqu'à la longue et étroite vallée qui sépare les collines de Thérapia de celles de Buyucdereh, et qui remonte jusqu'à la forêt de Belgrade. A l'entrée de cette vallée, à environ cent mètres de la mer, se dresse un grand platane sous lequel Godefroy de Bouillon a planté, suivant la tradition, sa tente au ^{xiii}^e siècle. Supposez neuf grands arbres dont six s'élancent de la même tige, et peuvent être considérés comme les branches gigantesques d'un seul arbre. Les trois autres se détachent au-

jourd'hui du tronc principal, mais ils ont dû autrefois s'y incorporer davantage. Le tout mesure à peu près soixante pas de circonférence. Ces arbres, en réalité, peuvent bien être antérieurs à la première croisade.

M. Calvert appartient à une famille consulaire. Son frère, dont la réputation est grande, est consul anglais aux Dardanelles. Il est né lui-même à Malte, et il a passé presque toute sa vie dans la Turquie d'Europe ou d'Asie. Nous causâmes des sentiments des différentes populations de la Turquie d'Europe.

— Toutes, dit-il, sans aucune exception, haïssent la Russie et attendent l'appui et la protection de l'Angleterre.

— Je pensais, dis-je, qu'elles comptaient plutôt sur la France. La France a joué un rôle plus important pendant la guerre que l'Angleterre.

— Il est vrai, dit-il, que ses armées étaient plus nombreuses, mais les Turcs estiment plus les flottes que les armées. Ils savent aussi que nous avons et les moyens et le désir de continuer la guerre, tandis que la France voulait se retirer sans avoir réalisé aucun de ses desseins, et qu'elle a quitté la partie lorsqu'elle n'avait que très-imparfaitement réussi; ils savent que si nous n'étions pas intervenus, elle aurait abandonné, dans le traité définitif, la moitié des avantages qui nous étaient promis par les préliminaires.

Ajoutez que notre diplomatie a été dirigée par une main plus ferme et plus habile qu'aucune de celles à qui les intérêts français ont été confiés. Non-seulement elle a dépensé plus d'énergie et obtenu plus de succès, mais elle a aussi été bien plus désintéressée. Le protectorat que la France accorde aux Latins empêche sa politique en Turquie d'être franche et suivie; il est en opposition avec les préjugés et les vœux de toute la population musulmane et des neuf dixièmes des chrétiens.

Les Bulgares, ajouta-t-il, haïssent non-seulement les Russes, mais aussi les Grecs, et les Rouméliens ont les

mêmes aversions, excepté en Thessalie où, comme la race grecque y prévaut, une aspiration naturelle pousse les montagnards à se réunir à leurs frères de la guerre de l'indépendance.

— Quelles sont, demandai-je, les dispositions de la Serbie, de la Bosnie et des Principautés ?

— Une haine générale de tous leurs voisins, répondit-il. Ils haïssent les Russes, les Autrichiens, les Grecs et les Turcs. Ce qu'ils désirent réellement, c'est l'indépendance, ou au moins cette indépendance virtuelle que s'est conquise la Serbie.

— Pourraient-ils former une confédération indépendante ? demandai-je.

— Ils sont trop peu civilisés pour former une confédération, répondit-il, et vous ne pourrez jamais vous fier à eux pour une action d'ensemble. Si le reste du monde ne s'occupe pas d'eux, ils continueront à vivre, aristocraties à demi-barbares, jouissant d'une grossière abondance, contribuant très-peu à la richesse de l'Europe et pas du tout à sa sécurité.

Mardi, 29 septembre. — Miss Canning nous prit à bord du grand caïque de l'ambassade, qui est monté par dix rameurs, et nous mena à Stamboul pour y visiter les bazars. Aidés par la force du courant, nous descendîmes en moins d'une heure de Thérapia au pont de Galata. Les gardes des forts présentaient les armes lorsque nous passions devant eux.

Après avoir beaucoup couru, après avoir marchandé trois heures, nous parvîmes à acheter de l'essence de roses, des lainages légers que l'on fabrique à Vienne exclusivement pour le harem et le marché de Constantinople, avec des rosaires de bois de sandal. En revenant, nous naviguions contre le courant. Notre retour fut plus lent, mais il n'en fut que plus agréable, d'autant que nous pouvions mieux observer les détails d'une architecture

fantastique et la superbe végétation des jardins en terrasses.

Mercredi, 30 septembre. — Nous devions aller dîner de nouveau chez Achmed-Véfic-Effendi, mais depuis que je l'ai vu il a perdu sa place. Dans une telle occurrence, il serait inconvenant pour un Turc de donner à dîner. On le suppose écrasé de chagrin. Il y a diverses opinions sur sa disgrâce : on ne sait s'il a été destitué ou s'il a résigné ses fonctions ; mais il est admis qu'il a cessé d'être juge parce qu'il osait être impartial.

Désireux de le visiter, je me dirigeai vers les collines de Roumeli-Hissari, guidé par Alison, car il n'y a là ni route ni sentier et presque pas de culture, quoiqu'on soit à peine à dix milles de la capitale. Nous trouvâmes le ministre disgracié en très-bon état d'âme ; il lisait *la Turquie* du capitaine Slade dont il nous vanta les notions exactes. Mais avant que nous eussions fini notre première pipe, nous fûmes obligés de le quitter pour ne pas manquer le dernier bateau à vapeur.

Vendredi, 2 octobre. — Nous nous embarquâmes ce matin dans le caïque de l'ambassade avec lord Stratford, miss Canning et madame Von Zuylen, femme du ministre de Hollande à Athènes, pour visiter les Eaux-Douces d'Asie.

Lord Stratford nous quitta devant le palais d'Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères, avec lequel il désirait avoir un entretien qui ne se prolongerait guère, au moins il l'espérait.

On appelle *Eaux-Douces d'Asie* un cours d'eau qui se jette dans le Bosphore, sous les murs du vieux château d'Anadoli-Hissari, à environ un demi-mille au-dessus de Candilli. A son embouchure se trouve une prairie d'un quart de mille, embellie par un bouquet de vieux platanes et de frênes qui entourent une fontaine. Le long de la côte on voyait des centaines de caïques qui avaient

amené là *le beau monde féminin* du Bosphore et de Stamboul. La plupart de ces dames se prélassaient accroupies sur des matelas, des tapis, des coussins, dans des poses étudiées pour cacher entièrement leurs pieds; elles mangeaient des fruits, du pain, des friandises, et buvaient l'eau de la fontaine. D'autres se promenaient dans des voitures conduites par des vaches bizarrement accoutrées de harnais rouges, ou bien par des chevaux, et plus fréquemment encore par un simple cheval. Une ou deux de ces voitures étaient des broughams ou des britzkas de forme anglaise; mais les arabas dominaient, étroits et ridicules équipages particuliers à ce pays, où quatre personnes peuvent être entassées et cahotées sans miséricorde. On comptait aussi beaucoup de charrettes où se tenaient des réunions de neuf à dix femmes ou enfants, suivies par un joueur de harpe ou un violoniste à pied. Les voiles des femmes étaient composés de deux pièces de mousseline drapées, l'une devant les yeux et le front, l'autre devant le menton et la bouche, mais trop minces pour cacher les traits, ou même le teint. Ces voiles minces, m'a-t-on dit, furent introduits pendant l'occupation des alliés, et avant qu'elle eût pris fin, ils étaient devenus aussi légers que ceux que l'on porte en Europe. Quand les armées s'en allèrent, la police fit doubler les voiles et mit sous clef toutes les dames qui s'en tenaient à la simple mousseline. La plupart des jeunes femmes étaient peintes aux paupières et aux sourcils avec du khol, par tout le visage, avec du rouge et du blanc. Je ne fus pas frappé de leur beauté; pourtant, lorsqu'elles marchent, malgré la gaucherie de leurs allures, les filles du haut monde ont une langueur et une timidité vraiment engageantes. Nous laissâmes tout ce monde comme nous l'avions trouvé, les unes réunies par groupes sous les arbres, les autres conduisant leurs voitures au pas autour de la prairie.

L'entrevue de lord Stratford dura jusqu'à notre retour.

Samedi, 3 octobre. — Nous allâmes avec quelques-uns de nos amis de l'hôtel dans les bazars de Stamboul, sous la conduite de M. Zohrab, Arménien, qui a été pendant quelques années consul turc à Londres.

Nous achetâmes des soies de Damas, des lainages légers, des pantoufles et de l'ambre. Lorsque nous eûmes terminé, fatigués de la foule, des cailloux qui nous coupaient les pieds, du fracas des disputes, nous allâmes nous reposer chez le restaurateur le plus fashionable de Stamboul. Son établissement se compose d'une chambre basse ouverte sur la cuisine. Il était assis devant un réchaud garni de petits charbons. Au dessus il rôtissait sur des brochettes de fer des petits morceaux de mouton carrés. On appelle ce mets des *cabobs*.

Nous montâmes par un escalier tournant à l'étage supérieur, dans une chambre où nous trouvâmes une table et à peu près une douzaine de chaises qui n'avaient plus de sièges. Nous parvîmes pourtant à nous asseoir, et nous commandâmes un plat de cabobs, que nous trouvâmes si bons, ainsi que le pain et l'eau, qu'après avoir absorbé et ce premier plat, et un second, et encore un troisième, nous nous arrêtâmes, dans la crainte de faire un dîner. Le tout nous coûta à peu près un schelling par tête.

Nous retournâmes au pont d'où partent les bateaux à vapeur, à travers l'Atmeidan et une partie du sérail.

Zohrab me dit, en me montrant une des larges niches pratiquées de chaque côté de la Sublime Porte et destinées à recevoir les têtes, qu'il se rappelait y avoir vu celles d'Ali, pacha de Janina, de ses fils et de ses petits-enfants.

A neuf heures et demie du soir, ma chambre, qui est au second étage, fut violemment ébranlée pendant quelques secondes. C'était un tremblement de terre. C'est le troisième depuis notre navigation sur le Bosphore, mais c'est le premier que j'aie remarqué personnellement.

Dimanche, 4 octobre. — Je traversai le Bosphore et

déjeunai avec MM. de ..., à Candilli; je trouvai là mon ami, G. H., le Français dont j'ai parlé.

Après déjeuner, je rendis visite à Mehmet-Kuprisli-Pacha, une vieille connaissance de Londres, dans sa délicieuse résidence sur la côte, à quelques pas des Eaux-Douces. Il a été élevé en France et parle parfaitement le français. Il a été ambassadeur à Berlin et à Londres; il était grand vizir lorsque Aali-Pacha représentait la Turquie aux conférences de Paris. Il causa gaiement de Londres et de ses habitants; il parut désirer que madame Senior rendît visite à sa femme; puis la conversation tomba sur la dernière guerre.

— Quoiqu'elle ait, dit-il, coûté énormément au gouvernement, qui leva 300,000 hommes, la Turquie en profita, et fut peut-être le seul pays à en profiter. 30 millions *sterling*, et même plus, furent alors dépensés à Constantinople, et, si nous avions eu des moyens de transport, nous aurions pu vendre aux armées trois fois plus que nous ne fîmes.

— Par les moyens de transport, dis-je, Votre Hautesse entend sans doute les chemins?

— Certainement, répondit-il. Nous n'avons pas en Turquie un seul véritable chemin, excepté un fragment de route, cinq milles à peu près, que les Français nous ont construit. Une des difficultés est le mauvais vouloir des rajahs, qui refusent de contribuer à la dépense. Ils prétendent que le gouvernement fasse tout pour eux, mais le gouvernement, s'il pouvait jamais entreprendre une opération aussi gigantesque que celle de tracer des routes dans un vaste empire où la population est disséminée sur tant de points, réussirait assez mal après avoir risqué des sommes immenses.

— J'espère, dis-je, que, lorsque le gouvernement pensera aux routes, il n'oubliera pas le pavage.

— Nous y avons songé, répondit-il, depuis plusieurs

années. Il y a même un contrat signé pour le pavage de Constantinople. On a versé l'argent, on a taillé les pierres, on a pris soin de les mettre en lieu sûr, mais on s'en est tenu là.

Après avoir quitté l'ex-vizir je me promenai avec G. H., à travers un bois de cyprès, jusqu'à un kiosque en ruines, perché sur une éminence d'où nous aperçûmes Constantinople, la mer de Marmara au sud et au nord le déploiement des collines qui bordent la mer Noire. A nos pieds le Bosphore, aussi bleu que le lac de Genève; les promontoires qui projettent leur image sur ses flots semblaient le diviser en une multitude de lacs, tous frangés de palais qui surgissaient du sein des eaux, entourés d'une forêt de cyprès, de châtaigniers, de frênes, de platanes et de pins.

— C'est dans ce kiosque, me dit G. H., que mourut le sultan Mahmoud. Il avait osé exprimer l'espérance que dans quelques années les musulmans, les chrétiens et même les juifs jouiraient des mêmes droits politiques. Il prit du café à son palais de Bebec, il se sentit indisposé en passant à Candilli, on le transporta dans ce kiosque, et il y mourut pendant la nuit, avec tous les symptômes d'un empoisonnement par l'arsenic.

Nous nous dirigeâmes par les collines vers la maison de M. Hanson, qui s'élève sur une petite pointe de terre avancée dans la mer; de son jardin la vue est peut-être encore plus belle que du kiosque; l'eau qui vous entoure de trois côtés coule presque immédiatement à vos pieds. On ne peut prendre qu'une idée imparfaite du Bosphore lorsqu'on le voit seulement d'un bateau. Des hauteurs vous avez un magnifique panorama sur le plan inférieur, et vous saisissez, que vous baissiez ou que vous leviez les yeux, les sites après les sites, les promontoires boisés après les promontoires, jusqu'à la montagne du Géant, ou jusqu'à la mer Noire au nord, au sud jusqu'aux dômes et aux minarets de Scu-

tari et de Constantinople qui ajoutent à la majesté et à la netteté du paysage.

M. Hanson m'entretint des ressources de la Turquie. — Elles sont énormes, dit-il, mais on manque de chemins, et c'est assez pour les rendre comparativement inutiles à tous, excepté aux paysans, qui calculent et qui ne grattent la terre que juste autant qu'il faut pour nourrir leur famille. Pendant ces vingt dernières années nous avons supplié le gouvernement de faire des chemins. On a promis, on a levé des plans, on a fait des fonds à ce dessein, mais tout s'arrête dès que l'argent a touché les mains des fonctionnaires. Il y a quelque temps on devait construire une route depuis la côte jusqu'à Brousse. Le pacha taxa pour des années les habitants de ce district, au point de leur rendre haïssable jusqu'au nom même d'un chemin ; mais du chemin point de nouvelles.

— Ne serait-il pas possible, dis-je, d'accorder à des particuliers, ou à une compagnie, la construction des chemins, et de les dédommager par un droit de péage ?

— Si une compagnie anglaise, répliqua-t-il, proposait l'affaire, M. Thouvenel démontrerait au gouvernement quel danger il y aurait à laisser des étrangers prendre ainsi pied dans le pays. Si le plan venait d'un Français, l'ambassadeur anglais, quel qu'il pût être, protesterait. Les Turcs ne demandent qu'à rester seuls et à s'en aller tranquillement à leur ruine. Toutes les ambassades s'accordent pour gourmander leur inactivité ; mais, dès qu'un représentant étranger propose une mesure particulière et pratique, tous les autres s'y opposent de concert.

Le soir, nous nous promenâmes au même endroit, par un brillant clair de lune. Les grandes tours blanches de Roumelli-Hissari, flanquées de cyprès, paraissaient pâles et indistinctes comme les spectres de quelque fortification barbare ; les lumières des palais situés au-dessous de nous miroitaient en longues lignes dans les reflets de l'eau ; tout

avait un aspect magnifique et étrange ; et cependant rien ne saurait suppléer l'éclatant coloris du soleil d'Asie. Des objets les plus rapprochés nous perdions les détails ; les plus éloignés nous apparaissaient brouillés et confondus. M. Ede nous montra une montagne appelée la Montagne des Voleurs, située à quatre ou cinq milles du village.

— Il y a quelques années, dit-il, une bande s'y établit, ce qui rendit le voisinage de Candilli très-peu sûr pendant plusieurs mois ; mais enfin, à l'arrivée des alliés, les voleurs furent chassés et détruits. Nous n'aurions pas alors pu prendre ce chemin. Nous devons aux alliés tous les heureux changements survenus dans la contrée, et lorsqu'ils nous quittèrent, tout progrès s'en alla avec eux. Ils commirent une erreur fatale en se retirant avant de nous avoir forcés à faire des réformes réelles.

— Le hattî-humayoun, dis-je, n'est-il pas une réforme réelle ?

— C'est du papier perdu, me dit-il. Comment les Turcs l'exécuteraient-ils ? C'est un recueil de maximes gouvernementales à la française, traduites en turc, avec un verbe à l'impératif en avant de chaque paragraphe. L'œuvre a un an et demi de date, et vous ne pouvez pas m'indiquer une clause qui ait reçu un commencement d'effet.

— Au moins, dis-je, cela empêche les Turcs de formuler des objections contre les réformes. Ils ne peuvent pas dire qu'elles sont opposées aux lois de l'empire. Le hattî-humayoun peut n'être qu'une réunion de généralités ; mais c'est quelque chose d'avoir des règles générales de bon gouvernement prescrites par les autorités supérieures. Avec le temps elles porteront leurs fruits.

— On n'a tiré nul fruit, dit G. H., du hattî-shérif de Gul-Haneh dont le hattî-humayoun n'est guère plus qu'une paraphrase. A moins que l'Angleterre et la France se réunissent pour contraindre la Turquie à des réformes réelles, je crains bien que nous n'ayons fait que reculer

l'instant où elle sera subjuguée par la Russie. On dit que nous avons donné une leçon à la Russie. En effet, et elle en profitera. Elle aura bientôt des chemins de fer. Sous le prétexte d'une flotte commerciale destinée à rivaliser avec les messageries et le Lloyd autrichien qu'elle prétend supplanter, elle est en train de créer une marine à vapeur qui pourra, en quelques heures, transporter une armée d'Odessa à l'entrée de la mer Noire, jeter trente mille hommes sur chaque rive, s'emparer des batteries qui ne sont pas défendues du côté des terres, occuper enfin le Bosphore et Constantinople en une semaine. Je ne dis pas que la chose arrivera dans dix ou dans vingt ans; mais si nous ne portons pas remède à la décomposition de la Turquie, le dénoûment ne passera pas trente ans. Nos hommes d'État, cependant, sont trop vieux pour s'inquiéter de ce qui arrivera dans trente ans d'ici. Trente ans, c'est pour eux l'éternité, et « après nous le déluge. »

— Pardon, lui dis-je, vous parlez de forcer la Turquie à faire des réformes: rien de mieux; mais ce sont là des généralités comme celles du hattî-humayoun. Comment pouvez-vous forcer un gouvernement à faire des réformes actives? Vous pouvez le forcer à en faire de négatives, c'est-à-dire vous pouvez empêcher de faire telle ou telle chose, mais comment obligerez-vous à faire quoi que ce soit?

— Vous ne pouvez les obliger à faire les choses par eux-mêmes, répondit-il, mais vous pouvez les contraindre à les laisser faire par d'autres. Vous pouvez les empêcher d'arrêter, quoique vous ne puissiez les obliger à agir. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit l'autre jour: Forcez-les à supprimer les monopoles qui entravent toutes les affaires et tous les commerces. Forcez-les à donner un effet à la clause du hattî-humayoun qui permet aux étrangers d'acheter des terres. Exigez qu'ils autorisent des compagnies étrangères à construire les chemins qu'ils ne veulent pas faire eux-mêmes; et que les constructeurs soient

dédommagés par les péages. Une fois la Turquie ouverte aux entreprises, à l'industrie et au capital de l'Europe, ce sera une nouvelle Amérique avec un meilleur climat et un sol plus fertile. Les Anglo-Saxons et les Allemands auront bientôt chassé du pays les sauvages qui ne le gardent qu'en effrayant, en pillant, en opprimant les races civilisées. Les Grecs et les Slaves eux-mêmes, armés d'une égalité de droits, suffiraient à les mettre dehors. Et quelle force gagneraient Grecs et Slaves s'ils avaient l'exemple et le soutien d'hommes d'un sang plus énergique !

Lundi, 6 octobre. — M. Binet nous joignit au déjeuner. On parla de la loi en Turquie. Les affaires civiles et criminelles entre étrangers, dit M. Binet, sont décidées exclusivement par les tribunaux consulaires. La cour à laquelle le défendeur ou l'accusé appartient exerce la juridiction.

Les questions civiles entre les Turcs et les étrangers sont jugées par des tribunaux mixtes de Turcs et d'étrangers nommés *Tidjaret* ; la loi appliquée est celle du pays auquel appartient le défendeur.

Dans ces cours il n'y a ni procureur ni avocat, mais l'étranger possède un grand avantage. Étant supposé ignorer la langue turque, il est représenté par un interprète. Lorsque la cour délibère, on fait sortir tous les étrangers, excepté l'interprète. Il écoute les discussions, y prend part, et comme il n'a pas de contradicteur, il peut très-souvent influencer sur la décision.

En matière criminelle entre les Turcs et les étrangers, la juridiction revient à la cour du pays auquel appartient l'accusé. Si, par exemple, un Français tue un Turc, le ministre des affaires étrangères de Turquie en avertit l'ambassadeur français qui a une police et une prison particulières. L'ambassadeur arrête l'accusé, et le consul remplit l'office de juge d'instruction ; c'est-à-dire qu'il recueille les preuves et les témoignages, qu'il les consigne

dans un rapport et qu'il envoie les dépositions et l'accusé à Marseille, d'où on le transporte à Aix, en Provence. La cause est portée devant un jury, auquel on lit les dépositions, puis la sentence est rendue et exécutée en France.

Si un Turc tue un Français, l'ambassadeur français fait prévenir le ministre des affaires étrangères de Turquie. Le ministre avertit le ministre de la police. L'accusé est arrêté, jugé et exécuté d'après les lois turques.

Je vous expliquerai plus clairement ces procédés en vous donnant un aperçu d'une cause dans laquelle je suis actuellement engagé.

Suleiman, Arabe d'Algérie, et par conséquent sujet français, exerçait à Stamboul deux métiers très-souvent unis et tous deux très-estimables en Turquie; celui de marchand de chevaux et celui de marchand de femmes. Un Français fut tué dans un café fréquenté par des Tunisiens. La police turque ne savait ou ne voulait pas découvrir l'assassin. Suleiman, en sa qualité d'Algérien, était en relation avec tous les Tunisiens et laissa voir imprudemment qu'il connaissait le meurtrier.

M. Thouvenel l'envoya chercher. Il voulait bien donner des renseignements officieux, mais il se refusait à déposer en pleine cour contre un musulman accusé d'avoir tué un chrétien. Sa vie, disait-il, ne serait plus en sûreté. M. Thouvenel insista. Suleiman ne sut pas désobéir à son ambassadeur, et, d'après ses dépositions, on découvrit le meurtrier qui passait pour un proche parent du bey de Tunis. Quelques jours après une bande, conduite par l'iman de la paroisse, pénétrait par effraction dans sa maison et détruisait ses meubles; on l'aurait tué lui-même si on l'eût trouvé au logis. Il eut recours à M. Thouvenel, qui força la paroisse à lui payer 40,000 francs de dommages.

Un jeune Turc riche, nommé Giaffar, était l'amant

d'une des femmes de Suleiman ; ils se querellèrent et elle refusa de le voir davantage. Un soir, il y a un mois environ, comme Suleiman retournait chez lui, il entendit des cris partir de sa maison et trouva Giaffar en train de forcer la porte dans le but de se saisir de la femme. A l'approche du maître, Giaffar tira son yatagan, et chercha à le tuer. Suleiman, qui était très-fort, le désarma et le conduisit au poste du district. L'officier commandant, comme le reste des habitants, détestait Suleiman depuis qu'il avait déposé contre un musulman, et qu'à son sujet la paroisse avait été mise à l'amende ; il voulut donc faire passer l'affaire pour une querelle d'ivrognes. Suleiman maintint que c'était un attentat contre sa propriété et contre sa personne ; comme preuve, il tendit à l'officier le yatagan qu'il avait pris à Giaffar.

— Est-ce votre yatagan ? dit l'officier à Giaffar, en tenant l'arme par la lame et en lui présentant le manche.

Giaffar s'en saisit, frappa Suleiman au cœur et s'enfuit sans que les gardes cherchassent à empêcher son crime, ou à l'arrêter, une fois l'acte commis.

Quelques heures après la veuve de Suleiman vint me trouver. Je me rendis chez M. Thouvenel, qui avertit le ministre de la police ; Giaffar fut arrêté, et comme naturellement les faits n'admettaient pas de discussion ; il fut reconnu coupable.

Jusqu'ici l'histoire est simple et aurait pu arriver, non pas peut-être en France, mais très-aisément en Espagne. Pour voir ce qui s'ensuivit, tant à la cour civile qu'à la cour criminelle, il faut être en Turquie.

Suleiman laissait un fils unique, âgé d'un mois. Le meilleur de ses biens consistait dans la propriété indivise du quart de quatre maisons. Les Turcs proposèrent de les confisquer, sous le prétexte que Suleiman, en sa qualité de Français, ne pouvait pas être propriétaire à Stamboul. Nous répondîmes à cela qu'en laissant enregistrer la

propriété à son nom ils avaient consacré son droit de possession, qui après lui devait passer à ses héritiers, c'est-à-dire à sa femme, devenue Française par son mariage, et à son enfant. La loi était peut-être contre nous ; mais M. Thouvenel nous soutint, et les Turcs se soumirent, comme ils sont toujours obligés de le faire lorsqu'un ambassadeur intervient.

Nous demandâmes ensuite que les maisons fussent vendues, contre quoi les copropriétaires protestèrent. Nous répondîmes qu'une part indivise d'un huitième de chacune d'elles appartenait à l'enfant ; qu'étant Français, il jouissait de tous les droits d'un mineur français, et que l'un de ces droits était la vente de toutes les propriétés où il avait un intérêt si faible qu'il pût être, et après la vente, la reprise de sa quote part.

— Ici encore, interrompis-je, votre loi me semble avoir eu tort. Une propriété immobilière aurait dû suivre la *lex loci*.

— C'est peut-être vrai, répondit-il, mais nous prévalûmes. Les maisons furent vendues, et un huitième du prix de la vente fut mis à part au profit de l'enfant.

— Toutes ces choses, dis-je, sont les conséquences civiles du crime de Giaffar. Voyons maintenant les conséquences pénales. Nous l'avons laissé en prison, convaincu de meurtre.

— Il y est encore, répondit Binet, et il y restera dix-neuf ans et trois mois. A la fin de ce temps il sera pendu ou payera 33,000 piastres (220 livres sterling), au gré du fils de Suleiman.

D'après le Coran un homme convaincu de meurtre doit être pendu ou payer 3,000 drachmes d'argent à l'héritier de la victime lorsqu'il atteint sa majorité. On suppose que c'est une drachme d'argent pour chaque drachme de sang. Il y a quelque temps, lorsque la valeur de la piastre était plus élevée que maintenant, les 3,000 drachmes

d'argent furent fixées à 33,000 piastres. Mais si l'héritier est un enfant, il ne peut opter avant l'âge légal, c'est-à-dire avant d'avoir atteint sa vingtième année. Le fils de Suleiman ayant maintenant neuf mois, Giaffar peut avoir, comme je disais, dix-neuf ans et trois mois à attendre en prison. Si l'enfant meurt, c'est au meurtrier que revient la liberté du choix, et il peut se libérer en payant les 220 livres.

Giaffar, comme je vous l'ai déjà dit, est riche. Nous craignons constamment qu'il fasse empoisonner l'enfant ou qu'il le fasse emmener en quelque lieu d'où il ne reviendra jamais. La mère a quitté Péra et vit dans une maison chrétienne; elle a déjà pourtant eu à déjouer plusieurs attentats de cette espèce.

— De telles horreurs sont-elles donc si commodes à commettre ? demandais-je ?

— Très-commodes avec de l'argent, répondit M. Binet. Il n'y a ni esclave, ni domestique, dont on ne puisse acheter les services pour quelque entreprise que ce soit. On peut acheter la mère elle-même. Aussi M. Thouvenel a offert à Giaffar sa liberté, s'il consent à payer 200,000 piastres (environ 4,500 livres) au profit de l'enfant. Le meurtrier en a offert 60,000 (environ 450 livres) et le marché en est resté là.

— Et dans quelle espèce de prison est-il ? demandai-je.

— Dans la meilleure que l'on puisse trouver à Stamboul, répondit Binet; mais la meilleure est horrible. Le ministre de la police turque sait que, si Giaffar s'échappait, nous soutiendrions qu'il est complice, qu'il s'est vendu, que nous le ruinerions peut-être; aussi garde-t-il son prisonnier. D'ailleurs nous envoyons voir une ou deux fois tous les quinze jours s'il est en lieu de sûreté.

— Mais, demandai-je, le compromis proposé est-il légal ?

— Rigoureusement, non, répondit-il; mais tout ce

qu'un ambassadeur propose est légal, surtout si c'est en faveur d'un Turc.

— Le Turc, dis-je, ne pense donc pas que cette proposition soit favorable, puisqu'il refuse de l'accepter ?

— Il espère, dit Binel, nous amener par lassitude à de meilleures conditions. « *Voilà comme ils sont tous faits* » (*sic*). Ils dépenseront des sommes folles pour leur plaisir et leur vanité, mais ils se soumettront à toutes sortes de maux pour éviter de payer une amende ou une dette. Cet homme est jeune, riche et prodigue. Il a consenti à vivre huit mois dans une prison horrible, encombrée, malsaine, au milieu des plus vils coquins, à rester enchaîné et couvert de vermine, à geler en hiver, à rôtir en été, dans l'espoir d'épargner au plus 4,000 livres, car c'est la différence qu'il y a entre les 200,000 piastres que nous demandons et les 60,000 qu'il nous offre.

— Les absurdités de la loi criminelle turque, continua M. Binel, ne sont en rien comparables à celles de la loi civile. Ici, par exemple, tous les frais sont payés par la partie gagnante.

— Ces frais sont-ils considérables ? demandai-je.

— Ils sont de trois pour cent sur la somme en litige, répondit-il.

— Comment se fait-il, demandai-je, qu'on applique la même proportion pour toutes les sommes en litige ?

— Parce que, répondit-il, il n'y a ni avocat, ni procureur, ni procédure, ni taxe de cour, ni indemnité de témoins. Vous racontez votre histoire, le défendeur dit la sienne et les témoins, s'ils sont requis, viennent à leurs propres dépens. Vous avez sans doute très-souvent à les corrompre, comme vous avez toujours à corrompre la cour, mais ces dépenses-là ne sont pas comprises dans les frais. Les frais sont de un pour cent sur la somme en litige, que vous payez au greffier ou scribe qui rédige et vous envoie la décision orale de la cour, et de deux pour cent que vous payez à l'huissier

ou officier de la cour qui vous apporte la copie. Ces impôts sont probablement une extension abusive du pour-boire que tout le monde en Orient réclame de tout le monde, sous tous les prétextes possibles; au cas présent, le gagnant paye parce qu'il a besoin de l'arrêt, et qu'on pourrait le forcer à payer en le mettant sous les verrous.

— Il s'ensuit, dis-je, que lorsqu'un homme désire faire du tort à son voisin, il n'a qu'à lui réclamer un million de piastres et que, sans s'exposer lui-même à aucuns frais, il peut le forcer à payer 30,000 piastres au greffier et à l'huissier ?

— Certainement, répondit Binel.

— Il s'ensuit encore, continuai-je, que, s'il veut satisfaire sa cupidité aussi bien que sa haine, il peut dire à son voisin : J'ai l'intention de vous faire un procès pour le payement d'un million de piastres. Il vous en coûtera 30,000 en outre des gratifications que vous aurez à donner. Donnez-moi 20,000 piastres et je ne vous chagrinerai pas.

— Il peut certainement le faire, dirent Binel et Ede.

— Alors, dis-je, comment quelqu'un peut-il rester riche, si on peut le piller si aisément ?

— Un pauvre homme, répondirent-ils, ne s'aventurera pas à jouer pareil jeu. Le riche le ferait empoisonner ou bâtonner jusqu'à la mort. On trouve aisément des gens qui vous rendent ce service. Si, d'autre part, un homme riche, en état d'acheter les moyens de protection, était tenté d'agir de la sorte, il serait retenu par la crainte de l'opinion publique. Que de telles menées se produisent, surtout de Turcs à rajahs, il n'y a pas de doute; mais personne n'ose en faire une *industrie*, ni les répéter souvent, ni les exercer sur une grande échelle.

A mon retour à Thérapia, je me promenai avec Zohrab dans les avenues de son jardin, d'où l'on aperçoit le Bosphore et la ville.

— Comment punit-on un sujet anglais, qui a commis un meurtre ? demandais-je.

— On ne le punit pas, répondit-il. Nous ne laissons pas les Turcs le juger, à moins que la victime soit un sujet turc, et nous le remettons à son consul. Le consul ne peut pas en connaître; si on l'envoie, comme cela se fait quelquefois à Malte pour qu'il y soit procédé contre lui, il est rare qu'on puisse y attirer les témoins, et quand même ils comparaitraient, un jury maltais prononcerait encore l'acquittement.

— Ces cas-là sont rares, je suppose ? dis-je.

— Ils ne sont pas rares du tout, répondit-il ; il n'y a pire espèce de bandits que les Ioniens et les Maltais, ces vagabonds de l'Orient, qui se battent, volent et assassinent sous la protection de l'Angleterre.

M. Thouvenel nous rencontra comme nous quittons le jardin de Zohrab et nous accompagna dans le parc de l'Ambassade. Il s'étend sur la colline en avenues de cyprès et de platanes, et se termine à une grande et belle plate-forme qui s'avance au-dessus du Bosphore. Nous étions là au milieu d'un bouquet de sapins qui développaient sur nos têtes leurs larges branches ; pour horizon immédiat nous avions la mer Noire.

— J'ai fait réparer la maison, dit l'ambassadeur français, arranger le jardin et rebâtir le quai devant la façade de l'hôtel, le tout pour 2,000 livres. Si j'avais employé les ouvriers du pays, cela m'en eût coûté 8,000 ; mais je me servis de nos soldats. Le soldat français est comme le Romain, il passe continuellement du fusil à la bêche. Le travail le maintient en bonne santé, lui évite les mésaventures et, en outre, les huit sous par jour qui lui sont alloués, lorsqu'il travaille pour le service du gouvernement, ajoutent énormément à son bien-être. C'est plus que le double de sa solde accoutumée. Aussi le soldat désire ardemment le travail, et ses officiers sont toujours heureux de l'envoyer à l'ouvrage. Partout où une armée

française a passé, vous voyez des travaux publics. Nous avons fait quelques routes ici, les seules qu'on rencontre en Turquie. Nous en avons établi une du Pirée à Athènes qui, je crois, est la seule qui existe en Grèce.

Mardi, 6 octobre. — Hier fut un jour de tourment pour notre ambassade. Lord Stratford avait reçu des instructions pour présenter requête au sultan, à l'effet d'ordonner à Saïd-Pacha de permettre le passage, à travers l'Égypte, des forces britanniques destinées à l'Inde.

Je soupçonne que c'était à ce sujet qu'il rendit visite à Ali-Pacha, ministre des affaires étrangères. Les ministres consentaient; mais il semble qu'ils voient rarement le sultan. — Samedi, ils adressèrent une supplique au sultan, afin d'obtenir l'ordre, et, avec l'ordre, un firman qui autorisât le grand vizir à le publier. On suppose que le sultan était ivre quand cette demande lui parvint, et qu'hier il se leva tard, assez mal disposé à traiter des affaires d'État.

Un interprète fut envoyé au palais, avec l'ordre d'attendre le firman, et de le suivre chez le grand vizir, dont il fallait sur l'heure conquérir la signature; l'*Osprey*, bateau des dépêches britanniques, chauffa toute la matinée, et se tint prêt à partir. Il fallut cependant patienter jusqu'à l'après-midi pour que le firman parvint au grand vizir; le soir était venu quand l'ordre, signé du grand vizir, arrivait à l'ambassade dans les mains de l'interprète. Aussitôt qu'on l'eut copié, l'*Osprey* se dirigea vers Alexandrie avec l'original.

Cette après-midi j'allai dîner avec M. Sarrell, second interprète de l'ambassade, chez Reschid-Pacha, à son palais, entre Stenia et Roumeli-Hissari, à peu près à six milles de Thérapia, par la voie d'eau.

M. Sarrell était l'interprète employé hier, il se plaignit; les pipes et l'inquiétude du jour précédent l'avaient, disait-il, mis dans un complet désarroi.

« Il m'a fallu (c'est lui qui parle) voir le secrétaire privé du sultan et lui expliquer, tout en fumant, l'urgence de l'affaire. J'ai dû ensuite stationner à la porte du sultan, puis à celle du grand vizir, et je n'étais pas dans un appartement séparé, comme les salles d'attente d'un ministère anglais; non! j'ai dû m'asseoir les jambes croisées sur un divan, et causer avec mes amis qui entraient et sortaient, et fumer avec eux pipes sur pipes, et boire café sur café. »

Le palais de Reschid-Pacha se compose d'une longue rangée de bâtiments hauts de deux étages, et baignant leurs pieds dans l'eau; puis de jardins d'agrément d'une étendue d'environ cinquante acres, qui serpentent tout autour de la colline, avec un kiosque ou petit palais au sommet. Pour Reschid, c'est un homme petit, qui paraît avoir la soixantaine; ses manières sont douces, affectueuses et parfaitement distinguées. Nous l'abordâmes vers quatre heures et demie; nous nous promenâmes avec lui pendant une heure dans ses jardins, nous fumâmes une demi-heure pendant qu'il s'habillait, et nous nous assîmes à table, au coucher du soleil, heure habituelle, en Turquie, du dîner des hommes du grand monde. — Ses fils, beaux jeunes gens âgés de vingt-deux ou vingt-trois ans, nous avaient été présentés dans le jardin; mais ils ne dînèrent pas avec nous. Nous étions dix à table. Le convive le plus éminent était Abdallah-Pacha, fils et successeur probable du shérif de la Mecque. C'était un beau jeune homme d'une trentaine d'années, grave et digne. — Je lui demandai pourquoi, étant shérif, il ne portait pas le turban vert.

— Je le porte quelquefois, répondit-il; mais notre généalogie est trop bien connue pour que j'aie besoin d'un insigne extérieur.

Il s'assit à la droite de Reschid-Pacha. A côté de lui était un homme très-instruit dont j'ai oublié le nom; tout ce que je sais, c'est qu'il aspire à être bientôt sheick-ul-

islam ou chef des ulémas. Puis venaient deux autres convives en turban et en pelisse fourrée, dont on ne me dit ni les noms, ni la position. Ma place était marquée à la gauche de Reschid ; à côté de moi était M. Sarell, plus loin le médecin de Reschid, puis un autre invité qui parlait peu et qui portait un fez. Reschid dit quelques mots à l'oreille d'Abdallah ; je vis qu'il lui demandait la permission de nous donner du vin. Grâce à cette attention, Sarell, moi et le médecin, nous eûmes une bouteille d'excellent bordeaux ; personne autre que nous n'y toucha. Le dîner était bon, il consistait principalement en viandes cuites à l'étuvée, en légumes et en un superbe pillau. Le service se fit à l'européenne, si ce n'est que les domestiques étaient plus nombreux qu'il n'est d'usage, et qu'ils tournaient sans bruit autour de nous, avec leurs pantoufles minces, sur un parquet drument matelassé.

Après que nous eûmes dîné et fait les ablutions, nous dirigeâmes vers un grand salon garni de chaises, de sofas et d'un haut divan de soie jaune qui en occupait tout un côté. Le shérif s'installa sur ce divan, les jambes croisées, les pieds cachés dans sa pelisse ; on lui fit les honneurs d'un narghilé à long tuyau. Le reste des convives se plaça sur des chaises et prit des pipes. Un derviche, grand voyageur et quelque peu bouffon, entra et s'accroupit sur le parquet. Il parla de l'Inde, de l'Égypte, de l'Allemagne et de l'Angleterre où, affirma-t-il, la reine Victoria lui avait fait un présent de 400 livres sterling.

La conversation, par condescendance sans doute pour le shérif, prit un tour religieux. Comme on s'exprima surtout en turc, je ne pus suivre que le dessin général de l'entretien. On parla d'abord de la Trinité, et l'on compara les trinités bouddhique, brahminique et chrétienne. Reschid, qui apparemment n'est pas très-fort sur l'histoire ecclésiastique, me questionna sur les différences qui séparent l'Église grecque de l'Église latine.

— *Qu'est-ce que c'est, dit-il, que la procession du Saint-Esprit? qu'est-ce que veut dire le mot procédant?*

— Je lui répondis que je n'en avais pas la plus légère idée, qu'il me paraissait probable que si la même question était adressée à des êtres doués d'une intelligence capable d'approfondir de tels mystères, ils répondraient que les mots *procession* et *procédant*, en tant qu'ils sont employés par les controversistes théologiques, n'ont aucune signification réelle.

— Et cependant, dit-il, ces mots partagent le monde chrétien en deux camps ennemis.

— De la même façon, dis-je, que la question de savoir quel fut légalement le successeur du Prophète sépare le monde musulman en deux factions hostiles.

— Vous autres protestants, répondit-il, vous vous souciez peu de la controverse entre les grecs et les latins, car vous êtes ariens? je crois.

— Le protestantisme compte très-peu d'ariens, répondis-je. Luther était un trinitaire fervent.

— Je supposais, dit Reschid, qu'il était arien, parce que généralement tout réformateur est simplificateur; or, certainement la doctrine arienne, qui veut que le Créateur ait précédé le créé, est plus simple que la doctrine trinitaire qui soutient leur coexistence éternelle.

— Les Wahabites étaient-ils des simplificateurs? demandai-je.

— Oui, en ce sens, répondit-il, qu'ils mirent de côté les traditions auxquelles nous attachons une grande importance. En réalité, la foi musulmane (*Dieu est un; Mahomet fut choisi d'en haut pour révéler cette doctrine*) est trop simple pour être simplifiée. Les règles que Mahomet a laissées pour nos habitudes domestiques et pour nos rapports sociaux, telles qu'elles sont conservées par nos traditions, et plus encore les commentaires qui les écrasent, sont les seules parties compliquées de notre religion. Les Wahab-

bites l'ont tant simplifiée, que, comme je vous le disais tout à l'heure, ils rejettent la tradition et se soucient peu des commentaires.

— La réforme ou l'hérésie des Wahabites est-elle éteinte? demandai-je.

— Nullement, dit quelqu'un de la société qui parlait français, et se joignit à notre conversation. Elle s'est propagée dans l'Inde, et n'est pas sans partisans en Afrique. C'est une doctrine tout ascétique, et les gens sans éducation semblent partout être affamés d'ascétisme. A quelques pas de ce palais vous verriez l'emplacement de la colonne sur laquelle Siméon le Stylite, et d'autres après lui, trouvèrent convenable de passer leur vie ¹.

La nuit était douce et chaude et la lune était dans son plein. Nous nous levâmes entre huit et neuf heures. Le pacha nous demanda comment nous nous propositions de rentrer à Thérapia.

Nous répondîmes que nous nous promettions le plaisir de retourner à la maison en nous promenant par ce beau clair de lune.

Il nous dit que c'était tout à fait impossible, qu'il nous renverrait chez nous en caïque ou à cheval; mais que, si nous rêvions de faire la route à pied, nous serions obligés ou de passer par Sténia et par les autres villes et villages de la côte, auquel cas nous courions le risque d'être dévorés par les chiens dans les ruelles obscures, ou de prendre la route des collines, que personne ne s'aventure à traverser de nuit, si l'on n'est une grande compagnie bien armée.

— Si la population était exclusivement turque, dit-il, je ne craindrais rien pour vous; mais les Grecs et les Bulgares sont des compagnons auxquels il ne faut pas se fier.

¹ Ceci est une erreur de mes amis turcs; cette colonne était dans les environs d'Antioche.

Sarell et moi nous reparlâmes de la chose, et il m'assura qu'il avait mainte fois traversé les collines de nuit, sans jamais avoir été arrêté. Aussi refusâmes-nous les chevaux et le caïque de Reschid; nous traversâmes les collines sans rencontrer une seule personne dans un parcours d'une heure et demie.

— Il se peut, dit Sarell, qu'il ne soit pas très-sûr pour les natifs de tenter pareille expédition; ils portent leur argent sur eux et le gouvernement turc ne se donne pas beaucoup de peine pour les sauvegarder; mais chacun sait qu'un Anglais a peu d'argent dans ses poches, et que, s'il était attaqué, la police entière de Constantinople se mettrait à l'œuvre pour découvrir les voleurs. Aussi pas un habitant des villages environnants ne nous suivra et ne nous arrêtera; personne même, au surplus, ne sait que nous sommes ici. Je ne voudrais pas cependant recommencer chaque nuit, à heure fixe; je serais probablement guetté.

Nous trouvâmes Zohrab qui prenait le thé avec madame Senior. Il secoua la tête au récit de notre promenade. J'ai souvent parcouru ce chemin de nuit, dit-il, mais toujours à cheval et armé. A votre place j'aurais accepté le bateau ou les chevaux du pacha, sinon j'aurais affronté les chiens de Sténia. Peut-être pouvez-vous rire du danger, mais il est impossible de dire qu'il n'y avait pas de danger.

Mercredi, 7 octobre. — Nous dînâmes chez M. Thouvenel, l'ambassadeur français. La compagnie était très-nombreuse; il y avait entre autres le prince et la princesse Sturtzo, M. Condurreotti, ministre grec et sa femme. Je pris place à côté d'elle. C'est une personne de vingt-huit ans, née à Argos, et qui n'avait jamais quitté la Grèce avant de venir ici il y a deux ans. Cependant, si l'on s'en rapportait au langage, à l'allure, aux manières, on la prendrait pour une Parisienne. Après dîner, les hom-

mes, à peu d'exceptions près, se retirèrent pour fumer. Je m'assis près d'un Français qui avait récemment quitté la Moldavie. Il me la dépeignit comme plus civilisée que la Valachie. Je lui demandai s'il y avait une aristocratie moldave.

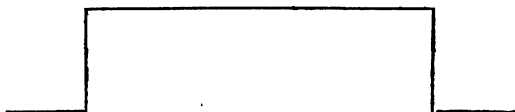
— Non, répondit-il, il n'y a pas de noblesse héréditaire ; il y a même très-peu de familles qui aient des propriétés héréditaires. Les boyards sont nommés par l'hospodar. Le prince Sturtzo se fait appeler prince parce que son père était caïmacan ou vice-hospodar ; mais son fils n'aura pas un rang plus élevé que celui du plus simple propriétaire.

Lorsque les Russes devinrent maîtres du pays, ajouta-t-il, ils tâchèrent de réduire les paysans à la condition de serfs. Ils leur défendirent de quitter les propriétés et les villages où ils étaient établis. Ils aidèrent leurs seigneurs à les opprimer. Beaucoup de paysans, dans les Principautés, tiennent leurs terres de grands propriétaires, à la condition de donner un certain nombre de jours de leur travail. Les Russes enseignèrent aux propriétaires à remplacer les jours de travail qu'ils exigeaient par une tâche déterminée, et à demander pour chaque jour de travail l'œuvre qu'un homme ne saurait accomplir en une semaine ou même en une quinzaine. Ils en agirent de même dans la partie de l'Arménie turque qu'ils occupèrent. Ils se sont rendus ainsi populaires parmi les riches propriétaires par des moyens qui nous semblent à nous injustice et cruauté ; ils n'ont pas nos idées là-dessus. Le servage, pour un Russe, est l'état naturel et fatal de la masse de l'espèce humaine.

Jeudi, 8 octobre. — Nous quittâmes Thérapia à dix heures moins un quart, nous arrivâmes à Constantinople à onze ; nous dépensâmes quatre heures à visiter le Sérail, Sainte-Sophie et la mosquée du sultan Achmed, et nous repartîmes par le bateau de trois heures.

On a exagéré les frais de telles promenades. Le firman coûte 250 piastres, les pourboires 350 ; en tout 600 piastres ou 4 livres sterling. Nous profitâmes, il est vrai, de la protection de M. Sarell, qui obtint le firman ; de celle de M. Zohrab, qui nous accompagna et paya les pour-boires. Peut-être, si nous fussions tombés aux mains d'un guide de profession, il nous en aurait coûté 40 livres, comme à lord Carlisle.

Nous entrâmes au Sérail par une porte qui touche au golfe et nous traversâmes de longues et solitaires avenues de cyprès et de pins, les arbres que les musulmans préfèrent pour leurs jardins, parce qu'ils dérobent leurs femmes sous une ombre qui ne diminue jamais. Le premier bâtiment qu'on nous ouvrit fut le kiosque de Gul-Haneh, près de la pointe de Stamboul, qui commande de trois côtés, la mer de Marmara, le Bosphore et la Corne d'Or. Les principales chambres en sont larges, beaucoup trop basses d'ailleurs pour leur grandeur, beaucoup trop longues pour leur largeur ; mais celles qui s'avancent sous cette forme



et qui ont de trois côtés une double rangée de fenêtres, dont les plus basses sont oblongues et les plus hautes ovales, sont bien proportionnées, bien éclairées et gaies. Beaucoup ont des cheminées, de hautes jalousies ouvertes ; mais toutes ont très-peu de meubles, en dehors des divans et des horloges dont je comptai jusqu'à six dans une seule chambre. Deux salles, toutes de marbre, sont consacrées au bain. C'est dans ce kiosque que fut signé le mémorable hattî-shérif de Gul-Haneh.

De ce palais nous allâmes par de vastes corridors dont les murs sont couverts de lithographies coloriées, principalement de fabrique française, et par une longue suite d'escaliers jusqu'à un palais plus ancien qui est formé d'un amas de pavillons. L'un d'eux, lambrissé en porcelaine et en nacre de perle, est surmonté d'un dôme magnifiquement peint ; il contient une petite collection de livres tous manuscrits. Près de ces pavillons est la rangée des appartements qui forment le harem, où sont enfermées, seules maintenant, quelques femmes du dernier sultan, qui doivent passer dans la reclusion les années d'un ennuyeux veuvage.

Nous remontâmes la colline, sur la pente de laquelle sont les constructions destinées à la résidence, et nous parvînmes au plateau, de niveau avec l'hippodrome, où se dressent les bâtiments publics du sérail, étagés autour de trois cours qui s'ouvrent l'une sur l'autre. Comme nous venions de la mer, nous entrâmes par la cour la plus avancée à l'intérieur ; elle est la dernière où passent ceux qui entrent du côté de la terre par la Sublime Porte.

C'est là qu'est la mosquée qui garde les reliques du Prophète, la chambre du trésor où on conserve les insignes de la royauté, un petit édifice carré qu'on appelle la Bibliothèque et qui contient sept à huit cents volumes manuscrits ; enfin un autre petit pavillon carré aussi qui est la chambre des audiences. Là, pas d'autre mobilier qu'un grand bois de lit carré, dont les colonnettes sont enrichies de pierres précieuses, et où l'on dispose les coussins qui forment le divan sur lequel s'accroupit le sultan lorsqu'il donne ses audiences officielles.

Par delà cette cour sont les deux cours extérieures où l'on peut entrer sans firman et que j'ai déjà décrites.

Nous mîmes une demi-heure à visiter une suite de chambres, dans l'un des kiosques, qui contiennent les figures en cire des janissaires sous leurs différents uni-

formes, tous laids et disgracieux. En somme, le Sérail vaut la peine d'être visité. La situation est sans seconde. Les jardins, ou plutôt les bosquets, empruntent une grandeur mélancolique à leurs vieux pins et à leurs grands cyprès qui ont près de soixante à soixante-dix pieds de hauteur. L'effet en est encore doublé par leur délaissement et leur solitude, quoiqu'ils ne soient séparés que par un mur du port affairé et de la ville.

Les diverses constructions s'entre-croisent sans beaucoup de méthode et très-souvent elles se contrarient l'une l'autre. Les formes et les décorations en sont bizarres, mais elles ont toutes un air de libre originalité. Les dessinateurs et les architectes semblent avoir travaillé à leur gré, sans que rien gênât leur imagination, sans qu'aucune surveillance leur imposât l'économie ; aidés par ce sentiment artistique de la couleur et de la forme qui est le propre des Orientaux, ils ont produit un groupe de palais féeriques qui s'harmonisent puissamment avec le paysage délicieux et avec les nobles ombrages au milieu desquels ils sont élevés.

Du Sérail nous allâmes à Sainte-Sophie.

Les seuls monuments qui ressemblent à Sainte-Sophie, parmi ceux que j'ai vus, sont les mosquées que les Turcs ont bâties sur son modèle ; ainsi celles des sultans Achmed et Suleiman à Constantinople et celle de Méhémet-Ali au Caire. C'est un carré qui supporte une coupole centrale, à l'est et à l'ouest de laquelle sont deux demi-dômes beaucoup plus bas, dont chacun engendre un segment de dôme plus bas encore au nord et au sud.

La coupole centrale avec ses demi-dômes latéraux, couvre un espace qui peut être appelé la nef ou chœur. La coupole centrale a *cent sept* pieds de diamètre, ce qui est également la largeur de la nef dans sa partie la plus étroite. Sous les demi-dômes, la largeur me parut être de cent quarante pieds ; la longueur est de deux cent soixante

pieds. De chaque côté est une aile large de cinquante-pieds, divisée en deux étages supportés par des colonnes.

Grâce à cette disposition, dès l'entrée vous tenez l'ensemble.

Une cathédrale gothique se découvre graduellement; tant que vous n'êtes pas arrivé au centre, vous ne voyez pas les transepts; le chœur est plus riche et souvent plus élevé que la nef. Derrière le chœur se cache l'autel de la Vierge, quelquefois perdu au centre d'une rangée de plus petites chapelles. Sainte-Sophie vous saisit tout à coup. L'aplatissement de sa coupole ajoute à sa grandeur apparente, comme les segments qui sont au-dessous ajoutent à sa hauteur.

Pendant les neuf cents années qu'elle fut église chrétienne, ses peintures étaient peut-être aussi admirables que son architecture. Les colonnes sont de porphyre, de marbre de Syène, de vert antique et d'autres marbres de couleurs; ainsi sont les soubassements des murailles. Tout est maintenant avili par la poussière et par l'incurie musulmane. Les toits et les voûtes étaient couverts d'or et de mosaïques qui ne subsistent que par endroits; les fragments qui sont tombés ont été remplacés par une enluminure jaune.

Les séraphins gigantesques, exécutés en mosaïque sur les pendentifs de la coupole, ont été mutilés et décapités, mais il reste leurs ailes immenses, longues de cinquante pieds, ainsi que plusieurs autres mosaïques chrétiennes. Les chapiteaux des colonnes et les ornements de leurs architraves sont dans le style byzantin ou égyptien, et forment une concavité dans la pierre au lieu de se renfler comme dans les monuments grecs ou latins. C'est d'un goût singulièrement original et splendide.

Sainte-Sophie est en somme le plus bel intérieur que j'aie jamais vu. Elle n'est pas si vaste que la grande salle de Karnak ou que le Panthéon, elle n'est pas si terrible.

ment sublime que le dôme de Florence, mais elle est bien supérieure même à ces merveilles en grâce, en élégance, en proportions, et elle les passe encore par une hardiesse de conception et d'exécution ; elle l'emporte en tout sur Saint-Paul et à mon goût, du moins, sur Saint-Pierre.

Nous terminâmes la journée en visitant la mosquée du sultan Achmed, la dernière construite de toutes les grandes mosquées de Constantinople ; elle appartient au commencement du xvii^e siècle. Elle est entourée par six minarets d'une grande beauté. Toutes les autres mosquées n'en ont que quatre. La disposition de son toit est particulièrement remarquable, mais les quatre énormes colonnes de trente-six pieds de diamètre qui supportent le dôme central sont lourdes ; les murs et la coupole d'une blancheur uniforme parurent froids à des gens qui, comme nous, venaient de quitter l'or et les mosaïques de Sainte-Sophie.

Vendredi, 9 octobre. — Nous traversâmes le Bosphore ce matin, pour aller rendre visite à la femme de Mehmet-Kuprisli-Pachà, à sa charmante villa près des Eaux-Douces d'Asie. Il nous reçut à la porte qui donne sur l'eau, et nous offrit des friandises et des sorbets, mais pas de pipe. Sa plus jeune fille, jolie enfant de quatre ans, couverte de soie et de diamants, entra, nous salua à l'orientale et baisa nos mains avec beaucoup de gravité. Au bout d'une demi-heure il conduisit madame Senior dans le harem ; je parcourus les jardins en feuilletant le seul livre que je trouvai, le *Gibbon*, de Guizot.

Le pacha resta dans le harem avec madame Senior, à peu près une heure ; un grand nègre, probablement eunuque, était à la porte où se montrèrent une vingtaine de femmes esclaves, dont une ou deux étaient noires. Il y avait peu de beautés, dans le nombre. C'étaient les servantes de la femme de Kuprisli, qui est âgée d'une quarantaine d'années ; elle a de beaux yeux, un air agréable et une riche carnation de brune ; sa fille, âgée de dix-sept ans,

se maria il y a trois semaines. La jeune épouse a des yeux noirs magnifiques, une superbe chevelure noire comme ses yeux, de beaux traits, un teint pâle et une excellente physionomie; elle porte des corsets : toutes deux étaient habillées de robes de soie éclatantes. Celle de la fille était brochée d'or. Elles étalaient à profusion de l'or et des diamants, mais elles n'étaient pas peintes; rien sur leurs visages, pas même le khol ou le henné; ni les maîtresses ni les esclaves n'étaient voilées.

Au lieu de saluer à l'orientale, elles serrèrent très-cordialement la main à madame Senior, s'informèrent de Londres, et s'amusèrent fort de la description que fit ma femme de la vie joyeuse qu'y mena le pacha, des bals qu'il donna et des dames qu'il visitait.

Madame Senior dit qu'elle espérait l'y voir retourner; il répondit qu'il l'espérait aussi et qu'à son prochain voyage il emmènerait sa famille avec lui.

— Et votre femme, dit madame Senior, pourra recevoir les dames anglaises ?

— Certainement, répondit-il.

— Et leur rendre visite ?

— A coup sûr.

— Et sortir sans voiles ?

— Non, répondit-il, cela est en tous cas impossible; nous pouvons renoncer à plusieurs parties de notre costume, mais jamais au voile.

Ici la femme dit quelque chose au pacha que celui-ci ne voulut pas traduire.

La fille joua, en bonne pianiste, deux airs turcs et un air français. Au bout d'une heure on apporta le café, et la visite fut terminée.

De chez le pacha nous allâmes aux Eaux-Douces et nous y trouvâmes la foule accoutumée d'enfants et de femmes peintes et voilées, sur des lits et des coussins, ou dans des voitures et des charrettes; la triste musique continuait

ses airs monotones et la lente procession des grossiers équipages recommençait sans trêve le tour de la prairie.

Nous suivîmes, pour rentrer au logis, la côte asiatique; elle a toute espèce d'avantages sur la côte d'Europe. Les collines sont plus hautes, les promontoires plus avancés, la végétation plus luxuriante. Une petite baie qu'on nomme Koorfess, à peu près à un mille du vieux château d'Anadoli-Hissari, laisse voir sa bordure de kiosques fantastiques, et les terrasses de verdure qui les surplombent, et l'eau teintée de pourpre qui s'écoule à leurs bases; c'est un point de vue qui n'a pas son égal dans les inventions des grands peintres.

Le docteur Dickson, le major Gordon et M. Zohrab prirent le thé avec nous. M. Dickson est le médecin de l'ambassade et demeurait précédemment à Tripoli. Je lui racontai comment Achmed-Vefick m'avait assuré qu'il se commettait très-peu de crimes à Stamboul.

— J'ose prétendre, dit Dickson, que, si on découvre peu de crimes à Stamboul, cela ne prouve en rien la rareté des criminels. Pendant que j'étais à Tripoli, nous avions un pacha fou et imbécile: en ce temps-là les rapports des cours de justice attestaient le petit nombre des crimes commis dans le pays. Lorsque Omar, un excellent homme, prit sa place au pachalick, le chiffre de la statistique sembla s'augmenter tout à coup; le fait est qu'on commençait à voir clair. Quand le peuple est cruel et brutal, quand la répression est insuffisante, il serait trop étonnant que le crime ne prévalût pas. Voici à peu près une semaine qu'une femme grecque fut trouvée assassinée près de la petite batterie de la côte de Telli-Tabia, un couple de milles au-dessus de Buyudereh. Un soldat de cette batterie s'était absenté cette nuit-là; il était rentré la poitrine et les bras couverts de morsures, comme après une longue lutte avec un adversaire sans armes. Il ne put expliquer l'emploi de son temps pendant toute la nuit. Il est coupable,

on n'en doute guère; mais on le relâchera; un musulman ne se préoccupe pas du meurtre d'une rajah.

Omar-Pacha, continua-t-il, qui essayait avec ardeur d'empêcher le crime, ordonna que le corps de tous ceux qui mourraient à Tripoli fût livré à mon examen. Je constatai beaucoup de morts violentes; mais personne ne fut châtié, excepté dans quelques cas où le *prix du sang* fut payé.

Un des premiers personnages de Tripoli avait un frère à Tunis; le frère mourut laissant sa femme enceinte. Le beau-frère attira la malheureuse à Tripoli, et, après trois mois de séjour dans sa maison, elle mourut. Les ordres du pacha portaient qu'avant ma visite nul cadavre ne serait habillé et préparé pour les funérailles. Une fois en effet ces cérémonies accomplies, un cadavre devient un objet de grande vénération pour les musulmans; on le tient plus précieux que n'était la personne vivante elle-même. Le corps de la morte était pourtant habillé quand j'arrivai. Je demandai à ce qu'il fût découvert et je trouvai un enfant nouveau-né dans le giron de la veuve dont toute la personne portait des marques de violence. Je ne pus rien apprendre des domestiques, mais les voisins m'avouèrent qu'ils avaient entendu pendant trois mois des cris partir de la maison presque toutes les nuits; qu'ils croyaient que le beau-frère avait essayé pendant tout ce temps de tuer la femme, et qu'il y avait enfin réussi pendant qu'elle agonisait dans les douleurs de l'enfantement. Je fis un rapport sur les faits. Le pacha fut indigné; l'homme fut arrêté; mais il était riche et puissant, il fut bientôt relâché, et vint à Tunis prendre possession de la propriété de son frère.

Je vous raconterai une autre histoire, ajouta-t-il, qui en dit long sur la morale et sur la loi musulmanes. Abdallah-Effendi, l'un des hommes les plus riches de Tripoli, était très-estimé pour la sévérité de ses mœurs. Sa femme

et sa fille aînée moururent après une courte maladie. On murmura tout bas qu'il avait eu un soupçon sur leur chasteté et qu'il les avait empoisonnées toutes deux. Sa plus jeune fille était d'une extrême beauté ; un jour nous apprîmes sa mort subite. J'allai visiter le corps et je le trouvai enseveli. J'ordonnai qu'on le découvrit. Le père était présent et fit des objections ; aiors j'arrachai violemment moi-même le premier linceul. Je trouvai les mains attachées par une corde, j'ôtai le voile qui couvrait le cou, et je vis le cercle livide que laisse la strangulation. Tout à côté restait une petite corde qui s'adaptait justement aux stigmates.

— Votre fille, dis-je au père, a été étranglée avec cette corde.

Il ne me répondit pas et regarda silencieusement le cadavre pendant que je l'examinais. Je quittai la maison et fis mon rapport au pacha. Le père fut arrêté ; mais, aussitôt que les ulémas en furent informés, ils le firent mettre en liberté.

Il paraît qu'il existait une intimité entre la pauvre fille et un jeune Turc. Le père avait cité le jeune homme devant les ulémas ; ceux-ci avaient ordonné au séducteur d'épouser la fille ; il obéit immédiatement en signant le *Fetvah* ou acte de mariage, mais, aussitôt après la signature, il exigea qu'on dressât une déclaration de divorce, la signa de-rechef et quitta le tribunal après s'être marié et démarié dans la même séance.

C'était là un affront que la mort de la fille pouvait seule effacer, et les ulémas déclarèrent qu'en la frappant le père n'avait fait que son devoir.

Il y a de certaines espèces de crimes, ajouta Dickson, qui bénéficient d'une impunité presque absolue : ainsi le meurtre d'un rajah par un Turc ; ainsi le meurtre d'un Turc ou d'un rajah par le premier venu, Algérien, Ionien ou juif de Gibraltar, qui s'étaye de la protection consulaire.

Chaque consul semble attacher un point d'honneur à ne laisser punir aucun de ses protégés, quel que soit d'ailleurs son crime. Il existe pourtant une exception, c'est lorsqu'un protégé en tue un autre; alors le consul dont le protégé a été assassiné cherche d'ordinaire à le venger, et quelquefois, — quoique très-rarement, — il y réussit.

Le major Gordon est ici. Le gouvernement turc l'emploie à la réforme des prisons.

— Je suppose qu'elles sont horribles ? demandai-je.

— Vous avez raison, répondit-il. Tout y est négligé, et pour faire d'une prison un enfer, vous n'avez qu'à la négliger. Une des plus acceptables est encore le Bagne. C'est un long bâtiment à deux étages où, si on renouvelait l'air et si l'on nettoyait quelquefois, nous pourrions mettre soixante-dix personnes. Présentement l'air entre à peine; un égout ouvert dégorge sur chacun de ses côtés, et on y entasse trois cents personnes. D'ailleurs aucune police intérieure. Le plus fort et le mieux portant bat et tyrannise le faible et le malade. C'est un séjour qui tuerait un Anglais dans une semaine.

— Combien faut-il de temps pour y tuer un Turc ? demandai-je.

— Très-longtemps, à ce qu'il paraît. Les statistiques donnent un chiffre de mortalité inférieur à celui de nos prisons les mieux administrées.

— Un Turc, dis-je, est sobre et ne se chagrine pas. La faim, les coups, toutes les calamités et toutes les tyrannies lui paraissent choses naturelles. *Il est écrit qu'il doit les endurer.* La moitié des souffrances de l'Anglais viennent de son indignation quand il se croit opprimé.

— Je crois en effet, dit M. Dickson, que le fatalisme du Turc le rend moins sensible au mal que nous ne sommes; mais il ne faut pas se fier aux rapports. Je sais que dans les prisons de Tripoli, qui sont à peu près aussi mauvaises que celles-ci, les décès sont de quarante pour cent par an.

Je ne voudrais pas parier que ce n'est pas la même chose au Bagne.

— Deux jeunes gens, dit Zohrab, fils d'un de mes fermiers, furent arrêtés il y a six semaines environ, lorsque l'appartement de M. Colnaghi fut pillé à l'ambassade. Je crois qu'ils n'ont en rien trempé dans ce vol ; mais on les avait vus dans les alentours, le soupçon ne tomba pas sur d'autres, et la police pensa qu'il était absolument nécessaire que quelqu'un fût arrêté. L'ambassade n'émit aucune plainte contre eux ; aucune charge nouvelle ne s'éleva. J'assiégeai sans relâche les bureaux pour obtenir leur mise en liberté, et je réussis à la fin. Ils étaient restés en prison trente et un jours. Ils en sortirent pâles, maigres, hagards et couverts de vermine.

— Combien de temps y seraient-ils restés, dis-je, si vous n'étiez intervenu ?

— On n'en sait rien, répondit-il ; peut-être six mois, peut-être un an, peut-être jusqu'à ce qu'on eût oublié le motif de leur emprisonnement.

Samedi, 10 octobre. — Je restai quelques heures avec un ami turc, J. K... ; un Français, M. Noguez, éditeur de l'un des journaux de Constantinople, se joignit à nous.

— Je ne puis souffrir, dit J. K..., les auteurs du hattihumayoun ; nous avançons rapidement dans nos réformes, lorsque vint cette ridicule contrefaçon de mouvement qui retarde peut-être pour vingt ans le libre jeu des améliorations.

— Le hattihumayoun peut être impraticable, dis-je ; mais comment peut-il faire du mal ?

— Par la jalousie aussi bien que par les craintes qu'il excite, répondit-il. Je cherchai à faire exécuter à Brousse quelques-unes de ses moindres clauses, il s'ensuivit presque une insurrection. Ceux qui nous ont envoyé ce beau présent de Paris ne connaissaient rien de nos institutions. Il y est déclaré, par exemple, que les étrangers pourront

acheter des terres en Turquie ; ils ont toujours pu le faire.

— Je pensais, dis-je, qu'ils étaient forcés de les prendre au nom d'un Turc ou d'un rajah ?

— S'ils consentaient, répondit-il, à être gouvernés par les lois du pays, que doit accepter tout propriétaire, ils pouvaient toujours les avoir à leur nom. Des familles anglaises ont possédé des terres en Turquie pendant les cent cinquante années dernières ; mais il est évident que, si les acheteurs restent dans la lettre de leurs absurdes capitulations, nous ne saurions supporter un propriétaire terrien qui rejette nos lois, et nous ne le tolérerons pas davantage aujourd'hui. Sur cela, comme sur bien d'autres points, le hattî-humayoun a l'air d'apporter une amélioration, et le résultat est néant.

Si vous désirez, continua-t-il, voir l'effet des capitulations, allez à Péra. La ville est née à leur ombre. Les ambassadeurs étrangers y règnent. Eh bien ! vous avez des rues dans lesquelles vous ne pouvez pas marcher, des pâtés de maisons accolées sans aucune harmonie, et une population qui est la *crème de la canaille*. Pour un crime commis au milieu des six cent mille habitants de Stamboul, il y en a vingt de commis par les deux cent mille de Péra. Il est dangereux d'y passer la nuit, il n'est pas très-sûr d'y passer le jour. Je me réjouis pourtant à Péra. C'est un symbole si éloquent de ce qu'on a gagné à séparer le peuple de ses chefs naturels !

— Nous avons eu dans ma famille, la semaine dernière, dit M. Noguez, un exemple tragique des sentiments des habitants de Péra. Ma belle-mère sortit seule vers midi. Les heures s'écoulèrent et elle ne rentrait pas. Nous allâmes à sa recherche et, après de longues perquisitions, nous la trouvâmes évanouie, la jambe brisée, dans une maison musulmane. Il paraît que dans le carrefour des Petits-Champs, cet endroit toujours inondé par la foule, elle fut renversée par l'une de ces voitures que l'on conduit avec

tant d'insouciance à Péra; qu'elle resta dans la rue en face d'un café plein de monde, sans que personne prit garde à elle pendant plus d'une heure et demie, jusqu'au moment où enfin quelques musulmans sortis d'une pauvre maison voisine l'enlevèrent et la conduisirent à l'hôpital arménien. Là les Arméniens refusèrent de la laisser entrer; il fallut la porter pendant quelque temps à travers les rues de Péra, sans que personne lui ouvrît sa porte; il fallut attendre qu'elle fût reçue dans la maison musulmane où nous la trouvâmes. Elle mourut le jour suivant.

— Rien de semblable, dit J. K..., ne serait arrivé à Stamboul. Les cochers musulmans ont souci de la vie des passants; si cette dame avait été renversée par malheur, les témoins de l'accident auraient couru à son secours.

— Quel motif décide les ambassadeurs et les consuls à choisir un séjour aussi détestable que Péra? demandai-je.

— Le désir de dominer, dit M. Noguez, et d'être à une place où ils puissent insulter les Turcs.

— J'ai entendu dire, dit J. K..., que la juridiction civile des consuls allait être augmentée, mais que les gouvernements européens, et particulièrement l'Angleterre, refusent de leur concéder une juridiction criminelle plus étendue.

— La juridiction criminelle me paraît la plus importante des deux, dis-je. Un tribunal avec une juridiction criminelle est nécessaire à l'existence de la société.

— Ceux qui sont protégés par les capitulations, dit J. K..., peuvent à peine dire qu'ils sont sous la surveillance d'une juridiction criminelle. Si on les envoie en Angleterre pour les juger, ils sont mis hors de cause faute d'évidence. En France, le jury les acquitte; on trouve *des circonstances atténuantes*.

— Les circonstances atténuantes, dit M. Noguez, sont maintenant un élément essentiel dans tous les procès. Un

homme trouve que sa mère a vécu trop longtemps ; il l'attire dans une grange et lui fait sauter la cervelle. Le jury le trouve coupable *avec des circonstances atténuantes*. C'est le résultat d'une aversion pseudo-philosophique pour la peine de mort.

— Je ne puis tolérer ces sentimentalistes ; dit J. K..., ils devraient savoir que, pour un meurtrier qu'ils épargnent, il y a dix assassinats de plus. Ils aiment mieux voir l'innocent victime de la rapacité et de la vengeance que de voir le coupable tomber sous la sentence calme et impartiale d'un juge.

— Il semble qu'il y ait un peu de ce sentimentalisme en Turquie, dis-je, car vos exécutions sont plus rares que les nôtres, en proportion de votre population.

— Les exécutions avouées, répondit-il ; mais *il y a des accidents*, ce qui rétablit l'équilibre : voici déjà deux ans, quelques bandits qui avaient infesté Smyrne pendant des années furent faits prisonniers. On les trouva un matin noyés sur la rive en bas de leur prison. On conta qu'ils périrent en essayant de s'échapper. Ainsi encore les trois chefs de l'insurrection thessalienne moururent du choléra sur la route de Constantinople, où on les amenait prisonniers. Mais le grand motif de la diminution de la peine capitale dans notre pays est le *prix du sang*. C'est une institution qu'on ne saurait défendre. Elle détruit la fixité de la législation pénale ; elle donne à un individu ou à une famille une prérogative de grâce qui s'exerce ou non, selon que l'avarice ou la vengeance est la plus forte. Son but était louable pourtant ; on voulait essayer ainsi de fournir une indemnité à la veuve et aux enfants privés tout à coup de leur soutien naturel.

— Cette coutume, dis-je, a pour moi un vice essentiel : elle sauve le coupable riche et laisse souffrir le pauvre.

— Non, répondit-il, elle les sauve tous également. Si un prisonnier ne peut pas payer, ses parents ou sa paroisse

trouvent de l'argent pour lui. Il peut offrir de payer par termes. Sitôt son offre acceptée, il est sauvé de l'exécution. Mais c'est une erreur de croire qu'il soit déchargé de toute punition ; la cour ne peut plus lui infliger la peine capitale, mais elle peut le condamner, suivant la gravité du crime, à cinq, dix et même vingt années de prison. Il en est rarement ainsi cependant, parce que l'emprisonnement coûte cher et que nos prisons sont insuffisantes. On attend à tout moment qu'un cachot soit libre. Aussi, à moins qu'on l'oublie, et le cas s'est vu, le coupable n'est guère emprisonné plus d'une année ou deux.

On apporta le *Journal de Constantinople*.

— Je vois annoncée, dit J. K., la nomination de *** Pacha comme pacha de Il y a quelques mois, je fis une motion pour qu'on le pendît.

— Quels sont ses droits au gibet ou au pachalick ? demandai-je.

— Il a été pacha de ..., dit J. K., pendant quelques années. Il ne possédait rien quand il y fut nommé et il revint avec une fortune colossale. Les plaintes des provinces furent telles qu'il fut assigné à répondre de sa gestion devant le conseil de justice. Les accusations me parurent si bien fondées que je votai pour qu'on le jugeât et qu'on le punit. Mais la majorité des juges était composée de gens qui avaient été pachas ou qui espéraient le devenir. Ils ne voulurent pas établir le mauvais précédent d'un pacha frappé pour avoir simplement usé un peu trop des privilèges ordinaires de son emploi. Aussi le firent-ils plus blanc que neige, et maintenant on l'envoie gouverner ...

— Est-ce une province importante ? demandai-je.

— Très-importante, répondit-il, près de la capitale et dans un district où il y a eu beaucoup de troubles. Mais lorsqu'un homme est assez dangereux pour qu'on ne puisse le garder à Constantinople et qu'il a assez d'amis ou de

créatures pour éviter la corde, on en fait un gouverneur d'une province. *** après tout est un habile homme; il a fait fortune. Il sera peut-être obligé de dépenser une partie de son argent à corrompre, mais il lui restera toujours de beaux revenus, et comme il a gagné de l'argent à ..., il pourra essayer de gagner une bonne réputation à ...

Samedi, 10 octobre. — L. M..., Anglais, un Hongrois, N. O..., et M. Hornby, le nouveau juge de la cour consulaire, prirent le thé avec nous.

Nous parlâmes de l'impression produite sur les Turcs par l'occupation franco-anglaise de Constantinople.

— Elle fut surtout favorable aux Anglais, dit N. O...

— J'en suis surpris, dis-je; les Français réussissent généralement mieux que nous à se concilier les populations étrangères. Les soldats français à Rome, quoiqu'ils jouent un rôle des plus odieux, sont populaires individuellement.

— Les Romains, dit N. O..., savent que les soldats français, quoique forcés par la discipline militaire à soutenir la tyrannie papale, la méprisent et la détestent dans leur cœur autant qu'eux-mêmes peuvent le faire. Les Français et les Romains sont de la même race et de la même communion, leurs civilisations ne diffèrent guère; mais, ici, les Français se trouvèrent en contact avec une race dominatrice, aussi fière ou plutôt aussi entêtée que la race française elle-même; les Turcs différaient d'eux en tout, dans les bagatelles et dans les principes essentiels de la vie; aucun rapport, ni les manières, ni les habitudes, ni les sentiments, ni la morale, ni même l'intelligence. Tout ce qu'un Turc faisait, disait, oubliait de faire, ou semblait penser seulement, excitait le mépris et le dégoût chez un Français.

— Mais, dis-je, un Anglais a les mêmes points de vue.

— Oui, mais un Anglais, répondit-il, cache mieux son mépris; les Français faisaient parade de leur supériorité, ils aimaient à faire éclater le contraste. Ils établirent un

orchestre et un campement dans un cimetière; ils entraient dans les mosquées avec des souliers sales, et couraient ivres à travers les rues de Stamboul. Lorsqu'un *Hamal* ou portefaix passe précipitamment, la tête inclinée sous quelque énorme fardeau, il est sacré pour les Turcs : chacun lui fait place ; on sait qu'un coudolement, qu'un simple attouchement le renverserait, et qu'une fois tombé il a grand-peine à se relever. Les Français semblaient se faire un plaisir de tourmenter ces pauvres diables. Ils bâtonnaient les hommes, ils jetaient des pierres aux chiens, ils effaçaient les noms des marchands dans les rues, le numéro des maisons sur les portes. Ils traitaient les Turcs, en un mot, comme les Turcs traitent les rajahs. — Les Anglais avaient du reste l'avantage d'être en moins grand nombre. Leurs hommes étaient soumis à une discipline plus sévère, leurs officiers appartenaient à une classe plus élevée, leur froideur et leur gravité étaient toute orientale ; et quoi qu'ils eussent, comme il est d'obligation pour tout Européen, un profond mépris pour les Turcs, ils ne croyaient pas nécessaire de se mettre dans leur tort, ils laissaient les mécréants aller au diable à leur loisir ; enfin, ce qui leur servit peut-être davantage, ils avaient plus d'argent, et ils le dépensaient plus librement. Il est certain qu'ils ont laissé une très-bonne réputation et que celle des Français est restée détestable.

M. Hornby arrivait le jour même d'Angleterre, pour prendre possession de son nouvel emploi de juge à la cour consulaire.

— Vous ont-ils accordé, demandai-je, une juridiction criminelle plus étendue ?

— A peine, répondit-il, on a reconnu la nécessité d'une réforme ; mais M. Hammond a des scrupules.

— Qu'est-ce qu'un procès criminel turc ? demandai-je.

— Il n'y faut pas beaucoup de formalités, répondit L. M. : chaque personne présente croit avoir le droit de

s'en mêler. Le grand travail du juge est d'amener l'accusé à faire des aveux.

— Le juge, dit Hornby, est empêtré dans un réseau de règles beaucoup plus formelles que les nôtres ; quant à ce qui concerne la culpabilité de l'accusé, dans beaucoup de cas on requiert deux témoins ou une confession. Quand le juge voit clairement que le prisonnier est coupable ou innocent, que le plaignant ou le défendeur a tort, mais que les preuves légales sont insuffisantes, il cherche à les obtenir par des moyens qui nous semblent étranges.

Je me souviens de la surprise d'un de mes amis qui assistait à un procès criminel, au tribunal du Zabit de... Le juge, avec une bonhomie parfaite, [exhorta le prisonnier à faire des aveux, en l'assurant qu'il n'en souffrirait pas. Les cavas qui le gardaient lui frappaient doucement sur l'épaule et lui conseillaient, en amis sincères, de soulager sa conscience, et de ne pas gâter sa cause en essayant de cacher ce qui, après tout, était parfaitement connu, ce qu'avaient presque entièrement avoué ses complices. L'homme était morose et silencieux, il semblait ne pas croire un mot de tous ces beaux discours. Les promesses de pardon et de liberté immédiate lui furent répétées à plusieurs reprises. Enfin il dit que, si on voulait lui renouveler cette promesse par écrit, il parlerait. Le clerc du Zabit écrivit la promesse du pardon et le Zabit y appliqua son cachet. Alors l'homme reconnut qu'il avait commis le crime, de connivence avec d'autres personnes.

— Je suis fâché, dit mon ami au Zabit, que vous remettiez cet homme en liberté ; vous auriez pu, je pense, le convaincre sans ses aveux.

— Nous le décapiterons avant la fin du jour, répondit le Zabit. Supposiez-vous que mes assurances de pardon étaient autre chose qu'un moyen de l'amener à des aveux ? Nous faisons toujours de telles promesses, et aujourd'hui

c'était absolument nécessaire, car nous n'avons d'autres renseignements sur l'affaire que ceux que nous a fournis ce misérable.

— Une chose étonnante, dit L. M., est que ce manège est très-souvent répété et qu'il réussit toujours. En dépit du *vestigia nulla retrorsum*, tous les criminels tombent dans le piège. Ils sont effrayés, confondus, ils savent que les preuves de leur culpabilité existent, ils pensent qu'un aveu leur donne une chance, que le juge qui n'a jamais tenu sa promesse la tiendra cette fois ; ils sont excédés des importunités qui les entourent, ils font des aveux, et on les exécute.

— Quand on peut obtenir des aveux, reprit Hornby, il est facile d'arriver à l'évidence. Je causai quelque temps, avant de quitter le pays, avec un moollah ou juge d'une des principales cours de l'Asie Mineure. — Nous avons, dit-il, à mon tribunal, une compagnie de témoins aussi bien disciplinée qu'un régiment d'élite du sultan. C'est une profession régulière que celle de témoin : tous les jours je vois les mêmes gens reparaitre, et je les entends jurer qu'ils ont vu prêter l'argent que le plaignant réclame au défendeur, ou qu'ils ont vu le défendeur le rendre au plaignant, qu'ils ont vu A. B. assaillir C. D., ou bien qu'ils ont vu A. B. à Smyrne le jour qu'il est accusé d'avoir battu C. D. à Scala-Nova ; en un mot, ils ont vu tout ce que l'une ou l'autre partie désire qu'ils aient vu. Comme de juste, je ne crois pas un mot de ce qu'ils disent ; et pourtant leurs déclarations sont utiles. Je doute même que nous venions à bout de rien sans eux. Lorsque les preuves morales sont complètes et que les preuves positives sont insuffisantes, ils y suppléent, ils m'aident à convaincre de son crime tel homme que je sais être coupable et contre lequel peut-être il n'y aurait, sans eux, que des indices insuffisants. Ils me mettent à même de décider que le défendeur a rendu l'argent que je sais ne lui avoir ja-

mais été prêté, En somme, continua Hornby, les dépositions de ces témoins de profession sont une fiction légale. C'est un moyen assez grossier de donner aux tribunaux une sorte de juridiction barbare, mais équitable.

— Ajoutez, dit L. M., que les juges y trouvent cet avantage de pouvoir conclure au profit de la partie qui sait le mieux payer l'arrêt.

Nous parlâmes du royaume de Grèce.

— La frontière de la Grèce, dit L. M., si tant est qu'il fallût créer un semblable royaume, aurait dû être l'Haliacmon, le moderne Indge-Karasu, qui sépare la Thessalie de la Macédoine. Le mont Othrys, qui est la limite actuelle, détache de la Grèce la Thessalie dont les habitants sont Grecs de race et de sentiment. D'un autre côté, il serait absurde de comprendre la Macédoine dans la Grèce. Les Macédoniens sont Bulgares. Ils haïssent les Grecs, et causeraient plus d'ennui à la Grèce que la Thessalie n'en cause à la Turquie.

— Les sentiments anti-turcs des Thessaliens, dit N. O., ont été exagérés, ou ils ont beaucoup diminué. Les insurgés thessaliens, au commencement de la guerre, étaient des émigrants de Grèce. Ils avaient surtout à cœur de voler des bestiaux et des moutons; ils firent un butin énorme. L'administration turque de la frontière s'est améliorée; celle d'Othon continue à être rapace et faible. Je doute que l'annexion de la Thessalie serve jamais beaucoup à la Grèce.

— En réalité, dit L. M., le désir ardent qui poussait les Grecs vers une réunion avec les Thessaliens, leurs aspirations vers leurs frères d'armes et de sang, n'étaient que les désirs et les aspirations de la bureaucratie grecque tournés vers un nouveau *pays à exploiter*, à l'aide des gouvernements, des députés provinciaux, des cours de justice, des douanes et autres inventions qui valent bien qu'on dépense pour les installer un peu d'enthousiasme patriotique.

— Ces Thessaliens, dit N. O., si jaloux de se gréciser, peuvent réaliser leurs vœux très-aisément. Le tiers du sol de la Grèce à peu près appartient au gouvernement. Il le vend à très-bon marché; il y a de vastes étendues de terres fertiles qui ne sont pas occupées. Les Thessaliens n'ont qu'à traverser la frontière et à s'y établir; mais ils ne le font pas. D'autre part, l'émigration de Grèce en Thessalie est très-considérable. Les défauts du caractère turc, l'ignorance, l'imprévoyance, l'intolérance sont, sous quelques rapports, favorables aux rajahs. Les Turcs n'aiment pas à vivre au milieu d'eux. Ils habitent les plaines, et laissent les Grecs dans de grands villages, au milieu des montagnes, maîtres d'administrer leurs affaires, de lever et de partager leurs dîmes sans voir jamais le moindre Turc. Le Turc méprise trop le chrétien pour prendre la peine de l'opprimer, ou même de lui faire payer ce qu'il doit. Le gouvernement grec est un maître tracassier et exacteur. J'étais en Thessalie lors de l'insurrection, et je ne vis ni fanatisme ni courage parmi les insurgés. Un Turc suffisait pour en mettre en fuite une douzaine. Ils semblaient n'avoir d'autre but que de piller les habitants et d'obtenir une solde de la reine.

Dimanche, 11 octobre. — Un événement qui est arrivé hier a mis en émoi le monde diplomatique.

M. Thouvenel donna un dîner hier aux ministres turcs. Tous étaient présents, excepté Fuad-Pacha. Il s'était fait excuser pour raison de maladie.

Le sultan choisit ce jour pour aller visiter Reschid-Pacha. Il vint en grande pompe, après midi, dans son caïque impérial, se promena avec Reschid dans ses jardins, dîna avec son hôte, resta huit à neuf heures sous son toit et ne s'en retourna qu'à la nuit.

C'est la seule visite que ce sultan ait jamais faite à personne, exception faite de ses sœurs et de ses filles; encore, en de telles occasions, il n'entrait que dans le harem et les

maris étaient exclus de l'entretien. Les ministres, en allant chez M. Thouvenel, passèrent près des caïques du sultan, qui stationnaient devant la porte de Reschid. Ce fut ainsi, dit-on, qu'ils eurent la première nouvelle de cette visite. Il est probable, cependant, que Fuad en était instruit et que c'est pour cela qu'il s'est abstenu de paraître chez M. Thouvenel.

Dans ce pays, les changements politiques sont d'ordinaire des coups de foudre. Un ministère se croit très-avant dans la faveur du sultan une heure avant que les cavas impériaux lui notifient sa destitution. Très-souvent les ministres sont eux-mêmes incapables de découvrir la cause de leur chute. Quelquefois ils peuvent la rapporter à une intrigue du harem, quelquefois à la vengeance d'un ambassadeur dont ils ont contrarié les prétentions, quelquefois à un caprice bachique du maître. Beaucoup de personnes me dirent que Reschid serait de nouveau grand vizir avant mon départ. Le sultan, disent-elles, attend seulement pour le rappeler la période heureuse d'une nouvelle lune.

Lundi, 8 octobre. — Je me promenai avant déjeuner avec P. Q. Anglais qui demeure depuis longtemps dans le Levant, à Yenekoi, ancien village turc, grec et arménien, blotti à l'entrée d'une longue et profonde vallée. Sur l'un des côtés de la colline qui le domine est un puits consacré, au fond d'une petite grotte, devant lequel flambe une lampe toujours allumée. De petites pièces de toile blanche et des boucles de cheveux sont accrochées à la voûte; ce sont probablement des charmes ou des *ex-voto*. On remarque à Yenekoi plusieurs grandes maisons peintes en rouge ou en gris sombre, les seules couleurs permises aux non-croyants, jusqu'à ces vingt ou trente dernières années. C'est en somme un village plus convenable que Thérapia; les rues sont moins horriblement pavées, les routes qui montent vers les collines sont acceptables, bordées qu'elles sont de cafés romantiquement ombragés de

noyers et de pins gigantesques. On m'a dit que le dimanche tous les gens du voisinage, en habits de fête, abondent dans ces cafés et s'établissent sous les arbres, en groupes de famille, sur des divans improvisés. A notre retour, W., négociant anglais établi à Galata, fit route avec nous.

— La Turquie, dit-il, a deux raisons d'être. D'abord, elle est comme le chien devant le garde-manger ; elle empêche les puissances chrétiennes de mettre la main sur un pays qu'elle est elle-même, à cette heure, incapable de gouverner ou de protéger. Ensuite, elle engraisse cinquante banquiers ou usuriers et quelques trente ou quarante pachas qui font fortune sur ses débris. C'est le vrai pays *des affaires*. Tous ces palais, tous ces jardins en terrasses sont le fruit de l'agiotage, quand ils ne proviennent pas d'une source pire. Les hommes d'État les plus respectables sont agioteurs. Reschid-Pacha, pendant ses différents viziriats, s'est adjugé à lui-même, à bas prix, une vaste étendue de terres nationales. Naguère il fit construire un palais à Balti-Liman, et le vendit pour 200,000 livres sterling au sultan, qui l'offrit en présent à sa fille mariée au fils de Reschid.

— Reschid doit être riche ? dis-je.

— Vous ne pouvez pas appeler riche, dit W., un homme qui, tous les cinq ou six ans, retombe dans une gêne dont il faut un cadeau du sultan, — quelques 50 ou 60,000 livres — pour le tirer ; mais il a de gros revenus, quoique inférieurs, semble-t-il, à ses dépenses. — En général, un homme fait sa fortune ici, non pas en économisant et en gagnant de l'argent, mais en empruntant. Les grands banquiers arméniens, aux mains desquels la cour se trouve toujours prise, sont à la recherche des jeunes gens destinés à parvenir, c'est-à-dire de ceux qui ont du talent, une bonne mine, des relations et peu de scrupules. A un homme de cette sorte ils prêteront 40,000 ou 20,000 livres, qui payeront la corruption, le faste et

les autres moyens d'arriver qu'une bourse pleine procure en Turquie. Tant que durent les années d'intrigue, l'emprunteur ne paye que peu d'intérêts ; mais aussitôt qu'il est en place, qu'il a passé un contrat ou obtenu un monopole, il paye dix, quinze ou vingt pour cent. En revanche le banquier est son protecteur, il lui avance de l'argent quand un de ses patrons réclame une gratification, quand il est besoin d'acheter une accusation ou un témoin, ou quand il faut corrompre un juge ; il se rembourse non-seulement par l'intérêt usuraire des sommes prêtées, mais aussi par la clientèle et les sources d'agiotages que peut lui ouvrir sa créature.

Nous vîmes à parler des Principautés.

L'Autriche a raison de s'opposer à leur union, dit P. Q. La jeune Valachie et la jeune Moldavie, pleines d'instincts démocratiques et socialistes, n'ont besoin que d'un peu plus de force pour devenir des foyers de sédition et de révolution. Or, cette force, elles l'auront, si elles réussissent à obtenir une majorité ou même une minorité considérable dans l'assemblée nationale des Provinces-Unies. Une assemblée de ce genre échapperait au contrôle de la Turquie. Les populations slaves d'Autriche, parmi lesquelles, dans sa haine de l'aristocratie, l'Autriche a propagé elle-même des opinions socialistes, sympathiseraient avec les nouveaux peuples ; le bas Danube deviendrait une seconde Lombardie pour l'Autriche.

— Les mêmes motifs, dis-je, devraient faire craindre l'union à la Russie ?

— Peut-être la Russie est-elle trop forte pour rien craindre, répondit-il, peut-être espère-t-elle que le désordre deviendra tel dans les Provinces-Unies, qu'elle aura un prétexte pour les envahir afin d'y rétablir la paix.

— Que feriez-vous de ces pays-là ? lui dis-je.

— Je les donnerais absolument à l'Autriche, répondit P. Q. Aussi bien appartiendront-ils tôt ou tard, ou à elle ou

à la Russie. La Turquie ne peut plus les gouverner ; ils n'ont pas assez de force et de civilisation pour se faire indépendants. L'Autriche les garantirait contre la Russie. Ses intérêts sont naturellement les mêmes que ceux de l'Angleterre ; elle est pour l'Europe orientale une puissance pacifique et inagressive. Nous ne saurions trop la fortifier.

— Quant à l'intégrité de la Turquie, dit W., il est impossible de la maintenir d'une manière durable. Nous pouvons la droguer avec des hattî-humayoun, mais son mal défile les médecins : *nullum remedium agit in cadaver*. C'est pis qu'un cadavre ; c'est un cadavre à l'état de décomposition.

— Il y a contre votre plan, répondis-je, une objection qui semble fatale. Les Autrichiens sont détestés dans les Principautés. Leur tyrannie est beaucoup plus pesante que celle de la Russie ou de la Turquie. Ils ne pourraient garder ces peuples que comme ils gardent Venise, l'épée toujours à la main, et en dépensant plus que les revenus du pays. L'Autriche aurait raison de refuser de tels présents.

— Il est vrai, répondit P. Q., qu'on déteste les Autrichiens de ce côté-là ; mais il ne s'ensuit pas que pour gouverner ces provinces l'Autriche dût outrepasser leurs revenus. Qu'est-ce que cette population ? un abject ramassis de Croates, de Serbes, de Roumains et de Moldaves, sans cohésion et sans guides, qui se courberont devant tous les maîtres. Ce sont des moutons : quiconque les tiendra les tondra ; et notre devoir est de confier les ciseaux à un souverain assez fort pour les dûment manier, mais non pas assez fort pour devenir dangereux.

— Vous vivez depuis longtemps dans ce pays, dis-je à W., vous en connaissez les défauts et les ressources ; vous dites qu'il est à l'état de décomposition. Pourriez-vous suggérer un moyen d'arrêter cette décomposition ?

— Je n'en saurais suggérer aucun, répondit-il, qui pût

l'arrêter complètement. Je ne saurais proposer aucune mesure qui pût unir d'une façon durable à la Turquie les Principautés, la Serbie, l'Égypte et peut-être la Thessalie ; mais je pense qu'il est des procédés pour empêcher le désordre de s'étendre plus avant.

— Supposez-vous sultan, dis-je, comment gouverneriez-vous ?

— Au préalable, dit-il, je m'empresserais d'envoyer au diable tous les ambassadeurs. Un pays ne saurait prospérer tant que l'administration y est gênée par l'intervention continuelle des étrangers qui, quand même ils seraient honnêtes et bien intentionnés, commettraient méprises sur méprises et qui étant — comme ils le sont — déshonnêtes, égoïstes et souvent haineux, font le mal avec intention. Prenez la simple question des routes, celle entre toutes que l'urgence ordonne de résoudre. Ce n'est qu'après des difficultés de toute espèce que lord Stratford a décidé les Turcs à faire une route de Trébisonde jusqu'à l'Euphrate.

— Ce n'est pas là, dis-je, un des maux causés par l'intervention étrangère.

— Non, répondit-il, lord Stratford désire réellement opérer des améliorations en Turquie ; mais lord Stratford est une exception à toutes les règles. Quoi qu'il en soit, poursuivons : Les Russes sentirent que ce chemin divertirait le commerce de la Turquie avec la Perse de sa voie actuelle par Tiflis et la Géorgie ; aussi résolurent-ils d'en empêcher l'exécution. Ils s'abouchèrent avec le pacha qu'on avait député à Trébisonde pour surveiller les travaux et lui firent entendre que, s'il savait retarder les ouvriers, il serait protégé. Le pacha resta deux ou trois ans à son poste, il eut soin qu'on ne traçât pas plus de deux ou trois milles de la route, empocha l'argent des Russes et revint ici quand le projet du chemin fut oublié. Ainsi vont toutes choses. Chaque grand vizir a ses

protecteurs et ses adversaires étrangers. Les protecteurs essayent de faire de son administration une officine où tout se manipule dans le sens de leurs petits intérêts, de leurs petites vanités, de leurs petites haines. Les adversaires tâchent de le mettre en échec. Ils s'efforcent très-souvent avec succès de stériliser ou même de tourner à mal chacune de ses mesures. Comment, je le répète, un pays pourrait-il être dans un état florissant lorsqu'il est ainsi inquiété, tourmenté, déchiré à toutes les mains ; lorsque, livré tantôt à l'intimidation, tantôt à la séduction, il est quand même éternellement égaré !

— Et quel serait votre second pas, dis-je ?

— Je mettrais en pièces les capitulations, répondit-il. Elles dérobent à la loi turque une masse d'Ioniens, de Maltais, d'Algériens et de Croates, rebut de leurs pays, à moitié barbares, qui dupent, volent et assassinent avec impunité, sous l'égide de la protection consulaire.

Un Maltais tua un homme à Buyucdereh il y a quatre jours ; il craignit si peu les conséquences de son action, qu'une heure après le meurtre il traitait des affaires dans le bureau du consul anglais. Il sait très-bien que le pire qui puisse lui arriver est d'être envoyé à Malte, pour être acquitté par un jury maltais. Si les bestiaux du voisin entrent dans le clos d'un Anglais, il court directement chez lord Stratford. « Voici une belle affaire, s'écrie-t-il ; nous avons versé notre sang pour ces Turcs damnés, et ils conduisent leurs taureaux dans mes vignes ; ils m'ont fait pour 1,000 livres de dégâts. » Lord Stratford se plaint au ministre des affaires étrangères ; le ministre ne peut pas trouver ceux dont les bestiaux sont coupables, ou il dit que c'est la faute de l'Anglais qui a laissé les clôtures entre-bâillées, ou bien il estime le dommage à 5 shellings au lieu de 1,000 livres. Une correspondance s'ensuit, qui s'enfle jusqu'aux proportions d'un gros recueil de papiers d'État, et le résultat final est que le village est condamné à payer

4,000 livres pour une demi-douzaine de pieds de vigne. Les Turcs cherchent du reste à éloigner ces intrus privilégiés. Celui qui vend ses terres à un étranger est exécré de ses voisins, pour avoir introduit chez eux un tyran processif, au-dessus de leurs lois et indifférent à leurs opinions. Du jour au contraire où les capitulations seraient abolies, la Turquie participerait au droit commun de tous les États européens ; tous ceux qui habitent sur son sol seraient assujettis à ses lois, et le gouvernement comme les particuliers auraient à cœur d'attirer et de retenir les étrangers.

— Mais les étrangers viendraient-ils ? demandai-je, s'exposeraient-ils à l'injustice et à la corruption des cours turques ?

— Ils viendraient, répondit-il. Le climat et le sol d'une grande partie de la Turquie sont si admirables, les prix auxquels on peut acheter des terres sont si modérés, qu'aussitôt supprimés les obstacles que les Turcs opposent actuellement à l'immigration, les immigrants accourraient par milliers. On a besoin d'eux à cause de leurs capitaux, de leur activité, de leur habileté ; on a besoin d'eux, même à cause des services que leur affluence rendrait à la contrée. Toute la Turquie est à peine peuplée en raison de son étendue, et des districts entiers, d'un sol fertile et d'un climat très-sain, sont presque déserts.

— Mais quels chrétiens, demandai-je, voudront habiter un pays où leur serment sera sans prix contre celui d'un musulman ? quelle sûreté pour leur propriété et pour leur vie ?

— Le hattî-humayoun, répondit P. Q., défend toute distinction entre le serment d'un musulman et celui d'un chrétien ; nous pouvons insister, et il faut que nous insistions sur l'observation de cette clause du hattî-humayoun.

— Et que feriez-vous encore ? demandai-je.

— Je crois, répondit W., que ce serait assez ; je crois que la Turquie, délivrée de l'intervention étrangère et

ranimée par l'immigration, s'améliorerait d'elle-même.

— Vous remarquerez, dit P. Q., que vos idées sont impraticables ; les puissances chrétiennes ne souffriront ni le renvoi de leurs ambassadeurs, ni l'abolition de leurs capitulations ; ne pourriez-vous indiquer quelque expédient praticable ?

— Je n'ai pas d'autre conseil à formuler, répondit W., et je ne crois pas que personne puisse avoir là-dessus une inspiration réellement applicable, tant que la Turquie restera soumise à la diplomatie et aux capitulations.

— Quel sera le résultat de tout ceci ? dis-je.

— Mes prophéties seront courtes, répondit W. ; la Turquie, si elle continue à marcher dans la voie où elle est maintenant, tombera pièce à pièce, quoique je ne puisse prédire ni l'heure, ni l'occasion de sa chute. Les chemins de fer accéléreront la catastrophe. Ils engageront les étrangers, et principalement les Anglais, à prendre pied sur ce territoire. Les nouveaux venus seront peut-être querrellés et dupés ; mais il est plus certain qu'ils quereelleront et qu'ils duperont. Les gros livres politiques fourmilleront de plus en plus, et quelque beau jour nous serons obligés de nous emparer du pays.

— Notre devoir nous en empêche, répondis-je, et la France n'en a pas plus que nous le désir. A cette distance lointaine, la possession en serait d'ailleurs peu avantageuse, si tant est qu'on parvint à l'assurer ; les gouvernements limitrophes, comme l'Autriche et la Russie, pourraient seuls s'en rendre maîtres. La Russie, qui s'est si bien assimilé la Bessarabie, absorberait et digérerait aisément la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie et peut-être la Roumélie. L'Autriche, si elle n'était pas une tyrannie aussi stupide et aussi brutale, pourrait s'attribuer la Serbie, la Bosnie et l'Albanie. La France, naturellement, ajouterait Tunis et Tripoli à l'Algérie.

— Et nous prendrions l'Égypte ? dit-il.

— Je ne le pense pas, répondis-je ; nous ne serons pas admis au partage, et c'est seulement un partage qui pourrait nous donner l'Égypte. Mais peut-être aurions-nous mieux à faire. Nous pourrions faire de l'Égypte un royaume indépendant, ou peut-être une annexe des grandes puissances, régie par l'union de leurs protectorats.

Mercredi, 14 octobre. — Nous dînons à l'ambassade, où nous rencontrons M. et madame Hornby, ainsi que le prince Kourradgi, un Fanariote.

Madame Hornby parla des femmes turques.

— Les femmes de deux pachas vinrent me visiter, dit-elle, lorsque nous habitions près de Rumili-Hissari. Elles étaient accompagnées de deux jeunes esclaves et d'une vieille négresse qui semblait jouer le rôle de duègne. Après avoir fumé leurs chiboucks, retourné tous mes vêtements, fureté dans chaque coin de la chambre, l'une d'elles me dit : « Maintenant je voudrais voir vos hommes, car j'ai entendu dire que vous en aviez trois. » C'était exact ; mon mari, M. Mansfield et un cousin à moi habitaient la maison. Je répondis qu'un seul était au logis et qu'il se promenait dans le jardin. « Envoyez-le chercher, dit-elle. » La vieille négresse la regarda comme si elle voulait la dévorer. Je lui fis des remontrances. « Vous savez, lui dis-je, que vos maris n'approuveront pas ceci, et je suis sûre que cette vieille femme le leur rapportera. » Elle insista, mais je tins bon. Alors elle s'emporta, elle me tourna le dos, et s'assit au piano qu'elle tapota violemment, fit, en un mot, toutes les mines d'un enfant gâté en colère. A la fin, elle dit qu'elle ne s'en irait pas avant de l'avoir vu, dût-elle rester jusqu'à la nuit. Il fallut transiger. Elles mettraient leurs voiles, elles passeraient dans la chambre voisine et elles le verraient à travers les fentes de la porte qui resterait ouverte. Ma proposition fut acceptée.

J'allai donc chercher mon cousin ; il vint, prétendant qu'il était timide et se couvrant la figure avec son mou-

choir. Elles désirèrent le lui voir ôter, et, si je ne les avais pas arrêtées, elles seraient venues jusqu'à lui dans la chambre, contrairement à nos conventions. Elles restèrent ensuite à le considérer pendant une demi-heure, et je crois qu'elles auraient continué deux heures durant si je ne l'avais enfin renvoyé.

Un jeune Arménien de mes amis, continua madame Hornby, dont la famille a été par un coup subit réduite à la pauvreté, est excellent musicien ; il donne des leçons. Les femmes de quelques pachas l'emploient. Il les trouve exactement voilées et surveillées par des eunuques ; mais, quand la leçon est longue, les eunuques se fatiguent de leur poste, ils s'en vont dans la chambre voisine et s'endorment sur le divan. Alors les dames se dévoilent et s'amuse à taquiner le professeur ; car c'est un homme marié, il a des enfants et n'est pas tenté par le roman d'une intrigue qui aurait pour d'autres un dangereux attrait. Une de ses élèves lui donna un jour une rose : — Cochon, lui dit-elle, savez-vous ce que cela veut dire ? Cela veut dire que je vous aime, cochon ! — Cochon, dit l'autre, vous ne nous regardez pas ; est-ce que nous ne sommes pas jolies ?

Beaucoup de ces personnes sont en effet très-jolies, me disait-il, mais il les regarde aussi peu que possible, avec crainte et en tremblant. Dans un harem ; et quand il s'agit d'un rajah, tout est possible ; si les eunuques s'éveillaient, on n'entendrait plus parler du maître de musique.

Le prince est un jeune homme agréable. Il ne reste plus maintenant que trois familles de la vieille noblesse fanariote, dit-il ; elles ont perdu leur influence et ont quitté la capitale.

Vendredi, 16 octobre. — J'avais loué un caïque pour me rendre à Constantinople aujourd'hui, mais l'ambassade française, qui a arrangé la partie d'une promenade sur l'eau, m'a enlevé à beaux deniers comptant mes bateliers

qui sont, je trouve, bien faciles à se laisser séduire ; je reste donc à Thérapia, et je fais une longue promenade avec N. O. Il a récemment visité les Principautés et disserte dans les formes sur un sujet qu'il connaît bien.

— Où en est la civilisation de ces provinces ? demandai-je.

— Si par civilisation, répondit-il, vous entendez de belles maisons européennes, garnies de beaux meubles européens, une excellente cuisine française et des vins de France, des dames dont la toilette coûte 4,000 livres par an, à la surface, en un mot, l'ensemble de la vie parisienne, vous trouverez la civilisation chez la haute société des deux provinces ; vous trouverez aussi des paysans placés dans de meilleures conditions que les basses classes d'une grande partie du continent. On calcula, voici quelques mois, l'état de fortune de trois cents familles de paysans, établies sur les terres d'un de mes amis, et l'on trouva un revenu de 60 livres par famille. Mais, si vous entendez par civilisation la science, le sens moral, les bons principes, en un mot, les maîtresses qualités des hommes civilisés, il faudra singulièrement décompter. Les paysans et les petits propriétaires ne se préoccupent guère que de gagner de l'argent et de le dépenser en plaisirs grossiers. Le peuple des villes garde à un plus haut degré le sentiment politique, qui prend en général dans ce pays la forme d'un vague socialisme démocratique. Parmi les grands propriétaires, les plus vieux, dont beaucoup ont été en fonctions, sont corrompus, mais ils ont plus de sens et plus d'expérience que les autres, ils connaissent les dangers de la domination russe ou autrichienne et désirent une indépendance virtuelle sous la suprématie douce et presque nominale de la Turquie.

Les plus jeunes de ces grands propriétaires sont des théoriciens qui ne connaissent rien des affaires de leur pays, de ses besoins et de ses ressources, qui désirent ardemment l'indépendance, l'union avec la Serbie ou peut-être avec la

Bulgarie, un président élu, une assemblée unique, la sécularisation des biens de l'Église et mille autres folles utopies. Les seules personnes dont on peut dire qu'elles ont des opinions politiques sont les riches propriétaires principaux et les habitants des villes; quoique divisés sur plusieurs sujets, ils sont unanimes sur un point : ils désirent tous l'union des provinces. Pendant la guerre, la Turquie était populaire dans les Principautés. Tous les partis voulaient une indépendance virtuelle, quoiqu'ils en entendissent très-diversement l'usage, et tous croyaient que la suprématie reconnue de la Turquie leur serait la voie la plus commode pour l'obtenir.

Lorsque le départ des Russes fit d'eux, jusqu'à un certain point, des agents libres, ils offrirent de lever des forces pour agir de concert avec les Turcs. Ils sont tous aussi d'accord sur une autre question : ils veulent que leur vice-roi soit un étranger. Ils ont tant souffert sous les hospodars, qu'ils désirent ardemment avoir un chef qui ne soit mêlé à aucune faction locale; peut-être quelques-uns d'entre eux pensent-ils que si leur vice-roi était allié à l'un des puissants souverains d'Europe, ses grandes relations pourraient l'aider contre les prétentions de la Turquie, dont ils prétendent que la suprématie soit de plus en plus nominale.

La Turquie avait un beau jeu, mais elle l'a gâté. Si elle avait toujours protesté contre l'union, il aurait été difficile de la lui imposer. Je ne dis pas que ce fût la meilleure politique à suivre, mais au moins elle était intelligible, et des résultats s'ensuivaient. Point : elle adhéra à Vienne et plus tard à Paris à un protocole où il était déclaré que les vœux des Principautés seraient consultés sur la question de l'union. Si les provinces avaient voulu rester séparées, la chose était faite; mais, aussitôt qu'il fut connu qu'elles souhaitaient l'union, on s'empressa de couper l'herbe sous le pied de la Turquie.

Ce qui lui restait à faire, c'était de sauvegarder sa popularité en consentant à l'union, mais à des conditions plus favorables à sa suprématie ; elle devait imposer l'élection d'un prince du pays, sans relations étrangères, sans soutiens européens, qu'elle eût eu virtuellement la faculté de choisir. Au lieu de cela, elle décida qu'il n'y aurait pas d'union, et voyant trop tard l'effet du protocole, elle prétendit forcer au moins en Moldavie l'élection d'un divan anti-unioniste. Des ordres furent dépêchés à cet effet au caïmacan ou lieutenant gouverneur, qui les exécuta avec le déploiement de violence et de fraude qu'on peut attendre d'Orientaux à moitié barbares. Mais en même temps le consul français à Jassy recevait l'ordre d'appuyer un divan unioniste, prenait à sa solde les plus mauvais garnements du pays, et exploitait aussi bien qu'un autre les ressources de la corruption et du tapage.

— Quels intérêts la France avait-elle là-dedans ? interrompis-je.

— D'abord, répondit-il, simplement le désir de paraître libérale et populaire. L'Empereur voyait que les peuples des Principautés étaient unionistes et voulut leur plaire. Quelle que soit son impopularité à l'intérieur, il espère que le parti libéral du dehors lui a pardonné ; aussi se met-il perpétuellement en frais de coquetterie pour lui agréer. Puis, lorsque la contestation devenue sérieuse attira l'attention de l'Europe, peut-être a-t-il eu un désir de triomphe personnel, peut-être une envie de rendre un bon office à la Russie ; de son côté, M. Thouvenel a peut-être alors saisi avidement l'occasion de soutenir une thèse contre lord Stratford, de contrecarrer, sinon de renverser le protégé des Anglais, Reschid.

Les motifs de la conduite de l'Autriche sont évidents ; elle craint que l'union des Principautés devance et doive engendrer une fédération qui attirerait la Croatie et les autres sujets slaves. L'opposition que l'Autriche fait à l'u-

nion entraîne naturellement le sentiment contraire de la Sardaigne. L'Angleterre, je crois, aurait dû rester neutre; au lieu de cela, elle prit parti pour l'Autriche et la Turquie.

Les agents russes virent que l'occasion était belle pour susciter une dispute entre l'Angleterre et la France, et pour gagner quelque popularité pour eux-mêmes dans les Principautés; en conséquence, ils devinrent unionistes.

Un intelligent diplomate russe me disait: « Nous sommes dédommagés de toutes nos pertes en Crimée et en Bessarabie par ce que nous avons gagné dans les Principautés; les peuples nous étaient hostiles, nous en avons fait nos amis. » La Russie seule en réalité a trouvé son profit dans l'affaire. L'Angleterre a soutenu le parti populaire, et elle a échoué; la France est restée du côté libéral et elle a réussi; mais aux dépens d'une mésintelligence avec sa meilleure alliée, l'Angleterre, et en se faisant exécuter en Turquie. La conduite de M. Thouvenel, le jour où il força Reschid à donner sa démission, est fatale à la France qui, pour le moment, ne peut influer sur les affaires d'Orient que par la crainte. Chaque Turc est indigné; chaque Turc sait que Reschid est le ministre le plus habile et l'un des citoyens les plus patriotiques de l'Empire; l'Empire a perdu ses services au premier commandement, parce qu'il soutenait les intérêts de la Turquie dans une question où l'étranger n'avait que voir; c'est un affront, une humiliation, une injustice, qui ne seront pas pardonnés.

— Et que reste-t-il à faire maintenant? dis-je.

— La partie a été si compromise, répondit-il, qu'il est bien difficile de le dire. Je ne pense pas qu'en s'appuyant sur les termes du protocole on puisse refuser l'union. Mais la Turquie, l'Angleterre, l'Autriche peuvent demander que le vice-roi soit un natif. La Russie et la Sardaigne appuieront comme de juste un étranger; mais on pourrait amener la France à agréer un natif, et comme c'est là une question qui n'a pas été précisée dans le protocole, et sur

laquelle la Turquie a un droit incontestable, non-seulement d'être consultée, mais encore d'avoir un vote prépondérant, j'ai de grandes espérances que les choses s'arrangeront de la sorte.

M. Dickson prit le thé avec nous. Je lui demandai s'il avait entendu parler à nouveau du meurtre de la femme près de Telli-Tabia.

— Oui, répondit-il; deux enfants ont déposé qu'ils avaient entendu des cris et qu'ils avaient distingué de loin un homme luttant avec une femme dans le champ où le corps a été trouvé; l'homme était, ont-ils dit, habillé en soldat. Mais il est clair que le meurtrier ne sera pas poursuivi. Hier le pacha commandant du district dans lequel Telli-Tabia et Buyucdereh sont situés, se rendit à Buyucdereh, envoya chercher le soubaski ou chef de la police locale et lui demanda de l'accompagner dans les villages voisins de Telli-Tabia pour arrêter le meurtrier de la femme. « Le meurtrier de la femme, répondit le soubaski, est déjà en prison, je l'y ai conduit moi-même. — Vous voulez dire le soldat, dit le pacha, mais ce n'est pas le meurtrier; nous savons que la femme a été assassinée par un rajah. — Elle a été assassinée par le soldat, répondit le soubaski; je ne suis pas sous vos ordres et je ne vous accompagnerai pas, quand vous voulez arrêter un innocent. » Le pacha partit alors seul avec ses soldats. Je n'ai pas entendu raconter le résultat de l'expédition, mais je ne doute pas que quelque pauvre Grec soit saisi, pendu, ou envoyé au bagne, tandis que le soldat sera relâché.

Jeudi, 15 octobre. — J'allai voir C. D., il me parla du sultan.

— C'est un homme aimable, dit C. D., et pour un Turc il a du cœur. Les histoires qu'on raconte sur son ivrognerie peuvent être vraies ou fausses; je ne sais rien du moins qui les confirme.

Reschid, continua-t-il, est la forte tête du gouvernement; mais son intelligence et son cœur, quoique supérieurs à ceux de ses compatriotes, manquent de la fermeté et de l'énergie européenne. Le Turc le plus sensible que j'aie jamais connu est Edhim Pacha.

— Je l'ai connu il y a deux ans au Caire, dis-je, d'abord comme ministre des affaires étrangères, puis comme gouverneur du Caire où il est encore maintenant. C'est un janissaire et il a, tatoué sur le bras, un poisson, symbole du régiment auquel il appartenait.

— Il a passé par bien des chemins, dit C. D., il a beaucoup roulé à travers le monde; et, sans grande science, à prendre le mot d'après nos idées européennes, il a du bon sens. Plus on voit les affaires et plus on sent que la seule qualité nécessaire est le sens commun.

Je crois, continua-t-il, que même aujourd'hui un homme raisonnable, avec du courage et une volonté forte, pourrait sauver la Turquie. Le sultan est le souverain le mieux obéi du monde, sans en excepter même le czar. Tous deux jouissent d'un prestige religieux aussi bien que politique, mais la suprématie du sultan est beaucoup plus respectueusement reconnue que celle du czar. Tout ce qu'il commandera, tant qu'il ne donnera pas l'ordre aux muezzihs de proclamer le christianisme du haut des minarets, sera exécuté sur l'heure. Je crois aussi qu'il comprend la nécessité d'une réforme. C'est pour lui une tradition de famille. Ses deux prédécesseurs étaient des réformateurs.

— Et tous deux, dis-je, furent victimes de la réforme.

— Non pas Mahmoud, répondit-il.

— Ne fut-il pas empoisonné par le vieux parti turc ? demandai-je.

— Je ne le pense pas, dit C. D. ; je suppose qu'il mourut d'excès de toute nature. Vous êtes frappé, continua-t-il, comme l'est tout étranger, de la barbarie du pays ; cepea-

dant, depuis que je l'étudie, il s'est avancé à grands pas vers la civilisation. Qui aurait osé penser, il y a dix ans, que le sultan pourrait garantir à chacun le libre exercice de sa religion, une garantie qui n'intronise pas seulement la tolérance, mais qui permet un changement de religion ? Cependant c'est là que vont les conséquences du 3^e article du hatti-humayoun. Assez récemment il se produisit un cas qui attesta la force de ces formules. Un homme et une femme turcs se firent chrétiens ; les ulémas furent consultés et ils admirent qu'en vertu du 3^e article du hatti-humayoun, les convertis agissaient de leur plein droit. Je ne m'étonne pas si dans beaucoup de villages et même de districts les habitants, que la crainte seule avait faits musulmans, retournent aujourd'hui à la religion chrétienne ; — avant la concession du hatti-humayoun, une telle abjuration était un crime capital.

— Comme une simple transition d'une secte chrétienne à une autre l'est encore en Toscane, dis-je, et je crois aussi dans quelques autres parties de l'Europe. Ainsi les Turcs sont devenus plus tolérants que certains catholiques romains.

— Que savez-vous de l'héritier du trône ? demandai-je.

— Très-peu de chose, répondit-il ; on croit qu'il est instruit, c'est-à-dire qu'il sait le Coran par cœur. On dit que le sultan se relâche de la vieille politique de sa famille et lui permet quelques communications avec le monde extérieur. S'il en est ainsi, j'estime qu'il devrait le faire voyager en France ou en Angleterre. Sa présence ici pourrait avoir des inconvénients, s'il devenait, même sans son consentement, le centre de quelque faction. Quoique le sultan soit, comme je vous l'ai dit, obéi à la lettre, il n'est pas en sûreté. Il n'est pas à l'abri d'une révolution dans son palais ou à Constantinople ; il n'est pas à l'abri d'une révolte grecque ou slave.

Voici trois ans à peu près il y eut une émeute parmi les étudiants, au nombre d'environ deux mille, des *medresses*

ou collèges attachés aux mosquées de Stamboul. On croyait que les révoltés étaient excités par Méhémet-Ali, alors séraskier ou commandant en chef. Le vacarme dura deux jours. Les ministres s'alarmèrent et au demeurant ne firent rien. Le sultan fut obligé d'agir par lui-même. Il se rendit chez le séraskier, donna l'ordre à ses ministres de l'y rejoindre, et enjoignit au second commandant de mettre les mutins à la raison. Environ huit cents d'entre eux furent saisis et expédiés à Candie, ce qui étouffa le mouvement. Mais, si l'indécision avait duré un peu plus longtemps, l'affaire aurait pu devenir sérieuse.

Nicolas, continua-t-il, a été accusé de témérité et d'ambition ; mais c'est à peine s'il avait la liberté de sa conduite ; il était soumis aux nécessités de sa position. La Turquie avait été effrayée par l'Autriche et par la France. Le clan des latins si dénué avait gagné, grâce à la France, un avantage sur les Grecs. Les Russes murmuraient. Le czar aurait perdu son prestige s'il s'était tenu au repos. Les Turcs, de leur côté, commençaient leur réforme. Il était nécessaire de les écraser avant qu'ils se fussent affermis. Il ne s'attendait pas d'ailleurs à une guerre ; il exagérait sa puissance et méprisait trop la Turquie ; il ne crut jamais qu'elle résisterait.

— On pense généralement en Europe, dis-je, que le rejet par les Turcs de la note de Vienne fut l'œuvre de lord Stratford, et qu'il leur fit sentir l'interprétation défavorable à la Turquie qu'on en pouvait tirer.

— C'est une erreur, répondit-il : les instructions de lord Stratford étaient favorables à la note de Vienne ; il les montra à Reschid, mais il n'exprima pas son opinion personnelle. Après un intervalle de trois ou quatre jours, Reschid désapprouva tout haut la note et déclara qu'il ne pouvait pas la signer. Lord Stratford ne chercha pas à combattre ses scrupules, et je ne vois pas qu'honnêtement il eût pu le faire ; car, de fait, Reschid avait raison, et la

Russie, en interprétant la note dans le même sens que les Turcs, le fit bien voir. Mais lord Stratford n'insinua en tout ceci aucun plan de conduite.

Nous causâmes des Principautés.

— Je crains bien, dit-il, que les choses ne se passent pas aussi tranquillement qu'on l'espère au Congrès de Paris. L'Autriche et la Turquie sont aussi violemment et obstinément opposées à l'union, que la France, pour des raisons que je ne pourrais dire, est ardente en sa faveur.

Quand j'appris que Thouvenel menaçait d'amener son pavillon si les élections n'étaient pas cassées, je le crus à peine. La menace semblait ne pas être en rapport avec l'intérêt ou l'ombre d'intérêt que la France peut avoir dans la question.

Samedi, 17 octobre. — Le baron Marochetti est à Constantinople pour examiner le monument de Scutari. Il est satisfait et de l'emplacement, et des fondations; il coucha hier à Thérapia et m'accompagna ce matin à Constantinople, où je vais passer deux jours avec M. Lafontaine, l'un des deux fondateurs de la Banque ottomane.

A notre arrivée nous prîmes un cavas de la Banque, un beau Turc qui portait un sabre, et nous nous dirigeâmes vers la Suleimanyah ou mosquée de Suleiman le Magnifique. Sur notre route, nous passâmes près de la Colonne brûlée, colonne de porphyre rouge qui, dit-on, était jadis revêtue de bronze; les Turcs ont fait fondre le métal en allumant des feux tout autour; nous avons remarqué aussi les tombeaux du sultan Mahmoud et de sa famille, placés sous un dôme de marbre blanc et voisins d'une fontaine, comme presque tous les monuments publics en Orient. Ces fontaines sont toujours en lieu clos. Elles répandent leurs eaux sous une voûte qui semble jaillir d'une large corniche légèrement inclinée en avant; des murs de marbre soutiennent tout l'édifice. La lumière vient par des fenêtres de bronze en treillis, près desquelles sont po-

sés des vases de bronze toujours remplis d'eau. Actuellement la cour extérieure, ou harem de la Suleimanyah, entourée d'arcades voûtées avec une fontaine au centre, est obstruée par un tas d'équipements de cavalerie, vieilles selles, harnais et couvertures que les Turcs ont jetés là à la fin de la guerre et qu'ils n'ont pas enlevés depuis. A ces causes elle est fermée au public, et nous ne pûmes voir ses élégantes colonnades de marbre que par une fenêtre de la mosquée.

La mosquée forme à peu près un carré de deux cent trente-quatre pieds sur deux cent vingt-sept, un peu moins que Sainte-Sophie (deux cent quarante-trois sur deux cent vingt-neuf) ; elle couvre un espace de cinquante-deux mille cent dix-huit pieds carrés, ce qui est un peu moins que la surface de la cathédrale de Salisbury. On dit que le dôme central a le même diamètre que celui de Sainte-Sophie, mais qu'il est de vingt pieds plus élevé. Je regardai et ne saisis pas la différence. Les demi-dômes plus petits, qui portent la lumière dans les ailes de Sainte-Sophie, ne se retrouvent pas ici.

A leur défaut, les ailes sont éclairées par dix petits dômes, cinq de chaque côté ; ce qui est peut-être un meilleur arrangement. Trois congrégations, composées chacune d'un groupe de fidèles accroupis sur le sol autour d'un moollah qui, de sa chaise, les prêchait avec beaucoup d'animation, occupaient toute la largeur de la mosquée ; il nous fut par conséquent impossible d'en faire le tour et d'examiner les vitraux des fenêtres du côté du jardin, que l'on dit être très-beaux. Nous ne pûmes pas même approcher des quatre grandes colonnes hautes de soixante pieds qui, avec les quatre piliers des coins, supportent les arceaux sur lesquels repose le grand dôme.

Les décorations de Sainte-Sophie, qui devaient en faire, avant qu'on les eut dégradées, l'intérieur le plus magnifique du monde, manquent à la Suleimanyah. Ici, les

peintures sont presque uniformément blanches et bleues ; mais, pour la forme et les proportions, j'incline à penser que la Suleimanyah ne le cède en rien à Sainte-Sophie.

Après nous être promenés quelque temps sur la terrasse qui court le long d'un des plateaux les plus élevés de Constantinople et qui commande la ville entière, la Corne d'Or et le Bosphore, notre attention fut attirée par un dôme d'une élégante structure au-dessus d'un bâtiment octogonal dans le jardin ou cimetière de la mosquée. Nous trouvâmes qu'il abritait les tombes de Suleiman le Magnifique, fondateur de la mosquée, de sa femme Roxelane et de cinq ou six de ses enfants qu'il a fait mourir en bas âge, d'après la tradition.

A l'intérieur, on est sous un dôme qui couronne huit arches, étonnées par des colonnes de marbre de diverses teintes ; le rouge et le vert y dominent ; les murs sont enduits de porcelaines ; ils sont couverts d'inscriptions en hardis caractères arabes : là, des fleurs ; ailleurs, les pittoresques entrelacements d'une végétation idéale. Le dôme, très-haut pour sa largeur, est ornementé d'un dessin compliqué, où le rouge éclate aux yeux. Sur les murs, le ton fondamental est le bleu. La beauté des proportions, la richesse et l'harmonie des couleurs sont, du reste, impossibles à décrire ; mais leur charme est si vif, que Marochetti ne pouvait plus s'y soustraire. Nous restâmes là une demi-heure environ, et sans l'impatience des gardiens nous n'aurions bougé de longtemps. La tombe de Suleiman ressemble à toutes les tombes royales de Constantinople ; c'est un catafalque, recouvert d'une riche draperie qui porte un turban à l'extrémité et que protège une barrière de bois de cèdre, incrustée de nacre de perles. Le cercueil du sultan est à peu près de douze pieds de long sur quatre de haut ; celui de sa femme est d'un tiers moins grand, et celui des enfants est moitié plus petit que celui de leur mère.

R. S. se joignit à nous comme nous quitions la Suleimanyah, et nous emmena chez Ismaïl-Pacha, ministre du commerce. En chemin il nous raconta l'histoire d'Ismaïl.

Ses parents sont des Grecs de Scio. Lorsque l'île fut ravagée pendant la guerre de l'indépendance, il fut adopté par une famille turque, élevé en mahométan et envoyé en France pour y étudier la médecine. A son retour, il devint médecin du harem du sultan. Le sultan le prit en affection; on supposa qu'il avait trop d'influence, et Ali-Pacha, alors grand vizir, le nomma gouverneur de Smyrne. Il montra dans ces fonctions de l'énergie et un vrai talent d'administrateur. Il fit la guerre à une bande de voleurs qui troublaient la sécurité des environs. Il en fit bonne justice par le massacre et l'échafaud, jusqu'à ce qu'il les eût réduits à quatre que commandait Yani-Katergee, homme de grande activité et de grand courage. Mais la promesse du pardon amena le chef à se livrer. Ismaïl s'assura que les trois bandits restés libres trouvaient de temps en temps un abri et des provisions dans un petit village des montagnes. Il manda les principaux habitants, les accusa de donner asile à des voleurs et les menaça de les détruire eux et leur village. Comme ils protestaient de leur innocence, il les conduisit au fond de ses appartements, et leur montrant un sac d'or : « Il y a là, dit-il, 40,000 piastres ; si vous m'apportez la tête de ces trois hommes vous aurez cet argent, sinon vous ferez aussi bien de faire alliance avec ces misérables ; car je vous traiterai comme je les ai traités. » Il dit, et sans vouloir écouter leurs excuses il les renvoya. Avant la fin de la semaine il recevait un sac contenant trois têtes. Yani-Katergee constata l'identité de ses anciens associés, et les villageois reçurent les 40,000 piastres. La première fois que les voleurs avaient cherché asile dans le village, on les avait comblés de bonne grâce, enivrés avec de l'opium ou du haschich, et tués dans leur sommeil.

— Et qu'est devenu, dis-je, Yani Katergee?

— Il est au bain de Constantinople, répondit R. S. Ismaïl a tenu sa parole avec une exactitude singulière en ce pays; il n'a pas relâché le brigand, mais il ne le fera pas exécuter. Yani cependant est ingrat; il envoya l'autre jour par le chirurgien qui visite le bain ce message à Ismaïl : « Dites-lui que quelque jour je sortirai d'ici et que j'emploierai mes deux premières heures de liberté à le tuer. »

— Je suppose, dis-je, qu'Ismaïl a fait fortune à Smyrne?

— Ses ressources étaient assez minces, dit R. S.; or maintenant il a des propriétés et un grand train de vie. Il faut qu'il ait fait fortune quelque-part. Pourtant il était populaire à Smyrne et il l'est encore ici. Il ne s'est donc pas enrichi par des moyens qui fussent scandaleux dans le pays. Mais il est presque impossible qu'un pacha reste pauvre, à moins d'être absolument indifférent à l'argent. Le palais de Reschid-Pacha et son parc sur le Bosphore valent au moins 200,000 livres sterling. Les terrains valent peut-être 300,000 livres sterling. A la mort du dernier propriétaire, décédé sans héritier mâle, ces biens échurent au sultan et furent vendus à l'enchère. Reschid était grand vizir et les acheta pour 25,000 livres sterling. Comme de juste, personne ne surenchérit sur le grand vizir.

— Mais, demandai-je, si quelqu'un avait couvert l'enchère de Reschid et était devenu acquéreur, quelles en auraient été les conséquences?

— Il est inutile de demander, dit R. S., ce qui serait arrivé dans un cas impossible : une idée aussi étrange que celle de surenchérit contre un vizir ou même contre un pacha n'est jamais entrée dans la tête de personne. Reschid a été très-généreux en estimant ces terres 25,000 livres sterling. Il aurait pu se les faire adjuger pour 4,000.

Nous arpentâmes plusieurs cours et de longs corridors

encombrés de domestiques et de solliciteurs avant d'arriver devant la portière de la chambre de Son Excellence. Nous la soulevâmes et nous trouvâmes Ismaïl la pipe à la main, qui fumait tout en écoutant des réclamations et en imprimant son timbre sur toute sorte de papiers.

Il nous fit asseoir à ses côtés, nous fit donner des pipes et du tabac, et causa avec nous sans interrompre ses affaires.

Il me demanda ce qui, à mon avis manquait le plus à la Turquie.

Je lui répondis : « Des routes et un pavage. »

— Un pavage, répondit-il, nous en aurons. Il a été conclu un marché, il y a plus d'un an, pour paver Péra, et nous commencerons l'année prochaine.

— Et quand, lui dis-je, commencerez-vous la route d'Andrinople ?

— Nous ne commencerons jamais par un chemin macadamisé. Le commerce a besoin d'un chemin de fer. La route macadamisée serait une dépense inutile ; nous commencerons par les chemins de fer et nous les compléterons par les routes macadamisées.

— Et j'espère, dis-je, que vous diminuerez ou que vous abolirez vos droits d'exportation ?

— J'espère, répondit-il, que nous les abolirons. Ils aggravent, s'ils ne l'ont pas créée, une balance commerciale défavorable ou plutôt ruineuse pour nous. Nous n'importons d'Europe que les objets de consommation les plus grossiers, et nos droits d'exportation nous forcent à les payer en espèces.

— En ce qui regarde vos droits pour l'importation, dis-je, vous n'avez rien à apprendre ; vous êtes les plus vraiment libres-échangistes du monde. Je désire que vous puissiez donner quelques leçons à la France.

— Je ne saurais blâmer les Français ; s'ils laissaient entrer vos cotons, les leurs seraient ruinés. Le manufac-

turier français paye deux fois autant que vous pour les machines à vapeur.

— Il en est ainsi, dis-je, parce que la France prohibe le fer anglais.

— Et il paye, dit le pacha, trois fois autant pour son charbon.

— C'est parce que la France prohibe le charbon anglais, dis-je.

— Il est vrai qu'elle le fait, répondit le pacha, mais elle *doit* le faire ; ses manufactures de fer et ses mines de charbon ne peuvent pas lutter avec les vôtres.

Les doctrines économiques du pacha ne m'encouragèrent pas à prolonger la discussion ; en retournant à la maison, nous causâmes de l'avenir des Turcs.

— Je n'entrevois pas de salut pour eux, dit R. S., tant qu'ils resteront musulmans. La polygamie et la reclusion des femmes font partie intégrante de leur foi, et un pays affligé de tels fléaux ne saurait être civilisé. Un Turc n'a pas d'ami, car l'amitié exige l'intimité de famille, et un Turc ne peut pas même faire allusion au harem de ses relations les plus proches. Les enfants du même lit peuvent, à la vérité, être amis, mais les frères nés de différentes mères sucent dès l'enfance la haine mutuelle qu'elles se portent. Les Turcs ne lisent pas, ne parlent pas ; leur seul objet est de gagner de l'argent pour le dépenser au jour le jour en plaisirs ou en parades, en belles femmes, en beaux chevaux, en belles maisons bâties en bois, que le premier héritier laissera tomber en ruines.

Dans un pays où il n'y a pas d'autre aristocratie que la noblesse toute temporaire que confèrent les places et le pouvoir, où la naissance, la richesse, l'éducation n'assurent aucune distinction, où les plus riches et les plus haut placés savent que, dans une génération ou deux, leurs petits-enfants ou leurs arrière-petits-enfants seront crocheteurs, scieurs de bois, porteurs d'eau, ou fabricants de babouches,

comme étaient leurs pères et leurs aïeux, pourquoi travaillerait-on à maintenir une règle fixe ou même à fonder des institutions stables ? L'absence de toute éducation et de la culture traditionnelle que l'on trouve seulement dans les pays aristocratiques, l'absence d'une opinion publique, abaissent continuellement le niveau de la probité publique. Chaque fonctionnaire est assailli par les corrupteurs ; il a tous les jours à sa portée les moyens de voler le public directement ou indirectement, et tous ceux qu'il hante ne se gênent pas pour les employer. Dans beaucoup de cas il est obligé de corrompre pour obtenir sa place et de corrompre encore pour la garder. Comment garderait-il les mains nettes ? Tous ces magnifiques palais, ces kiosques élégants, ces terrasses fleuries, ceinture du Bosphore, couronnement de ses collines, de ses flots et de ses promontoires, ont été bâtis par la corruption, l'extorsion et la fraude. Le capitaine de cette bande de voleurs n'est-il pas le sultan, qui dérobe au trésor plus du tiers du revenu public ? Les étrangers, les Anglais et les Français eux-mêmes, n'échappent pas à l'infection de cette atmosphère. On a fait d'étranges découvertes quand on a relevé le compte des commissaires et des fournisseurs de l'armée pendant la guerre. Ils refusaient généralement de traiter avec les grandes maisons. Ils aimaient mieux faire leurs achats et leurs marchés dans les bazars et les boutiques. En plusieurs occasions, je l'ai pu voir, ils écartèrent les représentants des maisons de commerce les plus respectables pour acheter beaucoup plus cher à des hommes sans capitaux qu'il fallait payer d'avance. Un certain tailleur, qui n'avait rien il y a trois ans, a maintenant 150,000 livres sterling. Quand un incendie détruisit à Varna une grande partie de la poudre des Français, un boutiquier français trouva un homme du pays qui, disait-il, avait chez lui une réserve considérable qu'il était disposé à vendre, mais qu'en présence des circonstances il ne cédait qu'à un très-haut prix. On acheta sa

poudre pour le service de l'armée française ; eh bien ! on m'assura plus tard qu'elle provenait d'une partie des magasins français qui avaient échappé aux flammes.

— Les employés seuls, demandai-je, commettent-ils de semblables fraudes ?

— Je vous répondrai, dit-il, en vous citant un proverbe turc : *Dans le poisson, c'est la tête qui sent le plus mauvais*. Il est ourieux, continua-t-il, que la corruption semble avoir progressé sans arrêt depuis le jour où le sultan Mahmoud fit prêter à chaque fonctionnaire le serment de rester parfaitement intègre. Peut-être que certains hommes, en voyant qu'ils ne pouvaient pas rester fidèles à toutes les clauses de leur serment, et après y avoir manqué une fois, l'ont résolument oublié,

— Il me semble plus vraisemblable, dis-je, que la corruption fut la cause du serment. Sans doute Mahmoud vit ou soupçonna ce qui se passait, tenta d'arrêter le désordre par un serment et ne réussit pas plus que tous les réformateurs de son ordre.

Vous dites, continuai-je, que vous n'espérez rien des Turcs tant qu'ils resteront musulmans ; espéreriez-vous donc les convertir à la religion chrétienne ?

— Nullement, répondit-il ; mais j'ai pensé quelquefois que, si un homme de génie devenait sultan, il pourrait, avec l'aide de l'Europe, se mettre à la tête des populations chrétiennes et fonder un nouvel empire grec.

— Mais il faudrait qu'il fût chrétien ? dis-je.

— A coup sûr, dit R. S., et c'est ce qui rend mon plan impossible ; car un sultan, élevé comme ils le sont tous, n'arrivera jamais à soupçonner ce que c'est que le christianisme. Après avoir donné à leur sultan une puissance aussi illimitée que ses devoirs ; après avoir reconnu la nécessité de son approbation et de sa signature pour toutes les mesures, pour tous les papiers d'importance ; après l'avoir obligé à choisir ses ministres sans le concours d'un

parlement, d'une presse, d'une forme quelconque de l'opinion publique, les Turcs ont pris soin de le rendre inapte à toutes les affaires et de l'empêcher d'acquérir aucune connaissance des hommes et des choses. On le tient renfermé, sans amis, ou plutôt sans relations; il ne voit que ses femmes et ses esclaves jusqu'au jour où il monte sur le trône. Alors même, sa reclusion ne cesse guère; il ne voit ses ministres que lorsqu'il les envoie chercher pour l'intérêt de l'État; il ne fait pas de visites et n'en reçoit pas; il vit au milieu de ses serviteurs et dans son harem; son seul amusement intellectuel est de faire bâtir : il est en train d'acheter les terres riveraines des deux côtés du Bosphore et d'y ériger des rangées de palais de carton et de kiosques qui s'étendront sur plusieurs milles. Des 8 millions sterling qui constituent le revenu public, on estime qu'il dépense pour lui-même et pour ses palais de 2 à 3 millions, sans compter ses dettes privées, qui se montent à 800 millions de piastres ou environ 7 millions sterling. Je ne veux rien prophétiser sur le sort de l'Asie, continua-t-il, mais en Europe la population turque agonise. Il y a quelques années, je demeurai chez les rajahs du mont Pélion. Il y a là une réunion d'environ soixante mille âmes qui n'ont jamais permis à un Turc de séjourner dans leur voisinage. Ils ont des écoles, des églises et des maisons bien préférables à celles de Péra. A leurs pieds, dans les plaines, les Turcs volent, assassinent et meurent de faim. Vous ne voyez rien ici du gouvernement turc, continua-t-il. A Constantinople, les Turcs ont peur de l'opinion des Européens, et se contiennent; mais dans les districts plus éloignés, où il n'y a pas de consul qui puisse intervenir, les chrétiens, à moins qu'ils soient assez nombreux et assez hardis pour se défendre, sont traités non-seulement comme des esclaves, mais encore comme des esclaves que leurs maîtres haïssent. Vous pouvez vous figurer ce que peut être un tel esclavage quand le maître est un barbare.

— Mais quelle protection, dis-je, un consul peut-il donner à un rajah ? Si un sujet turc en opprime un autre, le consul peut-il y voir quelque chose ?

— Rien légalement, répondit R. S., beaucoup en pratique. Lorsqu'un chrétien est opprimé ou se plaint de l'être, il raconte son histoire au consul. Le consul s'émeut ; il sait ce que c'est que la tyrannie turque. Peut-être le pacha ou le mudyr qu'on accuse est un de ses vieux amis ou un de ses anciens ennemis dont il a constaté les habitudes de violence ou d'extorsion. Il croit tout ce qu'il entend ; il met son plaisir à faire parade de son activité et de ses sentiments libéraux ; il prend fait et cause pour le plaignant et adresse à son ambassadeur un rapport dont peut-être son imagination fait quelque peu les frais. L'ambassadeur « décline tout droit d'intervention ; mais il pense cependant qu'il est de son devoir de communiquer au ministre des affaires étrangères, ou peut-être au grand vizir, les informations qu'il a reçues. » Le ministre ou le vizir ennuyé, perplexe et tracassé, « est très-reconnaissant à l'ambassadeur de sa communication, et sait très-bien que Son Excellence a été dirigée dans cette occasion par sa sympathie désintéressée pour la prospérité de l'empire ottoman, par l'attachement qu'il porte au grand principe du bonheur public, la justice et l'intégrité des fonctionnaires. » Et pour conclure, le mudyr ou le pacha est réprimandé. On lui dit que ses procédés sont des causes de trouble, et qu'il ait à se garder désormais de rien faire qui puisse offenser les préjugés d'un membre du corps consulaire.

Dimanche, 18 octobre. — J'eus une longue conversation à déjeuner avec R. S. et avec son plus jeune frère, marchand à Galata, sur l'état des monnaies et des finances turques.

La pièce d'or vaut les neuf dixièmes d'un souverain anglais ou 48 shellings ; elle se divise en 100 piastres, de

telle sorte que 440 piastres font une livre sterling, et qu'un million de piastres fait 90,000 livres sterling; mais on a émis une grande quantité de papier-monnaie qui n'est pas convertible et dont la valeur varie, avec une tendance constante à tomber. On suppose que le chiffre de l'émission s'élèvera à 260 millions, représentant *deux millions trois cent quarante mille livres sterling*, et qu'au prorata des besoins du trésor ou de ceux du sultan, des émissions postérieures ont été faites et seront renouvelées de temps en temps. Aujourd'hui la livre sterling vaut 450 piastres.

Il y a également une monnaie courante appelée *beshtic* dont on a émis 400 millions et dont la valeur réelle est de 200 millions. La première chose à faire serait de retirer de la circulation le papier-monnaie et les *beshtics*, ce qui coûterait une somme totale de 460 millions ou à peu près 4 millions 440,000 livres sterling.

On suppose que le revenu de l'État est d'à peu près 9 millions de livres sterling. De cette somme le sultan prend ce qui lui plaît, environ 2 millions 500,000 livres sterling, d'après l'hypothèse généralement admise. Et cependant il n'a pas de quoi payer là-dessus ses dépenses. Il a contracté une dette d'environ 800 millions de piastres ou 7 millions 200,000 livres sterling pour lesquelles il a donné des engagements écrits, quelques-uns portant intérêt, d'autres sans intérêt; quelques-uns avec un jour fixe de paiement, d'autres sans date.

On croit aussi que le trésor peut devoir aux fournisseurs du gouvernement, et aux autres personnes avec lesquelles il a des marchés, environ 400 millions de piastres ou à peu près 3 millions 600,000 livres sterling.

Les dettes flottantes de l'État et celles du sultan, y compris la dépense du rachat et du remboursement du papier-monnaie et des monnaies défectueuses, sont donc d'un milliard 660 millions de piastres ou 14 millions 940,000 livres sterling ainsi décomposées :

Papier et monnaies défectueuses. liv. st.	4,140,000
Dettes du sultan.....	7,200,000
Dettes flottantes du gouvernement.....	3,600,000
Total.....	14,940,000

Mais, vu l'état présent, la dépréciation du papier-monnaie et l'incertitude où l'on est de la valeur réelle de la dette flottante, ce total de 14 millions 940,000 livres pourrait bien se racheter avec 10 millions de livres sterling¹.

Dans ce but on propose d'emprunter 10 millions de livres sterling qu'on espère obtenir à six pour cent, payables en or.

Si l'on trouvait cette somme et qu'on en fit un honnête usage, le gouvernement aurait un courant non déprécié, pas de dette flottante et une dette inscrite de seulement 48 millions de livres sterling; elle est actuellement de 8 millions.

La difficulté pratique est le moyen de créer un fonds pour le paiement de l'intérêt.

On a fait la proposition de mettre une taxe sur le tabac.

On estime la consommation actuelle à 500,000 livres par jour ou 182 millions de livres par an, à peu près 7 livres par tête, à répartir sur toute la population. La livre coûte à peu près 8 pence (80 centimes); un droit d'un penny par livre produirait 765,416 livres sterling; donc, un droit de 20 centimes par livre ou trente-cinq pour cent

. 1

Athènes, 26 novembre 1857.

J'ai reçu aujourd'hui une lettre de R. S. où il me dit : « Le sultan, comme tout débiteur embarrassé, accusait un total de créances fort au-dessous de la réalité. Nous trouvons maintenant qu'il doit 10 millions de livres sterling au lieu de 7 millions. De cette somme dépensée ou qu'on croit avoir été dépensée en trois ans, un tiers, selon toutes probabilités, représente les valeurs reçues; tout le reste est escroquerie. »

Pour exécuter le plan de rachat mentionné ci-dessus, il faudrait donc un prêt de 14 millions de livres sterling au lieu de 10 millions.

produirait *un million cinq cent trente mille huit cent trente-deux* livres sterling, somme suffisante pour acquitter toutes les dépenses de l'impôt, pour laisser large l'éventualité des pertes, pour payer les intérêts et éteindre la dette en moins de vingt ans.

— Mais, dis-je à R. S., comment empêcherez-vous le renouvellement de la dette flottante?

— En ce qui concerne le trésor, répondit-il, sa dette a pris naissance pendant la guerre, et ne doit pas être renouvelée pendant la paix; quant au sultan, il a consenti par le hatti-humayoun à se restreindre à une liste civile et à publier un compte rendu de ses dépenses. S'il se contente de 1 million 500,000 livres sterling par an, chiffre supérieur à la liste civile de Louis-Napoléon, d'Alexandre, de tous les autres souverains européens, et trois fois égal à celle de la reine Victoria, nous les lui accorderons. Il est monstrueux que les finances d'un grand empire soient ruinées par les fantaisies d'un fou qui, ayant déjà cinquante palais, veut en faire construire cinquante autres. Autant je déteste l'intervention étrangère pour les affaires intérieures du pays, autant je pense que c'est là un point dont le corps diplomatique devrait s'occuper. Les ambassadeurs devraient démontrer au sultan la nécessité de remplir ses promesses, de fixer une liste civile et d'y adhérer; c'est la clause la plus importante du hatti-humayoun.

— Les ambassadeurs anglais et français, dis-je, pourraient intervenir, parce qu'ils désirent réellement des améliorations en Turquie; mais je doute que le ministre de Russie se joigne à eux, car celui-là ne désire pas à coup sûr le rétablissement du malade.

— Ajoutez, dit R. S., que les palais et les kiosques conviendraient parfaitement aux princes russes. Il y a assez de maisons de plaisance sur le Bosphore pour tous les grands-ducs et toutes les grandes-duchesses.

Je partis à huit heures avec R. S. par le premier bateau

à vapeur pour rendre visite au grand vizir, à Reschid-Pacha et à Vefic Effendi à leurs maisons du Bosphore; nous arrivâmes trop tard cependant chez le grand vizir, aussi bien que chez Vefic. Ils s'étaient embarqués de leur côté à huit heures pour se rendre au conseil.

Nous trouvâmes Reschid chez lui. R. S. lui proposa son plan pour le rétablissement des finances turques. Reschid l'écouta attentivement et l'approuva. Il se tourna ensuite vers moi et me parla de l'Inde.

— Les Français et les Allemands, dit-il, pensent que la force de l'Angleterre est dans les Indes et que, si vous les perdiez, vous tomberiez au rang de puissance secondaire, comme la Hollande.

— Il ne se peut de plus grande méprise, répondis-je; si nous étions une fois quittes de l'Inde, nous serions beaucoup plus forts que nous ne le sommes. La difficulté consiste à nous en débarrasser avantageusement.

Plusieurs autres visiteurs entrèrent à ce moment.

Dans une maison turque, le bout de la chambre, sous les fenêtres, est occupé par le divan, l'autre extrémité par la porte; des chaises qu'on ne remue jamais sont placées sur les deux autres côtés le long du mur; le centre de l'appartement est vide.

Nous nous plaçâmes sur des chaises de chaque côté de Reschid, personne n'était sur le divan; les nouveaux visiteurs s'assirent en face de nous; la conversation ainsi conduite, à travers une chambre large de quarante pieds, n'était pas confidentielle, on le devine.

Nous terminâmes nos pipes et nous quittâmes Reschid. Il me pria de venir le revoir avant mon départ.

T. U. vint me rendre visite vers le soir. C'est un Anglais qui a tenu pendant plusieurs années une haute position dans le service turc. Il parla comme tout le monde de l'avenir de la Turquie; et son point de vue, différent de celui de R. S., n'était guère moins hardi.

— La Turquie, dit-il, est semblable à l'homme de Molière qui meurt de trois médecins et de deux apothicaires. Elle est le champ de bataille sur lequel dix-sept ambassades s'attaquent réciproquement, et se battent à ses dépens. Lorsque Reschid est au pouvoir, la France tâche de mettre à néant sa politique. Lorsque Fuad ou Mustapha lui succèdent, l'Angleterre leur est opposée. L'Autriche et la Russie ont chacune leurs protégés et leurs victimes. Pour un ami qu'il peut se faire, chaque ministre a soixante ennemis, tous intrigant contre lui, irritant les soupçons du maître, tâchant de faire parler contre lui dans le harem, jetant du discrédit sur ses réformes, empêchant qu'on les essaie, ou s'efforçant de les détruire, lorsqu'elles ont été éprouvées. Laissez dix ans la Turquie tranquille, et elle se réformera d'elle-même, au moins dans une certaine mesure. Mais les menaces, les méchancetés et les tracasseries des ambassadeurs lui rendent odieux pour le présent tout ce qui est d'origine européenne. Les ambassadeurs vont contre leur but. Nous désirons provoquer l'immigration des chrétiens en Turquie, et nous avons raison de le désirer; mais chaque immigrant chrétien, protégé par les conventions et par son consul, devient un petit tyran; il insulte les Turcs, brave leurs lois, invoque son consul, et défie ses hôtes. Vous ne supposez pas que les protégés européens, excepté peut-être les Grecs, soient de brillants spécimens de leurs nations respectives. C'est le rebut de leurs compatriotes. Les protégés anglais sont Ioniens ou Maltais; ceux des Français, Arabes et Kabyles; ceux de l'Autriche, Croates ou Dalmates.

Les Turcs sont un peuple fier et réservé, aussi dédaigneux et aussi sensible que l'Anglais le plus aristocrate. Aussi tous les moyens, doux ou violents, leur sont bons, pour renvoyer l'étranger grossier, insolent et tyrannique, et aussi longtemps que le sentiment de la protection diplomatique entretiendra son insolence et sa tyrannie, ils l'écarte-

ront de chez eux. Forcez-le à se bien conduire en le soumettant aux lois du pays ; il sera bienvenu ou au moins toléré.

— Êtes-vous, dis-je, de ceux qui croient que la maladie de la Turquie est mortelle ?

— Je ne pense pas, répondit-il, que ses désordres intérieurs soient mortels, pas assez du moins pour la tuer avant la fin de cette génération ou de celle qui nous suivra. Avec le temps, elle tombera naturellement, pièce à pièce, comme tomberont à leur tour l'Angleterre, la France et tous les empires de la terre ; j'entrevois même, si je ne me trompe, des éléments qui pourraient suspendre sa dissolution pendant des siècles. Mais je crains qu'elle ne résiste pas pendant de longues années à ce que l'on peut appeler la cause externe de la maladie, le poison de la diplomatie.

— Et quelles sont, demandai-je, les principales affections *internes* ?

— La plus grande et la plus vivace est la diminution du nombre des Turcs, absolument parlant, aussi bien qu'en les comparant aux autres musulmans, et surtout aux Grecs. Le Turc est fier et paresseux, il ne produit pas ; il ne peut créer qu'en forçant les races assujetties à travailler pour lui. Les femmes, affaiblies par leur vie anti-naturelle et par des mariages prématurés, ne sont pas fécondes. Tout le fardeau du service militaire tombe sur les Turcs ; les pertes d'une guerre, aggravées par le régime des hôpitaux et le système des commissariats, sont énormes. J'ai traversé des districts entiers où je n'ai vu que des femmes et des vieillards.

— Mais maintenant, dis-je, les rajahs vont prendre leur part du service militaire ?

— Les ambassadeurs, dit C. U., ont fait insérer au *pauvre Reschid* cette clause dans le *hatti-humayoun*. Ils réclamèrent pour les rajahs l'honneur et l'avantage de contribuer à la défense du pays ; mais les rajahs protestent contre leur nouveau privilège, ils n'aiment pas à se battre,

surtout pour des Turcs, et ils craignent que les Turcs dépravent la foi et la moralité de leurs enfants. Les Turcs en outre ont reçu une leçon de l'Inde, ils ont vu le danger de mettre des armes aux mains d'une race assujettie; il en est résulté qu'au lieu du *Haratch*, les rajahs payent une nouvelle et plus forte taxe pour être dispensés du service.

Sous l'influence de ces causes, continua-t-il, les Turcs sont en train de mourir, graduellement en Asie, hâtivement dans la Turquie d'Europe.

— Ont-ils encore quelque autre grave infirmité ? demandai-je.

— Je dinai l'autre jour, répondit-il, avec plusieurs pachas. Quel est le principal changement, dirent-ils, que vous ayez observé depuis trois ans que vous connaissez la Turquie ?

— Le grand développement de la corruption, répondis-je.

— Votre réponse ne me surprend pas, répondit l'un d'eux, et les autres approuvèrent.

Ceci est fâcheux, non-seulement comme principe de mal, mais encore comme signe de l'état des esprits. C'est preuve que les classes les plus élevées de la société ont perdu leur amour-propre, qu'elles désespèrent de l'avenir et se soucient uniquement de subvenir aux nécessités de l'heure présente. Ajoutez la vanité de l'ignorance, l'incurie du caractère musulman, l'absence d'éducation chez les hommes publics, la légèreté avec laquelle on les choisit, le manque de confiance réciproque, les intrigues et les querelles constantes ; je pense que c'est assez de raisons pour accabler notre malade ; et pourtant, s'il était laissé à lui-même, il pourrait traîner encore longtemps.

Lundi, 19 octobre. — Je retournai à Thérapia.

Dans l'après-midi, je me promenai avec Calvert dans un bois qui couvre une longueur de près d'un mille et une largeur d'un demi-mille sur les rampes et les vallées au-dessus de Buyucdereh. Une partie de ce bois doit

avoir été un jardin de plaisance abandonné, car on y trouve des avenues de cyprès et de pins qui ont été évidemment plantées par des hommes. D'autres parties, où le châtaignier domine, semblent les vestiges d'une ancienne forêt. Partout où les taillis ouverts nous laissent quelque échappée sur l'horizon, nous apercevions le Bosphore au sud, et la mer Noire au nord.

Nous parlâmes de l'Asie mineure, où Calvert est resté plusieurs années, tantôt à Kaiseriya et tantôt à Koniah.

— Kaiseriya, dit-il, est un mauvais climat, très-chaud en été, en hiver d'un froid sec et pénétrant; mais, sous beaucoup de rapports, c'est une résidence agréable. Le paysage y est magnifique et la grande montagne volcanique, *Ergish*, haute de trois mille pieds, domine la ville, dénudée jusqu'à son sommet couvert de neiges perpétuelles, mais d'un aspect grandiose et pittoresque.

Les citoyens opulents ont des maisons plus belles que celles de Constantinople, et j'y ai trouvé les Turcs vraiment hospitaliers et affectueux.

— Quel est le nombre relatif des populations musulmanes et chrétiennes? demandai-je.

— On compte trois musulmans contre un chrétien, répondit-il. Les femmes chrétiennes vivent plus à l'air libre, sont mieux portantes et ont des enfants plus nombreux et plus sains. Les chrétiens sont en progrès. Comme ils sont plus intelligents et plus actifs, ils monopolisent le commerce des villes; les Turcs sont généralement agriculteurs. Beaucoup des propriétaires turcs sont surchargés de dettes; ils ne connaissent ni leurs revenus ni leurs dépenses. Ils ont de beaux chevaux, beaucoup de gibier, chassent et tirent, se voient entre eux et visitent aussi les Européens, se reposent sur leur fortune et mènent très-gaîment la vie de gentilshommes campagnards.

— Comme de juste, dis-je, ils sont médiocrement connaisseurs en littérature?

— Naturellement, répondit-il; ils ne lisent pas; ils aiment cependant la poésie, non les grands poèmes, mais les vers détachés ou les fragments de ballades qu'ils ont appris à force de les entendre.

Quant au gouvernement, lorsque je quittai Kaiseriya, il y a dix ans, il était mieux réglé que je ne l'avais trouvé quelques années auparavant; il s'est encore, dit-on, amélioré depuis. Les tribus nomades de Turcomans et de Kurdes qui voyagent en hiver avec leurs troupeaux le long de la côte, en été sur les plateaux du centre de l'Asie mineure, sont la plaie du pays. Ils pillent et détruisent tout sur leur passage. Les voleurs font aussi un mal effrayant. Lorsque j'étais à Kaiseriya, les gens de la police passaient pour être ligüés avec eux. Il était, en tout cas, visible qu'ils ne faisaient que peu d'efforts pour les chasser. On vendait la justice, on achetait les témoignages; mais il n'y avait guère à se plaindre d'une tyrannie active. Les taxes étaient légères et n'étaient pas très-rigoureusement perçues.

— Un Turc peut-il, demandai-je, lorsqu'il veut bâtir une maison, se saisir de la terre d'un rajah?

— Certainement non, répondit-il, mais peut-être pourrait-il le faire en appelant à un tribunal, le témoignage d'un chrétien n'étant pas reçu contre celui d'un musulman. Les chrétiens cependant, à l'ordinaire, étaient plutôt humiliés qu'opprimés. On ne leur permettait pas de monter à cheval, et ils étaient obligés de porter un vêtement particulier. Si un chrétien rencontrait un Turc, même de la classe la plus basse, c'était son devoir de se ranger, les mains croisées, jusqu'à ce que l'homme éminent, — c'était quelquefois un portefaix ou un mendiant, — eût passé son chemin.

Jeudi, 22 octobre. — Dans cette saison il est difficile d'obtenir une audience des ministres turcs; ils demeurent sur le Bosphore, quittent leur maison à huit ou neuf

heures du matin, restent à leur poste jusqu'à quatre et repartent à six. Lorsqu'il fait chaud vous pouvez dîner avec eux et revenir par eau, mais une heure de bateau la nuit, dans un caïque ouvert, est désagréable maintenant; pas de route d'ailleurs, et à moins d'un beau clair de lune, on ne peut pas prendre le chemin des collines. En conséquence, je me rendis aujourd'hui, avec M. Alison, secrétaire de la légation, à Constantinople, afin d'être présenté à Leurs Excellences à la Porte même; mode de visite fort peu satisfaisant, car la conversation est interrompue à tout moment, mais c'est le seul qui soit praticable.

Nous nous transportâmes par eau, en deux heures, à Beshitash, où le sultan a fait démolir un grand palais et où il en fait construire un autre, et nous arrivâmes par la colline au palais anglais de Péra, en suivant une route faite par les Français. C'est un grand carré au milieu d'un vaste jardin; situé comme il est sur le plateau de la colline de Péra, la vue s'y étend par-dessus une forêt de vieux cyprès jusque sur la Corne d'Or

Nous déjeunâmes à l'hôtel *Miserès*, bonne maison, dont la devanture n'engage guère, mais qui sur le derrière a un magnifique horizon. Nous trouvâmes là le colonel Eber, le signor Aristarchi et sa femme, jolie Grecque. Il est le logothète ou intermédiaire entre le gouverneur turc et le patriarche de Constantinople. Ces messieurs nous demandèrent où nous allions.

— A la Porte, répondîmes-nous.

— C'est inutile, nous dirent-ils, vous n'y trouverez personne. Le ministère est déposé. Reschid-Pacha est grand vizir. *Oreilles-Noires* est entré chez Mustapha-Pacha à minuit, et lui a demandé le sceau de l'État.

— Qu'est-ce qu'*Oreilles-Noires*? demandai-je,

— *Oreilles-Noires*, dirent-ils, ou en turc, *kara-koulac*, est un employé chargé de notifier leur démission au grand

vizir et aux autres ministres. Il apporte toujours son message un peu après minuit.

— La fonction est déplaisante, dis-je.

— Nullement, dit Eber ; on lui donne une gratification. Dans le bon vieux temps il était chargé d'étrangler le vizir. Quand la mode en passa, il porta la dépêche qui envoyait en exil le ministre disgracié. Maintenant la chute du pouvoir est compensée par une forte pension, à peu près 5,000 livres sterling par an.

— Quel motif donne-t-on à ce changement de ministère ? demandai-je.

— On savait à merveille, répondit Aristarchi, que le sultan ne s'était séparé de Reschid qu'avec une grande répugnance, et seulement sous la pression menaçante de Thouvenel, qui ne se lassait pas de répéter qu'aussi longtemps que Reschid resterait grand vizir, il ne pourrait y avoir de véritable amitié entre la Turquie et la France. Peut-être l'acte d'aujourd'hui est-il le résultat d'une détermination spontanée du sultan ; peut-être était-ce arrangé entre lui et Reschid pendant le jour qu'ils passèrent ensemble la semaine dernière ; peut-être y a-t-il quelque menée diplomatique au fond de tout cela, ou bien quelque intrigue de femme.

— La plus probable des solutions, dit Eber, c'est que le sultan avait besoin d'argent et que Mustapha ne pouvait pas ou ne voulait pas lui en procurer. Reschid est peut-être plus complaisant et plus adroit. Le papier-monnaie a baissé encore aujourd'hui. Il se peut qu'il y ait eu une nouvelle émission.

— Est-ce qu'il y avait une nouvelle lune ce matin ? demandai-je.

— Oui, répondirent-ils. Pourquoi cette question ?

— Parce que, répondis-je, on m'a dit il y a dix jours que le sultan n'attendait que la période heureuse d'une nouvelle lune pour rappeler Reschid.

— Il attendait, dit Aristarchi, que le mois zaphir fût bien passé. Pendant ce mois, et pendant les trois ou quatre jours qui le suivent, nul Turc ne commence une affaire importante. Personne ne jettera les fondations d'une maison, ne se mariera ou n'achètera une propriété dans le mois de zaphir. Le mois de zaphir a maintenant quelques semaines Mustapha-Pacha au pouvoir.

Comme notre visite à la Porte était devenue sans objet, nous nous rendîmes à l'Arsenal. Nous y vîmes d'abord Mustapha-Pacha, qui n'est pas parent de l'ex-vizir et qui commande en second la flotte turque. Il parle très-bien l'anglais. Presque tous les gros vaisseaux de guerre sont à voiles.

Je demandai à Mustapha s'il avait l'intention d'y faire adapter des hélices.

— Non, répondit-il, nos vaisseaux se détériorent si vite qu'il vaut mieux les laisser s'user et en construire de nouveaux.

— Je pensais, dis-je, que vos vaisseaux qui quittent rarement la Méditerranée ou la mer de Marmara duraient quarante ou cinquante ans.

— C'est ce qu'ils devraient durer, répondit-il, et c'est ce qu'ils dureraient s'ils étaient construits en bois de charpente coupé dans la bonne saison et convenablement préparé; mais je ne puis obtenir de nos gens qu'ils coupent leurs bois en hiver et qu'ils le mettent à sec un temps suffisant. Ils le coupent quand l'arbre déborde de sève et le laissent pendant des mois dans la forêt ou sur le bord de la route, au milieu des pluies et des neiges. Le résultat est que nos vaisseaux sont hors de service au bout de sept ou huit ans.

Lorsque nous eûmes fini de fumer avec Mustapha, nous allâmes rendre visite à l'amiral Shadé, qui est intendant des docks sous le titre de *Mushaver-Pacha*. Il fit amener son bateau et nous conduisit du côté du fanal, près de la

Corne d'Or, où nous vîmes un tableau dont il est impossible de se lasser. La grande ligne des vaisseaux de guerre turcs tenait le centre. Derrière s'étendait la forêt de mâts des vaisseaux marchands. Stamboul surgissait au sud entre les cyprès du Sérail à l'est, et ceux d'Eyub à l'ouest, tandis que Galata, Péra et les faubourgs éloignés, encadrés par les bosquets de sombre verdure qui indiquent les cimetières, se groupaient sur les collines du nord. Les minarets, les dômes, les maisons d'une architecture fantasque et irrégulière, toutes diaprées de brillantes couleurs et séparées les unes des autres par des terrasses plantées de cyprès, de pins et de platanes, allaient d'étages en étages se confondre avec un horizon et un ciel aussi clairs, aussi purs qu'on les puisse admirer dans le sud de l'Italie.

Il règne une saisissante harmonie entre les différentes parties du panorama du Bosphore. La mer calme et les cotéaux qui dessinent au-dessus de ses rives leurs courbes gracieuses sont coupés par de hauts et frêles minarets, par des cyprès et les mâts des navires, objets qui tous frapperaient médiocrement s'ils étaient placés au milieu de montagnes et de précipices. La moitié du charme s'évanouirait si, à la place des maisons turques en bois, anguleuses et pittoresques avec leurs étages en surplomb, étranges constructions qui semblent suspendues au-dessus des flots, on mettait des maisons anglaises ou françaises en pierre ou en brique, avec leurs façades et leurs frontons faits pour Londres, leurs toits d'ardoise, leurs cheminées et leurs pots à fleurs.

Il est vrai que la beauté de Constantinople s'évanouit aussitôt que vous mettez pied à terre; vous perdez pied, vous vous égarez; c'est un combat que de trouver son chemin dans ce dédale de ruelles sales, étroites, encombrées et raides, qui serpentent au milieu de ces maisons de loin si attrayantes, et vous vous demandez ce que

sont devenus les palais et les jardins féeriques qui vous enchantaient quand vous regardiez de la mer.

Nous visitâmes les ateliers où l'on répare les machines à vapeur de la marine. Les gens du pays ne cherchent pas à les fabriquer eux-mêmes. Les ouvriers sont turcs et les contre-maitres anglais; hommes sobres et durs à l'ouvrage, mais qui s'apparient mal avec les Turcs, et qu'on ne peut pas décider aux formules de respect extérieur que les personnes en place attendent dans cette contrée cérémonieuse. Nos anglais sont moins impopulaires cependant que les Français, dont le mépris est actif et agressif.

Au centre de l'Arsenal sont le kiosque et le jardin du sultan. Il peut s'y tenir dans des chambres garnies de porcelaines et pavées en marbre, s'il ne va pas s'asseoir sous les platanes, plus vieux que la conquête, qui ne sont séparés que par un mur du Dock et des forçats qui forment la majorité des ouvriers.

Ayant entendu parler du Bagne où ces malheureux sont enfermés à la nuit, je demandai à l'amiral de m'y conduire. C'est une grande cour ouverte, à l'extrémité de laquelle est un bâtiment de deux étages. Chaque étage se compose d'une longue salle divisée en stalles par des barrières en bois et qui est sombre, sans air, d'une saleté qui défie les descriptions !

A l'entrée de l'une des stalles se tenait un homme auquel parla l'amiral Slade; il était d'un âge moyen, sans grande apparence de force, traits petits d'ailleurs, et une physionomie plutôt abattue que fière.

— C'est Yani-Katergee, dit Slade; son message à Ismaïl-Pacha lui a coûté cher. Il ne lui est pas permis de quitter cette stalle, et il ne sera probablement jamais relâché.

Je fus frappé par le nombre des prisonniers couchés paresseusement au soleil.

— Personne ici, dit Slade, n'est forcé de travailler; s'il est des prisonniers qui en aient envie, et c'est le cas de la

moitié d'entre eux, ils reçoivent un peu plus de nourriture et un peu plus d'argent.

— En somme, continua-t-il, si je devais vivre en prison, je crois que je choisirais celle-ci. L'atmosphère lourde qu'on y respire nous choque, mais elle est tout aussi bonne que dans quelle autre de nos prisons que ce soit ; pour les captifs qui la respirent, et qui sont presque tous des Grecs des îles, elle vaut mieux que celle de leurs maisons. Dans le jour, ils ont une grande cour pour se promener ; s'ils veulent s'occuper, ils ont l'Arsenal entier ; leur travail est volontaire et leurs vies sont longues. Ils sont enchaînés ensemble, il est vrai, mais c'est une précaution absolument nécessaire pour empêcher les révoltes. Il faut vous rappeler qu'il n'y a pas ici un homme qui ne mérite la mort. Quelques-uns comme Yani-Katergee, ont été meurtriers de profession pendant des années.

Lorsqu'ils sont malades on leur ôte leurs chaînes, — une réforme que j'ai obtenue. On n'essaye nullement de les tourmenter en leur imposant le silence, la régularité ou la propreté. Ils ont des cafés, des débits de tabac dans leur cour, et aussi une mosquée et deux églises ; car un brigand qui reconnaît le patriarche de Constantinople ne priera pas avec celui qui reconnaît le pape. Les punitions sont presque nulles, peut-être dix fois moindres que celles qu'on inflige dans les prisons anglaises ou américaines. Les quelques musulmans qui sont sous les fers acceptent leur réclusion comme la volonté de Dieu, et les chrétiens n'étant irrités par aucune règle vexatoire, établie dans le dessein d'accroître l'ennui de leur emprisonnement, n'ont pas cette pensée de vengeance qui perce toujours dans la mine rechignée du forçat français. Nous avons passé librement au milieu de huit cents prisonniers sans être protégé par aucune garde.

A mon retour, M. Hornby et W. montèrent avec moi à bord du bateau à vapeur.

— J'espère, dit Hornby, que nous serons en mesure de punir le Maltais qui tua un homme à Buryedereh, la semaine dernière. Lorsque je crus qu'il était coupable d'un meurtre, je désespérai. La victime n'étant pas turque, le prisonnier aurait été jugé à Malte. Les témoins sont turcs ; on n'aurait pas pu leur persuader d'aller à Malte, et, en leur absence, il aurait fallu l'acquitter. Dans tous les cas, probablement un jury maltais l'eût absous, quels qu'eussent été les témoignages. Mais les faits me donnent raison ; il paraît coupable d'un homicide pur et simple ; par conséquent, il pourra être jugé à mon tribunal.

— Quelle espèce de jury aurez-vous ? demandai-je.

— Un jury assez mal constitué, répondit-il, six jurés, dont trois maltais et trois anglais. D'après les intentions primitives de l'acte qui m'attribue une juridiction criminelle, le jury devrait se composer de sept personnes qui devaient décider à la majorité ; mais les légistes ont depuis lors exigé l'unanimité.

— Si la victime, demandai-je, avait été turque, qu'aurait-on fait ?

— Le Maltais aurait été jugé par les Turcs, répondit-il, mais en ma présence, et j'aurais eu le droit de donner mon opinion.

— Et si vous n'aviez pas été d'accord avec le juge turc ?

— On en eût référé à la Porte, mon ambassadeur serait intervenu, et les Turcs auraient cédé comme ils font toujours. Un Maltais, un Ionien ou même un étranger, s'il est soutenu par un ambassadeur, peut faire ce qu'il veut en Turquie.

— Presque tous les actes de violence qui se commettent à Constantinople, dit W., proviennent des boutiques de vins et de liqueurs, et elles n'existent que parce que le gouvernement anglais les impose aux Turcs. D'après la loi turque, ni les vins ni les liqueurs ne peuvent être vendus en détail. Par le traité de commerce qui fut négocié

par lord Ponsomby, les sujets anglais jouissent d'une pleine liberté de commerce en Turquie. Nous avons interprété le traité en leur donnant pleine liberté *pour quelque commerce que ce soit*, au mépris des lois turques.

— Entendez-vous, dis-je, que, si les Turcs défendaient la vente des poisons, un sujet anglais réclamerait nonobstant le droit de débiter de l'acide prussique ?

— Certainement, répondit-il. L'autre jour il y eut un incendie à Salonique. Le dommage fut accru de beaucoup, parce qu'un sujet anglais faisait le commerce de la poudre, quoiqu'il soit interdit par les lois turques. Dans sa maison plusieurs barils sautèrent et renversèrent des rues entières. Ainsi les Anglais réclament le droit d'ouvrir des boutiques de tailleurs et de cordonniers, bien que ce commerce à Constantinople appartienne à des corporations et que nul Turc étranger à la compagnie ne puisse les exercer. Mais le cas le plus frappant restera toujours celui des boutiques de vins et de liqueurs ; la loi turque les défend, les Turcs qui valent quelque chose les considèrent avec horreur et se plaignent que leurs jeunes gens s'y corrompent. Nous les maintenons pourtant, parce que les traités nous donnent le droit de les ouvrir ; la seule concession que nous daignons faire, c'est d'exiger pour ces établissements l'autorisation de nos ambassadeurs. Encore à quoi peut servir cette restriction ? Qu'est-ce qu'un ambassadeur peut connaître des mœurs de ce tas d'Ioniens et de Maltais qui demandent des licences ? Ou plutôt c'est une supposition charitable de dire qu'il ne les connaît pas ; car il ne saurait exister de plus bas coquins que ces boutiquiers, ni de pires foyers de vices et de crimes que ces boutiques elles-mêmes. Les Turcs, qui ne peuvent concevoir pour quel intérêt le gouvernement anglais peut protéger l'ivrognerie et la dépravation, expliquent notre conduite d'après leurs mœurs ; ils supposent que les gens de l'ambassadeur sont corrompus, et que le gouvernement anglais insiste sur son droit

de donner des licences pour le commerce en détail des vins et des liqueurs, parce que les pots-de-vin qui en résultent payent une part des dépenses de la mission.

— Et comment expliquez-vous, vous-même, notre conduite ? demandai-je.

— Je suppose, dit-il, que les ambassadeurs anglais qui ont introduit et continué cette pratique ne se doutaient pas de l'étendue du mal ou que, s'ils s'en doutaient, comme le traité, d'après leur interprétation, accorde à tout sujet anglais le droit d'exercer en Turquie quelque commerce que ce soit, au mépris des lois municipales turques, les Ioniens et les Maltais ont été investis du droit de répandre l'ivrognerie et le crime, droit que le ministre anglais est forcé de protéger, quoique sans doute il en déplore l'application.

A mon retour je trouvai que l'*Ospray*, bateau de pêches anglais qui sert au service de l'ambassade, avait changé son mouillage. Il s'amarrait dans le port de Thérapia. Maintenant il est passé du côté asiatique du Bosphore et reste à l'ancre près d'une rive inhabitée, au pied de la montagne du Géant.

— C'est très-désagréable, me dit le capitaine Bloomfield, je suis à deux milles de mer de l'ambassade avec laquelle il faut que j'entretienne des rapports constants ; mais je me suis aperçu que les boutiques de vins et de liqueurs dont Thérapia est pleine démoralisaient mon équipage.

Vendredi, 23 octobre. — J'allai de nouveau avec Alison à Roume'î-Hissari déjeuner chez Vefic-Effendi.

Après déjeuner nous nous promenâmes et nous fumâmes pendant deux heures dans son jardin, l'un des plus agréables plateaux qui soient au-dessus du Bosphore.

— J'ai acheté il y a cinq ans, dit-il, cette maison, ce jardin et cette rampe de la colline qui redescend jusqu'à la ville. Je pourrais les vendre à peu près dix fois ce qu'ils m'ont coûté ; mais, quoique mon capital se soit accru, l'élé-

vation du prix de toutes choses me fait plutôt paraître pauvre. Voici plusieurs années que je dépense en moyenne 4,500 livres sterling, et je trouve que l'ordonnancement de mes affaires demande beaucoup plus de soins qu'autrefois.

— Quelles sont, demandai-je, les causes principales de l'élévation des tarifs ?

— Les salaires se sont élevés pour plusieurs motifs, répondit-il : d'abord la grande perte d'hommes pendant la guerre, puis l'extension du commerce qui a singulièrement augmenté les demandes de travail à l'extérieur. Nos bêtes de somme sont des hommes. Nos rues ne comportent pas le service des voitures à roues ou des traîneaux ; de sorte que les transports que des chevaux opèrent chez vous sont ici commis à des hommes. Enfin l'argent gagné pendant la guerre est gaspillé maintenant avec une prodigalité imbécile par des individus qui ne sont pas habitués à la dépense et qui ne savent pas économiser. Autant de raisons pour la hausse générale des valeurs : quant à l'élévation du prix des terres, les bateaux à vapeur ont mis les rives du Bosphore, qui n'étaient fréquentées que par les hommes d'État et les grands capitalistes, à la mode parmi les marchands et les hommes d'affaires ; les fonctionnaires en outre sont certainement plus riches qu'ils ne l'étaient autrefois ; ils rapportent plus d'argent de leurs pachalics ; ils semblent en gagner davantage ici ; en tous cas, ils dépensent beaucoup plus. Enfin sur le marché limité des sites propres à la construction, la présence d'un acheteur aussi considérable que le sultan est très-importante.

— Le prix des terres des provinces a-t-il augmenté en proportion ? demandai-je.

— Pas tout à fait en proportion, répondit-il, mais absolument elles ont beaucoup gagné pendant les vingt années dernières. Les réformes de Reschid-Pacha, la perception directe de la taxe sur les propriétés qui auparavant

étaient affermées, et l'abolition des monopoles, douanes et octrois intérieurs, ont donné une grande impulsion à l'agriculture ; la preuve la plus significative est l'influence qu'elles ont eue sur le revenu. Le revenu, lorsque Reschid commença son œuvre, était à peu près de cinq millions de livres sterling. Il tomba tout à coup à deux et demi ; mais, l'année suivante, il s'éleva à six, puis à sept, et maintenant il est de huit ou neuf millions.

— L'abolition des monopoles que Reschid a tentée n'était-elle pas incomplète ? demandai-je. J'ai entendu dire que les bouchers, les boulangers, les tailleurs, en un mot, tous les commerçants de Constantinople sont répartis en corporations, dont chacune a le monopole de son industrie, fixe l'étalon des prix et règle même les détails de manufacture. On m'a dit que, grâce au monopole des bouchers, la viande est mauvaise et chère, que les boulangers gâtent le pain et que dans les autres trafics les instruments et les procédés nouveaux ne peuvent pas pénétrer ici, parce que la corporation défend qu'on s'écarte du système établi.

— Ceci est particulier à Constantinople, répondit-il : les commerçants de Constantinople étaient trop puissants contre Reschid, si hardi qu'il fût.

— Est-il vrai, demandai-je, que nous prétendons, d'après notre traité de commerce, au droit d'ouvrir des boutiques, en dépit des corporations ?

— C'est vrai, répondit-il.

— Et est-il vrai que nous prétendons au droit d'exercer les commerces défendus par les lois générales de l'empire, tels que le commerce des vins et des spiritueux ?

— Malheureusement, répondit-il, c'est vrai comme le reste. Je ne puis pas trouver cette interprétation du traité honnête, ou même plausible. Lorsque nous vous avons donné une liberté entière de commerce, nous entendions négoce et non commerce en détail ; nous voulions dire

que vous pourriez nous apporter du drap et du cuir, non que vous deviendriez nos tailleurs et nos cordonniers. Nous voulions dire que vous nous apporteriez du vin et du genièvre en tonneaux, mais non que vous ouvririez des boutiques de liqueurs, que vous violeriez notre religion et nos lois, pour pervertir et empoisonner notre peuple.

Mais vous avez interprété le traité à votre façon ; il n'y a pas de juge entre les nations ; vous êtes les plus forts et nous sommes obligés de nous soumettre. Peut-être sommes-nous justement punis... Nous fûmes insolents et injustes dans nos relations avec les nations étrangères, aux jours de notre puissance. Maintenant, vous nous foulez aux pieds dans notre adversité. C'est la volonté de Dieu ; quelquefois pourtant je voudrais ou bien avoir vécu avant que les étrangers fussent intervenus chez nous pour nous opprimer, ou bien être gardé pour les temps qui viendront, si nous devons rester une nation, alors que l'intervention et l'oppression auront cessé.

— Vous avez appelé Reschid hardi ? dis-je.

— Je ne sais personne, répondit Vefick, qui ait plus de courage moral. Lui et le sultan Mahmoud étaient les deux plus grands hommes d'États turcs de mon temps. Mahmoud peut-être était le plus remarquable parce que, dans sa lutte, il avait de plus grands désavantages. Reschid a été parfaitement élevé ; Mahmoud était sans éducation, et ne connaissait pas même le monde. Quand son frère fut assassiné, il fut soudainement tiré de la retraite du Sérail pour monter sur le trône. Il trouva les janissaires maîtres de Constantinople ou plutôt maîtres de l'empire.

— Combien étaient-ils ? demandai-je.

— Environ soixante mille, répondit-il, mais pas plus de dix mille à Constantinople. Il résolut de les détruire, et pendant dix ans il prépara silencieusement et systématiquement les moyens d'y parvenir. Il ne pouvait pas intervenir dans leur promotion qui se faisait par l'ancienneté,

mais il pouvait les congédier. Il élimina successivement leurs meilleurs officiers, laissant seulement au commandement les plus stupides, et se faisant des amis des bons soldats qu'il avait renvoyés. Quand ceux qui étaient dans l'Etmeidan, à peu près au nombre de deux mille, se révoltèrent, il les attaqua en face avec ses troupes régulières, mais prit soin que leur retraite fût libre. Ils s'enfuirent après la première décharge. Très-peu furent tués ; mais il lança contre eux de violentes proclamations, il envoya des ordres privés pour qu'on laissât des facilités de toute sorte à ceux qui désavoueraient leur caractère officiel. Six mille s'étaient réfugiés à bord de la flotte. Il désira qu'on les lui livrât. Le capitán-pacha répondit qu'il n'avait personne à livrer, et qu'aucun des passagers ne se reconnaissait janissaire. Environ huit cents qui s'étaient signalés par leurs crimes, furent jugés régulièrement et exécutés. Jamais grande révolution ne s'effectua avec moins de sang versé. Les récits qui courent là-dessus dans les histoires européennes sont faux presque depuis le commencement jusqu'à la fin.

Nous parlâmes du Bagne.

— Il me semble, dis-je, qu'après avoir abusé précédemment de la peine capitale, vous en usez maintenant trop peu. On m'a dit que parmi les huit cents hommes du Bagne, six cents sont des meurtriers et des bandits qui seraient mis à mort dans toute autre partie de l'Europe.

— Notre loi, répondit-il, en ce qui concerne la peine capitale, est particulière; elle ne saurait être infligée s'il n'y a pas eu un témoin oculaire du crime.

— Mais l'usage, dis-je, ne s'accordait pas naguère avec la loi.

— Il y a eu abus, répondit-il, toutes les fois qu'en pratique on s'est écarté de la loi.

— Ainsi, dis-je, si j'entends des cris, que je m'élance dans cette direction, que je rencontre un homme qui fuit avec

un sabre couvert de sang, que je trouve sur la route le cadavre d'un autre homme assassiné, le meurtrier ne pourrait être puni ?

— Il pourrait être emprisonné pour la vie, répondit Vefick, mais le témoignage ne reposant que sur une probabilité, le coupable ne peut être mis à mort.

— Vos lois, dis-je, seraient une étude intéressante.

— Je pourrais vous montrer là-dessus, répondit-il, quinze ou vingt volumes et un bien plus grand nombre d'ouvrages qui traitent de nos idées sur la morale, mais ils ne sont pas traduits. Pour connaître ce pays, il faut quatre conditions : apprendre la langue ; oublier toutes les notions préconçues ; chercher la vérité et non les faits isolés qui peuvent confirmer les jugements préétablis ; enfin séjourner ici trois ou quatre ans. Les travaux de SLADE, continua-t-il, sont parmi les plus sensés qu'on ait sur la Turquie ; ceux d'URQUHART, quoiqu'ils nous soient favorables, comptent parmi les moins réussis : c'est un avocat et non un critique. Mais il ne faut se fier ni à l'un ni à l'autre.

Samedi, 24 octobre. — Ce soir je fus à table à côté de V. W..., tout récemment revenu de la frontière qui sépare l'Arménie turque de l'Arménie russe.

Il rendit un compte effrayant du mauvais gouvernement de l'Arménie turque.

— Il est tel, dit-il, que le peuple désire les Russes. Un nouveau pacha, et on en change tous les trois ou quatre ans, donne l'avis de son arrivée aux différents fonctionnaires subordonnés de la localité. C'est notifier à tous les gens en place de préparer leurs gratifications, c'est intimer à tous les chercheurs de places d'être en état de mettre la surenchère sur les premiers occupants.

— Et comment, dis-je, les corrupteurs se procurent-ils leur argent ?

— En augmentant les taxes, répondit-il, en n'enregis-

trant pas les recettes publiques, en participant à la violation des lois de quarantaine ou non-paiement des lois de douane, en vendant la justice, en imposant les corvées. C'est là une source fertile de revenus. Le pacha doit faire un voyage : les villages de la circonscription doivent fournir des chameaux et des chevaux ; le nazir en demande deux fois, cinq fois plus qu'il n'est réellement besoin et reçoit de l'argent pour réduire sa demande. Si le village est riche et délie largement les cordons de sa bourse, il ne fournit rien, et le fardeau retombe sur ceux qui ne peuvent pas s'en racheter ; ils sont forcés de voyager avec leurs bêtes, pendant quinze ou vingt jours, sans être payés, portant leur nourriture et celle de leurs chevaux, ou se la procurant par le pillage ; on les renvoie quand ils sont peut-être à cent milles de chez eux, les maîtres comme les animaux déjà éreintés. La force de la tyrannie peut se reconnaître à la dépopulation : vous voyez de vastes districts sans habitants où subsistent les traces d'un peuple nombreux et civilisé : grands travaux d'irrigation maintenant en ruines, restes partout retrouvés de cités abandonnées.

Il y a près de la frontière une ville avec de hautes murailles et de spacieuses maisons en pierre, qui est absolument déserte. Elle eut autrefois soixante mille habitants. Chaque palais construit sur le Bosphore a décimé les habitants d'une province.

En outre des colossales concussions des Turcs puissants, il y a la tyrannie minuscule des Turcs de moindre rang. L'un d'eux, avec sa ceinture garnie de pistolets, se rend à la maison d'un rajah ; il appelle le maître, qui est peut-être le chef du village, et lui ordonne de tenir son cheval. Il entre, s'assied, et fait allumer sa pipe par les femmes. Les jeunes filles se sauvent et se cachent dans les maisons voisines. Sa pipe finie, notre despote demande de la volaille. On lui dit qu'il n'y en a pas. Quelques coups de bâton en font apporter une, quelques autres produisent du

pain et du vin. D'où vient pourtant cette insolence?—Il est armé, et il est la seule personne du village qui le soit.

— Est-ce qu'on défend aux rajahs de porter les armes? dis-je.

— On leur défend, répondit-il, non-seulement d'en porter, mais d'en posséder. Les Turcs font de temps en temps des perquisitions dans les maisons des rajahs; s'ils y trouvent des armes, ils s'en saisissent et battent les propriétaires. Si les rajahs étaient armés ou si les Turcs étaient désarmés, ces petits oppresseurs disparaîtraient bien vite.

Le gouvernement turc perdit il y a deux ans une belle occasion de créer l'égalité parmi les différentes races. Avant de licencier son armée, il aurait pu l'employer à désarmer les populations turques; maintenant il est trop tard.

— Le gouvernement, demandai-je, pourrait-il permettre aux rajahs de porter des armes?

— Ce serait donner le signal de la guerre civile, répondit-il. J'ai vu une grande partie de l'armée turque, ajouta-t-il: rien de pire que ses officiers, mais rien de meilleur que ses soldats. Leur courage, leur sobriété, leur patience, leur stoïcisme, leur énergie étaient au delà de tout éloge. Je ne fus jamais plus indigné que de les voir traiter comme on fit, une fois la guerre finie. Ils furent transportés de Crimée à Varna, à Samsoon ou à Trébisonde; débarqués, ils reçurent une somme de 20 piastres, c'est-à-dire 3 schellings et 4 pence, puis ils restèrent livrés à eux-mêmes, ayant à marcher, pour retourner chez eux, peut-être trente ou quarante jours. Quelques-uns volèrent, d'autres mendiaient, d'autres moururent de faim. Ceux qui survécurent parvinrent chez eux mécontents du gouvernement turc, désaffectionnés et résolus à ne jamais servir.

— Ceux qui furent employés, dis-je, à fixer la frontière turque n'eurent point à s'occuper de la Circassie?

— Non, répondit-il. Le traité de Paris, en admettant

que la frontière russe était au sud de la Circassie, mit virtuellement celle-ci aux mains de la Russie. Schamyl ne méritait pas un pareil traitement. Il ne coopéra pas alors avec nous, parce que nous ne lui en donnâmes pas l'occasion et qu'il ne voulut pas se joindre aux Turcs qui, dans ce pays, sont toujours battus ; mais il occupa une armée russe de soixante-dix mille hommes, et il offrit, si nous voulions débarquer vingt mille hommes sur les côtes de la mer Noire les plus voisines de lui, de nous assister avec soixante mille hommes. Je crois fermement qu'il l'aurait fait et qu'avec son aide, nous aurions chassé les Russes de leurs provinces du Caucase. Je sais que les Russes en avaient peur, et je crois que, si la guerre avait continué, nous en serions venus là en 1856.

— Quelle est la population dont Schamyl peut disposer ? demandai-je.

— Je crois, répondit W., qu'elle se monte à peu près à cinq cent mille âmes. Elle se compose de trois tribus, grandes ennemies pendant des siècles, qu'il a réconciliées et unies contre la Russie. Dans un temps donné, on prendra le terrible chef ; mais l'état présent peut se prolonger des années. De tous côtés, excepté au nord, le pays est protégé par des montagnes inaccessibles. Au nord, il y a des centaines de milles de forêts, à travers lesquelles les Russes se fraient un passage. Ils font une route d'un mille de large dont ils peuvent parcourir le centre avec assez de sûreté. Pour la continuer sur une longueur de cinq ou six milles, il leur faut peut-être une année, car chaque pouce de terrain est disputé. Ils ont construit un fort à l'extrémité de leur percée ; ce sera leur point de départ pour l'an prochain ; et ainsi, en employant une armée de cent mille hommes, dont un tiers meurt des fièvres chaque année, avec le temps ils conquerront le pays par la destruction complète de ses habitants.

— Schamyl se soumettra-t-il ? demandai-je.

— Jamais, répondit V. W.¹ Nilui, nison fils, qui plus tard prendra sa place. Ils ont toujours refusé même de négocier avec la Russie. Schamyl est enthousiaste comme tous les grands hommes. Il doit sa position à ses talents et à son inspiration; sa naissance ne l'y appelait pas plus que sa fortune. Lui et sa famille vivent dans une grande pauvreté; tout ce qu'ils ont est absorbé par la guerre.

— Vous avez, je suppose, comme tout le monde, dis-je, votre théorie sur l'avenir de la Turquie?

— Ma théorie, répondit-il, est qu'il n'y a rien du tout à faire avec les Turcs. Ils refusent tous les remèdes, et peut-être ont-ils raison, car nul spécifique ne saurait les guérir. Mais je crois que quelques-unes de leurs provinces chrétiennes peuvent se constituer en état fédéral indépendant. La Servie, les Principautés et la Bulgarie offrent les éléments d'une fédération de cet ordre. La Bosnie, l'Albanie et la Roumélie pourraient s'unir aussi peut-être, quoique la proportion considérable d'habitants musulmans y rende la chose plus difficile. Mais plus on réfléchit sur le problème turc, plus il semble s'élever d'objections contre chaque mesure, d'improbabilités contre chaque hypothèse. Je ne m'aventurerai ni à donner des conseils, ni à prophétiser.

Dimanche, 25 octobre. — Je me promenai avec A. B. avant déjeuner, le long des admirables collines qui se projettent dans le Bosphore, au-dessus du promontoire d'Yenikoi. Le soleil se leva dans un brouillard de mer qui flottait sur l'eau en masses blanches, compactes, et montait jusqu'à mi-côte. Mais les sommets resplendissaient tous, et les cimes boisées de la montagne du Géant, et le vieux palais génois de Joros-Scalessi se dressaient comme des fies lumineuses; au milieu de la clarté de l'atmosphère et en l'absence d'objets intermédiaires, ils semblaient à

¹ La prédiction ne s'est pas réalisée.

(Note du traducteur.)

quelques pas, tandis que pour les atteindre il eût fallu aller à un mille plus loin, sur la côte asiatique. Quelquefois, lorsque nous regardions les vapeurs qui dérobaient les bords d'un ravin profond, les rayons du soleil produisaient un arc-en-ciel dans le brouillard, un segment de voûte étincelante où tremblaient les couleurs du prisme.

Je répétais à A. B. ma conversation d'hier avec V. W.

— Il peut être vrai, dit-il, que les Turcs refusent tout remède, mais je ne crois pas, comme V. W., que nul ne saurait les guérir. Je pense qu'un expédient serait efficace. Il faudrait arrêter la corruption.

— Ceci est très-bien, dis-je, mais comment y réussir ? Comment mettez-vous le sel sur la queue de la corruption ?

— Si j'étais sultan, répondit-il, je limiterais tout d'abord par décret le nombre des personnes qui doivent former la suite des fonctionnaires publics. Aussitôt qu'un homme devient ministre ou gouverneur, tous ses parents, tous les parents de ses parents et tous les paresseux de son village accourent en foule pour solliciter son patronage. « *Baculum*, répond-il, attendez un peu ; *Jushallah*, je ferai quelque chose pour vous. » Faute de mieux, ils portent ses pantoufles, emplissent ses pipes, le suivent, tournent autour de sa maison et forment la masse de son cortège ; ce sont des attachés sans gages. Il ne leur donne pas d'appointements, mais ils attrapent des restes de sa cuisine, et ils extorquent des pourboires à ses visiteurs et à ses solliciteurs. A mesure que les occasions se présentent, il les place : il les fait cadis, il les met dans la police, il les envoie administrer des villages, ou bien il les prend à son service payé, s'il arrive des vacances dans son personnel. Voilà de quel bois sont faits les pachas. Un homme une fois au service d'un homme éminent, qu'il soit loué ou acheté, domestique ou esclave, passe de là dans le service public, et alors vole et corrompt sur son chemin jusqu'à ce qu'enfin peut-être il épouse une fille ou une sœur du sultan. Des

hommes élevés ainsi sont viciés jusqu'aux os, ils ne saisissent pas plus clairement la signification des mots honnêteté ou esprit public qu'un aveugle-né ne comprend les mots rouge ou bleu. En limitant la suite des fonctionnaires publics, je porterais une rude atteinte à cette source de vénalité. Je permettrais à un homme autant de bourreurs de pipes, de porteurs de pantoufles, de valets et de serviteurs de tout ordre qu'il conviendrait à son rang, mais pas davantage. Je ferais savoir ensuite que je punirais sévèrement tous les corrupteurs, mais que je laisserais en place les pachas et les gouverneurs honnêtes, aussi longtemps qu'ils se conduiraient bien. Je rémunérerais convenablement les fonctionnaires qui maintenant sont trop peu payés, ou ne sont pas du tout payés, comme par exemple les cadis, et j'abolirais les épices des magistrats. Je tâcherais ensuite de trouver pour le service public des personnes qui ressemblassent à ce que nous appelons des gentlemen. Il y a quelques représentants de cette classe en Turquie : ce sont des fils de pachas ou de riches marchands, ou des propriétaires fonciers. Ils n'ont pas beaucoup d'éducation, il est vrai, ni de moralité, ni d'intelligence, mais ils en ont un peu. Ils sont au moins plus propres à l'exercice des grands pouvoirs confiés en Turquie aux hommes publics, que ceux qui ont passé la première partie de la vie, esclaves ou parasites errants, dans les cours ou les couloirs de la maison d'un grand personnage. Je crains, comme je disais d'abord, que le malade ne veuille pas accepter ce remède ; mais s'il voulait y consentir, je pense qu'il pourrait reprendre assez de force pour résister à l'influence dissolvante de l'intervention étrangère. S'il s'y refuse, s'il persiste à faire de son administration un vol organisé, il me semble que les puissances qui, comme l'Angleterre, désirent lui voir garder son autorité sur les races qui lui sont maintenant assujetties, n'ont qu'une chose à faire. Elles doivent l'a-

bandonner, et tâcher qu'il soit abandonné par tout le monde. Elles doivent prendre autant de peine à l'exclusion de la famille européenne qu'elles en ont pris à l'y introduire. Laissez-le à lui-même; il ne sera plus égaré par les mauvais ou les bons conseils; les obsessions ne le forceront plus à publier des hattî-humayoun opposés à tous ses principes de gouvernement; il pourra défendre sa propriété contre les Grecs, les Bulgares, les Roumains ou les Slaves. Il les insultera, il les volera, il les opprimerà, mais il les gardera en sa puissance. C'est à ce prix qu'il faut payer la préservation de l'empire turc, en supposant que les politiques de cet empire soient, comme je le crains, incapables de progrès.

Lundi, 26 octobre. — Je me rendis avec M. Zohrab à Tophana, l'arsenal militaire, pour être présenté à Achmet-Fethi-Pacha, chef du département de l'artillerie. Il a épousé une sœur du sultan, et l'un des fils que lui a donnés sa première femme (il n'a pas eu d'enfants de la princesse) doit épouser une fille du sultan. De telles alliances confèrent le plus haut rang auquel un sujet turc puisse prétendre. Alison me dit qu'il était présent quand Ali-Galeb-Pacha, fils de Reschid-Pacha, alors fiancé d'une fille du sultan, quoique non encore marié, vint rendre visite à son père, qui était grand vizir. Reschid se leva, plaça son fils sur le siège d'honneur, et resta debout devant lui, jusqu'à ce qu'il l'eût prié de s'asseoir. Le jeune homme prit cela comme l'accomplissement d'une formalité tout ordinaire.

Fethi et le commandant en second, Halim-Pacha, élevés en Angleterre, passent pour être les meilleurs administrateurs de la Turquie. Fethi rendait une visite au sultan lorsque nous arrivâmes, de telle sorte que nous eûmes le temps de visiter l'arsenal militaire. Tout y avait l'air propre et bien ordonné; on peut, m'a-t-on dit, y mettre en état un canon de bronze par jour. Sur l'un des côtés, est

une mosquée gracieuse et élégante, mais petite, avec l'accessoire ordinaire, une fontaine de marbre.

Enfin le pacha arriva. Des chaises furent installées dans l'ombre du kiosque qu'occupe le sultan lorsqu'il visite l'arsenal. Fethi s'assit ; nous fûmes présentés et placés à ses côtés. Nous eûmes du café, mais pas de pipes. Le pacha souffre d'un asthme qui le rend inhabile à fumer ou seulement à endurer l'odeur du tabac. Personne, en conséquence, ne fume en sa présence, pas même le sultan. Ses cheveux, qui sortaient de dessous son fez, sont blancs, mais sa barbe et ses favoris sont d'un beau noir foncé : Zohrab me dit qu'il lui avait rendu visite quelques jours auparavant, lorsqu'il n'était pas en place, et que sa barbe était alors aussi blanche que ses cheveux. Il partagea son attention entre nous et les personnes qui vinrent à lui pour les affaires. Elles s'approchaient avec de grands saluts, et plusieurs baisèrent le bas de ses vêtements. Il semblait mener ses affaires très-vite, mais avec attention. Il venait de recevoir la nouvelle de la chute de Delhi. Il me fit ses compliments à ce sujet, et me dit qu'il considérait la révolte comme presque éteinte. Je lui dis combien nous nous sentions reconnaissants de sa coopération zélée pendant la guerre. Il avait trop à faire pour causer beaucoup, et nous le quittâmes aussitôt que nous eûmes pris notre café.

Lundi, 27 octobre. — Nous prîmes le thé avec notre ami le Français E. F. Il me félicita sur la chute de Delhi : » Vous combattez dans l'Inde, me dit-il, pour la cause de la civilisation. Si vous tombiez, cette atteinte au prestige du nom chrétien aurait son contre-coup dans tout le monde musulman, à Constantinople, en Algérie, et même au Maroc.

Je lui demandai s'il était vrai que le sultan avait envoyé chez M. Thouvenel pour l'informer du rappel de Reschid.

— C'est vrai, répondit-il; mais comme il s'agit d'un intérêt exclusivement turc, je ne sais pourquoi il a pris ce souci. Que pouvait répondre Thouvenel? qu'il espérait que tout cela tournerait bien. Ces changements sont des farces. Un grand vizir fait juste aussi mal et juste aussi bien qu'un autre. Ce pays est une *pourriture*. Civiliser les musulmans est impossible. Tout ce que nous pouvons faire est d'essayer de relever les chrétiens. Ils ont trop longtemps porté ce cadavre sur les épaules. L'Angleterre et la France devraient se joindre pour les aider à s'en débarrasser. Elles devraient obliger à une loyale mise en pratique du *hatti-humayoun*. Vous allez à Smyrne et en Grèce, continua-t-il; lorsque vous serez à Smyrne, allez visiter Éphèse. Vous parcourrez cinquante milles de sol le plus fertile, dans le plus beau climat du monde; vous ne verrez pas un habitant, ni même un champ cultivé. C'est l'histoire de la Turquie. En Grèce ou dans les Principautés, vous trouverez, comparativement, des richesses et de la population. Ils ont été mal gouvernés, leur pays a été le siège de la guerre, mais ils se sont dépêtrés du Turc.

Mercredi, 28 octobre. — Je me promenai pendant deux heures avec C. D. dans les avenues terrassées de son jardin.

— La dernière fois que je vins ici, commençai-je, vous disiez qu'à votre sentiment un homme de talent, de hardiesse et de décision pourrait, même aujourd'hui, sauver l'empire turc. Supposons un tel homme sur le trône du sultan, que devrait-il faire?

— Il devrait d'abord, dit C. D., distinguer la religion et le gouvernement, qui sont encore confondus en plus d'un point; 2^o il faudrait qu'il immobilisât la dette flottante et qu'il rétablît le courant, en suivant les plans qui sont déjà préparés; il aurait à payer la dette immobilisée et à empêcher le retour de la dette flottante, en supprimant les folles constructions de palais, et en substituant la perception directe

des revenus au système actuel des fermes (je ne doute pas que le revenu, s'il était honnêtement et directement perçu, pût être doublé); 3° il faudrait qu'il appliquât les lois contre la corruption (il n'est pas nécessaire d'en faire de nouvelles; deux fois pris sur le fait, un homme devient incapable de remplir tout emploi public); 4° il faudrait, et ce serait la seule besogne vraiment difficile et dangereuse, qu'il essayât, non d'opérer dès à présent la fusion des races, mais de diminuer le désaccord, d'amoindrir la pire des distinctions, celle des oppresseurs et des opprimés, celle des populations chrétiennes et des populations musulmanes; en un mot, il faudrait qu'il exécutât le hattî-humayoun.

— Pensez-vous, dis-je, que l'admission des chrétiens dans l'armée soit une mesure prudente ?

— Non pas dans le sens qu'elle soit tout à fait sans danger, répondit-il. La Turquie est dans un tel état que, quoi qu'elle fasse, son action peut tourner contre elle; mais il y a un danger bien plus grand encore à ne pas agir du tout.

— Les populations turques, demandai-je, devraient-elles être désarmées ?

— Certainement, répondit-il; des ordres furent donnés à cet effet il y a quelques années. C'était au commencement de la guerre, qu'on eût dû les exécuter, lorsque les soldats accoururent des provinces, tout dévoués au sultan. Une autre occasion se représenta sur la fin de la guerre, avant le licenciement de l'armée. Sans aucun doute, la manœuvre est plus malaisée maintenant; mais, comme je vous le disais, à présent tout est malaisé. Je crains, ajouta-t-il, que le sultan doive bien au delà des 800 millions de piastres qu'il accuse et auxquelles on a pourvu dans les plans financiers qui sont à l'ordre du jour. D'un autre côté, je ne crois guère qu'il ait pris et dissipé le revenu public. Certes, tout est possible ici, et l'on sait mal la vé-

rité ; mais la loi lui attribue une liste civile aussi distincte du revenu public que celle de la reine, en Angleterre. Je ne crois pas qu'il la dépasse ou que ses ministres l'aident à la dépasser, autrement qu'en faisant des dettes, comme devant.

Nous parlâmes des Principautés.

— Il est remarquable, dit-il, que bien qu'elles se ressemblent par la race, le langage, la religion et les institutions, elles n'ont jamais eu la même administration, excepté pendant un court intervalle, depuis le temps où elles faisaient partie de la province romaine de Dacie. C'était peut-être le souvenir de leur séparation constante et de l'inimitié habituelle de pays si bien faits pour s'unir qui poussait le gouvernement turc à laisser insérer dans les protocoles de Vienne et de Paris, que, sur la question de l'union, les vœux des provinces seraient consultés.

— Cette clause, au surplus, ne dit pas que leur vœu suspendra tout débat, mais simplement qu'il sera un des éléments de la discussion à survenir ; si, comme je le crois, des raisons prépondérantes s'élèvent contre leur sentiment, si important qu'il soit, on devra le mettre de côté. L'union, ajouta-t-il, sous un prince né dans le pays, serait une mauvaise leçon pour les autres parties de cet empire sans cohésion. D'autres provinces, maintenant soumises parce qu'elles sont divisées et faibles, s'empresseraient d'invoquer l'assistance étrangère, pour être mises à même de s'unir et pour secouer leur joug. L'union sous un prince étranger serait un démembrement. Quelle fidélité un Français ou un Russe, souverain héréditaire de la Moldo-Valachie, consentirait-il à témoigner à la Porte ?

Souvenons-nous bien que le problème du démembrement de la Turquie se pose aujourd'hui bien plus sérieusement qu'il y a quatre ans. Alors il n'y aurait eu qu'un simple changement dans la balance du pouvoir, que nous

aurions désapprouvé; mais auquel nous aurions pu acquiescer néanmoins. Désormais, ce serait un cas de guerre. Nous avons garanti l'intégrité de l'empire ottoman; nous sommes obligés de faire pour empêcher son démembrement, les mêmes efforts que pour empêcher le démembrement même du territoire britannique.

Je pense, continua-t-il, qu'on pourrait trouver en dehors de l'union les moyens de donner aux Moldaves et aux Valaques tout ce qu'ils sont en droit d'en attendre. Ils devraient avoir une parfaite liberté de communication de commerce, des droits mutuels pour le peuple d'une province d'acquérir des terres dans l'autre, des institutions identiques et un comité réuni, composé de membres de chaque parlement, capable de décider les questions d'intérêt commun. S'ils désirent davantage, ils veulent plus que ne leur permet leur devoir de sujets de la Porte, plus qu'ils ne peuvent obtenir tant qu'ils restent sujets de la Porte.

Jendredi, 29 octobre. — Je me promenai avant déjeuner avec un Arménien, Y. Z. et parlai de l'avenir de la Turquie.

— Il n'y a pas de doute, dit-il, que le pays marche à sa ruine sous la double influence d'une mauvaise administration intérieure et de l'intervention extérieure.

Des étrangers qui se mêlent de nos affaires, quelques-uns, comme la Russie, désirent hâter notre chute; d'autres, comme l'Autriche, ne nous veulent ni bien, ni mal et sont seulement inquiets de l'influence que nos destinées pourraient avoir sur les leurs. L'Angleterre et la France, je crois, nous veulent franchement du bien; mais elles s'efforcent de nous servir en nous obligeant à prendre ce qu'elles croient un remède, ce que nous croyons un poison. Leur but est la fusion des différentes races et des différentes religions, ou au moins leur égalité. Elles veulent que les loups et les moutons parquent ensemble.

Les Turcs jugent qu'un tel rapprochement est tout à fait impossible ; ils estiment qu'en Europe, où les chrétiens se trouvent en grande majorité, ils sont absolument détestés ; que chaque droit gagné par les chrétiens servira d'arme contre les musulmans ; que, si le hattî-humayoun était honnêtement mis en pratique, les Turcs seraient rejetés en moins de cinq ans de l'autre côté du Bosphore, en un mot, que l'Inde est un suffisant exemple des dispositions des esclaves qui trouvent une occasion de se redresser contre leur maître. C'est pourquoi ils ont résolu que le hattî resterait une lettre morte. Dans quelques provinces, la simple lecture a provoqué des rixes ; dans d'autres, on n'a même pas cherché à le lire.

Mais, en fait, il ne se peut pas que ce soit une lettre morte. De là les alarmes et l'irritation des Turcs, de là les espérances surexcitées, la haine exagérée des Grecs ; ils voient que les Turcs ont décidé de rendre illusoires les stipulations que les alliés ont faites en leur faveur ; ils sont, s'il est possible, pour le sultan, des sujets plus rebelles qu'avant la guerre. Et ce n'est pas tout : les étrangers, après avoir fait le gouvernement turc haïssable, essayent de le rendre méprisable. Lorsque Reschid refusa d'obéir à l'ordre de Thouvenel, et de casser les élections moldaves, il résigna le grand vizirat, et Mustapha fut mis à sa place, parce qu'on supposa qu'il céderait de meilleure grâce. Reschid resta ministre, quoiqu'il ne fût plus vizir. Thouvenel envoya son premier interprète dire au sultan que la France n'aurait pas confiance en lui tant que Reschid serait employé ; le pauvre sultan se soumit. Mais il n'a pas confiance en Fuad ou Aali, parce qu'il les soupçonne d'être sous l'influence française. Il croit que l'union des Principautés est le démembrement de l'empire ; il a encore plus peur de cette perspective que de Thouvenel, et il s' imagine que Reschid est le seul homme qui puisse prévenir la catastrophe. De l'heure où son ministre partit jus-

qu'à ce moment, le plus ardent désir du sultan fut de le rappeler. Tout ceci était bien connu du dernier cabinet; les ministres se sentaient trop peu sûrs du lendemain pour s'aviser de rien entreprendre; ils évitaient même de voir le sultan, dans la crainte qu'il leur fît querelle et les congédiât. Enfin il se monta l'esprit, et aussitôt qu'arriva un jour propice, il osa son *coup d'État*, mais en envoyant une apologie de sa conduite à Thouvenel. Après un délai d'un jour ou deux, il reçut une sèche réponse. Thouvenel n'a pas encore rendu sa visite d'étiquette au nouveau grand vizir. On dit qu'il attend des instructions.

— Maintenant, quelles sont les causes intérieures de ruine? dis-je.

— Ce sont, dit-il, le désordre des finances, l'incertitude du cours des monnaies, l'affermage des revenus, la centralisation qui amène à Constantinople toutes les affaires qui y sont négligées d'abord, ensuite oubliées; mais par-dessus tout, la corruption générale et croissante. Pour ces maux-là, il n'y a pas de remède. Les pachas n'y remédieront pas, parce qu'ils y trouvent leur profit et que leur éducation les rend insensibles au mal et au scandale; le sultan n'y remédiera pas non plus, car il ne les connaît pas; il ne peut rien savoir des choses que ses ministres ont envie qu'il ignore. Il ne lit pas, et, quand il lirait, il n'y a pas de presse en Turquie; il ne voit personne, il n'a jamais vu personne, excepté ses beaux-frères, ses gendres, ses femmes, ses serviteurs, et par hasard, un ministre ou un ambassadeur qui vient le menacer ou le tromper. L'empire pourtant, si on le laissait à lui-même, se maintiendrait encore longtemps. Mais non ! l'Europe a les yeux sur les provinces orientales; une par une ou deux par deux, elles seront retranchées ou se sépareront. Peut-être retournerons-nous nous établir à Brousse, et pourrons-nous garder l'Anatolie pendant un siècle ou deux encore.

II

LES DARDANELLES

Samedi, 31 octobre. — Nous quittâmes Thérapia hier matin dans un grand caïque pour nous embarquer à bord du vapeur français *le Scamandre*; nous allions chez M. Calvert, notre consul dans les Dardanelles; c'est un frère de M. Calvert, de Thérapia.

Les Turcs prélèvent un droit d'exportation de douze pour cent; les vexations, les lenteurs et les concussions de la douane turque sont, dit-on, indescritibles. Désireux de nous protéger contre cette engeance, lord Stratford envoya l'un de ses cavas s'asseoir à la tête de notre caïque, pour avertir les employés. Nous ne fûmes pas abordés. *Le Scamandre* est un bâtiment spacieux et confortable, bâti comme un steamer de guerre, très-solide et très-lent. Le capitaine et ses officiers sont des gens aimables et d'excellentes manières. La traversée fut calme et nous atteignîmes les Dardanelles à dix heures, ce matin.

Pour la beauté des points de vue, l'Hellespont ne vaut pas le Bosphore; les collines latérales sont plus basses; peu de végétation sur leurs pentes, excepté des herbes et des broussailles d'une teinte fauve; peu de culture. Les batteries turques qu'on blanchit avec soin, sans doute pour les indiquer à l'ennemi et lui donner un point de mire, ça et là quelques phares, voilà ou peu s'en faut les seules constructions qu'on signale sur ces rivages.

La maison de M. Calvert est fort belle, construite d'après ses plans, en pierres de taille, dans un style plus italien que turc. Elle contient des chambres très-hautes de plafond, de vastes salons et des antichambres. C'est maintenant une demeure très-agréable; ce doit être en été une habitation délicieusement fraîche. Il se peut qu'on y ait froid en hiver; mais l'architecte y a ménagé des cheminées, et l'on a au logis grande provision de charbon anglais. On l'apporte ici sur les navires qu'il sert à lester. Pendant la guerre, lorsque les demandes étaient nombreuses, on le vendait bien plus cher qu'à Londres, mais maintenant il est retombé au prix de notre marché.

Dans l'après-midi, j'allai avec M. F. Calvert, un autre frère du consul, à Abydos, où se trouve maintenant un hôpital turc. Une seule relique dénote l'importance de l'antique cité : un fragment de mur. Le terrain est partout couvert de fragments de poteries grecques, la plus indestructible des œuvres de l'industrie humaine. Au début de la guerre les Turcs firent sur ce promontoire quelques essais de fortifications. En creusant pour ces travaux, ils trouvèrent une chaise de marbre et une inscription par laquelle Xerxès accordait certains privilèges à la ville d'Abydos. Les Turcs brisèrent la chaise; ils ont depuis égaré l'inscription. M. Franck Calvert croit que la chaise était celle sur laquelle s'assit Xerxès pour voir son armée franchir l'Hellespont. Nous revînmes par les plaines d'Arabis où le roi de Perse passa la revue de ses soldats avant la traversée; elles sont très-étendues et le sol y est très-fertile, mais on ne les cultive pas plus que toute la campagne, à quelques cents mètres de la ville.

Un soldat passa et nous demanda de lui acheter un morceau de son pain noir. Il paraît que c'est la coutume; les soldats vendent une partie de leur ration de pain pour payer leur tabac.

Sur la côte on remarque une jolie petite maison ombragée

par des platanes, qui fut occupée par lord Byron lorsqu'il traversa l'Hellespont à la nage. C'est aujourd'hui la résidence d'un derviche et de sa famille.

Dimanche, 4^{er} novembre. — Nous devions partir pour la Troade ce soir, mais nous avons été empêchés par la pluie. Entre deux ondées je me promenai avec M. Calvert le consul. Je lui demandai si depuis son arrivée il avait observé de grands changements.

— Oui, me répondit-il, il s'est fait de grands changements ici; on y a moins à gémir de l'oppression et de la fraude. Je me rappelle très-bien la scène dont je fus témoin vers le commencement de mon séjour, voici déjà vingt-trois ans. Quelque temps après mon arrivée, on reçut un nouveau pacha. Il envoya chercher la liste des prisonniers; quelques-uns étaient sous les verrous pour dettes, d'autres en exécution d'une sentence, d'autres attendaient leur jugement. Il choisit six noms au hasard, et, sans rien savoir du passé de ces malheureux, il fit trancher leurs six têtes qui furent exposées devant sa porte. C'était sa façon de donner l'alarme. Il convoqua ensuite les principaux de la ville; aussitôt qu'ils furent entrés dans sa cour, les portes furent fermées; dans la chambre des audiences, ils ne trouvèrent que le secrétaire du pacha. Il leur demanda quels présents ils avaient préparés. Ils répondirent : Aucun. — Ne parlez pas ainsi au pacha, dit-il, ou je ne sais ce qu'il adviendra de vous; dites que vous êtes en train de les rassembler. Bientôt après le pacha entra, il voulut savoir ce qu'ils avaient apporté. Ils répartirent que l'argent n'était pas encore prêt, mais il le serait bientôt, espéraient-ils. — Qu'il le soit aussitôt que possible ! On les laissa sortir; ils vinrent chez mon oncle alors consul et lui empruntèrent 200 livres sterling qu'ils devaient rendre et qu'ils rendirent en effet en imposant la ville. Ils les portèrent au pacha dans des bourses en canevas. — Je ne puis recevoir cet argent, dit-il, dans une

semblable enveloppe. Il faut que vous alliez au bazar chercher des échantillons parmi lesquels je choisirai de quoi faire quelques bourses. Il fut difficile dans son choix, rejeta les étoffes les unes après les autres, si bien que les pauvres dupes furent obligées d'envoyer plusieurs fois de suite au bazar querir de nouveaux modèles. A la fin, il se décida. Les autres marchands de soieries remportaient leurs paquets, lorsqu'ils furent arrêtés par des gardes. — Ce qui entre dans cette cour n'en sort pas ! dirent-ils. Les échantillons dédaignés suffisaient pour approvisionner sa maison. De tels brigandages sont impossibles maintenant, au moins dans la juridiction d'un consul.

— Mais comment, dis-je, votre juridiction vous met-elle à même d'intervenir entre les Turcs et les rajahs ?

— En fait, je ne puis intervenir directement, répondit-il, mais je fais un rapport sur les énormités de cette espèce à lord Stratford. Il raconte l'histoire à la Porte, montre probablement ma dépêche, et la Porte, qui n'est jamais fâchée d'avoir une place à donner, envoie une destitution au fonctionnaire insolent.

Dès qu'on fait tort à un habitant du district, il m'en informe immédiatement ; je m'enquiers, et si sa plainte est fondée, j'obtiens ordinairement réparation. En général, cependant, mon influence est plutôt préventive que réparatrice. Lorsque le pacha actuel des Dardanelles arriva dans le pays, il vint m'exprimer qu'il comptait être un bon et honnête administrateur, et rester longtemps dans ce pachalick ; il me pria de le voir, si je recevais d'aventure des rapports contre lui, et d'écouter ses explications avant d'écrire à Constantinople. « Si, dit-il, elles ne sont pas satisfaisantes, l'affaire suivra son cours ordinaire, mais j'espère que vous n'en jugerez jamais ainsi. Mais sans aucun doute vous m'entendrez souvent accuser ; car, si chaque gouverneur a des ennemis, c'est surtout le lot de ceux qui remplissent bien leurs fonctions, comme j'es-

père y réussir. » Il y a certainement réussi. Que ce soit pour obéir à des principes de haute morale, ou que, comme il le dit lui-même, il désire rester pacha des Dardanelles, et qu'il se repose sur moi du soin de le maintenir, ou plutôt, de ne pas hâter sa disgrâce, je ne chercherai pas à le savoir. Il est du reste ici dans un des meilleurs pachalicks de second ordre. Il touche 200 livres par mois, sans compter les gros revenus du casuel légal. A proximité comme il est de la capitale, il ne court pas risque d'être oublié; et je le vois en effet sur le chemin de l'avancement; aussi n'oublie-t-il pas que j'ai l'œil sur lui. Je découvre bien parfois quelques tripotages, mais une allusion suffit pour les arrêter.

A l'heure qu'il est, je suis, sur sa demande, en train de l'assister dans des investigations relatives à une atrocité commise au village grec de Maronia, situé à environ soixante milles d'ici, dans le gouvernement de Serries, sur le pachalick de Salonique, à l'endroit où il touche au gouvernement de Gallipoli, qui fait partie de notre pachalick. Au mois de juin dernier, un courrier du gouvernement fut volé près du village, et on lui prit 2,000 livres sterling. Le vol eut lieu précisément en deçà de notre frontière. Il est probable que les employés de la police de Gallipoli et de Serries étaient, comme il arrive trop souvent, associés avec les voleurs. Soit qu'ils voulussent se mettre à l'abri du soupçon, soit qu'ils voulussent faire montre de vigilance et d'activité, ils se déterminèrent à trouver les coupables à Maronia. Ils commencèrent par entourer le village d'une ceinture de soldats, et, pendant trois jours, ils ne permirent à personne d'en sortir. On touchait à la période critique de la récolte des vers à soie, où il faut nourrir sans relâche les vers avec des feuilles de mûriers. Or les plantations de mûriers sont situées hors du village; comme il n'était loisible à personne de s'y rendre pour chercher des feuilles, tous les vers à soie moururent. La perte du

village fut au moins de 4,500 livres. La police se savait alors de deux frères, deux rajahs respectables, et les accusa du vol. Les gouverneurs des districts voisins de Maronia se rendirent au village pour surveiller les enquêtes, s'établirent dans les meilleures maisons et y vécurent pour rien avec toute leur suite.

Les frères prouvèrent ou du moins offrirent de prouver un alibi. Bon nombre des principaux habitants étaient prêts à déposer qu'ils avaient vu les prisonniers au moment même du vol, et longtemps avant, et longtemps encore après, dans un café du village. Comme c'étaient des rajahs, leur témoignage fut rejeté.

— Malgré le hattî-humayoun ? dis-je.

— L'influence du hattî-humayoun, répliqua M. Calvert, ne s'étend pas jusqu'à soixante milles de Constantinople.

Pour obtenir des prétendus coupables un aveu qui devint une preuve, la police les soumit à la torture. L'un des frères ne put la soutenir, et confessa le vol; alors les tourmenteurs lui demandèrent où était l'argent; naturellement il ne put le dire, et on le tortura de nouveau. Pour obtenir un répit, il murmura qu'il avait caché la somme à un endroit qu'il désigna; on ne l'y trouva pas, et la torture recommença. L'infortuné dit alors que son frère détenait le corps du délit. Le frère fut mis à la torture, mais, plus ferme, il persista dans ses dénégations. « Vous pouvez me tuer, dit-il, mais je ne confesserai pas ce qui n'est pas vrai. » Ceci durait depuis quelque temps, le village était presque entièrement ruiné, les deux frères avaient été mutilés, à ce point qu'ils resteront estropiés pour la vie. Le pacha de Salonique entendit enfin parler de l'affaire, appela l'attention du pacha des Dardanelles sur les actes que commettaient des officiers placés sous ses ordres. L'autre fut indigné, et me demanda de d'aider dans l'instruction de ce procès. Il n'est pas tout à fait terminé, mais les désordres que je vous signalais ont pris fin.

Je dis à ce propos au pacha : « Vous voyez maintenant quels sont les véritables amis des Russes ; vous voyez quelle sorte de gens et quelle espèce de moyens l'on emploie pour faire haïr aux chrétiens la domination turque. »

Dans la soirée j'eus une longue conversation avec M. Franck Calvert et le consul ; nous parlâmes d'abord des urnes funéraires de ce pays.

— Environ à douze ou dix-huit pouces du sol, dit M. F. Calvert, nous avons découvert des urnes de toutes grandeurs, depuis deux pieds deux pouces de long sur un pied huit pouces de large, jusqu'à six pieds de long sur quatre pieds sept pouces de large. La plus grande que j'aie jamais vue fut trouvée à la place où était situé l'ancien Dardanus. Elle a servi pendant plusieurs années de ruche à des abeilles sauvages, et débordait de gâteaux de miel. Six hommes y entraient et pouvaient s'y asseoir. Ces urnes sont faites d'une grossière argile rouge mêlée avec du gravier. Quelques-unes semblent s'être fendues pendant la cuisson ; on les a raccommodées avec des rivets de plomb. Elles sont toutes couchées horizontalement, l'embouchure tournée du côté du sud ou du sud-est, et fermée par une pierre plate. Elles contiennent des os humains non brûlés, qui reposent sur une mince couche de cailloux, et qui appartiennent à des squelettes, autrefois placés là sur le dos, les genoux en l'air. Tout autour des os nous trouvâmes des pénates en terre cuite, des aiguères et des coupes des formes grecques les plus pures, peintes dans le style étrusque, quelquefois rouge sur noir, quelquefois noir sur rouge, représentant des sujets pris dans la mythologie grecque. Beaucoup de ces poteries appartiennent au *iv*^e siècle avant Jésus-Christ, qui est la plus brillante époque de cet art ; mais quelques-unes peuvent être plus vieilles de cent cinquante ans. Confondus avec ces émaux, on rencontre des vases et des fioles en verre bleu, vert et jaune, parfaitement fabriqués. Quel-

quelquefois les grandes urnes recèlent des amphores contenant des os d'enfants et des terres cuites de moindre dimension. La plupart de ces vases sont cassés; il semble qu'on les ait jetés sans précaution dans les urnes. Il est d'ailleurs très-peu de grandes urnes qui soient intégralement conservées; le soc des charrues ou d'autres accidents ont d'ordinaire abîmé leur surface extérieure. J'ai trouvé ces tombes dans la Troade et dans les autres parties de l'Asie mineure; il n'en manque pas non plus sur la côte européenne. J'en ai mis à jour quelques-unes sur le Hanaï-Tepé, qui est peut-être le *tumulus* le plus remarquable de la plaine troyenne.

— Je n'ai jamais entendu parler du Hanaï-Tepé, dis-je.

— C'est tout simple, répondit M. Calvert, car avant que je l'eusse ouvert on supposait que c'était une éminence naturelle. Il est situé à environ un mille et demi de Bounar-Bashi, du côté des collines au nord du Simois. Afin de m'assurer du véritable caractère de cette hauteur, j'enfonçai à l'intérieur une sonde. Les premiers objets que j'atteignis, furent quelques tombes turques, celles des habitants du village voisin de Archekoi, maintenant désert; et plus bas, plusieurs de ces urnes funéraires que j'ai décrites; plus bas encore, à peu près à cinq pieds et demi de la surface, j'arrivai à une couche d'une substance d'un blanc éclatant, d'une épaisseur de cinq pieds trois quarts. Mêlés à sa partie inférieure, se trouvaient des cailloux de rivière portant les traces d'une chaleur violente, et quelques petites jarres en terre, presque vitrifiées par le feu; au-dessous, un lit de cendres de bois, d'une épaisseur de dix-huit pouces; puis un autre amas de terre, d'une épaisseur de deux pieds, et, à sa partie inférieure, un squelette humain, étendu tout de son long, avec une large pierre brute à sa tête. Sous tout cet entassement, le rocher solide, à environ quinze pieds du sommet du tumulus. Je fis alors apporter une barre horizontale pour

rencontrer la barre perpendiculaire. J'arrivai bientôt ainsi à un mur épais de cinq pieds, bâti de grosses pierres que le mortier n'avait pas jointes, et qui s'élevait du rocher, à une hauteur de sept pieds, vers le sommet du tumulus, de manière à enclore la couche de substance blanche située au-dessous des urnes funéraires. Il avait quatre-vingt-quinze pieds de diamètre à la base.

Cette substance blanche est le produit d'os humains calcinés; elle forme un cône tronqué de quatre-vingt-cinq pieds de diamètre à la base et de soixante-dix peut être au sommet, avec une hauteur de cinq pieds trois quarts. Le volume peut être d'environ vingt-sept mille pieds cubes. La terre qui l'entoure l'a tenue parfaitement à l'abri de l'humidité. Il semble évident que ce sont là les cendres de plusieurs milliers d'hommes dont les corps furent brûlés en même temps, et qui succombèrent dans quelque grande bataille.

Les seules grandes batailles livrées dans ce voisinage dont nous ayons gardé mémoire, sont celles de l'Iliade. Le VII^e livre nous apprend qu'il y eut, après le premier combat, une trêve pendant laquelle les Grecs et les Troyens ramassèrent et brûlèrent leurs morts, et que, le jour suivant, les Grecs élevèrent une tombe au-dessus du bûcher sur lequel les leurs avaient été consumés. Homère ne dit pas expressément que les Troyens en firent autant; mais il semble qu'alors l'usage fût général. La tombe d'Hanai-Tépé est précisément construite comme celle de Patrocle, que nous décrit le XXIII^e livre de l'Iliade.

*Τορνώσαντο δὲ σῆμα, θεμελιά τε προβάλοντο
ἀμφὶ πυρὴν· εἶθαρ δὲ χυτὴν ἐπὶ γαίαν ἔχευαν.
Χεῖαντες δὲ τὸ σῆμα, πάλιν κίων.*

« Ils érigèrent une tombe circulaire en élevant des
» fondations (θεμελια, un mur) autour du bûcher, et en

» amoncelant ensuite de la terre par-dessus; puis ayant recouvert la tombe, ils partirent. »

Le *tumulus* d'Hanai Tepé est à peu près à un mille et demi des portes Scées, au delà du Simois, sur le côté par où la ville est inaccessible; par conséquent, il est éloigné du champ de bataille et du camp grec; c'est donc vraisemblablement la place qui fut choisie par les Troyens pour la sépulture de leurs morts.

— Rapporteriez-vous, demandai-je, le squelette isolé à la même époque?

— Certainement non, répondit-il; ce squelette n'est pas celui d'un cadavre brûlé; le mort fut simplement inhumé et couvert de terre. C'est probablement le corps de quelque roi plus ancien; sa présence sanctifiait le lieu, et peut avoir suggéré aux Troyens l'idée de venir là pour établir leur grand bûcher.

— La Troade, continua-t-il, en entendant par ce nom le pays que limitent, au nord, une ligne tirée à l'est d'Abydos, à l'est la chaîne du mont Ida, à l'ouest et au sud l'Hellespont et la baie d'Adramita, était autrefois populeuse et très-riche. On prétend qu'elle a contenu deux cents villes. J'ai découvert, pour ma part, les restes de plusieurs places fortes, à quelques milles de Bounar-Bashi; l'une entre autres, avec une citadelle, derrière les ruines d'une cité, est située à un mille et demi au nord de Hanai-Tepé, et par conséquent à peine à trois milles de Bounar-Bashi. Il ne fallut en vérité rien moins qu'un exécrable gouvernement, pour changer en un désert un pays qui jouit d'un si beau climat et d'un sol si fertile. Pour le moment la population est en voie de se transformer, les Turcs s'éteignent et les Grecs, dont beaucoup sont des immigrants de Turquie d'Europe, se multiplient tous les jours.

Quand vous ferez demain le tour de la plaine où fut Troie, vous trouverez dans un circuit de vingt milles trois

villages grecs, Runkoi, Yenekoi, Yenisher. Tous trois prospèrent, entourés de jardins et de champs cultivés, de vieilles maisons qu'on répare, et de nouvelles qu'on commence à construire. Les seules autres habitations humaines que vous apercevrez en chemin, seront trois villages turcs : Chiflic, sur l'emplacement du nouvel Ilion; Bounar-Bashi, juste au-dessous de l'emplacement de Troie, et Halil-Eli. Le premier a environ vingt maisons habitées, le deuxième quinze, et le troisième, qui, il y a vingt ans encore, était un bourg considérable, n'en a que trois.

— Comment expliquez-vous cette dépopulation? demandai-je? Relativement, les Turcs sont au moins aussi bien gouvernés que les Grecs; absolument leur régime est meilleur qu'il ne le fut jamais.

— Ce phénomène apparaît à plusieurs bonnes raisons, répondit-il, et tout d'abord la conscription. On n'entend plus parler des hommes qu'elle enlève; ils meurent ou ils ne peuvent pas retrouver leur chemin; au retour, les femmes turques des basses classes emploient de fort vilains moyens pour éviter d'avoir beaucoup d'enfants. Peu de Turcs en ont plus de trois, et il est déjà bien rare qu'ils en aient plus de deux. Les Turcs sont paresseux et imprévoyants. Les journaliers grecs ne valent pas grand-chose; l'un d'eux n'abat pas la moitié autant de besogne qu'un Anglais, mais il en fait trois fois autant qu'un Turc et jelui paye triples gages. Au surplus, quelle que soit l'explication, il est évident que les Turcs sont en train de disparaître.

— Il y aurait là un beau champ ouvert à la colonisation? dis-je.

— Sans nul doute, répondit-il.

— M. Freeman, jeune homme que vous rencontrerez à Rumkoi, et moi, nous sommes des colonisateurs. Nous avons acheté pour 300 livres deux mille acres de bonne

terre, sur le territoire du nouvel Ilion. Pour bâtir les fermes, les fournir de vingt paires de bœufs de labourage, et de cent têtes de bétail, il nous en coûtera encore plus de 4,700 livres. Les dépenses courantes seront payées par les produits; nous comptons sur d'abondantes récoltes. Un jeune Grec de dix-sept à dix-huit ans travaille ordinairement pour lui-même, et se loue comme cultivateur à la journée, jusqu'à ce qu'il ait mis de côté une somme assez ronde pour lui permettre le mariage, l'achat d'une petite ferme et la construction d'une maison. Les gages accoutumés sont de 40 livres par an, plus un vêtement complet et la nourriture, qui peuvent être évalués à 7 livres. Nous devons dans un court délai recueillir un profit net de 40,000 livres par an. Un de nos grands obstacles est le droit d'exportation de neuf pour cent qui est levé sur tout produit transporté d'un pachalick à un autre et de trois pour cent de plus s'il est transporté par mer, fût-ce pour aller simplement d'ici à Gallipoli.

— Avez-vous des fièvres, demandai-je, lorsque vous défrichez de nouvelles terres ?

— Pas du tout, répondit-il, et, en fait, c'est à peine si on peut dire que la terre a besoin d'être défrichée. Des herbes sauvages, des broussailles et de la fougère couvrent les terres sans culture, les neuf dixièmes du territoire environ ; il n'est pas malaisé de les arracher.

— En ce cas, dis-je, il vaut infiniment mieux venir en Troade que de s'enfoncer dans les forêts d'Amérique. L'air est plus pur, est meilleur, le pays est sain, et on trouve de l'ouvrage en abondance. — Prendrez-vous des actions, si je fonde une société de colonisation troyenne ?

Certainement, répondit-il, si vous avez l'appui du gouvernement turc. Mais actuellement, et malgré le hattihumayoun, il n'est pas permis aux étrangers d'acheter en leur propre nom. Nos terres sont au nom d'Élias, l'habitant principal de Runkoi. Les Turcs sont jaloux. Chiflic,

le village voisin de notre propriété, est turc. Les paysans firent cent objections contre l'intrusion de deux chrétiens parmi eux, et pour les mater nous eûmes besoin de l'influence de mon frère sur le pacha. Une colonisation en *masse* serait impossible dans ce pays.

— Elle pourrait s'effectuer graduellement, dit le consul. Une propriété magnifique, près de Cyzique, appartenant aux héritiers d'Halim-Pacha, était tout dernièrement en vente. Elle contient vingt mille acres, et on aurait pu l'avoir pour 5,000 livres. C'eût été une affaire admirable. Mes terres sont au nom de madame Calvert; lorsque je les achetai, il y a dix ans, nul Européen ne payait les dîmes ou les taxes. Les consuls appuyaient dans leurs refus les récalcitrants, et les Turcs n'osaient pas les contraindre. Je donnai un meilleur exemple; je payai fidèlement mes propres dîmes et mes taxes, et j'invitai toutes les personnes placées sous la protection britannique à faire comme moi. Elles suivirent mon conseil (il est vrai qu'elles n'avaient pas le choix), et tous les autres sujets européens des Dardanelles nous eurent bientôt imités. C'en fut assez pour diminuer la répulsion qu'éprouvent les Turcs à nous voir posséder des terres, mais elle n'est pas détruite pour cela. Il s'agit d'une innovation, et un Turc ne peut supporter rien de ce qui est nouveau. Ils pressentent tous vaguement que, si nous prenons fortement pied dans le pays, nous achèterons toutes les terres, ou que nous les en expulserons violemment.

Lundi, 2 novembre. — Nous eûmes une matinée pluvieuse; aussi, au lieu de partir immédiatement après déjeuner pour la Troade, je me rendis chez le pacha avec M. Calvert, pour assister au jugement du gouverneur de Lampsaque, accusé de péculat.

La cour était composée du pacha des Dardanelles, du percepteur des revenus provinciaux, d'un frère de Fuad-Pacha, du moollah ou chef des juges de la province, du mufti ou interprète du Coran, de quatre autres Turcs,

de deux Grecs et d'un juif. Nous nous plaçâmes à côté du pacha, au centre d'un demi-cercle, au bas duquel s'assit l'accusé. Les témoins étaient dans une chambre basse.

De grandes étendues de terre sont, d'après la loi, accordées par le gouvernement à quiconque en fait la demande, pour le prix de l'acte de concession, qui est de 3 piastres. Le gouverneur était accusé d'avoir vendu ces terres pour des sommes considérables et d'avoir omis de mettre en compte tout ou partie des valeurs reçues.

Pour preuves de la faute, on avait la comparaison des reçus donnés par le gouverneur aux acheteurs, avec les états fournis par lui au trésor.

Chaque charge fut discutée séparément. La première était l'omission d'une somme de 4,000 piastres pour laquelle le gouverneur avait donné un reçu à l'acheteur; il prétendit pour sa défense que son clerc avait oublié de l'enregistrer.

Pour une autre accusation, qui était un enregistrement de 700 piastres pour lesquelles il en avait reçu 4,000, il répondit que, le trésor ayant refusé d'accepter le paiement en piastres à la valeur courante et lui ayant occasionné une perte de 250 piastres, il avait été obligé de se rembourser en retenant cette somme sur le règlement qui avait suivi.

Sur chacune des charges les votes de la cour furent recueillis en commençant par le juif et par les Grecs, comme étant du plus bas rang, et l'accusé fut reconnu coupable sur chacune des questions qui furent examinées en ma présence. Tous les membres de la cour fumaient, excepté les juifs et les grecs. M. Calvert a essayé d'abolir cette distinction; il a même réussi à obtenir du café pour eux; mais les musulmans disent qu'ils ne voudraient pas s'asseoir à côté des rajahs, si on leur accordait la pipe, qui est le signe de l'égalité.

— Nous devons, me dit M. Calvert, cette cour et ces

formes de justice régulière à Reschid-Pacha et à son hatti-shérif de Gulhaneh. Avant ce temps le procès, si quelqu'un s'était aventuré à l'intenter, aurait été expédié en un tour de main par le pacha, qui aurait pris probablement sa part du butin du gouverneur.

Après que l'audience fut levée, le *moollah* me fit l'honneur de me rendre visite et me dit que le gouverneur avait été convaincu, dégradé et envoyé à la prison commune où il restera jusqu'à ce qu'il paye au trésor le double des sommes qu'il a volées.

Après dîner le temps s'éclaircit. M. Calvert me donna une monture et nous nous dirigeâmes vers sa maison de Runkoi, village grec près de la côte, à environ douze milles des Dardanelles et à dix de Bounar-Bashi. Nous passâmes devant l'hôpital anglais situé dans une petite plaine qui descend vers la mer. Il est dans d'excellentes conditions sanitaires. Parmi les malades qui y sont entrés jusqu'à présent, la mortalité n'est que de un demi pour cent.

La campagne me parut fertile, mais déserte. Nous ne vîmes pas une seule maison et nous ne rencontrâmes pas plus d'une demi-douzaine de personnes.

L'habitation de M. Calvert, placée au centre du village, est spacieuse, très-longue, et se compose de deux maisons turques jointes ensemble, d'où l'on plane sur les magnifiques paysages de l'Hellespont et de la mer Égée.

Yenekoi, près du cap Sigée. Mardi, 3 novembre. — M. Calvert, M. Freeman et moi, nous nous levâmes à sept heures ce matin et nous rendîmes d'abord à Chiflic, où nous vîmes les constructions grossières où M. Freeman et M. Franck Calvert commencent l'établissement de leur ferme. De là, nous montâmes à l'est du plateau du *nouvel Ilion*, en traversant le petit ruisseau de Thymbrée, à la hauteur des ruines de deux grands temples doriques dont beaucoup de fragments ont autrefois servi à faire des pierres tombales dans un cimetière

turc désormais abandonné. On suppose que l'un de ces temples est celui de l'Apollon Thymbréen, près duquel Achille fut tué. Nous vîmes, gisant à terre, une auge de marbre avec cette inscription :

Ἰλίου τὸν Πάτριον θεὸν Αἰεΐαν

Un mille ou deux plus loin on arrive à Patac, maison fermière de la propriété de M. Calvert, qui se compose de deux ou trois mille acres de terre répandus à travers les belles vallées et sur les douces collines du Simois. Partout où l'on n'a pas corrigé leur désordre, elles sont couvertes de broussailles entremêlées de chênes et de saules, autour desquels serpentent des festons de vignes sauvages dont les feuilles ont à cette heure les tons empourprés de l'automne. M. Calvert acheta ces terres il y a tantôt dix ans pour 400 livres sterling.

Dans la cour se trouvait un homme de belle mine, un fusil pendu sur ses épaules, des pistolets richement montés à sa ceinture et un long sabre à la main. M. Calvert me le présenta comme étant Las-Ali-Oglou-Omer, appelé communément *Kabbac*, le plus célèbre voleur du district. Il y a quelques années, il vivait avec sa mère, son frère et sa sœur, du produit d'une petite ferme près des Dardanelles. Son frère fut pris comme conscrit. L'année suivante, lui aussi fut appelé au service; étant légalement exempt, comme dernier représentant mâle d'une famille qui avait déjà fourni un soldat, il refusa. Il était le seul soutien, disait-il, de sa mère et de sa sœur. Les autorités locales essayèrent de se saisir de lui. Il s'enfuit et se servit du vol comme du seul métier qui lui fût possible. Son courage et son adresse l'ont mis hors de page dans sa nouvelle profession. Mais il en est fatigué; et, voici déjà quelques jours, il envoya dire à M. Calvert qu'il était prêt à se livrer, qu'il n'avait jamais tué ni volé, autrement que pour assurer son

existence et celle de sa famille, enfin qu'il espérait qu'on lui permettrait de retourner chez lui. M. Calvert demanda au pacha comment on se conduirait avec Las-Ali : — Je le mettrai dans la police, répondit le pacha, s'il veut fournir deux garanties respectables de sa bonne conduite future. Il venait aujourd'hui s'informer du résultat. M. Calvert lui transmit l'offre du pacha. Il sembla disposé à l'accepter et promit d'être samedi aux Dardanelles, avec des personnes qui répondraient de lui.

Pour montrer sa reconnaissance, il nous accompagna aujourd'hui dans notre tournée à travers la Troade, parce que nous avions à passer dans un endroit où quelques Turcs furent arrêtés, et l'un d'eux tué, il y a quelques mois. Nous n'avions pas pourtant un sérieux besoin de sa protection ; car les voleurs, dont beaucoup sont réfugiés dans le mont Ida, ne s'aventureraient pas à attaquer un Anglais, encore moins un homme aussi respecté et aussi populaire que M. Calvert.

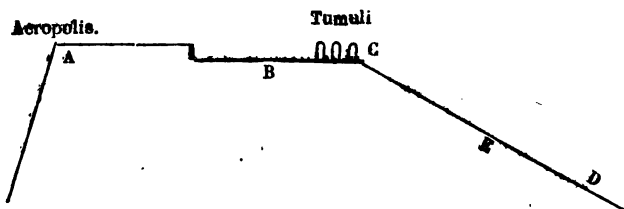
Pendant qu'on préparait notre déjeuner, nous assistâmes à l'ouverture de l'une des urnes funéraires que m'avait décrites M. Franck Calvert. La charrue en avait endommagé la surface supérieure. Un homme, armé d'une pioche, la fouilla, et mit à part le contenu, une masse d'argile grise, très-dure. Après une demi-heure d'ouvrage il trouva quelques restes d'os, mêlés à l'argile. Deux crânes avaient distinctement laissé leur forme dans la terre qui les entourait. Peu après apparurent des fragments de poterie, vases et coupes très-grossiers, et tellement pourris qu'ils se brisèrent au moindre attouchement.

Après déjeuner nous nous rendîmes à Hanaï-Tepé ; nous prîmes dans nos mains quelques grains de sable gris au grand amas de poussière humaine, et nous pensâmes aux héros d'Homère, dont nous tenions peut-être les restes entre deux doigts. Presque aussitôt après nous passâmes

le Simoïs. Dans cette saison, c'est un petit ruisseau perdu au milieu d'un lit de sable de cent mètres de largeur qu'il remplit en hiver. Il coule autour d'un promontoire haut de sept cents pieds, escarpé des deux côtés, et à pic à son extrémité, qui s'élève graduellement du village de Bounar-Bashi, situé six cents pieds plus bas sur une pente d'environ deux milles, courant de l'est à l'ouest.

Le sommet de ce promontoire est un plateau d'une étendue d'environ trois acres, sur laquelle se trouve la citadelle d'une ancienne ville.

Voici à peu près le dessin profilé de cette rampe.



Le banc de rochers qui termine ce promontoire s'abaisse un peu, une fois passée la citadelle, et se prolonge alors de niveau pendant l'espace d'un mille et demi jusqu'à ce qu'il atteigne trois petits tumuli. J'ai marqué ce banc B. Il a une largeur d'à peu près cinq cents mètres avec des côtés très-escarpés. Depuis C il descend insensiblement sur une longueur d'un mille et demi, en s'élargissant à mesure qu'il s'abaisse jusqu'au village de Bounar-Bashi au point D. Toute la surface est couverte de pierres, et en beaucoup d'endroits les fondations des murs apparaissent très-nettement, surtout dans la citadelle. On peut suivre tout au long le tracé du mur d'enceinte, et nous constatâmes l'emplacement de deux portes. Environ aux trois quarts de la pente, au point E, cette chaîne de

rochers en rencontre une autre qui s'incline vers la plaine du côté du sud. M. Calvert suppose que c'est là qu'était l'*ἀπριόν*, ou bois de figuiers sauvages, qu'Andromaque indique comme la partie la plus accessible de la cité, car les côtés nord et sud du rocher sont escarpés de toutes parts. Il suppose qu'à Bounar-Bashi le rocher rencontrait le mur occidental de la ville, près de l'angle sud où se trouvaient les portes Scées qui sont à gauche de la ville, lorsque vous la quittez.

Au-dessous de Bounar-Bashi jaillissent plusieurs sources d'eaux vives qui forment le commencement d'une petite rivière au flot limpide. On dit qu'en hiver l'une de ces sources est plus chaude que les autres. Je goûtai leurs diverses eaux, mais je ne trouvai pas beaucoup de différence. On suppose que cette rivière est le Scamandre. Elle est beaucoup plus étroite, mais beaucoup plus profonde que le Simois. Elle court pendant un mille ou deux, parallèlement au Simois, puis se détourne presque à angle droit, et va par un canal artificiel se jeter dans la mer Égée. On m'a dit qu'aux temps antiques elle se rejoignait au Simois et qu'on peut encore distinguer la place du lit, maintenant à sec, au milieu duquel elle coulait. Mais notre chemin ne nous conduisait pas dans cette partie de la plaine troyenne.

De Bounar-Bashi nous nous dirigeâmes au sud-ouest pendant environ quatre milles jusqu'à un vaste tumulus, appelé Udjec-Tepe, du sommet duquel vous voyez la plaine entière de Bounar-Bashi et le promontoire de Sigée se développer comme sur une carte de géographie. On suppose que c'est la tombe d'Æsyetès, sur laquelle Polytès se tint pour épier les mouvements des Grecs.

En somme je ne doutai guère que la chaîne de rochers en pente qui descend vers Bounar-Bashi fût l'emplacement de la ville de Troie, et que le plateau qui la domine fût autrefois la citadelle. Qu'il y ait eu là, dans un temps,

une cité importante et une forteresse, c'est ce que démontrent jusqu'à l'évidence les restes de constructions, et le grossier travail des pierres montre qu'elles se rapportent à une époque très-reculée.

Il est dit que Troie était bâtie dans la plaine ; comparée avec Dardanus, édifiée sur le côté du mont Ida, on peut dire en effet qu'elle est en plaine. Bounar-Bashi, si on suppose qu'il formait son extrémité occidentale, n'est pas à plus de cent pieds au-dessus de la mer. *Une chaîne de rochers qui monte de la plaine et qui aboutit à un promontoire d'une hauteur sublime*, s'accorde en tous points avec les descriptions antiques. La ville basse, commençant aux portes Scées, s'élevait de la plaine ; mais la citadelle « l'*arx alta Priami* » est *αιπειν, ὄρυσσιν, ἡνεμόσιν* ; or, c'est ainsi qu'on peut qualifier le promontoire et aussi le banc qui y conduit. Les portes Scées de Troie étaient placées non loin des sources d'une rivière. La rivière de Bounar-Bashi est la seule qui ait sa source dans la plaine troyenne ; les autres prennent naissance dans les coteaux de l'Ida, beaucoup trop éloignés de la mer pour avoir été l'emplacement de Troie.

Quelque objection irréfutable semble surgir contre tout autre emplacement qu'on pourrait proposer. Le nouvel Ilion est trop près de l'Hellespont ; Alexandrie-Troas est trop près de la mer Egée. D'ailleurs, ni l'une ni l'autre de ces villes n'a les sources d'une rivière dans son voisinage immédiat. La couche d'os humains calcinés, découverts par M. Calvert dans le tumulus de Hanai-Tepé, est une évidence de plus. A quelles grandes batailles, excepté à celles d'Homère, pourrait-on en rapporter l'origine ?

L'un des trois tumuli, érigé au point où le rocher dont la citadelle ferme l'extrémité commence à pencher vers la plaine, a été nommé la Tombe de Priam. Si Énée régna à Troie après le départ des Grecs, il peut avoir érigé une tombe à Priam. Chacun des deux autres peut prétendre à l'hon-

neur d'être la tombe d'Hector. M. Calvert ouvrit le plus grand. Il trouva une sorte de puits et une chambre disposée pour protéger quelque dépôt précieux, mais elle était absolument vide. Singularité à remarquer, si la tradition a dit vrai, si les cendres d'Hector furent enlevées de sa tombe pour obéir à l'oracle de Delphes. Mais je penche en faveur du troisième et du plus petit des tumuli. Il n'est pas entouré d'un mur ni recouvert de terre, c'est simplement une pile de grosses pierres isolées. Or, si l'on croit Homère, c'est ainsi qu'était le tombeau d'Hector. « Ses parents et ses amis, dit le poète, recueillirent les os » blancs, ils jetèrent les cendres dans un vase d'or, ils l'enveloppèrent dans des bandes de pourpre et le déposèrent » dans un tombeau, par-dessus lequel ils entassèrent de » larges pierres; car ils voulaient élever un monument à la » hâte, et leurs sentinelles veillaient à l'entour, de peur » que les Grecs les attaquassent. »

ὅστέα λευκὰ λέγοντο κασιγνητοί, ἕταροι τε,
καὶ τὰ γε χρυσεῖν ἔ; λάρνακα θῆκαν ἑλόντες,
πορφυρέοις πέπλοις καλύψαντες μαλακοῖσιν·
αἷψα δ' ἄρ' ἐς κοίλην κάπετον θέσαν· αὐτὰρ ὕπερθε
πυκνοῖσιν λάεσι κατεστόρεσαν μεγάλοις·
ῥίμψα δὲ σῆμ' ἔχταν, περὶ δὲ σκοποὶ εἶχτο πάντα,
μὴ πρὶν ἐρορμηθεῖεν εὐκνήμιδες ἄχαιοί.

Il est certainement impossible qu'Achille ait pourchassé trois fois Hector autour des murs de l'emplacement supposé de Troie. Des trois côtés la ville s'élève d'une pente escarpée ou d'un précipice, et elle peut avoir trois ou quatre milles de tour. Mais cette impossibilité tient à l'histoire en elle-même, et non à aucun emplacement particulier.

Une ville assez grande pour contenir, en outre de ses habitants, une garnison de cinquante mille hommes, doit

avoir trois ou quatre milles de tour, distance que deux hommes, déjà fatigués par un jour de bataille, ne peuvent parcourir trois fois de suite.

M. Ackland, dans ses *Plaines de Troie*, suppose que la poursuite d'Achille fut restreinte à l'espace, comparativement restreint, entre les portes Scées et les sources du Scamandre; l'expression du poète, qui indique qu'elle eut lieu le long d'une route carrossable, ἀμαξίτον, favorise cette hypothèse, car entre ces points il y a une route praticable aux chars, que la nature du sol rendait impossible partout ailleurs. Mais Homère fait dire à Hector :

Τρίς περὶ ἄστν μέγα Πριάμου δῖον...

que je suis forcé de traduire ainsi : « J'ai couru trois fois autour de la grande cité de Priam, » et la même expression de περὶ ἄστν est fréquemment répétée. Une autre objection, c'est qu'on ne peut voir de là Gargarus, cette cime de l'Ida, sur laquelle Jupiter s'assit pour considérer la bataille. Mais une portion de la chaîne du mont Ida est visible, et Homère peut avoir transporté le nom de Gargarus à l'un des sommets qu'on aperçoit. Une autre objection est la distance où l'on est de la mer. Mais la terre a évidemment empiété sur la mer, jusqu'à usurper la baie, entre les promontoires de Sigée et de Rhétée. En supposant que la mer ait couvert cette baie l'espace d'environ trois milles, la rive sur laquelle les vaisseaux s'arrêtèrent n'était pas à plus de sept milles des portes Scées. C'est à peu près la distance de Kamiech à Sébastopol. Elle n'est pas trop considérable pour être parcourue trois fois en un jour par des héros.

Ma visite dans la plaine de Troie m'a expliqué une particularité des guerres homériques : — l'usage des pierres. Une grosse pierre sert d'arme aussi souvent qu'une lance; beaucoup plus souvent qu'une épée. Minerve renverse

Mars avec une pierre; Hector attaque Ajax avec une pierre; Ajax, dans une autre occasion, jette à terre Hector avec une pierre. Toutes les fois qu'une pierre est nécessaire, elle se trouve aux pieds du héros. La partie de la plaine de Troie que je traversai, étant dans le voisinage immédiat des pentes du mont Ida, est partout couverte de grosses pierres qui ont roulé des collines crayeuses.

Nous quittâmes Bounar-Bashi à trois heures. Après un détour pour monter sur le tumulus d'Æsyetès, nous atteignîmes Yenekoi, village sur la mer Égée, à peu près à trois milles du promontoire Sigée, à quatre heures et demie environ. Nous fûmes reçus par le chef du village, qui nous donna pour dîner divers mélanges de lait, de riz et de crème, tous acides, et quatre volailles, qui furent tuées en l'honneur de notre arrivée. Nous eûmes de bon vin fort qu'il fabrique lui-même, et il se joignit à nous pour dîner, tandis que son fils nous servait. Des matelas couverts d'un simple drap et deux épaisses couvertures furent étendus par terre pour nos lits.

— M. Calvert demanda à notre hôte s'il avait jamais payé aux janissaires la rançon des dents. — Vingt fois, répondit-il. Environ deux mille d'entre eux avaient pris leurs quartiers dans ce voisinage en 1823 et 1824. Ils ruinèrent à moitié le pays. Six cents vinrent un soir dans ce village; ils avaient besoin de pain, de volaille, de fourrages, et de rack; ils nous jetèrent hors de nos lits et nous tourmentèrent toute la nuit. Le lendemain, ils nous demandèrent ce que nous nous préparions à leur donner pour la rançon des dents. Nous leur demandâmes ce qu'ils voulaient; ils dirent qu'ils accepteraient 6,000 piastres; nous en offrîmes 4,000 et enfin nous nous débarrassâmes d'eux pour 3,000. En ce temps-là on n'était pas sûr une demi-heure de sa vie et de ses propriétés.

— Vous vous souvenez, me dit M. Calvert d'une maison, fortifiée dans la plaine troyenne, près de la tombe d'An-

tiloque, devant laquelle nous passâmes ce matin ; elle appartient maintenant à un Turc nommé Yussuf-Effendi ; je vais vous raconter comment il en fit l'acquisition. Il était l'esclave favori de Khosrou-Pacha qui, vers 1823 ou 1824, fut capitan-pacha. Sa flotte était alors à l'ancre dans la baie de Besika. Yussuf-Effendi descendait à terre de temps en temps et se prit d'un caprice pour cette maison et pour ces terres. Khosrou envoya l'ordre au propriétaire de venir à son bord avec sa famille ; il le fit décapiter et envoya les autres je ne sais où ; puis, tous les réclamants ainsi écartés, il fit présent du château et des domaines à Yussuf-Effendi.

— Sous quel prétexte légitime le propriétaire fut-il décapité ? demandai-je.

— Il n'était alors besoin d'aucun prétexte, répondit Calvert, pour justifier les actions d'un capitan-pacha ; peut-être supposa-t-on quelque charge de trahison ou de correspondance avec l'ennemi. Kara-Ali-Pacha, lorsqu'il était capitan-pacha, obtint une belle propriété près de Lampsaque à peu près au même prix. Il envoya chercher le propriétaire, qui était alors gouverneur de Lampsaque, et l'invita à lui montrer ses titres de propriété. L'autre répondit qu'il les avait égarés. Kara-Ali lui dit alors qu'il avait beaucoup à causer avec lui, et qu'il le voulait pour compagnon dans une course sur la mer Égée. Le propriétaire comprit ce que cela signifiait, il envoya chercher les titres, écrivit au dos un acte de donation ou de vente de propriété à Kara-Ali, et il eut licence de quitter le vaisseau.

Une longue conversation eut lieu alors entre Calvert et notre hôte. Lorsqu'elle fut terminée, Calvert dit : Je veux vous résumer notre entretien. Il m'a conté l'histoire de la députation que le sultan, il y a cinq ou six ans, appela de toutes les provinces, pour exposer leurs besoins. Il était l'un des deux députés de ce district et apportait une longue liste de vœux et de plaintes. On les garda deux

mois à Constantinople, aux frais du sultan, après quoi ils furent appelés à une audience à laquelle présidait Soliman-Pacha, alors président du conseil; Abdul était présent derrière une jalousie. Soliman-Pacha s'adressant au souverain lui dit : « Ces quatre cents braves Turcs, députés de toutes les provinces de Votre Majesté, déclarent qu'ils sont très-heureux sous le gouvernement qu'elle leur donne, et qu'ils forment seulement quatre vœux. D'abord, comme les taxes sont recueillies au printemps, et qu'ils n'ont pas d'argent avant la récolte d'automne, ils voudraient que la perception fût différée jusqu'à l'automne; ils désireraient de plus que les dîmes fussent prises en nature au lieu de l'être comme elles le sont maintenant en argent, d'après un tarif de valeurs, fixé arbitrairement par le collecteur. Ils demandent encore qu'on établisse des routes qui leur permettront de transporter leurs produits au marché; enfin ils souhaitent que des ports soient creusés le long des côtes.

« Toutes requêtes que Votre Majesté a daigné admettre. En conséquence, je leur ai annoncé : premièrement, qu'à l'avenir les taxes seront perçues en automne; secondement, que les dîmes seront prises en nature; troisièmement, que des routes seront faites immédiatement partout l'empire; quatrièmement, que des ports seront creusés immédiatement tout le long de la côte. »

De ces quatre promesses, la seconde seulement a été tenue; les taxes sont toujours perçues au printemps, il n'y a pas de routes et il n'y a pas de ports.

Les Dardanelles, lundi, 6 novembre. — Nous nous levâmes à cinq heures ce matin, et nous ne partîmes pas avant neuf, ayant dépensé, je ne sais comment, quatre grandes heures à préparer nos chevaux. Nous cheminâmes le long de la côte, à travers la florissante ville grecque de Sigée, seule résidence humaine que nous aperçûmes en chemin jusqu'au promontoire de Sigée. Là nous découvrimmes

deux tumuli : le plus vaste, qui occupe un des côtés du promontoire, et qui, comme Agamemnon dans le séjour des ombres le dit magnifiquement au fils de Pélée, sera sur les flots un point de ralliement pour tous les navigateurs à venir, se nomme le Tombeau d'Achille ; l'autre, plus petit, plus avancé dans l'intérieur et moins en vue, s'appelle la Tombe de Patrocle. M. Calvert l'ouvrit et n'y trouva rien. Homère, il est vrai, nous dit que c'était un cénotaphe qui recouvrait simplement les débris du bûcher où il fut brûlé. Ses cendres furent portées dans la tente d'Achille pour être gardées jusqu'à ce que la prière faite par son ombre pût être exaucée, jusqu'à l'heure où, le héros tombé, les restes des deux amis seraient confondus dans une seule urne. On désigne un tumulus situé sur un tertre, entre Yenikoi et Sigée, sous le nom de tombeau d'Antiloque. Certaines expressions d'Agamemnon me portent à croire que les cendres du jeune guerrier furent déposées, quoique dans une urne séparée, sous la même tombe qui renfermait celles d'Achille et de Patrocle. Mais ce tumulus est peut-être un cénotaphe comme celui de Patrocle.

Nous parcourûmes la plaine d'alluvions, d'environ deux milles et demi de largeur, qui sépare les promontoires Sigée et Rhétée. On suppose que, dans les temps homériques, elle était envahie par la mer et qu'elle formait une baie de deux milles et demi de large, d'environ trois milles de long, qui en fait était le port de Troie.

D'après cette supposition, les vaisseaux grecs étaient rangés à quelques trois milles au-dessus de la route où nous sommes, et qui longe la côte actuelle. La tombe d'Ajaj, élevée sur une des faces du promontoire de Rhétée, est plus grande que celle d'Achille, mais elle est moins apparente. Elle repose sur la pente d'une colline ; celle d'Achille est sur une hauteur. Quelques ruines près du sommet paraissent être celles d'un petit temple ou au moins d'un lieu sacré.

Nous atteignîmes Runikoi à une heure et demie, nous repartîmes à quatre heures et demie et nous étions aux Dardanelles vers les sept heures.

Jedi, 5 novembre. — J'allai avec M. Calvert jusqu'à une forte batterie que les Turcs construisent à un mille et demi, ou peu s'en faut, au-dessus des Dardanelles. Un Grec de cinquante à soixante ans se joignit à nous.

— Cet homme, dit M. Calvert, est l'un de ceux qui empruntèrent 200 livres à mon oncle pour satisfaire le pacha.

— Voici, dit-il au Grec, des temps bien différents ?

— Oui, répondit le Grec, mais ces temps-là eux-mêmes valaient mieux que ceux qui les avaient précédés. Je me souviens des janissaires ; dans ma jeunesse, avant leur chute, je vivais familièrement avec eux. Je n'oublierai jamais qu'un jour un janissaire de mes amis et moi nous résolûmes de passer le soir à nous amuser dans les cafés ; mais nous trouvâmes que ni l'un ni l'autre n'avions d'argent. — Qu'importe ? dit mon ami. Il tira une balle de sa poche, l'attacha par un nœud dans son mouchoir, et dit à son domestique de la porter à l'un des plus riches marchands de la ville, et d'attendre la réponse. Au bout d'une heure environ, le serviteur revint avec une pièce d'or attachée dans le coin du mouchoir, à la place de la balle. Voilà ce que font les janissaires, dit mon ami, lorsqu'ils ont besoin d'argent.

Je demandai au serviteur ce qui s'était passé. — Lorsque le rajah, dit-il, a détaché le nœud et qu'il a trouvé la balle, il a changé de couleur, et m'a dit qu'il enverrait une réponse. J'ai répondu qu'il fallait que je portasse la réponse moi-même ; alors il a pris le mouchoir, attaché quelque chose dedans, et me l'a rendu.

La batterie est importante, elle est installée sur un promontoire peu élevé, et doit pointer sur chacun de ses deux côtés, dont l'un protégera les hauteurs, dont l'autre planera sur l'Hellespont, vingt-deux canons de très-fort ca-

libre. D'après nos vieilles coutumes, dit le bey qui nous avait conduits au sommet de la batterie, nous aurions pu mettre là deux cents petits canons. L'armement sera la principale dépense, ou pour mieux dire, ce sera toute la dépense. L'ouvrage entier, y compris la taille des pierres, est fait par les troupes.

Nous parcourûmes le campement; les tentes, dans lesquelles reposent six hommes, sont spacieuses et confortables : les soldats les préfèrent aux baraques, et ils ont fait une pétition pour qu'il leur fût permis de passer leur hiver ici.

L'Hellespont est beaucoup mieux défendu que le Bosphore. Il paraîtrait que les Turcs craignent leurs alliés plus que leur ancien ennemi. Ils répondent à cela que la flotte russe stationne maintenant dans la Baltique, non dans la mer Noire, et qu'elle les attaquerait par le sud; mais, en effet, ce n'est pas avec les flottes de la Baltique que la Russie attaquera; elle trouvera, quand elle voudra, assez de bateaux à vapeur dans la mer Noire pour débarquer vingt mille hommes de chaque côté du Bosphore, et de là elle marchera en deux jours sur Constantinople.

Vendredi, 6 novembre. — Nous allâmes au fort des Dardanelles, et nous vîmes les grands canons et leurs boulets de granit. Environ quatre cents de ces boulets, pesant chacun de cinq à sept cents livres, sont empilés en pyramides, le long de la batterie principale. Les carrières dont on les tire sont les ruines d'Alexandrie Troas. Le Gymnase qui, il y a quelques années, était le plus grand et le plus parfait qui restât debout, ruiné maintenant, les fournit de pierres. Les grands canons gisaient naguère sur le sol et on ne pouvait les tirer qu'une seule fois. Ils sont maintenant posés sur leurs affûts; mais les affûts, sauf un, qui est en fer, sont pourris. Deux des plus fortes pièces portent les marques du combat qui eut lieu lorsque sir John Duckworth força le passage. L'une d'elles a été atteinte

sept fois. On peut deviner sa taille, son épaisseur et la qualité du métal dont elle est fabriquée au peu de mal que lui ont fait des décharges de boulets de vingt-quatre essuyées près de son embouchure. Le fort est au milieu de la ville et contient le magasin de poudre. — Nous avons essayé pendant dix ans, dit M. Calvert, de persuader au gouvernement turc d'y placer des paratonnerres ; on admet toujours la nécessité, on promet d'y pourvoir et on ne fait rien. Il semble que les nouvelles batteries de l'Hellespont et les nouveaux palais du Bosphore absorbent tout l'argent, qu'on ne peut trouver 420 livres sterling pour empêcher une explosion qui renverserait probablement de fond en comble la ville avec le fort. Une semblable incurie rend le gouvernement très-impopulaire.

— Mais cette négligence n'a rien de nouveau ? dis-je.

— La négligence est ancienne, répondit-il, mais l'attention qu'elle excite est nouvelle. Autrefois le peuple adorait le sultan et ne pensait jamais à critiquer ses actes ou ses omissions. Maintenant, il est très-ardent à remplir ce double rôle. Un journal, dont l'éditeur est anglais, s'écrit et s'imprime en turc ; il a une circulation énorme, il coûte 3 piastres à Constantinople, et il se vend dans les provinces, 9, 10 ou même 12. Sans faire de l'opposition directe, il suggère les progrès et indique les défauts. Le gouvernement se trompe s'il pense que les incidents qui passaient inaperçus il y a dix ans pourraient être tolérés maintenant.

A notre retour, nous traversâmes un quartier où abondaient les ruines.

— C'est, dit M. Calvert, le résultat d'un grand incendie qui eut lieu il y a neuf mois environ. Autrefois, après un incendie, chacun rebâtissait à sa guise, et très-souvent empiétait sur la rue. On démontra au gouvernement que les rues devraient être plus larges et plus droites, et que les maisons de pierre ne devraient pas être confondues avec les maisons de bois ; aussi les ministres prirent-ils sur eux

d'indiquer le plan d'après lequel les rues qui avaient été brûlées devraient être rebâties. Il y a quatre mois, les propriétaires envoyèrent à Constantinople, au siège de l'administration, leurs vues sur la reconstruction de ce quartier. On n'y a pas fait attention. On a laissé passer la saison des bâtisses, et rien ne peut se faire désormais jusqu'au printemps prochain. Trente ou quarante familles seront sans maisons tout l'hiver, à raison de cette négligence. C'est un exemple qui vous fait voir comment le gouvernement, dans ses essais violents d'améliorations, ouvre une nouvelle source de maux, pires quelquefois que ceux auxquels il essaye de remédier. Dégoûté des abus locaux, il essaye de la centralisation. La centralisation, lorsqu'elle est portée loin, fait du mal même aux mains des gouvernements les plus civilisés ; nous le voyons assez en France. Vous pouvez vous imaginer quels délais, quelles méprises, quels agiotages et quelles malversations elle doit produire en Turquie.

Dans l'après-midi le pacha me rendit visite. C'est un homme bien élevé, de manières douces et simples. Il me dit que la population de son pachalick était de quarante-huit mille hommes, ce qui suppose environ quatre-vingt-seize mille habitants, à peu près le dixième de ce qu'a pu être jadis la population,

Priami dum regna manebant.

— Les morts, ajouta le pacha, excèdent les naissances à peu près de six pour cent.

Lorsque nous nous rappelons que la population grecque augmente, et que par conséquent c'est sur les Turcs seuls que pèse ce surplus de décès, nous pouvons en conclure, comme on me l'a dit souvent, que leur agonie se précipite.

M. Calvert a lu tous mes journaux d'Orient jusqu'à la dernière page. Je lui demandai ce soir si, parmi les faits que j'y relate, j'aurais besoin d'en rectifier quelques-uns.

— Très-peu vraiment, répondit-il ; mais je veux vous citer

tous ceux qui se présentent à mon esprit. Je ne pense pas que vous ayez tout à fait compris la nature des réformes commerciales de Reschid. Avant lui des particuliers et des sociétés achetaient de la Porte le droit exclusif d'acquérir les produits d'un district ou d'une province : un homme avait le monopole du blé ; un autre celui de l'orge, un autre celui du tabac, et ainsi de suite. Le monopoliste fixait son prix, et réalisait, cela va sans dire, un gros bénéfice sur les détaillants et sur les exportants. Il est difficile de concevoir comment un pays administré de la sorte pouvait exister. Reschid abolit cette pratique, et chacun maintenant fait ce qu'il veut de ce qu'il produit. Mais comme la vente de ces monopoles donnait un revenu important, le visir y substitua un droit d'exportation de neuf pour cent sur toutes les denrées transportées d'une province à une autre, et de trois pour cent en plus sur toutes celles exportées par mer. C'est là l'origine de notre droit d'exportation de douze pour cent, taxe écrasante, mais beaucoup moins onéreuse que le système qu'elle remplace.

— Il serait bien préférable, dis-je, que le gouvernement établît un droit plus fort sur les importations.

— Certainement, répondit-il, mais il ne le peut pas. Le gouvernement turc n'est pas *maître chez soi*. L'administration de ses affaires intérieures est entravée par l'intervention étrangère. Il est, par des traités avec l'Angleterre et avec d'autres puissances, obligé de ne pas imposer des droits d'importation au-dessus de cinq pour cent.

— Pourtant, dis-je, les droits d'importation en Angleterre se montent à près de vingt pour cent.

— Autre chose, continua-t-il ; deux de vos interlocuteurs, dont l'un est Vêfic-Effendi, nous accusent de corrompre les Turcs sobres en permettant la vente au détail des vins et des spiritueux qui est défendue par leurs lois. Mais d'abord le Turc n'est pas sobre. Les plus hautes classes boivent du vin et des liqueurs, les plus basses du

rack, et ainsi jusque dans les districts éloignés où l'on ne trouve pas de protégés anglais. Au total ils sont peut-être moins tempérants que nous. Ensuite, le commerce en détail des vins et des spiritueux, quoique interdit aux Turcs, ne l'est pas aux rajahs et est autorisé dans Stamboul par le gouvernement turc. Si nous cessions de donner des permissions aux boutiques des Ioniens ou des Maltais, les Turcs les accorderaient aux boutiques des rajahs. Mais, quoique je trouve exagérée l'importance que vos interlocuteurs attachent à notre commerce de détail, je ne défends pas plus notre interprétation du traité de commerce que l'usage que nous en faisons. Je crois que, lorsque les Turcs nous concédèrent une pleine liberté de commerce, ils entendaient négoce et non vente au détail; et je pense que, si nous abandonnions nos prétentions sur le privilège des boutiques de vins et spiritueux, nous échapperions tout d'abord à un grand scandale; car la mauvaise administration de ces échoppes et les crimes qui y sont prémédités ou commis ternissent notre réputation nationale. Tout Ionien ou Maltais qui a dans son pays une si triste réputation qu'il ne peut plus y vivre essaye d'ouvrir un débit de liquoriste sur le Bosphore. De plus, quand la police turque aurait la surveillance de ces repaires, c'est à elle qu'incomberait la responsabilité de l'ordre ou du désordre; présentement, elle a peur de s'en mêler. Aussi bien il n'est rien qu'un fonctionnaire turc craigne tant qu'une querelle avec un protégé anglais. On laisse donc les cabarets devenir des réceptacles de vices et de crimes, et tout le blâme retombe sur les protecteurs britanniques.

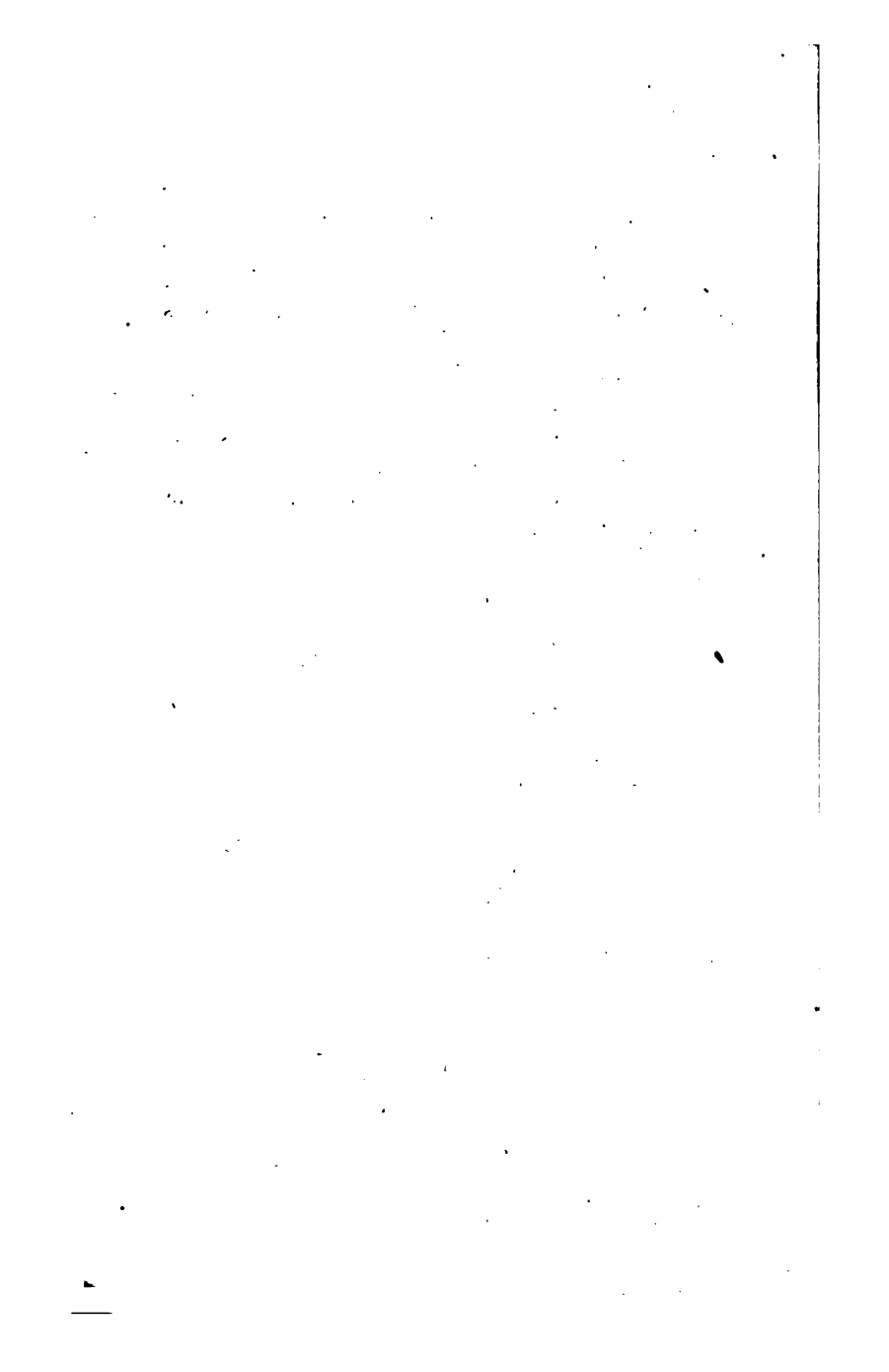
En dernier lieu, nous privons le gouvernement turc d'une source de revenus légitimes et considérables. Nous ne gagnons rien, bien entendu, à distribuer des permissions; les Turcs s'en feraient un bon revenu. Le dernier point qui demande une rectification est l'histoire que Vélîk-Effendi vous a forgée relativement au massacre des janis-

saïres. J'étais intime avec Hussein-Pacha, appelé communément l'Agha-Pacha, qui dirigeait lui-même toute l'affaire ; il m'a conté comment à l'Atmeidan les janissaires furent cernés de toutes parts, comment les issues leur furent fermées, et comment on ne leur fit pas de quartier.

— Sont-ce là toutes les corrections, dis-je, que vous ayez à m'indiquer ?

— C'est tout, répondit-il.

A la nuit, Kabbac, notre camarade le voleur, vint au consulat, fut conduit au pacha et installé dans la police. Il confessa à M. Calvert qu'il craignait, s'il retournait chez lui, de ne pas savoir résister à la tentation de reprendre le chemin des moutagnes.



III

SMYRNE

Samedi, 7 novembre, à bord du Léonidas, en vue de Mytilène, dix heures du soir. — Nous quittâmes ce matin avec regret les Dardanelles, après y avoir passé la semaine la plus agréable et la plus instructive de notre voyage. Notre navire, *le Léonidas*, appartenant aux messageries, est le jumeau du *Scamandre*, c'est-à-dire qu'il est solide et mauvais marcheur. La mer est calme et nous sentons à peine le mouvement. Nous longeons la côte d'Europe, plage nue et sans culture. A l'entrée du canal, nous doublons le promontoire de Rhétée, en passant devant le camp des Grecs et le cap Sigée.

On reconnaît aisément la tombe d'Ajag aux ruines qui l'entourent, comme celle d'Achille à sa position au sommet du rocher. Elle est admirablement décrite par Homère :

Ἀχτῇ ἐπὶ προύχούτῃ ἐπὶ πλατείᾳ Ἑλλεσποντῷ
ὣς κεν τηλεφανὴς ἐκ ποντοῖον ἀνδράσιν εἴη
Τοῖς δὲ νῦν γεγαυοὶ καὶ οἱ μετόπισθεν ἔσσονται.

Celle de Patrocle, plus reculée dans les terres et abritée par les arbres, ne se distingue qu'à l'aide d'une lunette. Après avoir tourné le promontoire, et comme nous approchions de la baie de Besika, je vis très-clairement, entre le tumulus de Pénélee et celui d'Æsytès, l'emplacement de Troie. Avec une lunette, j'apercevais la tombe

d'Hector, désignée par le figuier sauvage qui la côtoie. Le voyageur peut ainsi contempler de la mer les monuments les plus remarquables de la Troade; mais qui ne les a pas examinés à terre s'expose à les laisser passer inaperçus. Les deux îles de Ténédos et d'Imbros nous parurent stériles et raboteuses; mais Samothrace, qui domine de beaucoup Imbros, avec ses montagnes éclairées par les rayons du plein midi, présentait un coup d'œil magique. Neptune avait bien choisi sa résidence. De ces sommets, la Troade doit apparaître tout entière, aussi clairement que sur un atlas. Les hauteurs de Lemnos sont relativement de petites collines; nous les perdîmes bientôt de vue, car le soir tombait. Le soleil était couché lorsque nous approchâmes de Mitylène (Lesbos); nous longeâmes la côte, mais nous ne pûmes rien remarquer, si ce n'est qu'elle est très-montueuse.

Dimanche, 8 novembre, hôtel des Deux-Auguste (tenu par Milles), Smyrne. — A six heures du matin, je fus éveillé par le bruit des ancres que l'on jetait dans la baie étroite de Smyrne.

Jamais ville plus détestable ne fut plus délicieusement située; le vaste amphithéâtre de monts qui l'entoure est interrompu par endroits par de profondes vallées; ailleurs, il s'avance en promontoires hardis et accidentés ou découpe dans les airs des cimes isolées. Les teintes du paysage sont ravissantes; elles changent avec les couches du terrain, la végétation, les ombres, et passent du brun, du rouge, du gris ou du vert, au pourpre le plus foncé. La ville ne peut être appréciée que par comparaison: elle est pire que Stamboul; elle est, s'il est possible, aussi inhabitable que Galata ou Péra. C'est, en résumé, une grande ville turque, trois mots qui, pour le voyageur en Turquie, expriment toutes les vilenies, les misères, les malpropretés et les incommodités qu'une réunion de cent cinquante mille individus à moitié barbares peut accumuler.

La maison meublée de madame Girard, qu'on nous avait recommandée, est pleine; nous sommes logés *aux Deux-Auguste*, qu'on dit être le meilleur hôtel de l'endroit. Les chambres sont convenables; bien meublées autrefois, elles portent aujourd'hui des traces de dégâts. Ici le poêle est hors d'usage, et quoique notre appartement soit situé au sud, le thermomètre marque cinquante-cinq degrés; nous sommes obligés de nous envelopper dans nos paletots et nos châles. Nous primes un *cavas* du consulat, qui nous protégea contre les brutalités de la douane, qu'on m'avait représentée comme l'une des moins accommodantes qui soient en Turquie.

Après le déjeuner, je me promenai avec notre consul, M. Blunt, pour voir les travaux du chemin de fer à Aden. M. Meredith, l'ingénieur principal, nous montra le tracé de la ligne; elle a huit milles de longueur. La seule difficulté d'exécution est un tunnel d'environ deux milles, qui doit traverser le mont Pagus.

Le capital que demande la compagnie est de 4 million 200,000 livres sterling, sur lesquelles les travaux absorberont 4 million de livres. Les ouvriers sont Turcs, mais actuellement il n'y en a que quarante-cinq d'engagés. Ils gagnent à peu près 48 pence par jour et chacun ne fait guère plus du tiers de la besogne d'un Anglais.

M. Meredith compte sur un énorme mouvement commercial. La ligne traverse un pays riche et qui, pour une province turque, est relativement peuplé; actuellement tous les transports s'effectuent à dos de chameau ou de cheval, si bien que tous les produits qui arrivent à Smyrne se vendent sept fois plus cher qu'ils ne coûtent dans la campagne.

M. Blunt a été pendant vingt ans consul à Salonique. Je lui demandai quelle population il préférerait, des habitants de Salonique ou de ceux de Smyrne: Entre les deux il n'y a guère à choisir, me dit-il; plus le Turc est pauvre, plus il est d'origine humble, meilleur il est; à mesure qu'il

se crée des relations, qu'il gagne de l'argent et du pouvoir, il se pervertit. Dans les classes inférieures j'ai quelquefois trouvé de la sincérité, de l'honnêteté, de la reconnaissance; dans les classes moyennes, rarement; dans les plus hautes, jamais; le bas peuple a même beaucoup perdu. Il y a vingt-cinq ans, vous auriez pu confier un sac d'argent à un commissionnaire pour le porter à une courte distance, ou à un courrier lorsqu'il s'agissait d'un plus long trajet. C'était l'usage. Personne ne s'y hasarderait aujourd'hui. La race cependant s'éteint rapidement. Une femme turque a rarement plus de deux enfants.

Lord Stratford, continua-t-il, a toujours été un ami de la Turquie; quelles sont ses espérances?

— Il espère, répondis-je, que l'égalité des droits unira si bien les musulmans et les chrétiens, que tous deviendront les sujets loyaux du même gouvernement.

— Je l'espère aussi, répondit-il; mais pour ce qui est de la partie de la Bulgarie que je connais le mieux, c'est-à-dire la Macédoine et la Thessalie, elle n'acceptera pas la suprématie du sultan. Les musulmans de ces pays sont tout aussi mécontents du gouvernement de Constantinople que les chrétiens. Ils m'ont dit cent fois: « Quand chassez-vous donc ces porcs de Constantinople? »

— Est-ce qu'ils voudraient être annexés à la Grèce? demandai-je.

— Nullement, répondit-il; l'invasion grecque de 1854 effraya et dégoûta trop profondément la population entière, chrétiens aussi bien que Turcs. Les envahisseurs faisaient profession de venir en libérateurs; ils dépouillèrent toute la contrée de son bétail, de ses moutons et de ses chèvres; personne ne se joignit à eux, excepté les paysans qu'on y contraignait, en les menaçant de l'incendie de leurs villages, et qui désertèrent à la première occasion.

Lundi, 9 novembre. — Je passai chez M. Spiegelthal, consul de Prusse. Je le trouvai occupé à emballer une

collection de bronzes antiques, de terres cuites et de marbres, qu'il a réunie pendant les sept ou huit ans de son séjour. Il les expédie à Londres pour les faire vendre. Dans ces climats on ne se livre pas impunément à des fouilles ; M. Spiegelthal a souffert cruellement de la fièvre et il part pour chercher la santé aux bains de Castellamare.

Lui aussi me parla de l'état malade de la Turquie. — Dans des villes, dit-il, où, voici cinq ou six ans, on trouvait trois mille Turcs il n'y en a plus maintenant que deux mille. Depuis que les réformes ont donné aux rajahs une sécurité comparative, ils débordent les Turcs. Au temps passé, plus ils étaient riches, plus ils étaient opprimés ; maintenant ils s'entendent, ils font bourse commune pour résister à l'ennemi commun, et lorsque l'un d'eux est maltraité, comme il peut puiser dans un fonds plus considérable, il est plus que son adversaire à même d'acheter des témoins et de corrompre le juge.

Une forte preuve de la dépopulation du pays est la présence des tribus nomades d'Irooks et de Turcomans qui le parcourent par bandes de trente ou quarante familles, conduisant avec eux des bestiaux, des chameaux, des chevaux et des moutons par milliers. Tout cela campe et se nourrit sur les terres inoccupées. Les Irooks vivent sous la tente, et en outre de leur métier de pasteurs, ils tissent des tapis et des draps grossiers. Les Turcomans sont purement bergers et bâtissent quelquefois des villages temporaires en bois enduit de boue. Je me souviens d'en avoir revu un près de Sardis, au même endroit, pendant deux années successives. Le clan avait cent cinquante chameaux, quatre ou cinq cents têtes de bétail et peut-être dix mille moutons. Je demandai aux errants combien de temps ils se proposaient de rester là. « Dieu seul le sait, répondirent-ils ; » l'année suivante ils étaient partis.

— A qui alors, dis-je, appartient la terre sur laquelle ils campent et nourrissent leurs troupeaux ?

— Au sultan presque toujours.

— Et payent-ils une redevance?

— Non, lorsque la terre appartient au sultan. On peut vivre sur les domaines inoccupés de la couronne sans rien payer; lorsqu'une de ces tribus nomades s'établit sur la propriété d'un particulier, il exige une rétribution; les intrus doivent payer la dîme; mais la seule apparition du collecteur est pour les vagabonds un signal de départ.

— Combien supposez-vous qu'il reste de terres sans culture en Asie Mineure? dis-je.

— Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes; si vous allez d'ici à Magnésia, vous traverserez pendant dix heures des terrains d'excellente qualité, sans voir une habitation humaine; mais telle est la fertilité de la centième partie qui est cultivée, que, si l'on établissait des routes, l'exportation de ses produits influerait sensiblement sur les marchés d'Europe. Il y a quelques années, la récolte de la garance manqua dans le midi de la France. L'exportation de Smyrne doubla et combla en grande partie le déficit. Si nous avions des routes, nous chasserions la garance française du marché du monde.

Mardi, 40 novembre. — Je parcourus avec M. Spiegelthal la plupart des rues de Smyrne dans la direction de la vieille ville édifiée sur les hauteurs qui la dominent; mon compagnon me montra, près d'une grande église arménienne, une ligne qui divise la ville en parties à peu près égales, et qui indiquait autrefois le rivage. Les fondations d'une belle jetée bordent l'emplacement de la cité d'Alexandre; elle couvrait à peu près le tiers de la colline.

La ville moderne se compose d'un grand quartier turc au sud, d'un quartier Franc au nord, qui s'étend le long du rivage de la mer, et d'un quartier arménien à l'est.

J'interrogeai le consul sur la salubrité de la ville.

— Le manque de drainage, dit-il, rend malsaine une partie du quartier arménien qui s'étend au milieu de jar-

dins coupés par le Mèlès. La salubrité du quartier turc est quelque peu compromise par les cimetières. Une tombe turque ne pèse pas sur le cadavre, on laisse de l'espace au mort; il faut qu'il puisse se redresser sur son séant pour répondre à la question qu'un ange vient lui adresser sitôt après son enterrement, sur la foi dans laquelle il a quitté cette terre. Comme on craint que dans un semblable moment il manque un peu de présence d'esprit, le *moollah* qui préside à la cérémonie reste pendant dix minutes à la tête du tombeau pour lui souffler sa réponse; il ne cesse de lui répéter : « Qu'il n'y a qu'un Dieu et que Mahomet est son prophète, » et pour mettre le cadavre à même de l'entendre, une communication est ménagée entre le tombeau et l'air libre. La conséquence de ces belles pratiques, c'est que l'air d'un cimetière turc est corrompu. En général, cependant, l'état sanitaire de Smyrne est satisfaisant.

— Pouvez-vous remuer des terres fraîches sans trop de risques ? demandai-je.

— Certainement. Nous ne sommes pas persécutés ici par la mystérieuse *malaria* de l'Italie ou de l'Algérie; rarement il se présente des maladies sans cause évidente.

La ville déserte, dont les remparts couronnent la colline, doit être très-ancienne. Une partie des murs est dans le style de l'architecture des premiers âges grecs, c'est-à-dire que ce sont de gros moellons sans ciment. Le reste se rapporte à diverses époques, jusqu'à la période turque indiquée par des colonnes de marbre surmontées de frises. Ils ont à peu près deux milles de circonférence. On trouve dans l'intérieur de très-grandes citernes de construction byzantine et une citadelle. Près de l'une des portes se trouvait un fragment d'un buste colossal. Il y a huit ans environ on reçut l'ordre d'envoyer à Constantinople tous les restes de l'art antique, et particulièrement les têtes. Ce buste fut ôté de la place qu'il occupait dans le mur; mais comme

le firman spécifiait les têtes, les Turcs coupèrent la tête, et pour lui faire faire sans peine une partie du chemin de Constantinople, ils la roulèrent au bas de la pente, laissant le cou et les épaules sur le mur. C'est là que M. Spiegelthal les trouva ; frappé de leur beauté, il les envoya à Berlin ; puis il chercha à avoir la tête. On ne put la découvrir à Constantinople, et à la fin il fut reconnu qu'elle était restée longtemps au pied du monticule où elle avait été roulée, et on suppose qu'elle fut brûlée pour faire de la chaux.

Dans un cimetière, qui s'ouvre à mi-côte, nous vîmes quatre colonnes grecques encore debout, qui passent pour les restes d'un temple d'Esculape, et, plus loin, les ruines d'un amphithéâtre. Le peu qui en subsiste est de bonne architecture grecque ; pour en empêcher la destruction totale, M. Spiegelthal l'a acheté.

M. Spiegelthal a beaucoup vécu dans l'intérieur de l'Asie Mineure et il pense que les sentiments de la population chrétienne sont tels, qu'ils rendent une insurrection contre les Turcs presque certaine d'ici quatre ou cinq ans.

— Quel est le nombre des habitants respectifs ? demandai-je.

— Les chrétiens sont environ trois cent mille, les Turcs environ neuf cent mille. Mais les chrétiens sont concentrés dans les grandes villes ; ils possèdent la richesse, la science, l'intelligence du pays.

— Mais ils ne sont ni armés ni disciplinés ?

— Beaucoup d'entre eux sont armés. Les lois qui le leur défendent ne sont pas plus exécutées que beaucoup d'autres lois turques. Ils ne me paraissent pas dénués d'esprit militaire. Pendant la guerre, les jeunes Grecs s'engagèrent volontairement en grand nombre ; ils demandaient, il est vrai, à être enrôlés dans un corps spécial ; leur but était d'acquérir la discipline et l'expérience. Le gouverne-

ment, rejeta leur requête. Les voleurs du voisinage sont presque tous Grecs; cinq ou dix d'entre eux tiennent tête à vingt ou trente hommes de la police turque. Il y a environ deux ans, cinq ou six voleurs furent cernés par deux cents soldats dans une maison du village de Boujad, à quatre milles de Smyrne. Les soldats craignaient d'entrer dans la maison où les malfaiteurs s'étaient barricadés et s'obstinèrent à tirer dehors sur l'ennemi. Les voleurs soutinrent le feu, tuèrent plusieurs soldats et l'affaire se termina par la mort de deux voleurs et la fuite des autres. Leur haine des Turcs s'accroît avec leur richesse, leur intelligence et leur nombre, en même temps que la domination turque devient de plus en plus corrompue et tyrannique. Vous ne pouvez pas en juger d'après ce que vous avez vu sur le Bosphore ou sur l'Hellespont, où il y a des consuls et une sorte de colonie européenne. A l'intérieur, c'est un mélange d'anarchie, de despotisme, de timidité, de négligence, de cruauté et de rapacité. Le gouvernement ne protège personne, n'aide personne, ne fait rien pour le bien du peuple, et ne permet à personne de faire quoi que ce soit. En un mot, c'est une simple machine à déprédation. Pas l'ombre de force morale et très-peu de force physique. Dans cette grande ville, il n'y a pas trois cents soldats turcs. En cas de révolte, les insurgés seraient aidés par les Grecs des îles de Candie, de Chypre, Rhodes, Mitylène, où la masse de la population est grecque. Ils auraient ainsi l'empire de la mer, et la rébellion continuerait jusqu'à ce que quelque puissance européenne, ou l'Europe collectivement, intervînt pour empêcher la ruine complète de la plus belle partie de la terre.

Nous dînâmes chez M. Hanson et nous y rencontrâmes le docteur Mac-Crith, médecin établi depuis quelques années à Smyrne. Nous parlâmes des deux chefs de voleurs, Yani-Katergee et Simos.

— J'ai passé, dit-il, en compagnie de Simos, huit jours et huit nuits.

— Nous avons tous entendu parler de votre aventure, dis-je. Voulez-vous nous donner quelques détails sur votre captivité ? A quand remonte l'histoire ?

— A trois ans, répondit-il ; je me promenais à cheval, en 1854, pendant une après-midi d'été, de Bournabat à un village voisin, à quatre milles environ de Smyrne, lorsqu'il me fut enjoint de m'arrêter et que je me vis entouré d'hommes armés, qui me conduisirent dans un hallier où je trouvai neuf ou dix autres prisonniers. Ils nous gardèrent là jusqu'à la nuit, et alors relâchèrent leurs captifs à l'exception de six, c'est-à-dire de quatre Smyrniotes, d'un juif et de moi. Ils fixèrent la rançon des Smyrniotes et la mienne à 3,000 livres, soit 600 livres par tête ; me firent écrire une note constatant leur demande, et envoyèrent le juif à Smyrne avec mon cheval, pour rapporter l'argent, après l'avoir dépouillé de sa pelisse fourrée, qu'ils me donnèrent pour m'aider à supporter l'air des montagnes pendant la nuit. Ils nous conduisirent ensuite à travers la plaine du côté des montagnes. Nous nous arrêtâmes dans un bois de chêne, nous dérobâmes un mouton et une couple d'agneaux dans une bergerie voisine, et nous les fîmes rôtir entiers, ce qui, avec l'eau limpide des montagnes, constitua un excellent souper. Simos, qui prenait grand soin de moi, m'arrangea un lit de branches d'arbres. Tout le jour suivant nous restâmes tranquilles avec des sentinelles autour de nous. Aussitôt qu'il fit nuit, trouvant que trois des Smyrniotes étaient gibiers de mauvaise dé faite, les brigands les renvoyèrent. Nous partîmes alors pour nous diriger rapidement vers l'endroit, situé à vingt milles de là, où le juif devait nous rejoindre le jour suivant, avec la rançon. J'étais épuisé. On rencontra en route un vieillard monté sur un âne, on le lui prit à mon intention et on força l'homme à nous accompagner pour surveiller sa bête.

— Et en quel nombre étaient les dignes associés ?

— Ils étaient d'abord neuf, tous Grecs ; mais le second jour, nous en recrutâmes un dixième, un jeune Turc qui fuyait la conscription. Il était bien armé, et, sur sa demande, nous lui permîmes de se joindre à nous. La troisième nuit de marche nous amena près du lieu du rendez-vous. Nous posâmes nos sentinelles, et nous nous fîmes tranquilles. Un des veilleurs s'endormit à son poste, et fut rudement houspillé par Simos. Vers midi, nos sentinelles nous rapportèrent qu'elles voyaient avec leurs télescopes environ vingt soldats turcs qui grimpaient la montagne.

— Nous ne les laisserons pas vous délivrer, me dit Simos. Il m'avait déjà répété la même chose une ou deux fois.

— Je voudrais bien, lui dis-je, que vous ne m'étourdissez pas ainsi les oreilles. Je sais ce que vous voulez dire, et vous n'avez pas besoin de me le rappeler continuellement.

— Qu'entendait-il par là ? demandai-je.

— Cela signifiait tout bonnement que, pour empêcher qu'on vînt à mon aide, ils me tueraient.

— Et qu'y auraient-ils gagné ?

— C'eût été d'un bon exemple. Simos eût ainsi montré que le seul moyen de sauver la vie d'un prisonnier était de payer sa rançon, et qu'il était inutile de tenter sa délivrance. Les voleurs, craignant une trahison du juif, prirent position sur l'un des versants de la montagne, où le sentier était escarpé, et attendirent les soldats à l'abri des rochers et des broussailles. Ils laissèrent mon compagnon et moi sous la garde de deux hommes, dont l'un était la sentinelle que Simos avait battue.

Cet homme s'assit avec nous un peu derrière le sommet de la colline, l'autre était sur le côté et pouvait dominer le champ de bataille. Au bout d'une heure environ nous entendîmes des coups de feu dont la fréquence nous fit conjecturer que l'action était chaude.

Notre gardien avait été très-sombre depuis qu'il avait été frappé. Je lui dis :—Vous avez pris un métier où vous ne prospérerez pas ; vous êtes sûr que dans un an ou deux, peut-être dans un jour ou deux, vous serez tué d'un coup de fusil ou décapité. Aidez-moi à me sauver, et je vous assurerai votre pardon et votre avenir.

Il devint très-rouge et dit qu'il ne pouvait pas rompre le serment qu'il avait prêté à Simos.

— Bah ! bah ! répliquai-je, supposez-vous que Dieu exige que vous respectiez un tel serment ?

Alors il objecta que son camarade tirerait sur nous.

— Au contraire, dis-je, c'est moi qui tirerai sur lui. Il nous tourne le dos ; prêtez-moi votre fusil ; au moment où je ferai feu, nous descendrons la colline en courant jusque au devant des soldats.

Comme je parlais ainsi, la sentinelle qui était en avant se retourna et nous cria que les soldats étaient défaits et qu'ils se sauvaient en jetant leurs armes. Ainsi mes chances de fuite disparaissaient ; personne de la bande n'était blessé, mais on me dit que plusieurs soldats avaient succombé. Simos dit alors qu'il ferait un détour de quarante-huit heures pour arriver à une maison où il avait un ami sur lequel il pouvait compter, comme porteur de la rançon et du message. Nous marchâmes pendant à peu près quatre heures sur les pentes des montagnes, et descendîmes dans un hallier. Bientôt après un Turc à cheval traversa le sentier, qu'il quitta, je ne sais dans quelle intention, pour entrer dans le fourré. Il fut tué immédiatement. Le vieillard à qui appartenait l'âne était assis à côté de nous, fumant tranquillement son chibouk. Un des voleurs vint derrière lui et lui tira un coup de fusil dans le dos. La balle atteignit probablement le cœur, car il tomba en avant roide mort. Il faisait à peine jour, et par conséquent notre heure habituelle de départ était déjà passée ; mais Simos pensait que notre position était dan-

gerouse, et nous commençâmes notre marche vers la maison de son ami.

— Il ne faut pas croire, me dit-il, que j'aime le sang ; ces meurtres m'affligent, mais c'est un des malheurs de ma profession.

— Je comprends, dis-je, que vous ayez tué le Turc ; si j'étais Grec, je tuerais les Turcs partout où je pourrais. Mais pourquoi tirer sur ce pauvre vieillard, qui a vécu, mangé et dormi avec vous pendant trois jours ?

— Ce n'est pas moi qui ai fait le coup, répondit-il, c'est Périclès. C'est une jeune main, un garçon qui ne réfléchit pas. Si j'avais su ce qu'il allait faire, je l'aurais arrêté ; mais comme c'est fini, il est inutile de s'en chagriner.

Il était très-fier de sa victoire ; il écrivit une lettre insultante au pacha, et une autre à M. James Withall, où il élevait notre rançon à 400,000 piastres ou 9,000 livres sterling, et il confia ses deux missives à un berger qu'il rencontra dans la montagne.

Nous marchâmes toute la nuit, et nous nous reposâmes le jour d'après. Le Smyrniote et moi nous démontrâmes à Simos que la demande de 400,000 piastres était absurde, et qu'il ne pouvait espérer plus de 500 livres sterling pour chacun de nous.

Vers le milieu de la nuit suivante, nous atteignîmes la maison de son camarade. Il me fit écrire à M. James Withall une demande de 40,000 piastres ou 3,000 livres sterling comme rançon ; mais nous convinmes, et le messager était dans la confidence, que s'il rapportait 500 livres, ou environ 6,000 piastres, je serais relâché. Je crois que le Smyrniote fit un arrangement semblable. Il écrivit à ses amis, moi à ma femme et à M. James Withall ; nous demandions que nos rançons fussent remises au porteur. Ma femme n'avait pas d'argent à la maison ; mais comme il n'y avait pas de temps à perdre, elle se le procura immédiatement.

Le lendemain, les messagers revinrent avec 500 livres pour chacun de nous. Simos me serra cordialement la main quand nous partîmes, et me donna un souverain pour payer les dépenses de mon retour.

— Je suppose, dis-je, que vous fîtes rembourser votre rançon par le gouvernement turc.

— A cet effet je m'adressai à lord Stratford, répondit le docteur Mac-Chrith, et je crois qu'il m'avança la somme sur ses propres deniers ; du reste, les Turcs finirent par la payer.

— Et qu'advint-il de la bande ?

— Suleiman-Pacha était alors notre gouverneur ; il fut mis en demeure d'aviser. Nous n'étions pas sûrs qu'il n'eût pas sa part de bénéfice sur l'argent de nos rançons ; aussi les consuls se rendirent-ils près de lui pour lui exposer la nécessité de réprimer un système organisé de crimes qui, en réalité, nous confinait dans l'intérieur de la ville. Sous la vieille loi turque les choses auraient été plus simplement. On eût mis à prix les têtes de tous les bandits, même de ceux qu'on eût seulement supposé l'être, et le peuple des campagnes les eût traqués comme des bêtes fauves ; mais, depuis le hatti-shérif de Gul-Haneh, la procédure est plus régulière. On pensa qu'on devait les juger, et, dans ce cas, ils ne pouvaient pas être exécutés, à moins que l'héritier de l'une de leurs victimes demandât sang pour sang. Ils inspiraient tant de crainte que personne n'osa exercer ce droit. Nous parvîmes pourtant à nos fins, en obligeant le pacha lui-même à aller au tribunal pour y demander sang pour sang, au nom de ses soldats tués dans l'attaque de la montagne. Il s'ensuivit que mes dix compagnons furent traités selon leurs mérites. Quelques-uns furent fusillés, d'autres eurent la tête tranchée, et on retrouva les corps de ceux qui restaient sur la côte, près de leur prison, un vieux château génois situé sur une langue de terre qui s'avance sur la

baie. On dit que ces malheureux s'étaient noyés en cherchant à s'échapper. Tout cela dura près d'une année. Celui qui paya l'avant-dernier sa dette fut Simos. La police arrêta deux hommes suspects à la pointe de Cordeleon ; l'un d'eux dit que, si on voulait le laisser aller, il livrerait un secret important. On lui promit ce qu'il voulut ; alors il déclara que son compagnon était Simos. Simos essaya de s'enfuir et fut tué dans la lutte. On lui coupa la tête, qui fût portée au consulat général autrichien pour en constater l'identité. Le délateur fut lui-même décapité au bout de peu de temps.

C. D., continua le docteur, fut notre meilleur pacha. Greclui-même, il savait comment s'y prendre avec les Grecs.

— N'est-il donc pas musulman ? demandai-je.

— Il est musulman maintenant, répondit M. Mac Crith, mais ses parents sont des Grecs de Scio. Lorsque l'île fut ravagée pendant la guerre de l'indépendance, C. D., devenu orphelin, fut reçu dans une famille turque et élevé à la mode de ses hôtes ; mais il garda toute la subtilité de sa race. Jamais Turc n'aurait détruit les voleurs smyrniotes de son temps. Ils étaient beaucoup plus nombreux et bien mieux disciplinés que leurs successeurs. Katergee était supérieur à Simos. Suleiman-Pacha était un Turc paresseux, sensuel et qui réprimait le mal seulement parce qu'il avait peur de perdre sa place.

C. D. faisait ses délices de la lutte. Il trompait, il mystifiait ses adversaires ; il ne s'inquiétait ni des promesses qu'il faisait ni de celles qu'il oubliait ; pour venir à bout des rebelles tous les moyens lui étaient bons.

— Je veux vous raconter à ce sujet une histoire caractéristique : un shroff ou changeur assez riche disparut ; les soupçons tombèrent sur un certain Demitri qui tenait un café en face de son bureau. Le café était le dernier endroit dans lequel on l'eût aperçu. Demitri et son garçon furent arrêtés. On ne put obtenir du maître ni aveu ni preuve

d'aucune sorte, et tout ce qu'on put tirer du domestique fut qu'il avait vu deux sacs d'or dans les mains de son patron. C. D. et Demitri avaient une passion commune ; ils aimaient tous deux les bijoux et les antiques. Demitri portait au doigt une bague d'une grande valeur. C. D. lui envoya demander de la lui prêter pour un soir, afin de la comparer, disait-il, avec une qui lui appartenait. Aussitôt qu'il l'eût reçue il dépêcha un homme à la femme de Demitri avec un prétendu message de son mari ; il s'était arrangé avec le pacha et il serait relâché en donnant les deux sacs d'or qu'elle avait en garde ; il la pria par conséquent de les remettre au messenger. La femme reconnut la bague ; l'histoire était plausible, la conclusion était naturelle ; elle donna les sacs. Le jour suivant C. D. se fit amener Demitri, lui montra les sacs d'or et lui dit : « Ton serviteur a déjà avoué que tu es l'auteur du meurtre ; il m'en a conté tous les détails ; il m'a fourni contre toi toutes les preuves désirables et il m'a indiqué l'endroit où je pourrais trouver l'or. » Demitri fut aussi crédule que sa femme. « S'il a donné des preuves contre moi, dit-il, j'en donnerai contre lui. » Il s'abandonna dès lors à cœur ouvert ; il confessa que le changeur avait été étranglé dans le café et enterré sous le plancher ; que d'ailleurs il avait déjà, de concert avec son domestique, dépêché beaucoup d'autres victimes par le même procédé. On souleva le plancher et l'on découvrit plusieurs cadavres.

— Les meurtriers furent-ils exécutés ? demandai-je.

— Je ne crois pas, répondit-il ; autant que je m'en souviens, les héritiers des personnes assassinées acceptèrent le prix du sang ; Demitri et son garçon furent envoyés au bain. Selon toute probabilité, le maître a acheté sa liberté et tient peut-être à cette heure un second café qu'il administre de la même façon que le premier.

— Tous vos voleurs fameux, dis-je, semblent avoir été des Grecs ?

— Les Grecs seuls, dit M. Hanson, ont assez de talents et d'adresse pour le poste difficile de chef de brigands; des Grecs seuls peuvent conquérir la sympathie et l'énergique appui que ces bandits trouvent chez des complices qui sont aussi leurs compatriotes. Katergee et Simos n'étaient pas en abomination aux Grecs comme ils l'étaient aux Européens. Les Grecs se souviennent que ce fut par les Klephthes (voleurs) que commença l'insurrection de Grèce; que ce furent des Klephthes qui formèrent le noyau des bandes de guérillas qui harassèrent et finalement détruisirent les troupes du sultan. Tous les Grecs de Smyrne se réjouissaient de « la victoire de Simos sur les Turcs. »

— Quels étaient à votre gré, dis-je, les projets de Katergee et de Simos pour leur avenir? Ils ne se proposaient sans doute pas de rester voleurs jusqu'à la fin de leur vie, à moins qu'ils fussent résignés à vivre en raccourci.

— Il est probable qu'ils espéraient mettre de côté quelque grosse rançon et aller chercher en Grèce les loisirs d'une existence honorée. Peut-être espéraient-ils diriger l'insurrection de l'Asie Mineure. Ils avaient tous deux quelque éducation. Katergee était courrier. Il remplissait pour nous tous les devoirs que la poste accomplit dans les pays civilisés; il portait les messages, les paquets et l'argent, et avait un petit capital en chevaux et en harnachements: on le croyait digne d'une confiance sans limites. Maltraité par les autorités turques, il commença son métier sur la grande route, moitié par besoin et moitié par vengeance.

Mercredi, 11 novembre. — M. Lafontaine, administrateur à Smyrne de la succursale de la Banque ottomane, et frère des Lafontaine de Péra, nous emmena avec lui passer un jour à sa maison de Bournabat, village à l'extrémité du golfe, à quatre milles environ de Smyrne. — C'est dans ce village et à Boujad que les Européens riches ont leurs maisons de campagne. Nous en remarquâmes

deux ou trois. Elles sont commodes, élégantes, entourées de bosquets d'oliviers, d'orangers, de mûriers blancs et de cyprès.

Quoique ces villages ne soient pas élevés de beaucoup au-dessus d'une vaste plaine d'alluvions, ils ne sont pas sujets à la malaria dont il n'y a, du reste, que très-peu de cas autour de Smyrne. L'Asie Mineure semble être un pays plus sain que l'Italie. Sur le territoire romain, le climat d'un village situé comme Bournabat serait mortel.

Jeudi, 12 novembre. — Jour humide ; c'est le premier depuis le 2 novembre. Je passai la matinée à regarder la collection de médailles grecques de M. Whittall. Elle comprend celle d'Ismaël-Pacha, qui avait de grandes facilités pour les rassembler. Je me connais peu en numismatique, mais je fus frappé par la beauté de plusieurs types, particulièrement par une tête d'Aréthuse syracusaine. M. Whittall trouve rarement deux pièces identiques. Il semble que les coins grecs aient dû s'user très-vite, et qu'on n'ait jamais reproduit un sujet sans en altérer plus ou moins l'expression.

Lorsqu'il fit trop sombre pour continuer notre examen, nous nous assîmes et nous causâmes de l'avenir du pays. M. Whittall est convaincu que l'état de choses n'a aucune condition de durée. — Les Turcs, nous dit-il, diminuent en nombre ; le niveau de leur moralité descend ; leur esprit s'éteint, leurs espérances s'évanouissent ; la richesse des chrétiens augmente ; leur courage et leur intelligence sont en progrès ; le jour approche qui mettra un terme à l'assujettissement des hommes civilisés aux barbares.

Trois influences, ajouta-t-il, combattent pour ce résultat : celle des Grecs, comprenant sous le nom de *Grecs* tous ceux qui reconnaissent le patriarche de Constantinople, celle des Arméniens et celle des Européens. Les Grecs n'ont qu'un rêve, un empire grec créé avec l'aide de la Russie. Les Russes sont à leurs yeux des esclaves et des

sauvages qu'ils méprisent, mais ils comptent les utiliser et les écarter ensuite. Les Arméniens, et généralement tous les chrétiens qui ne sont pas de la communion du patriarche de Constantinople, craignent plus encore les Grecs, que les Turcs. Ils savent qu'ils seraient les plus intolérants et les plus tyranniques des despotes. Pour eux, ils forment un peuple tranquille et sans ambition, qui aimerait volontiers à échanger la domination turque contre la suprématie de n'importe quelle puissance européenne que ce soit. S'ils ont pourtant une prédilection, c'est pour la Russie. Les seules nations étrangères qui exercent quelque influence sur le sort de cette contrée sont la Russie, la France et l'Angleterre. Les Russes sont naturellement soutenus par l'élément grec, les Français par le clergé latin, les Anglais par les intérêts agricoles et commerciaux. Les Turcs, aussi, nous préfèrent à tous les étrangers. Quoique les Français aient laborieusement essayé de s'en approprier toute la gloire, la dernière guerre a élevé notre réputation, tandis qu'elle abaissait celle de nos rivaux. Les Russes sont maintenant plus hais et moins redoutés. Les Français accablaient les nationaux d'insolences et de vexations; les Anglais étaient polis, affectueux, et, par-dessus tout, ils payaient bien. Les milliers de Bashi-Bazouks que nous eûmes à notre solde sont aujourd'hui des missionnaires qui proclament à son de trompe par tout le pays notre loyauté et notre libéralité.

Je crois que si nous forçons l'exécution du hatti-humayoun, et si nous mettons les Européens à même d'acheter des terres, la côte de l'Asie Mineure deviendra une colonie anglaise et allemande. L'Angleterre et l'Allemagne sont les deux seules nations colonisatrices. L'Asie Mineure est pour elles un meilleur champ que l'Amérique; il y a bien plus de terres inoccupées. On peut les acheter des particuliers à raison d'un ou deux schellings l'acre, et du gouvernement pour les frais d'acte de la concession.

Le premier et le plus important des progrès serait la construction de chemins de fer ; des Anglais en auraient l'entreprise, la propriété et l'exploitation. Ils rapporteraient énormément, et ils rendraient productives des provinces actuellement sans culture, par ce seul motif que deux hectolitres quatre-vingt-dix litres de blé coûtent à transporter sur la côte cinq fois le prix auquel ils reviennent quand on les achète au producteur. Les compagnies de chemins de fer et les colonies européennes deviendraient de petites républiques ; elles diraient aux Turcs : Nous voulons bien vous payer des dîmes et des taxes vingt fois au-dessus de celles que vous avez perçues jusqu'à présent, mais nous administrerons *nos* propres affaires, nous aurons *nos* autorités locales, nos tribunaux, notre police, nos routes, nos taxes particulières, applicables aux besoins spéciaux des localités. Les Russes, les Grecs et les Français emploieraient toutes sortes de moyens, honnêtes ou deshonnêtes, violents ou frauduleux, pour empêcher la construction des chemins de fer, pour arrêter la fondation des colonies, pour les ruiner ou leur nuire lorsqu'elles existeraient. Leur inimitié serait aidée par la jalousie, l'ignorance et la brutalité du gouvernement turc ; mais si l'Angleterre consentait à nous prêter assistance et protection, je n'aurais pas de crainte : les intérêts matériels conspirent pour nous, et, avec l'aide de l'Angleterre, ils prévaudraient sur l'opposition politique.

Seulement il faudrait que nous fussions toujours bien représentés. Lorsqu'un consul anglais est un homme de talent et d'énergie, lorsqu'il sait gouverner les masses et qu'il peut parler la langue du pays, les occasions de faire le bien ou plutôt d'empêcher le mal se présentent pour lui à tout instant. M. Wood, frère de notre docteur Wood, avait à Damas autant d'influence que le pacha. M. Calvert aux Dardanelles est un personnage plus important que le pacha ; toute la province a l'œil sur lui ; tous les mérites

du pacha sont attribués, et très-justement, à l'heureuse influence qu'il exerce.

Calvert rendit naguère de grands services à notre armée, et, si les commissaires l'avaient laissé agir, il nous en aurait rendu de plus grands encore. Ils le haïssaient et ils essayèrent de le renverser : quelques-uns, parce qu'il exigeait d'eux plus de travail que n'en pouvaient faire ou n'en pouvaient même concevoir des hommes dès longtemps engourdis par la routine ; d'autres, parce qu'il troublait leurs tripotages. Dans ce pays presque tout le monde devient agioteur. Les occasions sont incessantes, l'impunité presque complète. L'opinion publique favorise la corruption. Tels Anglais qui auraient pu être honnêtes partout ailleurs n'ont pu résister à la contagion.

Les consuls et les vice-consuls devraient être non-seulement mieux choisis, mais mieux payés. Leurs traitements n'ont pas augmenté pendant que les prix de toutes choses ont doublé. Si Calvert n'était pas agent du Lloyd, il ne pourrait pas se maintenir dans sa position. Ici Blunt peut à peine joindre les deux bouts ; son vice-consul est un vieillard, mais le ministre des affaires étrangères ne le remplace pas, parce qu'on n'a pas de fonds sur quoi l'on puisse le pensionner ; aussi Blunt doit-il payer un homme pour remplir les fonctions de vice-consul dont l'autre garde le titre.

— Vous avez lu, dis-je, mon journal de *Thérapia* ; que pensez-vous de la théorie de quelques-uns de mes interlocuteurs ? Croyez-vous que, si nous voulons préserver l'intégrité de l'empire ottoman, il faut que nous laissions les Turcs à eux-mêmes ? que, si nous renoncions à les entraver, à les jeter dans de fausses voies, ils pourraient garder leur autorité sur leurs sujets grecs, arméniens, roumains et slaves ?

— Je crois, répondit Whittall, que, si nous laissons le Turc agir d'après ses propres principes, — appelons

cela, si vous voulez, des principes, — la brutalité, la corruption et la stupidité de son gouvernement produiront une insurrection qui, après avoir désolé le pays pendant quelques dix ans, se terminera par l'expulsion définitive des Ottomans.

Si je me trompais toutefois, si les Turcs étaient assez forts, comme le supposent vos amis, pour empêcher une insurrection ou pour l'étouffer, alors je crois que la population entière, musulmane et chrétienne, se détruirait mutuellement. En un mot, à mon avis, si vous laissez le Turc à lui-même, ce pays, s'il ne devient pas une autre Grèce, deviendra un second Maroc.

Nous passâmes la soirée chez madame de Steindl. C'est la femme du consul général autrichien, et c'est la plus jeune des deux jeunes dames qui charmèrent le capitaine Basil Hall, lorsqu'il demeurait avec la comtesse Purgstall à Schloss-Hainfeld. Les Steindl habitent la plus belle maison de Smyrne, et environ trente invités des deux sexes eurent le courage, pour y arriver ce soir-là, de piétiner dans les ruelles sombres, obscures, rocailleuses et boueuses de la cité.

Le mari et la femme aiment Smyrne. Ils reconnaissent que la ville est horrible, mais leur maison de campagne à Boujad est délicieusement située, et puis la société est agréable. Si je m'en rapporte à mon expérience, ce dernier point est acquis au procès. J'ai trouvé chez eux une très-aimable compagnie : des hommes instruits, les femmes d'une grâce et d'une distinction parfaites, tout le monde d'une cordialité indicible.

Madame Steindl avait lu mon journal d'Alexandrie, dans lequel le consul général grec désavoue toute sympathie pour la Russie.

— Il n'en est pas ainsi parmi les Grecs de Smyrne, dit-elle. Si nous illuminâmes pour la prise de Sébastopol, c'est que nous pensions que c'était notre devoir dans une

ville turque; mais nous risquâmes de voir notre maison démolie. Pendant toute la guerre, nos Grecs, nous menacèrent d'une insurrection. Nul d'entre eux ne déguisait ses sympathies pour les Russes.

Je demandai à M. de Steindl ce qu'il advenait d'un Autrichien accusé du meurtre d'un Turc.

— Je le garde dans la prison du consulat, répondit-il, jusqu'à ce que j'aie réuni toutes les informations possibles. Puis je l'envoie avec les dépositions à Trieste, et c'est là qu'il est jugé et puni.

— Envoyez-vous les témoins à Trieste? demandai-je.

— Jamais; le coupable est jugé sur les dépositions écrites.

— Et qu'arrive-t-il, dis-je, si un Turc assassine un Autrichien?

— Il est jugé et puni par les tribunaux turcs, répondit-il. Tout au moins il est jugé; mais les absurdités de la loi turque sont telles, et il est si facile d'acheter les témoins et les juges, que, si le coupable a quelque argent, il est généralement acquitté.

Vendredi, 13 novembre. — Je soupai chez X. et y rencontrai Y., médecin anglais, établi à Smyrne, ainsi que M. Homer, un Grec. Nous parlâmes de l'abâtardissement des Turcs.

— Comment expliquez-vous, demandai-je, un fait bien étrange, s'il est vrai? Comment à mesure qu'ils ont amélioré leurs institutions, à mesure que la vie et la propriété ont été plus largement garanties, leur richesse et leur nombre ont-ils diminué? Comment se fait-il qu'un progrès qui donne la prospérité à une autre nation soit pour eux une source de ruine?

— C'est un fait, dit Y., les richesses et la population ont diminué à mesure que les institutions s'amélioraient. Mais plusieurs raisons ont contribué à cette décadence. D'abord, et ce n'est pas la moins grave, les Turcs ne sont

pas producteurs. Ils n'ont ni persévérance, ni intelligence, ni prévoyance. Le Turc propriétaire ne s'occupe pas d'embellir ses propriétés, il ne songe même pas à les réparer. Quand il a de l'argent, il le dépense en objets de jouissances immédiates. Ses projets d'avenir ne dépassent pas la possession d'un palais en charpente, qui durera aussi longtemps que son constructeur. De profession, il n'en a pas d'autres que le petit commerce des boutiques et la domesticité. Il ne peut pas s'engager dans un commerce étranger, car il ne parle que la langue de son pays: on n'a jamais ouï parler d'une maison d'affaires turque, d'un banquier, d'un négociant ou d'un manufacturier turc. S'il a des terres et des maisons, il vit de leur produit, s'il a de l'argent il le dépense, ou l'emploie à monter une boutique dans laquelle il pourra fumer et bavarder tout le long du jour. La seule entreprise considérable dans laquelle il s'engage quelquefois est l'affermage d'une branche du revenu public. Sa grande ressource est la domesticité soit chez un particulier, soit chez le sultan. On parle de la curée des places en France et en Allemagne; ce n'est rien auprès de ce qui se passe en Turquie. Une place, là s'arrêtent les visées du Turc le plus ambitieux.

— Mais, dis-je, il fut un temps où les Turcs étaient riches et prospéraient. En quoi, depuis lors, leur caractère national a-t-il donc tant varié?

— L'espérance, répondit X., l'ardeur, la confiance en soi-même, l'ambition, l'esprit public, en un mot tout ce qui fait une nation puissante et redoutable, c'est là ce qui s'est singulièrement modifié parmi eux. Jusqu'à la bataille de Lépante et la retraite de Vienne, nation conquérante, ils en eurent les vertus de force et d'héroïsme qui ont bien, je l'avoue, leurs dangers. Ils sont maintenant dégradés par les vices abjects d'une nation qui se repose sur les étrangers du soin de la défendre. Mais, en ce qui regarde les qualités d'où proviennent la prospérité maté-

rielle, la richesse et l'accroissement des populations, je ne pense pas qu'ils aient beaucoup changé. Ils ne sont pas, ce me semble, plus paresseux, plus prodigues, plus imprévoyants et plus brutaux maintenant qu'ils n'étaient il y a quatre cents ans ; seulement, c'est depuis les cinquante dernières années que leurs défauts ont produit tous leurs effets. Lorsqu'ils fondirent sur l'Asie Mineure, sur la Roumélie et sur la Bulgarie, ils s'emparèrent d'un pays très-populeux et d'une richesse énorme. Pendant trois cents cinquante ans ils ont gardé le pays, mais ils ont gaspillé les capitaux, débilité la population. Si un Turc avait besoin d'une maison ou d'un jardin, il expropriait un rajah ; s'il avait besoin d'argent, il attachait par un nœud une balle dans un coin de son mouchoir et l'envoyait au Grec ou à l'Arménien le plus riche du voisinage. Enfin, après avoir vécu pendant trois siècles et demi sur les choses et sur les hommes, après avoir changé un pays opulent et peuplé en ce désert que vous voyez maintenant, ils se trouvent pauvres. Ils ne sauraient labourer et ils ont honte de mendier. Ils pratiquent les moyens les plus détestables pour empêcher les nombreuses familles. Ils tuent les enfants du sexe féminin ; la conscription prend les hommes, et ils disparaissent. Le seul souvenir qui reste d'un village turc très-populeux il y a cinquante ans, est un cimetière rempli de tombes, et qui maintenant est fermé.

— En ma qualité de médecin, dit Y., je sais, et je sais peut-être seul, quels crimes on commet journellement dans cette partie turque de Smyrne qui paraît gaie et souriante, avec ses maisons pittoresques, enceintes de leurs jardins de platanes et de cyprès, verte couronne de la colline. J'évite autant que je puis les maisons turques, pour ne pas connaître tant de vilains secrets. Quelquefois, c'est une jeune femme empoisonnée par une plus vieille qu'elle a précédée sous le toit du mari ; quelquefois, une fille que le père ne veut pas élever ; d'autrefois, un garçon que sa

mère tue pour irriter le père. L'infanticide est plutôt la règle que l'exception ; nulle enquête d'ailleurs là-dessus ; la police n'y fait pas même attention. Quant à l'intérieur du harem, il a ses mystères privilégiés. Un riche Turc, mon malade, se mourait d'une affection de cœur. Il avait deux femmes, une Grecque et une Turque. Il traînait une agonie douloureuse, et donnait beaucoup de soucis à son entourage. Ses femmes étaient toutes grâce et tendresse en sa présence ; mais leurs imprécations contre lui, lorsqu'elles avaient quitté la chambre, étaient horribles. La femme turque me dit un jour : « Vous savez qu'il doit mourir ; c'est pitié vraiment qu'il nous tue de la sorte. Ne pourriez-vous pas lui donner quelque drogue pour abrégé ses souffrances ? vous ne perdriez pas votre peine. » Je ne doute pas que le mari les soupçonnât ; il me suppliait sans cesse de ne pas le quitter. « Il était sûr, me disait-il, qu'il ne vivrait pas longtemps si un médecin turc le visitait ; » et probablement il avait raison. En fait, continua le docteur, ce n'est pas l'amélioration des institutions qui a déterminé ici la pauvreté et la faiblesse, mais c'est la pauvreté et la faiblesse qui ont décidé l'amélioration des institutions. Quand nous fûmes forcés de nous soumettre à envoyer des ambassadeurs aux Sept-Tours, nous ne pensâmes pas à intervenir dans le mauvais gouvernement dont les rajahs avaient droit de se plaindre ; mais quand les Turcs se montrèrent faibles chez eux, et absolument impuissants au dehors, nous commençâmes à nous choquer de la façon dont ils traitaient nos coreligionnaires. Leurs réformes n'ont jamais été volontaires. C'est toujours l'Europe qui les a imposées, et leur date coïncide à l'ordinaire avec une période de calamités. La défaite de Nézib valut le hattî-shérif de Gul-Haneh, l'occupation de Constantinople sonna l'heure du hattî-humayoun.

— Je ne suis pas tout à fait de votre avis, dit Homer.

L'amélioration de leurs institutions a, dans plus d'un cas, contribué directement à la pauvreté et à la faiblesse des Turcs. Le principe même du progrès est en désaccord avec leur position et avec les conditions de leur existence. Ils représentent une tribu de voleurs. Or, que serait-il advenu des bandes de Yani-Katergee ou de Simos, si les chefs avaient promulgué un hatti-humayoun pour défendre à leurs hommes d'exiger des rançons et de couper les oreilles des voyageurs qui n'en payeraient pas. Un peuple qui, comme Y., l'a très-bien dit, ne produit pas, doit périr s'il cesse de voler. En second lieu, les chrétiens, de plus en plus rassurés sur leur vie et sur leur propriété, ont été à même de chasser les Turcs de beaucoup d'emplois qui leur étaient précédemment ouverts. Nos dépenses pour l'éducation sont plus qu'en rapport avec l'accroissement de nos ressources. Partout où il y a un village grec, vous verrez une école, et malgré notre petit nombre, vous compterez dix, peut-être vingt, peut-être cinquante Grecs instruits, pour un Turc qui l'est par hasard. Tous les postes qui demandent des connaissances, de l'activité, de l'intelligence, sont occupés par les Grecs.

Toutes les fois qu'un Turc emprunte, le prêteur est Grec. Toutes les fois qu'un Turc vend, l'acheteur est Grec; et il est bien rare qu'un Turc emprunte sans être bientôt obligé de vendre. Les Turcs, si orgueilleux, deviennent ainsi une race inférieure dans leur propre pays. Ils ont encore l'air d'en garder l'administration; ils sont pachas, beys, moollahs et cadis; mais, pour les détails, ils sont obligés de se confier aux Grecs; et ceux qui règlent les détails des affaires, surtout lorsque le fonctionnaire supérieur est un Turc, sont les véritables administrateurs.

— Et comment cela finira-t-il? demandai-je. Comment le malade mourra-t-il?

— Cela peut finir, dit Y., par la conquête ou par une intervention étrangère. Il me paraît certain que si l'Eu-

rope n'intervient pas, les chrétiens, qui l'emportent en richesse comme en intelligence, et qui chaque jour se rapprochent d'une égalité numérique, obligeront les Turcs, dans un délai très-court, à leur céder l'hégémonie.

— Et qui exercera le pouvoir? Les Grecs, avec leur amour de gouvernements autonomes, se diviseront-ils en républiques ou en aristocraties?

— Non, répondit Homer, le temps des petits États indépendants est passé, ou n'est pas encore arrivé. Nous établirions une monarchie constitutionnelle.

— Est-ce Athènes ou Smyrne qui serait votre capitale?

— Non, répondit-il, ce serait Constantinople.

— Sous la protection de Saint-Petersbourg?

— Non, reprit-il, nous ne sympathisons avec les Russes qu'autant qu'il sont ennemis des Turcs. Leurs principes de gouvernement, leurs systèmes commerciaux, leurs pensées, leurs sentiments, tout nous répugne. Notre passion la plus puissante est le désir de préserver notre nationalité, nous nous y butons depuis trois mille années. Si nous sommes attachés aux particularités de notre religion, ce n'est pas que nous tenions fort au patriarche de Constantinople ou aux doctrines qui nous séparent des catholiques romains ou des protestants, mais nous pensons que ces rites spéciaux sont la sauvegarde de notre nationalité. Nous n'accepterons jamais un état de choses qui nous confondrait dans la masse à moitié barbare des Russes, ou qui nous assimilerait seulement à ses satellites.

Samedi, 14 novembre. — J'allai avec un Prussien, M. Van-Lennap, le consul suédois et le docteur Wood, de Smyrne, visiter deux écoles consacrées, l'une à l'éducation des filles, l'autre à celle des garçons.

L'école des filles est sous la direction des diaconesses de Kaiserwirth, institution qui n'a que vingt et un ans d'existence et qui est destinée à aider les malades, à redresser les méchants, à soulager les pauvres et à élever les en-

fants; elle a des succursales ou des correspondances répandues dans toute l'Europe, dans l'Amérique et dans la Turquie.

Les sœurs ont une grandemaison dans le quartier arménien, qu'elles ont achetée, agrandie et meublée avec 30,000 dollars dont 20,000 furent avancés par le roi de Prusse. L'établissement élève quarante-cinq pensionnaires et soixante-cinq externes. Dans le nombre, il y a des protestantes, des catholiques, des grecques, des arméniennes et une seule fille turque. L'instruction religieuse est donnée par les ministres de chaque religion. Il n'entre dans l'établissement que deux professeurs payés, un maître de musique et un maître d'anglais.

Les diaconesses, ou sœurs, se réservent le reste de l'enseignement. Elles sont au nombre de sept; six professent, la septième est directrice.

Nous trouvâmes là les filles de plusieurs de nos amis de Smyrne. Les chambres y sont aussi propres et aussi commodés que possible. Nous eûmes grand plaisir à causer avec la directrice, femme douce et intelligente. Les élèves, dont quelques-unes ont seize à dix-sept ans, paraissaient bien portantes et heureuses.

— Il serait impossible, me dit M. Van-Lennap, d'en trop dire sur l'utilité de cette institution. Elle permet aux Européens de donner à leurs filles, dans un pays barbare, à deux mille milles de l'Europe civilisée, une éducation qu'ils leur procureraient difficilement dans leur pays. Ces enfants reçoivent sous nos yeux une excellente instruction intellectuelle, morale et religieuse, au prix, pour les pensionnaires, de 45 livres par an. Nous étions forcés, quand cette école n'existait pas, de les envoyer à grands frais en Europe, où elles s'élevaient au milieu d'étrangers, et d'où elles revenaient à Smyrne étrangères pour nous-mêmes; ou de laisser leur jeunesse s'écouler dans une ignorance relative. La fondation nouvelle permet aux indigènes de greffer

la science et les vertus européennes sur l'intelligence grecque ou arménienne. Je ne crois pas qu'on ait jamais fait autant de bien avec 3,000 livres, que le jour où les 20,000 thalers de notre bon roi permirent aux diaconesses de fonder leur école.

L'école des garçons est une grande maison neuve, au milieu d'un jardin, dans la banlieue de la ville. On y élève maintenant quatre-vingts écoliers, dont trente sont pensionnaires et cinquante externes. Un certain docteur Barthe, de la Prusse rhénane, en est l'administrateur. Il a sept maîtres, trois Anglais, dont l'un, M. Lee, fut, je crois, précepteur dans la famille de lord De Grey, deux Français, et deux Grecs. Dans l'école on parle anglais, parce que la majorité des élèves est anglaise. Les pensionnaires payent comme les filles, à peu près 45 livres par an.

L'avenir de l'institution est grevé d'une dette contractée pour l'achat des terrains, pour la construction et pour l'ameublement de la maison ; elle entraîne environ douze pour cent d'intérêts.

— Si, dis-je, l'école des garçons, qui paye par an 500 liv. d'intérêts, ou peu s'en faut, et qui doit en outre rémunérer sept maîtres et un directeur, peut pourtant se soutenir, l'école des diaconesses, à qui la maison a été concédée, et qui paye seulement deux maîtres, doit réaliser des bénéfices considérables.

— Elle n'en fait aucun, dit M. Van-Lennap : ce serait aller contre ses principes, mais elle a les moyens d'accroître les conditions de bien-être. On augmente le nombre des domestiques, on améliore la nourriture ; les sœurs font de petites excursions pendant les vacances, et, en ce qui concerne les maîtresses, le profit n'est pas aussi considérable qu'il semblerait à première vue. La directrice et les sœurs sont nourries, logées et habillées. Le docteur Barthe et ses professeurs gagnent à peine plus que cela. Ils sont condamnés à la vie la plus strictement économe, et s'ils

ne mettaient pas un intérêt de cœur dans l'affaire, ils la quitteraient pour des occupations plus lucratives. Mais malgré leurs sacrifices, je crains que nous ne puissions pas les garder. Nous avons essayé de nous faire avancer les 4,000 livres à cinq pour cent par des capitalistes anglais ou par le gouvernement lui-même, sous la garantie des premières maisons de commerce de Smyrne, et lord Palmerston, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, paraissait disposé à nous aider; mais rien n'a pu aboutir.

— Je le regrette amèrement, dit le docteur Wood, et pour la ville et pour les intérêts généraux de l'Angleterre en Orient. Actuellement ils sont trop souvent confiés à des gens ignorants de la langue du pays, et par conséquent, très-mal placés pour connaître les idées du peuple. Ils communiquent ou ils croient communiquer avec les autorités à l'aide d'un interprète. Pour être à la hauteur de ses devoirs, l'interprète doit être hardi, loyal, intelligent, bien entendre et bien parler l'anglais et le turc. Très-peu des interprètes grecs et arméniens possèdent même la dernière de ces qualités; presque tous sont dépourvus des autres. Le pauvre consul est entièrement à leur merci, et on ne saurait dire combien ses discours sont altérés ou affaiblis, et comment l'on tronque les messages que le pacha lui transmet. Il faut être en Asie pour se familiariser avec les idiomes asiatiques. Si cette école, ou telle autre de même ordre, pouvait réussir, elle deviendrait, j'espère, une pépinière d'interprètes anglais, et, résultat plus précieux, en instruisant les consuls anglais, elle les délivrerait des interprètes.

J'attends pourtant bien plus encore de l'influence que ces écoles ne sauraient manquer d'exercer sur les indigènes, c'est-à-dire sur les Grecs et sur les Arméniens. Dans un temps, qui n'est pas éloigné, les Grecs seront les maîtres du pays. Nous devons désirer qu'ils parviennent

au gouvernement avec des sentiments anglais, des opinions et des sympathies anglaises. Les Russes au moyen de leurs agents politiques, les Français au moyen de leurs missionnaires et de leurs écoles, s'efforcent de nous faire haïr et mépriser. Ils ne réussiraient pas si les Grecs pouvaient lire l'anglais. Les Grecs sont éminemment politiques; ils dévoreraient nos journaux et nos débats s'ils les pouvaient comprendre. Ils sont aussi éminemment commerçants; si on leur expliquait nos systèmes de gouvernement et de commerce, ils en seraient bientôt les adeptes enthousiastes. Jusque-là ils n'apprendront à l'école de la presse continentale que servilité, monopole, théories protectionnistes, centralisation, en un mot toutes les institutions administratives et économiques auxquelles nous sommes le plus opposés.

Des écoles de cet ordre rempliraient un autre but; elles formeraient des élèves capables de dresser des statistiques, de rédiger des enquêtes politiques et des rapports sur l'état du pays. C'est en Asie Mineure qu'aura lieu la prochaine lutte entre la Russie et la Turquie. Si nous n'y prenons part, une armée russe marchera directement de Tiflis à l'Hellespont. Mais si nous voulons que notre intervention soit utile, il importe que nous connaissions le pays. A l'heure qu'il est nous en sommes aux conjectures, tandis que le ministère des affaires étrangères russes est renseigné sur chaque pouce de terrain. Il serait déplorable que nous eussions à apprendre nos devoirs au moment même où il faudrait agir. Autant de motifs pour que je désire ardemment voir le gouvernement anglais soutenir l'école de Smyrne dans sa lutte. Il n'a pas besoin de déboursier de l'argent; un prêt de 4,000 livres à intérêt modéré, garanti par les meilleurs noms commerciaux de Smyrne, suffirait à toutes les nécessités.

Dimanche, 15 novembre. — Nous passâmes la journée à Bournabat avec M. James Whittall. Son père, qui est le

personnage important du village, a bâti une église protestante ; mais elle n'est pas encore terminée, et en attendant le service se célèbre dans un pavillon des jardins de M. J. Whittall.

M. Wolter, un Allemand délégué par la Société des missionnaires de l'Église, nous fit un sermon admirable en bon anglais, quoique avec un léger accent étranger. Il prêcha aussi en grec et en turc. La maison de M. Whittall le père est située au point d'intersection de deux avenues de cyprès qui ont deux cents ans d'existence et soixante pieds de hauteur. Je lui dis qu'avec ce panorama, ce climat et une si excellente société, il ne manquait qu'un hôtel et une route pour faire de Bournabat une délicieuse résidence d'automne.

— Oui, c'est un séjour délicieux, me répondit-il ; pendant toute l'année nous souffrons à peine de la chaleur ou du froid. Nous aurons, bientôt un chemin de fer et probablement aussi un hôtel ; mais, en attendant, toutes nos maisons sont des hôtels pour nos amis.

Je l'interrogeai sur la sécurité du pays.

— Elle est parfaite maintenant, répondit-il. Elle fut troublée très-peu de temps, et la répression fut si vigoureuse que je ne crains pas de revoir les scènes affligeantes d'il y a deux ou trois ans. Simos m'écrivit une fois pour me demander de l'argent. Je montrai la lettre au pacha. « Je répondrai, » dit-il. Quelques mois après il me fit dire qu'il avait quelque chose à me montrer. C'était la tête de Simos.

La salle à manger était garnie de portraits de famille, entre autres celui de l'aïeule de M. Whittall, une Capo d'Istria, qui mourut dans les douleurs de l'enfantement, à cinquante-deux ans, après avoir eu vingt-neuf enfants.

C'était la reine de Bournabat, et elle gouvernait ses sujets avec une bonté qui, dans l'occasion, s'alliait très-bien avec la sévérité. Ses cavas bâtonnaient les malfaiteurs en sa présence.

La température est celle d'un bel été anglais ; à midi soixante-six degrés à l'ombre, à la nuit soixante degrés environ.

Je montrai à M. James Whittall le récit du docteur Mac-Crith de ses aventures dans les montagnes.

— Si l'histoire vous intéresse, dit-il, je puis vous montrer quelques documents originaux qui s'y rapportent.

Là-dessus il me donna trois papiers que je copie.

N° 1.

A M. J. Whittall.

« Nous sommes tombés dans les mains des voleurs, près de Hadzy-Las. Ils demandent 3,000 livres sterling ; nous sommes cinq ; ils disent qu'il ne faut pas envoyer de Turcs à notre secours.

Signé : James MAC-CRITH.

N° 2.

Κυρία σαρ Βιτταλ

Αν δεν λυπηση τον ιατρον, και δεν στελλη τα χρηματά αυριον το μεσημερον, στελλε ανθρωπον να φερει το κεφαλιτον του, χωρις αλλο μη ολον κανδατε πως σας γραφωμεν διαφορετικα.

γρουσια 400,000

Ρωτισε τι επαθον οι Τυρκοι. Εφυγον απο ενδο χωρις αρματα. Εθελον να βαζω την επιγραφην του ιατρον, αλλα ειναι εις αλλο μερος.

Καπιταν Σιμας και παιδες.

Ainsi traduit par M. Whittall :

Monsieur, seigneur Whittall,

« Si vous ne prenez pas pitié du docteur, et si vous ne m'adressez pas l'argent, demain, avant midi, envoyez un homme prendre la tête de votre ami, et rien autre chose.

» Ne vous offensez pas de ce que nous vous écrivons aussi étrangement.

» 100,000 piastres.

» Demandez aux Turcs ce qu'ils ont souffert. Ils se sont enfuis d'ici en jetant leurs armes. Je voudrais bien vous envoyer la signature du docteur, mais il n'est pas avec moi.

» *Signé* : Capitaine SIMOS et ses enfants. »

N° 3

A. M. J. Whittall.

« Ils me menacent de me tuer si on n'expédie pas d'argent. 40,000 piastres. Ne pas envoyer de Turcs.

» *Signé* : James MAC-CRITH.

» Envoyez (*illisible*) demain. Ils m'ordonnent d'écrire. Voyez ce que vous pouvez réunir. Ma femme pourra ramasser quelque chose. »

— Le N° 4, ajouta M. Whittall, fut apporté par le juif le jour qui suivit la capture. Le N° 2 fut dépêché par Simos après qu'il eut défait les soldats turcs. Le N° 3 me parvint le quatrième jour. Ce fut en réponse que nous remîmes les 500 livres qui furent acceptées. Je fus, du reste, sur le point de courir à cet endroit le même danger que le docteur Mac-Crith. Je me promenais avec l'un de mes fils, sur les huit heures, le dimanche matin, dans les environs d'un village à deux milles de Bournabat. Nous traversions un cimetière désert enseveli sous les broussailles; je ne vis personne, mais j'entendis dans le taillis une voix prononcer mon nom. Quelques-uns des voleurs confessèrent plus tard qu'ils étaient aux aguets; ils discutèrent s'ils me prendraient; mais ils décidèrent que l'heure matinale convenait mal à leur entreprise, car on pourrait les pour-

suivre et les attraper dans la plaine avant qu'ils eussent le temps d'atteindre les montagnes. Le soir arriva sans que nous vissions revenir le docteur Mac-Crith ; nous soupçonnâmes ce qui était arrivé, et ses amis se préparaient à prendre le chemin des collines pour aller à son secours ; mais nous craignîmes de ne pas réussir. — Que direz-vous à madame Mac-Crith, demandèrent les personnes qui connaissaient les habitudes des voleurs, si vous n'avez à lui donner que la tête de son mari ? Il n'y avait rien à répondre à cela et nous abandonnâmes notre projet. Mais le pacha fut plus ferme, ou plutôt il s'inquiétait peu de madame Mac-Crith et du docteur, mais il craignait que si la rançon était payée, la restitution en fût demandée à la Porte et qu'il fût accusé de négligence, peut-être de complicité avec les voleurs ; aussi, au lieu d'envoyer l'argent, il fit marcher vingt soldats turcs sur Hadzy-Las où les voleurs attendaient la rançon. Les soldats furent battus comme vous l'a dit le docteur Mac-Crith, et alors il nous fut permis d'adresser la rançon à Simos.

Nous passâmes un jour très-agréable et eûmes un magnifique coucher de soleil pour retourner chez nous.

Lundi, 16 novembre. — Je montrai à Y. le journal que j'ai tenu ici.

— Tout ce que vous avez rapporté de mes paroles est exact, dit-il, et je pense que vous avez équitablement recueilli les diverses opinions prédominantes à Smyrne, en ce qui concerne les Turcs ; mais j'aimerais à trouver plus de détails sur les Grecs ; ils joueront fatalement, ils jouent déjà un rôle plus important que les Turcs. J'admets qu'ils ont de grands défauts, qu'ils sont menteurs, intriguants et serviles, qu'ils ont, en un mot, beaucoup des mauvaises qualités que l'on peut attendre de quatre siècles d'oppression. Ce qui étonne, c'est qu'ils ne soient pas pires. Les Anglais eux-mêmes ne se corrompent-ils pas au bout de vingt ou trente années de résidence parmi

nous ? Mais leur persévérance, leur esprit public, leur ambition, leur soif de savoir et leur sagacité sont au-dessus de tout éloge. Entre eux et les Latins le contraste est frappant.

— Avez-vous donc ici beaucoup de Latins ? demandai-je.

— Dix mille à Smyrne seulement. Ils sont principalement d'origine italienne. Ils ont tous les vices des Grecs et bien d'autres encore, mais très-peu de leurs vertus. Ils sont intolérants à l'excès, dénués d'énergie, peu jaloux de progrès. Au lieu d'envoyer, comme les Grecs, leurs fils faire leur éducation en Europe, ils les gardent chez eux, en général sous la direction des lazaristes, et les enfants n'apprennent rien.

— J'ai très-peu entendu parler des Latins et des Arméniens, dis-je.

— Les Arméniens, répondit-il, ont une véritable importance. Ils ne sont pas nombreux, mais ils sont riches ; ils n'ont pas l'ambition ni l'intelligence des Grecs. Ils mettront leur appoint du côté du plus fort.

— Lorsque je parcours mon journal, dis-je, je suis frappé de la répulsion générale que les Turcs inspirent à tous mes amis : la haine, le mépris, le dégoût, voilà les sentiments qu'ils me semblent exciter parmi les chrétiens qui sont en contact avec eux.

— Je ne pense pas, répondit-il, que nous puissions sympathiser avec eux ; c'est à peine si je crois que nous appartenions à la même espèce. La tête d'un Turc, à moins qu'il ne soit fils d'une Circassienne, contient beaucoup moins de cervelle que celle d'un Européen, par rapport surtout aux organes des plus nobles facultés humaines. Son front est bas et fait presque en angle aigu. Il ne peut pas raisonner, et il n'y a pas de suite logique dans ses idées ; il a une conception vivace et de l'imagination, mais peu de puissance d'abstraction. Ses pensées ne se formulent pas

en mots comme celles d'un Européen. Le souvenir des peines et des plaisirs passés, principalement des jouissances sensuelles, la vision anticipée des peines et des plaisirs à venir flottent vaguement à travers son esprit, et il s'arrête beaucoup plus à creuser ses désirs qu'aux moyens de les réaliser. C'est précisément ainsi que le poète du Coran se complaît à décrire les joies du paradis, et qu'il fait à peine allusion aux vertus que nous devons posséder pour le conquérir.

J'ai bien souvent écouté des conversations dans les cafés turcs : c'est à peu près l'entretien que vous pourriez attendre d'enfants d'un an, s'ils recevaient tout à coup le don de la parole. Les femmes sont encore plus puériles. Les hommes sont retenus par l'amour-propre, les femmes n'en ont pas. Je les ai visitées comme médecin et j'ai été charmé de leur grâce et de leur douceur. Mais qu'une esclave péchât par action ou par omission, soudain la colère d'un de ces agneaux se déchaînait ; elle s'échappait en un torrent d'injures les plus grossières, quelquefois en présence du mari et des filles.

Leur amour est aussi impétueux et aussi effréné que leur haine. Les avances viennent toujours d'elles. Les histoires des *Mille et une nuits*, où de vieilles femmes vont vers quelque beau jeune homme lui annoncer une conquête et le conduire les yeux bandés au lieu du rendez-vous, se répètent chaque nuit dans le quartier turc de Smyrne. Tant que les femmes resteront ce qu'elles sont maintenant, on ne pourra pas blâmer la jalousie des maris.

— Mais le Turc, dis-je, doit avoir quelques vertus ; sans cela il n'aurait pas conquis et gardé un empire ?

— Le Turc du xv^e siècle, répondit-il, ne ressemblait guère à celui du xix^e.

Il était athlétique et vigoureux, il vivait dans l'action à ciel ouvert ; il n'était pas le voluptueux fume^U sédentaire

d'aujourd'hui. J'admets d'ailleurs volontiers que le Turc, même dégénéré, n'est pas sans quelques qualités. Il est sobre; toutes les classes observent la tempérance dans leur nourriture; la grande majorité la respecte dans sa boisson. Il a de la tenue, et ne se laisse pas aisément exciter ou abattre; il est calme dans la bonne comme dans la mauvaise fortune; il est éminemment hospitalier et charitable. Par malheur, ses vertus s'éteignent sous les rayons de la prospérité. Le Turc pauvre est honnête et humain; le Turc soldat est brave; le Turc riche est toujours un tyran. Aussitôt qu'un fonctionnaire turc pense que c'est la peine de vivre, il est ménager de sa vie.

Le grand malheur du Turc est qu'il n'a pas la faculté de progrès indéfini qui appartient à la race européenne. Comme les Chinois, comme les Indous, en un mot comme tous les Asiatiques, il ne saurait dépasser un degré de civilisation médiocre; il ne saurait même pas s'y maintenir longtemps. Il l'a atteint il y a trois cents ans, et s'en est déjà éloigné.

— Les Arabes et les Juifs, dis-je, paraissent capables d'arriver à une civilisation plus avancée?

— Les Juifs et les Arabes ne doivent pas être considérés comme Asiatiques. Les Juifs étaient une famille unique, implantée et détenue pendant quatre siècles en Égypte, et qui devint une nation sans se mêler à aucune autre. L'histoire des Arabes est pareille : ils sortent du même tronc que les Juifs, ils ont grandi comme eux, sans se mêler aux étrangers. Ils ont été en réalité aussi séparés du reste des habitants de l'Asie par les mers et les déserts qui isolent leur péninsule, que les Juifs par leurs institutions nationales. Ils ne sont pas Asiatiques, ils sont Ismaélites comme les Juifs sont Israélites.

Les caractères distinctifs du véritable Asiatique sont la stérilité intellectuelle et l'incapacité du changement. Une nation, pour s'épargner toute inquiétude, déclare que ses

lois seront irrévocables. Une autre institue des castes et rend toute amélioration postérieure impossible. Une autre se défend contre les idées nouvelles, en refusant toute communication avec les étrangers. Un Asiatique aime mieux copier que s'essayer à l'invention, acquiescer que discuter, attribuer les événements à la destinée que les rapporter à des causes plausibles et explicables. Sa seule diplomatie est la guerre; ses seuls procédés intérieurs de gouvernement sont le poison, le bâton et le lacet.

Chez le Turc, ces instincts sont poussés jusqu'à la manie. Quel que soit son dessein, il emploie les moyens qui demandent le moins de réflexion. S'il doit créer un gouvernement local, il transmet simplement au pacha tous les pouvoirs du sultan. S'il a besoin d'argent, il le prend, sans regarder où il le trouve; s'il ne peut l'obtenir par force, il met à l'encan le pouvoir, la justice, la prospérité et même la subsistance de ses sujets. Il évite les dangers d'une succession disputée en tuant tous les neveux du sultan, ou en empêchant qu'il en vienne au monde. Il compte sur la pluie pour nettoyer ses rues, sur les chiens pour les débarrasser des ordures, sur le soleil pour rendre praticables les sentiers qu'il appelle des routes, sur le climat pour vivre dans sa maison de bois, sans se soucier de la réparer. Pour tout le reste, il se repose sur Allah, et prie Dieu de faire pour lui ce qu'il est trop engourdi pour faire lui-même. Son fatalisme est en réalité la paresse sous sa forme la plus exagérée. Il veut échapper non-seulement à l'action, mais même à la discussion.

Nos efforts pour introduire le progrès chez les Turcs rappellent la vieille histoire de ces gens qui essayèrent de blanchir un nègre. Les Turcs n'ont jamais été, ne seront et ne pourront jamais être que des barbares.

IV

ATHÈNES

Mardi, 17 novembre. — Nous nous embarquons pour Athènes. Nous quittons Smyrne avec grand plaisir, et les Smyrniotes avec grand regret.

Mercredi, 19 novembre 1857. — A bord du *Télémaque*, dans le port de *Syra*. — Nous sommes sortis de Smyrne hier à trois heures de l'après-midi. Notre vapeur, jumeau du *Scamandre* et du *Léonidas*, est comme eux commode, solide et assez mauvais marcheur.

Les trois premières heures de notre passage dans la baie resserrée de Smyrne furent charmantes.

Nous longeâmes la côte méridionale, dominée par une chaîne de montagnes qui s'élance à pic d'une côte étroite couverte d'oliviers, de châtaigniers et de platanes, et que décore çà et là un palmier solitaire. Les plus hauts sommets ne dépassent pas trois mille pieds; mais comme l'œil en saisit d'un seul coup la hauteur entière, ils émeuvent bien plus que des montagnes plus élevées, qui ne découvraient que lentement les assises de leur large pyramide.

Leurs nuances très-variées dépendent tantôt du terrain, tantôt de la végétation, quelquefois de leur exposition. Hier soir, la face orientale de leurs promontoires et de leurs saillies escarpées restait dans l'ombre. A l'ouest,

l'horizon s'embrasait du reflet lumineux des forêts, où les tons jaunes de l'automne se mêlaient sous le crépuscule à la verdure, aux teintes déjà brunes des herbes et des fougères, au pourpre des bruyères et au coloris rouge ou gris des pierres à chaux qui bordent de véritables précipices.

Nous voyons quelques villages et peu de traces de culture. A cinq milles à peu près de Smyrne, nous passons sous un vieux château génois qui sert maintenant de forteresse et de prison. Dans les eaux qui baignent ses murailles on trouva un jour noyés cinq ou six hommes de la bande de Simós ; personne ne croit que leur mort ait été accidentelle.

Un peu avant six heures le soleil se couche.

Nous tournons le promontoire de Can-Lu-Burun, et nous entrons dans la mer Égée.

Le vent du sud qui nous avait doucement bercés dans la baie se change en un violent sirocco. Je me mets au lit ; quand je me relève nous sommes au milieu des Cyclades, dans le canal qui sépare Ténos et Délos ; nous approchons de Syra.

Le port de Syra est suffisamment protégé contre tous les vents, excepté celui du nord-est ; mais il est d'un fâcheux aspect ; la ville n'offre d'ailleurs aucun attrait ; aussi je passe toute la journée à bord.

Hôtel d'Angleterre. Athènes, jeudi, 19 novembre. — Nous partîmes à six heures hier au soir, et, après une rude traversée, nous avons atteint le Pirée aujourd'hui à cinq heures du matin. Nous avons débarqué et nous avons trouvé des voitures et des commis de douane qui nous attendaient sur la berge ; en moins d'une demi-heure notre bagage était examiné et enlevé ; nous arrivions à Athènes avant dix heures.

Le jour est sombre et orageux ; l'Acropole et le Lycabète ont coupé notre perspective pendant toute la route, se détachant d'un fond de nuages noirs chargés de neige, dont

pas un seul flocon ne tomba sur Athènes. Elle était attirée à l'est par les cimes de l'Hymette, au nord et à l'ouest par celles du Parnès et du Pentélique.

Notre logement est froidement luxueux. Nous avons de grandes chambres à coucher et un salon de trente pieds carrés exposés au nord-ouest, avec un poêle lilliputien.

Au paysage d'Athènes il ne manque que des arbres et un fleuve. Le Céphise est un ruisseau ; on ne le verrait plus, si on quittait un moment la longue allée d'oliviers qu'il arrose. L'Ilissus est un ruisselet. Quoique nous touchions à la fin de la saison des pluies, je l'ai traversé à pied sec trois ou quatre fois dans le jour. Le Parnès, l'Hymette et le Pentélique, qui portaient autrefois des forêts, ne semblent plus avoir un arbre. On a planté autour du palais un jardin qui sera beau dans cent ans d'ici, si les arbres, entassés aujourd'hui comme ceux d'une pépinière, sont convenablement éclaircis. Tel qu'il est, il n'est que joli. Tous les autres arbres d'Athènes et des environs, à l'exception d'un magnifique palmier dans le jardin d'un couvent, ont été détruits pendant la guerre, et ceux qu'on a mis en terre à leur place ne sont encore que de jeunes pousses.

Lorsque Wordsworth visita Athènes en 1832, elle ne contenait pas une demi-douzaine de maisons habitées. Sa population actuelle est de trente-six mille âmes, ce qui suppose environ cinq mille maisons, répandues irrégulièrement sur un espace d'un mille carré, au nord de l'Acropole. Celles qui en sont les plus voisines, et qu'on trouve jusqu'à mi-côte, sont heureusement celles qui ont le moins de valeur. Je dis heureusement, parce qu'on suppose qu'elles recouvrent des ruines précieuses qu'on ne peut mettre à jour, tant que ces pauvres masures ne seront pas démolies. Les meilleures constructions sont celles d'un établissement de bains anglais, quoiqu'elles soient plus basses et plus écartées que les autres. Chaque habitation convenable a son petit jardin. Le sol calcaire et la sécheresse

du climat entretiennent la propreté dans les rues, mais y amassent la poussière. L'égalité comparative du terrain repose délicieusement les pieds du pavage de cailloux pointus qui a fait notre tourment pendant tout le temps de notre résidence en Turquie.

Samedi, 28 novembre. — Nous habitons Athènes depuis dix jours; mais la température a été si inclemente, que je ne me suis pas aventuré à faire d'autres excursions que de simples promenades. Le thermomètre est rarement descendu au-dessous de quarante-quatre degrés à l'air, ou de cinquante-quatre degrés dans les appartements; il n'y a presque pas eu de pluie, mais les vents du nord ont été violents. L'air, hors de la maison, était chargé de poussière et à l'intérieur la fumée nous suffoquait, car on n'en voit guère à Athènes, de cheminées et pas une seule dans les salons d'hôtel; d'autre part, les Grecs ne sont pas assez habiles pour construire un bon poêle. On me dit que c'est une saison très-extraordinaire; les Wyse ne se rappellent pas en avoir vu une aussi froide; ils ajoutent qu'en général le mois de décembre à Athènes est charmant. Je sais que la seule journée calme et lumineuse que nous ayons eue a été un enchantement. Comme il arrive d'ordinaire dans les pays méridionaux, les précautions sont toutes contre la chaleur. Les chambres exposées au nord et au nord-est sont grandes et hautes, avec de nombreuses portes et des croisées mal ajustées qui touchent au plancher.

En été, lorsque pendant quatre mois personne ne s'aventure à sortir entre sept heures du matin et sept heures du soir, de tels logements peuvent être agréables; en ce moment ils sont bien incommodes. Sans mon inquiet désir de connaître le pays et le peuple qui ont occupé mes pensées dès l'enfance, rien ne me déciderait à rester ici.

Les ruines les plus intéressantes du monde sont celles de la Thèbes égyptienne et celles d'Athènes. J'avoue que celles de Thèbes m'ont frappé davantage.

L'immensité et la visible éternité de Karnak, de Luxor et du Rhamseion ; cette profusion des ornements qui ne diminue en rien le grandiose ; la puissance, l'habileté et le courage déployés dans la conception et l'exécution de ces œuvres qui paraissent plutôt celles de la nature que celles de l'homme ; la solennelle grandeur du désert au milieu duquel elles s'élèvent, du rempart jaune et nu des montagnes qui le bornent, et du fleuve majestueux qui le traverse ; le soleil embrasé qui les éclaire et les souvenirs qu'elles évoquent, tout les imprime dans la mémoire comme des choses à part de toutes les autres créations humaines.

Je n'ai guère vu l'Acropole que sous le sombre voile d'un ciel nuageux, pendant que le vent du nord me piquait au visage. Les montagnes au milieu desquelles il se détache sont plus hautes et plus variées de dessin et de disposition que celles de Thèbes ; mais elles sont grises et réfléchissent le ciel gris. La mer est admirablement coupée par les promontoires, les baies et les îles ; la vue est limitée par les belles côtes de l'isthme et de la Morée ; mais elle est à trois milles, et sa beauté glorieuse enthousiasme bien moins que le Nil qui coule à vos pieds, à Luxor. Je vénère beaucoup Salamine et l'Académie, mais la véritable civilisatrice de l'espèce humaine, ce n'est pas la Grèce, c'est l'Égypte. Ce fut de l'Égypte, qui, depuis bien des siècles, peut-être depuis plusieurs milliers d'années, était déjà un empire puissant, grand par les armes, par l'art, par la science, que Danaüs et Cécrops apportèrent la civilisation aux barbares de l'Attique et de l'Argolide.

Après Thèbes, néanmoins, le lieu du monde qui vaut le plus un pèlerinage, c'est Athènes. Les cinq points qui m'y attirent entre tous les autres sont le Pnyx, l'Aréopage, le temple de Thésée, le temple de Jupiter Olympien et l'Acropole.

Le Bema d'où parlait Démosthène est une esplanade de pierre d'environ onze pieds carrés, qui forme à peu

près le centre d'une saillie de dix pieds d'un escarpement artificiel et qui domine un parallélogramme, ou plutôt un ovale de deux acres d'étendue, découpé dans la pente de la colline et soutenu par un mur massif non cimenté, de la plus ancienne architecture athénienne. Quand l'orateur était debout, il voyait au-dessous de lui l'Agora, l'Aréopage et le temple de Thésée. Les propylées de l'Acropole étaient à sa droite ; mais la colline qui se dressait à sa gauche interceptait la vue de la mer et de Salamine. L'ovale ou la place de l'assistance pouvait contenir dix mille personnes.

Immédiatement au-dessus, de niveau avec le Bema, se trouve un autre ovale plus petit pouvant contenir à peu près la moitié de ce nombre d'auditeurs avec une autre tribune assez élevée pour dominer Salamine et la mer.

Le docteur Wordsworth pense que c'était là celle d'où parlait Périclès, et que, d'après Plutarque, les trente tyrans remplacèrent par une plus basse pour empêcher l'orateur de voir la mer et d'être constamment ramené au souvenir des gloires maritimes et démocratiques d'Athènes.

M. Pittakis, la plus grande autorité locale, est du même avis que le docteur Wordsworth.

L'auteur de l'excellent *Manuel du voyageur en Grèce de Murray* (je crois que c'est sir Charles Bowen) met en doute le récit de Plutarque. Il objecte que l'esplanade supérieure n'aurait pu contenir la vaste assemblée athénienne. Mais son étendue paraît avoir été diminuée avec intention, comme M. Pittakis me le fit remarquer ; à cet effet, on coupa la saillie du roc qui la limitait et la soutenait. Le Pnyx était naguère engorgé de terre, que lord Aberdeen fit enlever.

L'Aréopage est une éminence rocheuse qui monte graduellement de la vallée où était l'ancien Agora pour aboutir à un précipice dont un tremblement de terre a détaché d'énormes masses ; c'est l'entrée d'une grotte sombre qui se trouve plus bas. Un escalier étroit et

roide, taillé dans le roc, conduit à un petit plateau en demi-cercle situé près du sommet, exposé au sud, et sur lequel vingt personnes peut-être peuvent s'asseoir. A chaque coin du demi-cercle on a pratiqué dans le rocher une sorte de piédestal. Sur le rebord de pierre qui forme le fond du demi-cercle, s'asseyaient les juges; sur les piédestaux ou blocs de chaque coin se plaçaient l'accusateur et l'accusé. C'est sur ces marches que saint Paul fut conduit en quittant l'Agora, et ce fut de l'un de ces piédestaux ou peut-être, comme il n'était pas traité en criminel, du centre du demi-cercle, qu'il attaqua l'idolâtrie dans son foyer le plus ardent.

Le docteur Wordsworth a remarqué que le carton de Raphaël où saint Paul parle, debout sur la base d'un temple entouré de constructions d'architecture romaine, est un anachronisme. Le vrai lieu de la scène aurait fourni un décor sublime. Les rampes de l'Aréopage étaient encombrées de statues. Le rocher est taillé et nivelé partout pour les recevoir. Ainsi l'apôtre voyait dans le lointain l'Agora, la grande rue et les portiques; à sa droite, il avait les Propylées et le Parthénon.

La grotte sombre au-dessous de l'Aréopage était consacrée aux Euménides. Le docteur Wordsworth suppose qu'elle a été le

Καταβήκη τὸ οὐδὲ;

Χαλκοῖς βάθραισι γῆθεν ἐπριζώμενος.

dont Sophocle a fait le théâtre de la mort d'Œdipe. Il semble pourtant qu'elle soit bien loin de Colone, à près d'un mille et demi.

Le temple de Thésée est peut-être le mieux connu des temples grecs : la simplicité de ses formes, la conservation de la plus grande partie des constructions, quoique tous les ornements aient à peu près disparu, et sa position en évi-

dence sur le sommet d'une colline que n'encombrent pas les maisons, a attiré l'attention de tous ceux qui ont écrit sur l'art grec et sur les antiquités grecques. Ses dimensions ont de cent cinq pieds sur quarante-cinq. Sa hauteur, de la base des colonnes au sommet du fronton, est de trente et un pieds. Ce sont à peu près les mesures d'une église paroissiale anglaise. Ce sont celles du salon de l'*Athenæum-Club*. Malgré cela, le temple de Thésée, séparé de ce qui l'entoure, est une construction majestueuse et imposante. La simplicité et l'harmonie peuvent seules donner ces résultats, et c'est une fausse idée que la beauté des proportions diminue la grandeur apparente.

Lorsque le temple fut changé en église, un toit voûté fut jeté sur le vaisseau. Ce toit ne gêne pas l'extérieur, parce qu'il ne s'élève pas au-dessus de la corniche; mais on dit que son poids abîme les murs construits pour supporter seulement des traverses horizontales qui n'exerçaient pas de pression latérale.

Dans l'intérieur se trouvent quelques-unes des statues qui ont été découvertes en Grèce depuis l'Indépendance. La plus intéressante est un guerrier en bas-relief, découvert près de Marathon. On pourrait le prendre pour un marbre assyrien; c'est un spécimen des origines de l'art grec.

Fergusson suppose que le temple de Jupiter Olympien a été le temple corinthien le plus magnifique de tout le monde ancien.

Comme étendue, on dirait une cathédrale de trois cent cinquante-quatre pieds de long sur cent soixante-quinze de large; ce qui donne une surface de soixante et un mille neuf cent cinquante pieds carrés, à peu près celle de Notre-Dame, et trois fois celle du Parthénon. Ses cent vingt-quatre colonnes, dont quinze sont encore debout, avaient cinquante-cinq pieds un quart de hauteur, et six pieds un tiers de diamètre à leur base. La seule qui reste encore sur le sol où elle est tombée il y a cinq ans me permit d'examiner et

d'admirer la beauté de leur structure et la pure blancheur du marbre. Le temple s'élève sur une petite éminence soutenue de chaque côté par des murs massifs de construction grecque qui surplombent l'Ilissus et dominent l'Acropole à l'ouest, Salamine, Égine et Corinthe au sud.

Il ressemble à nos cathédrales, non-seulement par sa grandeur, mais aussi par le temps qu'on a mis à le construire ; plus de six siècles s'écoulèrent entre Pisistrate qui le commença et Hadrien qui l'acheva.

Je passai plusieurs jours à Athènes avant d'entrer dans l'Acropole. Je ne voulais pas le voir sous un ciel gris et pendant une tempête. A la fin il nous vint un jour calme et brillant, et je le consacrai à cette visite.

Peu d'édifices pourraient soutenir le voisinage d'un portique tel que les Propylées.

L'Acropole était à la fois une forteresse et un sanctuaire. Il contenait déjà le Parthénon et une partie de l'Érechthéon, lorsque furent jetées les fondations des Propylées. On les construisit d'abord comme œuvre de défense militaire ; mais on voulut aussi que leur style ne fût pas indigne du temple merveilleux auquel elles conduisaient.

Les fortifications, qui s'étendaient peut-être à cent mètres sur la colline, ont disparu. Il reste quelques ouvrages extérieurs comparativement modernes, un mur de marbre et une porte du style grec de la décadence. Immédiatement après, on rencontre l'escalier de marbre, large de soixante-dix pieds, avec son plan incliné au centre, sur lequel des taureaux traînaient le char de la procession des Panathénées. De chaque côté sont des ailes en marbre plein qui s'avancent vers la vallée ; elles ont des portiques d'ordre dorique à trois colonnes qui regardent l'escalier. Le portique du sud est maintenant écrasé par une hideuse tour du moyen âge, qui défigure l'entrée occidentale de l'Acropole. L'escalier passe ensuite sous une colonnade couverte, qui se compose en avant de six colonnes doriques

et derrière de six colonnes ioniques. Le mur de marbre qui la termine est percé de cinq portes qui s'ouvrent sur une autre colonnade dorique : celle-ci sépare les Propylées du niveau de l'Acropole, avec le Parthénon d'un côté et l'Érechthéon de l'autre.

Sous quelques rapports ces édifices font contraste. Rien ne saurait être plus simple que les lignes du Parthénon, rien de plus compliqué et de plus irrégulier que le plan de l'Érechthéon. Tous deux sont au pur état de squelettes. Des murs et des piliers, voilà tout ce qu'il en reste. Plus de trace des peintures et des sculptures qu'on y a jadis prodiguées. Le marbre même a changé sa blancheur naturelle contre une sombre teinte gris de fer. Sous ce rapport ces monuments sont moins heureux que les temples de Pæstum, qui ont tous deux moins perdu et qui avaient beaucoup moins à perdre.

Je ne crois pas que j'aie été aussi ému par le Parthénon que par les Propylées ; c'est que les peintures et les descriptions des voyageurs me l'avaient rendu plus familier. Les Propylées étaient nouvelles pour moi. Il y a vingt ans, elles étaient encore enfouies sous une batterie turque.

Je m'attardai dans l'Acropole, jusqu'à ce que le soleil, descendant des montagnes d'Égine, tombât d'aplomb sur l'auguste fronton et sur les sombres colonnes du Parthénon.

Le soir je retournai voir l'Acropole par le clair de lune. Je ne gagnai pas au change. La vue prodigieuse de la baie et des montagnes de Salamine, d'Égine et de Corinthe était presque effacée. Dans les monuments qui m'entouraient la couleur du marbre reflétait mal les pâles clartés de la nuit. Les édifices qui profitent le plus du clair de lune sont ceux d'une grande étendue où les détails sont incorrects ou peu intéressants. Ainsi, à Paris, la Madeleine et l'Arc de l'Étoile ; à Rome, le Colysée. Il n'est pas

un point de l'Acropole qui demande une lumière adoucie. Chaque mur, chaque colonne, chaque architrave, chaque fronton, et je n'oublie aucun de ses éléments, croît en beauté grandiose à mesure que le soleil l'illumine plus vivement, à mesure que le spectateur l'examine de plus près.

L'Acropole renferme beaucoup de souvenirs historiques. Une partie considérable de son mur septentrional est composée des colonnes et des entablements d'un temple dorique, probablement profané par Xerxès, et dont les Athéniens prirent les matériaux lorsqu'ils reconstruisirent rapidement leurs remparts après sa retraite.

A l'ouest de l'Érechthéon on remarque sur le pavé les trois marques que laissa Neptune, lorsqu'il frappa le roc de son trident.

Au-dessous de la façade orientale on trouve, sur une pente où le terrain s'est naturellement abaissé, des fragments de colonnes inachevées et d'autres pierres à demi travaillées; on les a sans doute apportées là travaillées en partie, puis on les abandonna comme défectueuses, et on les couvrit de terre fraîche quand la surface de l'Acropole fut nivelée.

Le temple de Nikè, une splendide miniature, au nord des Propylées, contient des Victoires en bas-relief qui couvraient probablement un mur par où le temple rejoignait le grand escalier de marbre.

Dans l'une de ces deux compositions la Victoire, suivie par une figure qui conduit un taureau, se jette en avant pour raconter son histoire. Dans une autre elle ôte ses sandales et vient reprendre sa place accoutumée dans son temple.

Dimanche, 29 novembre. — Les vents du nord ont enrhumé madame Senior; elle a fait appeler le docteur Macas, un Grec, qui me paraît la traiter parfaitement. Il y a plusieurs bons médecins à Athènes. L'indisposition de ma

femme l'empêcha de m'accompagner ce soir à un bal qu'on donnait au palais. Nous étions invités pour neuf heures moins un quart. Sir Thomas Wyse vint me chercher. Nous trouvâmes dans les trois grandes premières pièces environ cent cinquante dames assises d'un côté, et deux cents hommes debout de l'autre. Quelques dames étaient habillées à la mode exacte des salons d'Europe ; d'autres portaient le bonnet de velours rouge avec un long gland et la veste courte à la grecque ; d'autres avaient la tête et le cou enveloppés dans de grands mouchoirs, qui laissaient voir seulement le visage. C'est la coiffure d'Hydra. Parmi les hommes, quelques-uns étaient en uniforme, quelques-uns en habit noir, d'autres portaient le costume albanais que les Hellènes ont adopté. C'est une veste tantôt rouge avec des broderies d'or, tantôt grise avec des ornements d'argent ; le cou est découvert, un jupon blanc (fustanelle), plissé comme une fraise, va de la ceinture au genou ; de grandes guêtres rouges ou bleues complètent l'ajustement. Plusieurs vieillards justifiaient assez par leur tournure les récits qu'on me fit sur leur passé. Ils avaient bien la mine de voleurs. Ils se sont élevés de cette profession à celle de soldats partisans ; puis ils sont passés grands personnages, grâce, moitié aux bénéfices du pillage, moitié aux concessions de domaines nationaux que leur accorda la couronne.

A neuf heures et demie environ le roi et la reine entrèrent. Un cercle d'hommes se forma autour de Leurs Majestés, et elles le parcoururent, mais non pas ensemble ; elles laissaient entre elles deux un espace considérable. Le roi est un homme distingué, de manières calmes et aisées ; il portait le costume albanais. La reine était attifée à la parisienne, avec une énorme crinoline ou cage sous sa robe ; elle parla beaucoup et gaiement, particulièrement au ministre de Prusse. Le cercle fut longtemps à se rompre, peut-être trois quarts d'heure. Pendant tout

ce temps les femmes restèrent assises, les hommes étaient debout dans l'autre partie du salon ; les privilégiés du cercle occupaient le centre.

A la fin la reine prit la main de sir Wyse, le roi celle del'ambassadrice de Russie, et ils dansèrent une polonaise, à laquelle succéda une valse ; il était près de dix heures et demie ; je me retirai.

Je bénéficiais là de mon titre d'étranger. Les invités du pays sont obligés de rester au bal jusqu'à ce que la reine se retire, c'est-à-dire à l'ordinaire jusqu'à trois heures moins un quart. Des Grecs qui cherchaient à s'en aller plus tôt ont été, m'a-t-on assuré, reconduits dans les salons par les sentinelles. Pendant que je figurais dans le cercle, j'entendis des plaintes amères contre cette tyrannie du bal. « On ne vous laisse jamais partir, me dit quelqu'un, avant six heures de faction. » Les grands bals commencent à dix heures et finissent à quatre heures ; les plus petits finissent à trois, mais ils commencent à neuf.

Les salons sont spacieux, bien éclairés et bien aérés ; mais la singulière coutume qui sépare les femmes et les hommes répand dans ces fêtes la contrainte et l'ennui. Là reine a, dit-on, introduit cette innovation pour faire plus aisément le tour du cercle.

On dit que le palais a coûté 14,000,000 de drachmes (environ 500,000 livrés sterling), la valeur, ou peu s'en faut, du revenu annuel de l'État. Il vaudrait autant que notre reine eût dépensé en palais 65,000,000 livres sterling. C'est dans un pays où l'on est trop pauvre pour faire une route ou pour payer une dette, qu'on s'est livré à ces folles prodigalités. Ajoutez que ce ruineux monument ressemble terriblement à une factorerie couverte en stuc, avec une chétive colonnade au centre et deux vastes ailes plates de chaque côté. C'est un architecte bavaïois qui a commis ce gros péché.

Lundi, 30 novembre. — J'ai lu la constitution grecque de 1843. En voici les principaux articles :

Art. 1^{er}. La foi de l'Église orthodoxe d'Orient est la religion dominante. Toutes les autres religions sont tolérées ; mais le prosélytisme et toute opposition à la religion dominante sont défendus.

Art. 2. L'Église de Grèce est unie à la grande Église orthodoxe grecque de Constantinople et à toutes les autres Églises orthodoxes ; elle est indépendante et gouvernée par un synode d'évêques.

Art. 3. Tous les Grecs sont égaux devant la loi ; seuls, les citoyens grecs sont capables de remplir les emplois publics.

Art. 4. Nul Grec ne peut être persécuté ou emprisonné qu'en exécution de la loi.

Art. 5. Nul ne peut être arrêté, à moins de *flagrant délit*, sans un acte judiciaire constatant au long les motifs, et qui doit être exhibé au moment de l'arrestation.

Art. 6. La loi seule peut infliger des peines.

Art. 7. Tous les citoyens sont admis à présenter des pétitions aux autorités.

Art. 8. La maison d'un citoyen est inviolable ; les visites domiciliaires ne pourront être faites que dans les cas et selon les formes prescrites par les lois.

Art. 9. Un esclave qui touche le sol grec devient libre.

Art. 10. La presse est libre, le gouvernement ne pourra jamais établir de censure. Il ne sera pas exigé de cautionnement des imprimeurs ou des éditeurs. Les éditeurs des journaux devront être citoyens grecs.

Art. 11. L'État pourvoira à l'éducation supérieure. Il aidera les écoles paroissiales. Chacun pourra ouvrir une école, en remplissant les formalités légales.

Art. 12. Nul ne peut être exproprié, excepté pour un but d'utilité publique, dans les cas et selon les formes prescrites par la loi, et après compensation préalable.

Art. 13. Il ne pourra être établi ni torture ni confiscation totale de la fortune d'un citoyen.

Art. 14. Le secret des lettres est inviolable.

Art. 15. Le roi, les députés et le sénat forment le pouvoir législatif.

Art. 16. Le roi, les députés et le sénat pourront respectivement proposer des lois. Celles qui regardent le budget, les domaines publics et les forces militaires devront émaner de la chambre des députés.

Art. 18. Les lois rejetées pourront être représentées dans la même session.

Art. 19. Les lois seront interprétées par le pouvoir législatif.

Art. 21, 22, 24. Le pouvoir exécutif appartient au roi, mais il est exercé par des ministres responsables nommés par lui. Le roi n'est pas responsable, il nomme et renvoie ses ministres.

Art. 23. Nul acte du roi n'est valable s'il n'est contre-signé par le ministre qu'il regarde, et qui, en conséquence, devient responsable. En cas de changement complet de ministère, le nouveau président du conseil signe l'ordre.

Art. 27. Le roi est commandant en chef, fait la guerre, la paix, les traités d'alliance et de commerce. Il choisit tous les fonctionnaires et officiers publics, à moins qu'une loi n'en ait décidé autrement. Il ne peut créer de nouveaux emplois.

Art. 28. Le roi fait les ordonnances nécessaires à l'exécution des lois, mais il ne peut suspendre ou empêcher leur exécution.

Art. 30. Le roi peut proroger les chambres, mais seulement pour quarante jours, et il ne peut les proroger deux fois dans une session. Il peut dissoudre la chambre des députés, mais l'ordre doit contenir la convocation des électeurs sous les deux mois, et celle d'un parlement dans le trimestre.

Art. 32. Le roi peut pardonner tous les crimes, excepté ceux de ses ministres. Il peut conférer les ordres de chevalerie existants conformément à la loi, mais il est inhabile à créer des nobles ou à reconnaître des titres étrangers donnés à des Grecs.

Art. 35. La liste civile est fixée par la loi, et le chiffre ne peut être modifié pendant dix ans.

Art. 36. Le roi jure d'observer la constitution et de préserver l'intégrité du royaume grec.

Art. 37. La couronne passe aux descendants légitimes du roi Othon par ordre de primogéniture, et, à défaut de descendance directe, à ses frères et à leurs héritiers; mais il faut que le successeur soit de la religion grecque orthodoxe, et il ne peut être en même temps roi de Grèce et de Bavière.

Art. 38 à 45. En l'absence d'un successeur, le roi peut en nommer un, avec l'assentiment des chambres; s'il n'y en a pas de désigné, l'élection est remise au peuple.

Art. 47. Les chambres se réuniront chaque année le 4^{er} novembre. La session ne peut pas durer moins de deux mois. La majorité des membres fait loi. Les séances sont publiques; les ministres sont tenus de donner toutes les explications qui leur sont demandées.

Art. 53. Le budget sera voté et les comptes de dépenses de l'année suivante fixés chaque année.

Art. 54. Toute pension et gratification publique fera l'objet d'une loi.

Art. 55. Nul député ou sénateur ne pourra être persécuté ou recherché pour les opinions ou les votes qu'il émettra dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 56. Nul député ou sénateur ne sera persécuté, arrêté ou emprisonné sans le consentement de la chambre à laquelle il appartient.

Art. 59 à 64. Les députés sont élus pour trois ans par le peuple, d'après les règlements de la loi électo-

rale. Ils représentent non-seulement ceux qui les ont élus, mais la nation tout entière. Leur nombre sera proportionnel à celui de la population, mais ils ne pourront jamais être moins de quatre-vingts. Un député remplissant un emploi rétribué ne pourra siéger, à moins d'une réélection.

Art. 65. La chambre des députés nomme ses chefs; les députés reçoivent 250 drachmes (8 l. 15 s.) par mois pendant la session.

Art. 69. Les sénateurs sont nommés pour la vie par le roi; la nomination est contre-signée par le président du conseil. Ils ne peuvent être moins de vingt-sept, ni dépasser la moitié du nombre des députés. Ils doivent être âgés d'au moins quarante ans, et avoir occupé des postes importants pendant un certain temps. Ils reçoivent 500 drachmes par mois (17 l. 40 s.) pendant la session.

Art. 77. Le sénat ne peut siéger hors de la session, excepté comme cour de justice. Le président est nommé pour trois ans par le roi.

Art. 80. Nul membre de la famille royale ne peut être ministre.

Art. 84. Les ministres peuvent parler dans les deux chambres, et les deux chambres peuvent exiger leur présence, mais ils ne votent que dans celle dont ils sont membres.

Art. 82. Nul ordre royal, écrit ou verbal, n'atteint la responsabilité d'un ministre.

Art. 83. Les ministres peuvent être accusés par les députés et jugés par le sénat. S'ils sont convaincus, ils ne peuvent être graciés, excepté à la requête de l'une des chambres.

Art. 86. Les juges sont nommés par le roi. D'ici à cinq ans une loi indiquera le temps après lequel ils deviendront inamovibles, excepté les juges de paix.

Art. 87. Nul ne peut être jugé par une commission ou

un tribunal extraordinaire, ou soustrait à ses juges naturels.

Art. 90. La procédure légale est publique.

Art. 93. Les crimes politiques et ceux de la presse, lorsqu'ils sont relatifs aux affaires publiques, seront jugés par un jury.

Art. 98. Nulle troupe étrangère ne pourra être introduite dans le pays, excepté par une loi.

Art. 99. On ne pourra congédier aucun corps militaire, excepté dans les cas et selon les formes prescrites par la loi.

Art. 100. Les débats entre le gouvernement et les particuliers seront tranchés par les tribunaux ordinaires. Les tribunaux administratifs sont abolis et ne pourront être reformés.

Art. 102. Le conseil d'État cessera d'exister dans les trois mois de la promulgation de cette constitution.

Art. 105. Des lois seront faites aussitôt que possible sur les objets suivants :

A. Budget du clergé.

B. Propriétés de l'Église, instruction publique.

C. Administration et division de la propriété nationale; remboursement des emprunts publics.

D. La presse.

E. Amélioration des taxes, de l'administration, et généralement des lois du royaume.

F. Création de tribunaux pour juger la piraterie.

G. Organisation de la garde nationale.

H. Législation militaire.

I. Encouragement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

J. Organisation des pensions civiles et militaires.

En examinant cette constitution, la première qualité qui me frappe c'est sa modération. Des hommes qui sortent d'une lutte avec le pouvoir prennent généralement

contre lui des précautions qui empêchent la machine de fonctionner.

Ils interdisent aux ministres de siéger dans les chambres, ils ne laissent à la couronne qu'un veto suspensif. Ils attribuent au sénat un pouvoir exécutif, tel que le droit de faire la guerre et la paix, et le contrôle à exercer sur la nomination des fonctionnaires supérieurs. La constitution grecque a évité ces erreurs, car je pense que ce sont des erreurs. Mais j'y noterai quelques omissions singulières. Elle ne prévoit pas les changements. Or, comme toute constitution peut avoir besoin d'être améliorée, on doit pourvoir à ce qu'elle puisse être modifiée, comme la nôtre, par un acte du parlement. Elle ne contient pas la loi électorale. Elle déclare qu'un temps viendra où les juges seront inamovibles; mais elle ne précise pas l'époque. Elle renvoie à une législation postérieure plusieurs des questions les plus importantes dont très-peu ont été jusqu'ici réglées par une loi.

Une loi électorale suivit pourtant la constitution de quelques mois. D'après cette loi, datée du 18 mars 1844, chaque éparchie (il y en a trente) élit un membre par dix mille habitants. Le droit électoral est accordé à tout citoyen grec, âgé de vingt-cinq ans, ayant une propriété (*ιδιοκτησιαν*) sur la province où il réside, ou y exerçant une profession (*επαγγελμα*), ou un commerce indépendant (*επιτηδευμα ανεξαρτητον*). Ce sont là des désignations vagues; la loi n'indique pas si la propriété doit être réelle, dans quelles limites elle doit être personnelle. A s'en tenir à ses termes, les vêtements d'un homme seraient une propriété. On me dit ici qu'il faut que la propriété soit réelle; mais, à cette condition encore, la centième partie d'un mètre carré de terrain satisfera aux exigences de la loi. Les mots *profession* et *commerce indépendant* semblent exclure seulement les domestiques, les soldats et les fonctionnaires publics. En pratique, le droit électoral est

presque universel. On vote au scrutin. Un député doit avoir trente ans, être né dans la province qui l'élit, ou être né en Grèce, et avoir résidé dans la province pendant un an, ou encore, s'il n'est pas né en Grèce, y avoir demeuré six ans, dont trois dans la province qui l'envoie à la chambre et où il doit posséder une propriété inaliénable, d'une valeur de 100,000 drachmes (3,543 livres sterling). Il est à remarquer que, bien que les négociations pour l'indépendance de la Grèce aient duré quatre années, bien que les trois grandes puissances, l'Angleterre, la France et la Russie, qui entreprirent de créer cet état indépendant, aient établi dans des traités explicites tout ce qui concerne ses limites, la dignité de son souverain, l'époque à laquelle il prendrait le gouvernement, et le prêt, ou comme on a dit depuis, le don qui devait aider son établissement ; bien que deux ministres des affaires étrangères anglais, lord Aberdeen et lord Palmerston, et deux ambassadeurs français, MM. de Polignac et de Talleyrand, aient dirigé les négociations, la plus importante des clauses, à savoir la forme du gouvernement, la question de savoir s'il serait absolu ou constitutionnel, n'a jamais été discutée dans les protocoles et n'a pas même été mentionnée quand les trois puissances offrirent la couronne, d'abord au prince Léopold, ensuite au prince Othon ; si on y a fait allusion quelque part (ce dont je doute), c'est seulement dans la proclamation du 30 août 1832, par laquelle les trois puissances apprirent aux Grecs qu'Othon serait leur roi, et les exhortèrent à les *aider dans la tâche de donner à l'État une constitution définitive.*

L'assemblée nationale grecque, siégeant à Pronia, tenta pourtant dès lors une constitution. Mais les résidents des trois cours l'informèrent ¹ que *la seule discussion d'une*

¹ Lettre collective des trois résidents à M. Tricoupi Noplia, en date du 10 août 1832.

constitution serait en opposition directe avec l'acte par lequel la nation confiait aux trois cours le droit de lui choisir un souverain. Je comprends une pareille négligence, tant que durèrent les négociations des puissances protectrices avec le prince Léopold. Elles pouvaient penser que les libertés de la Grèce seraient en sûreté dans les mains d'un homme d'une si haute sagesse, d'un esprit politique si élevé, d'une modération si constante. Mais qu'elles n'aient pas fait de conditions avec le prince Othon, c'est ce qui me reste inexplicable. Il en résulta que l'enfant qu'ils choisirent pour régénérer un peuple après deux siècles d'esclavage, ses conseillers et son armée bavarroise, s'emparèrent à leur arrivée du pouvoir absolu, et le gardèrent onze ans, jusqu'à ce que l'exercice de leur tyrannie eût dégradé le peuple et corrompu le monarque. L'état de la Grèce serait bien différent si ces longues années eussent été employées à façonner les Grecs, à leur apprendre à se gouverner par eux-mêmes, à dresser le roi, et, ce qui semble plus important, la reine, à se soumettre aux règles d'une constitution.

Parmi les étranges détails de cette transaction, rien ne fut plus bizarre que de voir choisir pour roi un enfant de dix-sept ans, dont on ne connaissait rien, du moins nous l'espérons. Si on déduit la difficulté de régner du petit nombre des bons rois, la tâche ne doit pas être facile. La royauté constitutionnelle est peut-être d'un exercice plus difficile encore que la royauté absolue. Elle demande non-seulement des talents et des connaissances, mais encore la réserve et la défiance de ses propres forces. Le roi constitutionnel doit quelquefois nommer des ministres qu'il désapprouve, quelquefois consentir à des mesures qu'il juge mauvaises, souvent s'abstenir d'intervenir là où il pense que son intervention produirait un bien immédiat ou éviterait un mal direct. Ajoutez les devoirs spéciaux imposés à un roi qui doit fonder une dynastie et gouver-

ner un peuple qui n'est pas accoutumé à l'indépendance, qui a été abaissé par des siècles de servitude ! C'est, du moins à mon sentiment, la plus difficile de toutes les tâches. Mais les trois puissances protectrices ont pensé sans doute que les capacités morales et intellectuelles d'un roi sont tout à fait sans importance. Elles ont supposé qu'un homme à qui on donne une couronne royale fera toujours aussi bien qu'un autre : elles se sont imaginé que la science et l'expérience sont sans valeur. Autrement elles n'auraient pas choisi un enfant qui ne pouvait avoir ni l'une ni l'autre.

On peut dire qu'elles avaient à décider entre bien peu de concurrents. Mais pourquoi n'y en avait-il pas davantage ? pourquoi se restreindre aux maisons royales ? pourquoi ne pas faire ce qu'ont fait les Suédois ? prendre un homme dans une situation privée, d'âge mûr et d'expérience administrative, qui aurait donné des preuves de sa capacité. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'être né de sang royal pour devenir gouverneur général des Indes, ce qui est une dignité beaucoup plus haute que celle de roi de Grèce.

Mardi, 1^{er} décembre. — Alpha ¹, légiste et littérateur assez distingué, passa chez moi.

Je lui demandai quels avaient été les principaux effets de la constitution. Jusqu'en 1848, répondit-il, elle eut peu de résultats sensibles, si ce n'est que le sénat et les députés nous coûtaient 600,000 drachmes par an. Mais, si elle n'avait pas existé en 1848, nous aurions suivi l'impulsion de la France, peut-être détrôné notre roi, et certainement gagné une constitution pire que la nôtre. Elle nous a donc sauvés de grandes calamités. Quant à d'autres effets, il n'y en a pas. Le gouvernement nomme les députés aussi bien que le sénat, et personne ne pense à faire opposition ni à la tribune ni au moment du scrutin. Aux dernières

¹ Les noms pris de l'alphabet grec désignent des Grecs.

élections, le gouvernement voulut laisser le peuple faire le choix par lui-même. On répondit : « Nous ne savons qui choisir ; pour l'amour du ciel, donnez-nous une liste ! » Avant que nous eussions une constitution, toute législation se faisait par des ordonnances, maintenant c'est par des lois. Mais la loi, comme l'ordonnance, est proposée par le roi et passe aux chambres comme une chose naturelle ; seulement cela prend un peu plus de temps. Il y a peut-être aussi un autre avantage dans cette constitution. Elle décharge le roi de la responsabilité et des reproches. Avant qu'on l'eût promulguée, il était responsable de tout ce qui allait mal ; maintenant il rejette la responsabilité sur ses ministres et sur les chambres. « Je suis un roi constitutionnel, aime-t-il à dire, mes actes sont nuls, s'ils ne sont contre-signés. Je suis une simple décoration de théâtre, un pur fantôme. Si vous vous trouvez mal gouvernés, faites-le dire aux chambres, et je ne doute pas que dans leur prudence elles trouvent un remède à vos maux. »

— Est-il populaire ? demandai-je.

— Certainement, et il mérite de l'être ; car, en 1854, il risqua son trône pour sa popularité. Les Grecs ne se sont jamais résignés à la perte de la Thessalie et de l'Épire. Ces provinces de plus, et nous formerions un royaume compacte de deux millions d'âmes ; ces provinces de moins, nous sommes séparés de nos compatriotes, de nos amis, de nos parents, et nous ne pouvons pas, avec notre million d'habitants, supporter les dépenses du gouvernement. A la guerre, le peuple attendait le succès de la Russie ; tout au moins il croyait que la lutte serait longue et douteuse. Il pensait que si la Grèce pouvait s'emparer une fois de la Thessalie et de l'Épire, la Russie les lui laisserait lorsque la paix viendrait. Tout ceci, nous le voyons maintenant, fut un mauvais calcul. Nous avons vu que la Russie est impuissante à lutter contre la France et

l'Angleterre ; que sur mer elle est sans forces et que, par conséquent, elle ne peut pas nous protéger contre un pouvoir maritime. Mais à cette époque nous étions tous entraînés.

— Vous joignîtes-vous au mouvement ? demandai-je.

— Certes ; je souscrivis, comme tout le monde, pour l'invasion de la Thessalie. Le roi, la reine et les ministres auraient dû être mieux instruits. A quoi sert un ministère des affaires étrangères s'il ne peut calculer les forces relatives des différentes nations européennes ? Nos gouvernants auraient dû nous dire que nous tentions une entreprise impossible ; que si nous restions neutres, nous pouvions compter sur un grand commerce de transfert, et établir ainsi notre influence politique auprès des alliés. Au lieu de nous conseiller dans ce sens, ils excitèrent les passions de la foule, distribuèrent de l'argent et laissèrent même dire au peuple que la France et l'Angleterre leur étaient favorables. Ils y gagnèrent une popularité immédiate qui n'est pas encore perdue, si mal que les choses aient tourné. Le rêve de tout Grec est l'accroissement du territoire. Le jour où il prête serment, le synode, notre plus haute autorité ecclésiastique, s'oblige à prier Dieu pour l'agrandissement du royaume. Le peuple sent que le roi et la reine risquaient plus que tout le monde, et ne s'arrête pas à s'enquérir si la conduite des souverains a été sage et utile.

Mercredi, 2 décembre. — Je me promenai aujourd'hui avec Beta à l'Académie, ou du moins sur son emplacement supposé, dans la forêt des oliviers, arrosée ou plutôt créée par le Céphise. Quand vous en approchez, à environ un mille et demi de la ville, vous trouvez deux petites collines ; sur l'une d'elles, où se passa sans doute l'action de l'*Œdipe à Colone*, est un cippe de marbre, qui indique la tombe de l'antiquaire Otfried Müller, mort victime de fouilles faites en été. Les Grecs professent un grand respect pour sa

mémoire et ils sont fiers de posséder son tombeau. L'inscription est maintenant illisible parce que la colonne est couverte de marques bleues. Les sportsmen grecs prennent généralement ce monument funéraire pour cible, lorsqu'ils reviennent de la chasse.

Nous parlâmes de la révolution de 1843.

— Ce ne fut pas une révolution populaire, dit Beta; ce fut une conspiration qui réussit d'une manière inattendue et que ne désiraient pas beaucoup des conspirateurs eux-mêmes. Le peuple de la Grèce à cette époque, et il n'a guère changé depuis, s'inquiétait peu de politique, excepté de la politique étrangère. Mais à Athènes les Bavaois se faisaient très-peu aimer; choisis sans discernement, ils étaient inférieurs aux Grecs en instruction et en intelligence; favoris de la cour, ils occupaient les meilleurs emplois civils; l'armée grecque les détestait cordialement. Ils méprisaient nos troupes, qu'ils traitaient de bandes irrégulières et à moitié barbares; nous les méprisions, nous, comme des pédants arrogants, dénués de véritable expérience militaire. Les diplomates qui, par malheur, se mêlent toujours de nos affaires, ne furent pas satisfaits du roi. Les Russes voulaient lui substituer un prince russe, ou tout au moins un membre de leur Église qui eût sympathisé avec eux. Les Anglais désirent voir tous les pays soumis au régime constitutionnel, et ils étaient mécontents que leur créature se fût déterminée à être un monarque absolu. Le gouvernement de Louis-Philippe pensa aussi qu'en faisant la Grèce constitutionnelle, il plairait aux chambres françaises.

Depuis quelques jours le bruit se répandait qu'on était à la veille d'un événement, et enfin, le soir du 14 septembre, une foule se rassembla devant le palais en criant d'abord : *A bas les Bavaois!* puis, à l'instigation de quelques-uns de nos hommes de lettres et de nos professeurs : *Une constitution!* Kalergee, commandant de la cavalerie

d'Athènes, fit sortir les troupes ; elles furent entraînées par le sentiment général et commencèrent à vociférer contre les Bavares, et à demander la constitution qu'on leur avait dit être un remède souverain contre les étrangers. Kalergée vint au palais, vit le roi qui s'obstinait et qui avait peur ; la reine, plus effrayée que lui, mais moins entêtée ; au bout de deux heures, il rapporta la promesse d'une constitution.

— Est-il vrai, demandai-je, que la constitution n'ait produit que peu de changement ?

— Parfaitement vrai, répondit-il. Lorsque le roi s'appelle lui-même, comme il le fait, un fantôme, c'est *une façon de parler*. Il gouverne comme par le passé.

— Est-il également vrai que nul candidat de l'opposition ne se présente aux élections, et que personne n'ose s'opposer aux ministres dans les chambres ?

— Non. Il y a une opposition dans les chambres, et les élections font toujours surgir des candidats qui se déclarent contre le ministère.

— Et réussissent-ils quelquefois ?

— Je ne pourrais guère, en ce moment, vous en citer un exemple. Le roi est populaire. Le peuple est ignorant et a confiance dans les ministres qu'il choisit. Tous les ministères, et ils ont été nombreux, ont réuni une majorité dans la chambre des députés. Mais je me souviens d'une occasion dans laquelle une loi proposée par le ministre fut victorieusement repoussée par le sénat. En réalité, notre constitution ne nous convient pas. Elle est copiée sur celle de Belgique, qui fut donnée à un peuple riche, concentré dans de grandes villes unies par des routes, des canaux et des chemins de fer, et accoutumé depuis des siècles à diriger ses affaires. Les Grecs sont pauvres, éparpillés sur un territoire trop vaste pour leur population et divisé en petits districts par des chaînes de montagnes qui les isolent, sans une route ou

un canal; ils ont d'ailleurs été dégradés par des milliers d'années de servitude. Le seul gouvernement qui convienne à un tel peuple est un roi et son conseil; et nous avons donné une preuve de bon sens en amenant les chambres, que la constitution nous infligea, à n'être qu'un simple conseil royal.

Jeudi, 3 décembre. — Je me rendis à cheval à Éleusis par l'ancienne voie sacrée qui traverse le Céphise, le défilé de Daphné et côtoie ensuite la baie de Salamine pendant près de six milles. De chaque côté se trouvent des *emplacements* carrés qui sont des tombes ruinées; c'était là l'ancien cimetière militaire des Athéniens. La terre semble avoir empiété sur la mer en un ou deux endroits où l'on peut voir les traces d'un vieux chemin sur la pente du promontoire rocheux qui se trouve maintenant à cent mètres du rivage. Il reste peu de chose d'Éleusis : un aqueduc rompu, des vestiges de théâtre, quelques fûts de colonnes qui paraissent trop exigus pour avoir fait partie du grand temple de Cérès, deux murs prolongés jusque dans la mer où ils forment comme un petit port, et une mosaïque romaine dans une cour de ferme, voilà tout ce que je vis. Un misérable village occupe l'espace où s'élevaient jadis le temple et le théâtre. On n'y a jamais fait de fouilles. Le panorama de la baie est charmant. Des montagnes superposées s'étagent au-dessus de Mégare à l'ouest, de Corinthe au sud-ouest, et sont terminées par les cîmes du Cythéron et du Parnès au nord et à l'est; la vue est ainsi fermée de trois côtés; tout à fait au sud est la baie de Salamine avec son île pittoresque, ses collines à pic, ses golfes profonds et ses promontoires abrupts.

Vendredi, 11 décembre. — Je gravis à cheval les hauteurs du Pentélique, ou plutôt j'y montai à pied quand je fus à deux cents mètres du sommet; car les plateaux supérieurs ne sont pas accessibles aux cavaliers. La montagne ressemble quelque peu à celle de Snowdon. Elle

s'élève à trois mille cinq cents pieds au-dessus de la plaine, comme une pyramide avec ses terrasses successives. Le côté nord qui regarde Marathon et le côté sud qui regarde Athènes sont les plus escarpés. Dans les bois intermédiaires, des lentisques, des genévriers, des houx, des arbusiers et des myrtes se mêlent à des bruyères au milieu desquelles croissent des arbres nains çà et là dominés par les larges branches d'un pin. Un bosquet qui couronne les précipices formés par des carrières de marbre abandonnées est d'un agréable aspect. Environ aux deux tiers de la montée, j'atteignis le bord du plateau occidental, et pus voir la baie et la plaine de Marathon presque à mes pieds. Mon guide me signala un tumulus que je pouvais distinguer avec ma lorgnette; c'était, me dit-il, la tombe des Athéniens.

La baie forme, sur'à peu près six milles de longueur, une magnifique courbe non interrompue, achevée à chaque extrémité par un promontoire peu élevé qui se projette au loin dans la mer; le plus long, celui du nord, est Cynosura ou la queue du chien. C'est là que se tint l'arrière-garde des Perses. La largeur de la plaine est d'environ deux milles. Mais une grande partie de cet espace est envahie par des étangs, ou plutôt par des marais à travers lesquels les ruisseaux des collines se frayent une route pour se jeter dans la mer; la mer elle-même s'y fait passage dans les gros temps. De la montagne, on dirait des lacs.

L'armée des Perses dut se grouper un peu au delà de ces marais, de façon à les laisser derrière son aile droite, tandis que son centre et son aile gauche occupaient l'espace qui s'étendait entre eux et la mer. Leurs lignes étaient tournées au sud-ouest, et, par conséquent, comme la bataille eut lieu dans l'après-midi, ils eurent dans les yeux le terrible soleil des soirs de Grèce. Combien il est éblouissant, je le sais par expérience; car, même en

décembre, c'est à peine si je pus voir la route pour retourner chez moi. Les Athéniens, postés au milieu des arêtes du Pentélique, descendirent en courant sur l'ennemi. L'espace de terre sur lequel le centre et l'aile gauche des Perses étaient entassés est si étroit qu'ils devaient se masser en une colonne d'un demi-mille de profondeur. Il n'est pas étonnant, par conséquent, que les Grecs n'aient pu rompre le centre ; mais les ailes furent mises en déroute : celle de droite repoussée dans les marais, celle de gauche dans la mer ; alors les Grecs, attaquant le centre sur ses deux flancs, arrivèrent enfin à le rompre.

On a du sommet du Pentélique la plus belle vue que je connaisse. Au nord elle est limitée par le Parnès et le Cythéron, par-dessus lesquels perce le sommet neigeux de l'Hélicon ; sur tous les autres côtés la mer ; à l'est l'Europe ; derrière, à cinquante milles plus loin, les montagnes d'Eubée. La côte d'Eubée est coupée par des baies profondes ; le rivage, où se réfléchissait le soleil dans la bordure des sables blancs, ressemblait à une bande d'argent. La mer tout à fait calme était d'un azur profond, et les fies qui la parsèment étaient de pourpre. Au sud je découvrais l'Attique tout entière, Salamine et Égine, et mon horizon s'étendait jusqu'aux montagnes, limite septentrionale de l'Argolide. Quoique nous fussions au milieu de décembre et à trois mille cinq cents pieds au-dessus de la mer, la température était délicieuse ; pas de vent et un soleil aussi chaud que celui de juin en Angleterre.

Je mis une heure vingt minutes pour escalader la montagne, mais deux heures et demie pour en descendre. La carrière qui fournit le plus beau marbre se trouve à une hauteur d'environ deux mille pieds. Elle fut très-exploitée par les anciens Grecs, mais elle est presque abandonnée maintenant pour des strates inférieures et plus accessibles. Les anciens avaient construit un plan incliné, dont les traces sont encore marquées par les ornières creusées

sous les roues des chars jusqu'au pied de la montagne. Les travailleurs des siècles nouveaux en ont effacé la plus grande partie. Il n'est pas aisé d'y marcher, car la pente est tout du long encombrée de fragments de marbre. Mon guide me dit cependant que ce sentier n'est pas plus mauvais que beaucoup d'autres que les Grecs appellent des routes. La face extérieure de la carrière abandonnée a pris la teinte jaune rouge des colonnes du Parthénon. Le marbre contient probablement quelque élément ferrugineux qui ressort après une longue exposition à l'air.

Samedi, 12 décembre. — Le superbe temps qui succède aux vents du nord dont nous souffrîmes à notre arrivée me poussa à retourner au Pentélique et à passer un jour dans les forêts du couvent de la Panagia, situé sur une de ses aiguilles.

X. Y. Z., madame Senior et moi, nous y allâmes en deux heures dans l'une des petites voitures du pays, qui seules peuvent affronter ces routes ; nous déjeunâmes sous des chênes et des peupliers toujours verts, près d'une fontaine qui est l'une des sources de l'Ilissus, et nous nous promenâmes ensuite sous les yeuses, les pins et les arbousiers qui couvrent le bas de la montagne. Au sud, surgit une colline couverte de pins qui, dans un pays plat, pourrait passer pour une montagne ; à l'orient, nous pûmes voir les plaines de l'Attique du nord, les îles et les golfes d'Eubée et de Macronisi. A l'ouest, nous découvrions une vaste étendue, du Lycabète et de l'Acropole jusqu'à Égine et au Péloponèse. Au premier plan une forêt de pins, dont les pointes épineuses sont quelquefois interrompues par de hauts cyprès. De chaque côté un bruit d'eaux courantes. Dans ce paysage ravissant, sur ce terrain salubre, qui réunit les deux bénédictions les plus rarement accordées, les plus désirées en Grèce, l'eau et l'ombre, il n'y a que quatre habitations, le monastère et trois maisons commencées par la duchesse de Plaisance,

qu'elle a laissées inachevées et qui, actuellement, sont sans locataires.

— Vous vous plaignez, dis-je à X. Y. Z., du climat d'Athènes en été. On m'a dit qu'il est impossible de quitter la maison entre le lever et le coucher du soleil. Pourquoi ne venez-vous pas ici ?

— Parce que, répondit-il, nous ne pourrions y vivre en sûreté. Il y a deux ans ce pays était dangereux même de jour. Il n'y a plus de brigands aujourd'hui, de ce côté du mont Parnès ; mais, sur l'autre versant, la plaine et les montagnes de Béotie et de Phocide n'en sont pas encore débarrassées. Ils viennent en nombre tel que nulle maison particulière ne peut leur résister. Voici tantôt deux ans, l'habitation de M. Boudouris, le sénateur, qui n'est qu'à un mille de Chalcis, fut forcée par environ trente d'entre eux. M. Boudouris était absent ; mais son neveu, un médecin, occupait la maison. Quelqu'un de la bande frappa à la porte sur le soir. Un domestique grec n'ouvre jamais avant d'avoir reconnu le visiteur à travers le guichet. Le visiteur dit qu'il venait chercher le médecin pour une femme qui se mourait. La porte fut ouverte, et il se précipita dans l'intérieur suivi de ses complices ; ils se saisirent des domestiques et les mirent sous clef, puis ils sommèrent la famille d'apporter son argent et ses valeurs. On dut s'exécuter ; mais les brigands ne furent pas satisfaits. Ils pensaient qu'on ne leur avait pas tout livré, et se préparaient à torturer les femmes. Ils allumaient des feux et préparaient l'huile bouillante qui est leur torture favorite, lorsqu'ils soupçonnèrent que l'alarme était dans la ville et qu'on allait accourir à l'aide. Ils firent retraite, emmenant avec eux deux personnes de la famille qu'ils gardèrent pendant six semaines, et qu'ils rendirent sur le paiement d'une rançon, 4,000 livres, je crois. Un de nos amis a une propriété dans une des îles : quarante hommes, tous Béotiens, entrèrent en plein jour dans sa maison. Sa fille fut

tellement effrayée qu'elle mourut quelques semaines après. Ils se saisirent de tout ce qu'ils purent transporter, mais n'emmenèrent pas de prisonniers, probablement parce qu'ils craignaient une poursuite. La duchesse de Plaisance fut saisie devant la porte de sa maison, forcée d'écrire un ordre de 5,000 livres sterling sur son banquier à Athènes, et détenue jusqu'à ce que le messenger fût revenu avec l'argent. Il y a quelques mois j'étais ici en pique-nique; nous observâmes trois hommes avec des fusils qui rôdaient dans les broussailles pour pousser une reconnaissance. Ils nous trouvèrent probablement trop nombreux, et disparurent. Il y a beaucoup d'endroits charmants dans le voisinage d'Athènes; mais le seul qui soit sûr est Céphisse, et, si l'on y est à l'abri, c'est que le roi y a une maison et qu'en conséquence le village a une garnison.

Il y a deux ans, nous nous promenions à cheval au sud de l'Hymette; on nous rappela qu'une bande de voleurs rôdait au bas de la montagne. Quelqu'un de notre compagnie s'aventura jusque dans une grotte très-rapprochée de nous, que l'on supposait être leur quartier principal. Il y trouva des marques de résidence récente, mais pas d'habitants. On nous assura plus tard que les malfaiteurs l'avaient quittée le jour précédent.

— Qui était donc la duchesse de Plaisance? demandai-je.

— Elle était née à Philadelphie, répondit X. Y. Z.; elle épousa un ministre de Napoléon, se sépara de lui et passa les dernières années de sa vie à Athènes. Elle avait un grand revenu, 5 ou 6,000 livres sterling par an, qu'elle dépensait à bâtir, ou plutôt à commencer des maisons, car elle ne les terminait jamais.

Nous examinâmes les trois maisons qui se trouvent à un demi-mille environ l'une de l'autre. Elles sont très-bien situées et d'ailleurs, il serait difficile de rencontrer autre chose que de beaux sites dans ce voisinage. A l'étage

supérieur de chacune d'elles est un long corridor que la duchesse fit pratiquer à l'usage de ses chiens, sept ou huit grands chiens de bergers des Pyrénées, qui étaient ses compagnons et ses gardiens habituels.

— Si le roi, dit X. Y. Z., voulait prendre une de ces maisons et faire caserner une garde ici, un faubourg charmant s'y élèverait bientôt ; mais lui et la reine préférèrent la chaleur et le bruit d'Athènes ou de Céphisse.

Lundi, 14 décembre. — Je fis aujourd'hui l'ascension de l'Hymette. Il n'y a plus de véritable chemin après un couvent qui n'est pas à plus de deux cents pieds au-dessus de la plaine. L'Hymette ne dépasse pas trois mille cinq cent six pieds, quelques pieds plus haut que le Pentélique.

Mon guide fut Demitri, un Zantiote qui vit depuis longtemps en Grèce. C'est un homme intelligent, et, m'a-t-on dit, très-honnête. Il m'a accompagné dans toutes mes grandes excursions et m'a fourni de bons chevaux. Il avait mis de côté assez d'argent dans son métier de guide et il avait pris en commun avec un Grec l'*Hôtel des Étrangers*, qui était le meilleur d'Athènes en 1852, lorsque M. About publia *la Grèce contemporaine*. Mais Demitri ne sait pas lire, il fut ruiné, tandis que son associé fit une fortune qu'il est allé dépenser ou perdre en Amérique. La maison n'est plus un hôtel, ce qui est à regretter, car elle était mieux située que les hôtels d'à présent, qui n'ont pas de soleil et sont en butte au vent et à la poussière.

Demitri pensait que nous pourrions faire à cheval les deux tiers de la route ; mais au premier tiers elle devint un précipice plutôt qu'une pente, et les rochers nus ne permirent pas aux chevaux de tenir pied ; aussi nous mêmes pied à terre, nous attachâmes nos montures à un buisson de genévrier et nous commençâmes à grimper. Les vues du sud et de l'ouest sur l'Acropole, le Pirée, la baie de Salamine, Égine et le Péloponèse et celle du nord

sur le Parnès et les montagnes de Béoïe sont naturellement belles ; mais lorsque nous atteignîmes le sommet et que nous regardâmes à l'est, vers l'Euripe et l'Eubée, nous n'aperçûmes qu'un épais brouillard de mer.

Je parlai à Demitri des voleurs de l'Hymette.

— Tout le monde, dit-il, regretta la mort de Bibici, qui fut leur chef pendant quelques années. C'est lui qui rançonna la duchesse de Plaisance, mais il ne fit jamais de mal lorsqu'il pouvait l'éviter. Au lieu de dépouiller les pauvres, il leur donna souvent de l'argent. Il était le favori de tous les villages et avait beaucoup d'amis à Athènes. La police acheta un homme pour entrer dans sa bande et le trahir. Bibici le soupçonnait et le repoussa une ou deux fois, mais l'espion persévéra et fit un conte si spécieux sur l'oppression du gouvernement qui, disait-il, lui avait ôté tout moyen de gagner sa vie honnêtement, que Bibici finit par l'admettre. Un jour, ils étaient seuls ensemble, c'était pendant les fortes chaleurs de l'été ; Bibici s'endormit ; son ami le tua et porta sa tête à Athènes. On lui donna un bon emploi dans la police, mais on découvrit qu'il était allié avec les voleurs ; on le congédia, il reprit la montagne et fut finalement décapité.

Mardi, 15 décembre. — Je passai chez A. B. et j'y rencontrai M. Finlay. Nous parlâmes de Bibici.

Il complota une ou deux fois contre moi, dit Finlay, voici quatre ou cinq ans, quand je demeurais à environ douze milles d'Athènes. J'avais donné l'ordre à mes domestiques de ne jamais laisser entrer personne en mon absence ; un soir cependant je trouvai un homme dans la cuisine. Il dit qu'il venait demander de l'ouvrage. Je lui répondis que je n'avais pas besoin de lui et je le renvoyai. Je soupçonnais qu'il rôdait aux alentours et je me tins sur mes gardes. J'allai dans le jardin lorsqu'il fit nuit, et j'entendis la voix de deux hommes de l'autre côté du mur. L'un d'eux semblait dissuader l'autre d'attaquer la mai-

son. « Ils doivent être sur leurs gardes, disait-il ; les Anglais ne se couchent pas à cette heure-ci, et pourtant il n'y a pas de lumière. »

— J'aurais cru, dis-je, qu'un homme qui veille devait avoir une lumière ; c'est un proverbe qu'un voleur ne craint rien tant qu'une lumière et qu'un petit chien.

— Ceux qui l'ont mis à la mode, répondit-il, sont assez heureux pour ignorer absolument la question. Dans ce pays-ci, lorsque vous prévoyez une attaque, vous éteignez toutes les lumières. Vous connaissez votre maison, le voleur ne la connaît pas, vous savez où l'attendre. Un homme debout, abrité derrière une porte, un couteau à la main, peut tuer une demi-douzaine d'assaillants. Le premier frappé tombe et les autres butent contre son corps. Quoi qu'il en soit, le jour dont je parle, les voleurs s'en allèrent.

— Je pensais, dis-je, qu'ils venaient par compagnies de trente à quarante hommes auxquelles il était impossible de résister ?

— La bande de Bibici, répondit-il, était petite ; ils n'étaient que quatre. Les protecteurs que le chef avait alors à la cour n'auraient pas souffert qu'il rôdât aux environs, comme les voleurs de Béotie et de Phocide, suivi de nombreux compagnons et défiant ouvertement la police. Le scandale aurait été trop grand. Lorsqu'il fut tué, la troupe fut dispersée et l'un de ses camarades, celui qui s'était présenté à ma porte, entra dans les gardes du roi. Je le rencontrai l'autre jour et me promenai quelques instants avec lui.

— J'aurais pu vous tuer, dit-il, lorsque vous m'avez chassé.

— Vous auriez été pendu, répondis-je.

— J'ai trop d'amis, répliqua-t-il. Je n'ai jamais craint de mourir de votre main. Nous vous apercevions d'habitude, courant sur la pente des collines sans descendre

jamais dans les vallées ; nous nous disions l'un à l'autre : C'est un vieux soldat, il sait où il est en sûreté.

— Peut-être, dit A. B., n'avez-vous pas observé qu'en Grèce le voleur est un élément politique. Quelques-uns de nos personnages importants ont été du métier. Ils ont entretenu des relations avec les chefs qu'on a employés au besoin. Si l'on avait à punir un dème, s'il fallait rendre impopulaire un ministre de l'intérieur, on suggérerait à ces alliés secrets que quelques brigandages sur une vaste échelle viendraient à point. Durant l'occupation, quand la cour chercha à montrer que les alliés ne pouvaient pas mieux gouverner qu'elle-même, on encouragea des bandes à s'avancer jusqu'aux portes d'Athènes. Elles se saisirent en plein midi de quinze ou vingt Grecs, à deux pas de la ville, les emmenèrent, et en tirèrent de fortes rançons. Mieux encore, elles mirent la main sur un officier français du Pirée et l'emportèrent aux montagnes. M. Mercier, le ministre français, était avec sir Thomas Wyse, lorsque le consul français vint du Pirée pour raconter l'histoire. Il était escorté par une douzaine de dragons. Les deux ambassadeurs montèrent à cheval, et se rendirent chez le ministre de l'intérieur ; il était absent. Alors ils allèrent chez un autre ministre qui n'était pas chez lui davantage ; puis chez un troisième qui prenait l'air comme ses collègues. Ils étaient tous au ministère des affaires étrangères et tenaient conseil. Les ambassadeurs s'y rendirent. Pendant ce temps ils avaient agité la ville avec leurs dragons, et le peuple commençait à soupçonner qu'un gros événement se préparait. Les ministres eurent vite l'écho de ces rumeurs et s'imaginèrent que les ambassadeurs venaient leur annoncer que le roi Othon était détrôné. Ils promirent réparation et finirent l'affaire en payant aux voleurs, pour la rançon de l'officier, 2,000 livres sterling, prélevées sur le trésor public. Le plus gai de la chose, c'est qu'on crut dans le public qu'ils avaient eux-mêmes inspiré l'idée du crime, une

semaine auparavant. Ils n'étaient pas alors en place ; ils essayaient de chasser le ministère du moment, et, à ce dessein, dit-on, ils voulaient le discréditer en montrant combien le public était mal protégé. La crise survint plus tôt qu'ils ne l'espéraient, et ils furent les premières victimes du scandale qu'ils avaient préparé pour leurs prédécesseurs.

— Bibici était-il l'aimable voleur que Demitri m'a décrit ?

— Il valait mieux que la plupart de ses pareils, répondit Finlay ; il tuait et torturait, mais jamais de gaieté de cœur.

Mercredi, 16 décembre. — Je pris C. D. pour aller chez E. F. Je lui soumis les idées de Beta sur la révolution, où il ne voulait voir qu'une conspiration.

— Si ce fut une conspiration, dit E. F., ce fut celle du peuple entier d'Athènes. Le gouvernement s'était perverti au point d'être absolument intolérable.

— Ce n'était pas tant, dit C. D., les torts de ce gouvernement que sa nature même qui le rendaient intolérable. Tous les peuples imparfaitement civilisés haïssent les étrangers ; mais chez les Grecs cette passion a une force toute particulière. C'est là un des principaux embarras que trouve ici un colon. Aucun Grec n'aime à travailler pour lui, à lui acheter ou à lui vendre aux prix ordinaires. En 1843, les Grecs sentaient non-seulement qu'ils étaient horriblement mal administrés, mais encore que les mauvais administrateurs étaient des Allemands, les fils d'une race qui, comme les Anglais, a le talent de se faire détester par ses sujets de race exotique. La haine générale qu'inspiraient les Bavares se concentrait sur la cour. Ni Othon, ni la reine n'avaient conquis le respect et l'affection des Grecs ; ils n'avaient rien de commun avec le peuple, ni art, ni littérature. On supposait qu'ils méprisaient les indigènes et qu'ils les exploitaient tout bonnement pour se procurer de l'argent, un palais, un jardin et

une ferme. L'esprit public ainsi monté, chacun sentit qu'une insurrection était imminente. Le roi la prévint ; il proposa de créer, et il créa même réellement, je crois, une cour martiale pour juger, condamner et exécuter les révolutionnaires par un procédé expéditif.

Il alla plus loin et envoya quelques gendarmes arrêter le général Macriyani, officier soupçonné d'opinions libérales. Macriyani résista, fit feu sur les gendarmes, en tua un, en blessa d'autres. Ceci se passait le soir du 14 décembre 1843.

Dès que Kalergee fut renseigné sur la portée du mouvement, il rassembla les officiers de la garnison et leur dit que le temps était venu de secouer le joug des Bavares. Le peuple, au bruit des coups de feu et à la nouvelle que les gendarmes avaient été repoussés avec perte, s'était rassemblé devant le palais où le parti constitutionnel, — c'est-à-dire la partie intelligente de la nation, — le poussait à demander une constitution. Lorsque Kalergee parut à la tête de ses troupes, ce fut le cri qui l'accueillit ; c'était un bon mot d'ordre, et il permit à ses hommes de l'adopter.

Le roi fut alarmé de ce rassemblement et proposa de le disperser par la force ; dans ce dessein, il dépêcha un aide de camp pour commander à l'artillerie de marcher ; elle vint, mais pour joindre ses clameurs au tumulte et pour pointer ses canons contre le palais.

A cet instant le roi parut à une fenêtre, et Kalergee se plaça au-dessous. Othon demanda pourquoi cet attroupement

— Le peuple, répondit Kalergee, réclame une constitution.

— Retournez à vos casernes, dit le roi, je consulterai mes ministres, le conseil d'État, les ambassadeurs, et je vous informerai de mes décisions.

— Nous ne nous retirerons pas, dit Kalergee, avant que le conseil d'État se soit réuni, qu'il ait exposé à Votre

Majesté les vœux de la nation et que nous ayons reçu votre réponse.

Kalergee, dit E. F., avait en même temps sommé d'accourir tous les membres du conseil d'État. Ils se réunirent à une heure et demie du matin environ. Aucun n'était absent, je crois. Un conseiller arriva du Pirée.

— Combien étaient-ils ? demandai-je.

— Trente environ. Parmi eux il y en avait qui désiraient simplement prendre la place des Bavares et devenir les favoris d'un monarque absolu. Une autre coterie voulait seulement substituer un despote orthodoxe au catholique romain, un Russe à un Allemand. Le parti constitutionnel fut le plus fort, en nombre comme en habileté. Le parti russe s'entêtait, il manœuvra pour forcer le conseil à exiger d'Othon des concessions que le Bavares ne pouvait pas faire et, sur son refus, à déclarer le trône vacant.

Après une séance de plusieurs heures, le conseil se décida pour une proclamation signée du roi, qui garantirait une constitution et, par suite, une assemblée constituante, avec un décret qui changeât le ministère. Une députation se rendit au palais avec ces instructions.

Pendant tout ce temps Kalergee restait avec ses soldats devant le palais pour empêcher que le roi reçût protection ou avis de l'extérieur. Il ne permit à personne de quitter le palais ou d'y entrer.

Les nouvelles de ce qui se passait avaient mis en émoi le corps diplomatique. Les ministres anglais, français, russes, autrichiens et prussiens se présentèrent à la fois ; les trois premiers, tout à fait favorables au mouvement, acceptèrent sans se faire prier la réponse de Kalergee, qui leur dit que, jusqu'à ce que les choses fussent arrangées entre le roi et le conseil, personne ne pourrait être admis. Les ministres autrichiens et prussiens insistèrent sur leur droit pour pénétrer auprès du roi ; mais ils avaient affaire à un caractère ferme, et ils furent obligés

de se retirer. Le roi fit attendre la députation deux heures durant; mais, à la fin, convaincu qu'il n'avait pas d'autre alternative que l'abdication, dont la reine se refusait à accepter la pensée, il signa la proclamation et l'ordonnance. Ainsi se termina la révolution, sans qu'un coup de fusil eût été tiré.

— Quelle Chambre y avez-vous gagnée? demandai-je.

— Une Chambre excellente, répondit C. D.; la seule convenable que nous ayons eue depuis l'avènement du roi, la seule qui ait été réellement choisie par le peuple. Elle nous donna une constitution admirable.

— Comment peut-on l'appeler une constitution admirable, puisqu'elle ne fonctionne pas? On prouve, en le mangeant, la qualité du gâteau.

— La constitution ne fonctionne pas, répondit C. D., parce que le roi l'a ainsi résolu. Dans le principe il fut intimidé; il laissa Maurocordato, son premier ministre et notre homme d'État le plus distingué, réaliser librement ses idées; mais, trois mois après, il commença ses intrigues. Une constitution nouvelle ne saurait réussir si le roi ou le président sont décidés à la détruire. Ce ne sont pas les peuples du continent qui ne sont pas propres au régime des constitutions, ce sont les rois. En Norwège, en Suède, en Hollande, en Belgique, en Piémont, pays très-dissemblables, les constitutions fonctionnent bien parce que, dans chacun de ces pays, le roi a été loyal. En Espagne, en France, en Toscane, à Naples, en Autriche et en Grèce elles échouent, parce que le souverain conspire pour les renverser. Par un malheur où il entra de l'imprudence, Maurocordato se retira dès qu'il découvrit la fausseté du roi, laissant inachevées presque toutes les lois que promettait la constitution qu'elles devaient compléter. Le roi trouva moyen de regagner indirectement autant de pouvoir qu'il en eût jamais exercé directement, grâce à l'im-

mense extension de son patronage, au chiffre de sa liste civile, à l'absence d'aristocratie nobiliaire ou financière, à l'ignorance et à la pauvreté des basses classes, à la difficulté qu'elles ont à se concerter dans un pays sans routes et sans villes, aussi bien qu'à l'ignorance, la pauvreté et la servilité des classes supérieures. En général, la corruption et l'intimidation suffisent pour empêcher toute opposition; sont-elles inefficaces, on emploie la force. Les caprices du roi et de la reine ont été obéis sans discussion. Ils ont pu, tous deux, dissiper ou accumuler pour leur usage particulier plus d'un dixième du revenu public; ils ont pu discréditer par leurs intrigues tous les hommes publics, et réduire les chambres et les ministères, les uns après les autres, à l'état de simples marionnettes; ils ont pu ruiner tous ceux qui leur étaient contraires.

— Il est vrai, dit E. F. que, si les Grecs ont conquis quelques avantages en obtenant une constitution, leur bénéfice s'est borné au renvoi des Bavares : encore ne suis-je pas sûr qu'on ait beaucoup gagné à les remplacer. En fait, si un pays doit être gouverné despotiquement, il vaut mieux que le despotisme soit avoué que frauduleux. Armansperg et Maurer étaient des administrateurs et des législateurs d'un mérite qu'on n'a revu chez aucun de leurs successeurs. Cependant, si mes espérances ne m'abusent, la cour commence à s'apercevoir que sa politique a été une faute. J'entends dire que la reine déplore la lenteur des progrès dans ce pays, et se demande si la chambre des députés ne vaudrait pas mieux du jour où le peuple se mêlerait un peu plus de sa composition. Je ne serais pas étonné qu'à la prochaine élection l'intervention de la cour fût moins violente.

Il n'est pas juste, au surplus, continua-t-il, de jeter tout le blâme sur la cour; les diplomates ont droit à leur bonne part de reproches. C'est le malheur de ces faibles royaumes que les ministres étrangers, au lieu de prendre

à cœur les intérêts de la nation qu'ils représentent, s'ingèrent toujours dans les affaires des pays où ils sont envoyés. Lorsque Maurocordato était ministre, sir Edwards Lyons pensait que le roi ne pouvait pas avoir tort. Lorsque Colletti prit sa place, Lyons fit tout ce qu'il put pour irriter sa vanité, et pour annuler ses mesures. Piscatory pourtant soutenait le nouveau venu, et il dit en France à la chambre des pairs : « Nous gouvernons la Grèce et nous la gouvernons dans l'intérêt de la France. L'Angleterre est irritée, mais c'est égal. » Sur quoi la chambre applaudit. Lyons, en sa qualité d'Anglais, favorisait l'exécution loyale de la constitution. Piscatory, en conséquence, aidait Colletti et le roi à la violer. Les autres ministres, ceux de Russie, d'Autriche, de Bavière, de Prusse, et même de Belgique, unirent leurs efforts pour contrarier le jeu des institutions nouvelles. Il n'est pas étonnant que le roi et la reine, qui n'avaient jamais vu fonctionner un gouvernement constitutionnel, qui à l'âge de vingt et un ans avaient reçu un pouvoir absolu et qui en avaient joui pendant huit ans, aient suivi l'avis des représentants des grands souverains, et tâché de recouvrer par l'intrigue, par la corruption, au besoin par la violence, l'autorité qu'on leur avait ôtée par la force.

Jeudi, 17 décembre. — Je fis une longue promenade avec G. H. Il a procédé à une enquête d'un an et demi sur l'état des finances. Il est scandalisé et stupéfait du résultat.

— Le système des finances, dit-il, c'est-à-dire la loi et l'interprétation de la loi, suffit pour expliquer la pauvreté et la barbarie du pays.

— Voudriez-vous me donner quelques détails ? dis-je.

— Très-volontiers. Prenons la taxe des terres pour exemple. Elle représente le dixième du produit foncier qu'on exige de chaque propriétaire, et un second élément qui varie d'un dixième à un quinzième perçu comme loyer des tenanciers des terres nationales. Je ne vous fatiguerai

pas des mille et un impôts particuliers sur les vignes, les oliviers, les soies et les récoltes sur pied. Ce serait un dédale ; je vous en dirai seulement qu'ils suppriment tout le profit des cultivateurs, excepté dans quelques circonstances très-favorables, comme le voisinage d'une ville ou d'un port d'exportation. Je m'en tiendrai aux céréales.

Les taxes sont affermées. D'abord il n'est permis à personne de moissonner sans l'agrément du fermier. Comme la taxe des terres varie selon les diverses conditions des baux, il faut que le fermier assiste lui-même ou se fasse représenter à la récolte, de peur que le produit d'un champ lourdement taxé soit transporté sur un terrain qui n'est soumis qu'à un léger impôt ; par conséquent, il fixe le jour de la récolte suivant sa convenance, très-souvent sans s'occuper de la maturité des grains. En second lieu, les blés doivent être déposés dans le grenier public du district, qui, d'après la loi, ne doit pas être éloigné de plus de dix milles de chaque village. La loi ajoute très-naïvement : « Le fermier n'a pas le droit de forcer le cultivateur à transporter ses produits par un mauvais chemin, quand il en existe un bon. » Mais, comme tous les chemins ou plutôt tous les sentiers du pays sont mauvais, on a rarement le choix ; aussi la récolte entière, la paille et le reste, est-elle transportée à dos d'âne ou par des petits chevaux ; on ne se sert pas de chariots en Grèce pour faire une route d'au moins cinq milles, quelquefois davantage, et pour trouver une aire publique il faut souvent faire plus de dix milles hors du district.

Là, il faut encore attendre que toute la récolte du district soit réunie. On l'empile autour de l'aire ; le cultivateur et sa famille veillant et défendant, quelquefois pendant des semaines, leur tas particulier, contre les attaques de l'homme et des bêtes. Enfin, la récolte entière une fois amassée, le fermier accorde la permission de battre le grain. En général, cette permission n'est donnée que

lorsque les cultivateurs se sont cotisés pour l'obtenir à prix d'argent. En Grèce, toute autorité est considérée comme une source de profits. On a calculé que les fermiers de la taxe des terres gagnent, en moyenne, quinze pour cent au lieu de dix pour cent, grâce aux impôts indirects qu'ils extorquent aux cultivateurs pressés de récolter, de battre le grain et d'emporter la partie de la récolte qui n'a pas été accaparée par le gouvernement, perdue en route ou volée. Comme les commis de la douane en Italie, les fermiers inventent et augmentent les difficultés et les vexations afin de rançonner leur monde. L'opération du battage est faite par des chevaux, le vannage par les femmes et les enfants. Il y a un an ou deux on essaya d'employer une machine à vanner. Le fermier du district en défendit l'usage : « cela pourrait, dit-il, entraîner des fraudes. »

Le grain battu et vanné, on dispose par monceaux la part de chaque cultivateur ; et le tout reste là jusqu'à ce que le fermier l'ait mesuré et qu'il ait pris son dixième. S'il est occupé, ou si on ne lui a pas assez graissé la patte, il se fait attendre des semaines entières ; pendant ce temps les cultivateurs vivent et dorment auprès de leurs sacs pour les garder. A la fin, on mesure ; la dîme est serrée dans les magasins du gouvernement, et les pauvres diables peuvent prendre le reliquat de leur grain et de leur paille.

Trois mois entiers sont ainsi perdus ; pendant trois mois, toute la population agricole est tenue hors de chez elle, vivant en plein air, dans la paresse et le malaise. La récolte entière du pays est promenée dans toutes les directions, sur les rochers et les montagnes, par des sentiers qu'on ne peut pas appeler des routes, à la seule fin de mettre le gouvernement à même de recueillir sa dîme. Si le courage des Grecs n'avait pas été abattu par des milliers d'années d'esclavage, un tel traitement produirait une insurrection chaque année. Ceux qui m'ont donné ces ren-

seignements m'ont dit que l'oppression endurée par les cultivateurs des autres produits est encore plus intolérable. Je suis porté à le croire, et j'ai remarqué qu'à l'exception des raisins de Corinthe, toutes les cultures vont en diminuant.

— Si abattu, dis-je, que puisse être le courage des Grecs, il est étrange qu'un peuple qui, sans armes et sans argent, brava la formidable puissance de l'empire ottoman subisse la tyrannie d'un petit despote qui n'a pour le contenir qu'une armée de dix mille hommes. Ils n'ont pas besoin de s'insurger ; ils ont une chambre des députés qui tient la bourse ; ils ont, le suffrage universel et le vote au scrutin. Avec de telles garanties, s'ils sont mal gouvernés c'est évidemment leur faute.

— Ils ont ces garanties en théorie, répondit G. H., mais pas en pratique. Une fatale absence de toute liberté municipale ôte toute force à la constitution. Les autorités locales sont les nomarques, les éparques et les démarques. Le premier gouverne un *nome* ou comté ; le second, une *éparchie* ou village ; le troisième, un *dème* ou paroisse. Les deux premiers sont nommés par le roi ; il ne nomme pas les démarques, mais il les choisit entre trois candidats désignés par un certain nombre des habitants les plus fortement taxés du *dème*, nombre qui varie suivant la population. Le résultat pratique est que le démarque est aussi bien nommé par le roi que le nomarque et l'éparque. Chaque Grec a des comptes à rendre à la couronne, et chaque Grec est son débiteur. Tous désirent une place, tous convoitent un lambeau des vastes terrains nationaux. Chaque Grec est en procès avec un autre Grec. On dit aux électeurs du *dème* quelles sont les personnes que le roi désire voir élues. Si ses caprices sont contrariés, malheur aux électeurs ! On leur réclame leurs arriérés ; pour eux pas de places, pas de terres publiques, pas de justice devant les tribunaux ; ils sont hors la loi. Dans un pays in-

digent où les classes les plus hautes sont les plus pauvres, parce qu'elles sont obligées de représenter davantage, un homme que le gouvernement persécute est ruiné.

La conséquence est, comme je l'ai dit déjà, que le *démarche* qui est réellement le maître du *dème*, qui perçoit ses revenus et en dispose, qui administre tout, et particulièrement les élections, est une créature du roi. Il dresse la liste des votants, il préside au scrutin pendant les huit jours et les huit nuits que dure l'élection, il reste avec son conseil le dépositaire des urnes qui contiennent les bulletins. Il est avéré que pendant la nuit on viole le secret des urnes ; si on craint qu'elles ne contiennent pas le nom du candidat officiel, on y introduit des bulletins plus corrects. Quelquefois on glisse dans l'urne des bulletins qui portent les noms des candidats bien pensants avant que le vote ait commencé. Dans la dernière élection, on s'y est pris si grossièrement dans certaines circonscriptions, que les urnes ont contenu plus de bulletins qu'il n'y avait d'électeurs inscrits. On s'est arrangé pour empêcher toute candidature gênante. Aussi les gens les plus capables de remplir leurs devoirs de citoyens ne se mêlent pas de politique ; ils ne sont pas candidats, ils ne votent pas, ils laissent ces simulacres de chambres, instruments et jouets du roi, gouverner sans contrôle avec les marionnettes des ministères.

Un des pires résultats de cette absence de libertés municipales est le gaspillage des fonds. Il n'y a pas de pays où les dépenses locales soient plus nécessaires qu'en Grèce. Excepté dans le voisinage immédiat d'Athènes, on n'a pas tracé cent milles de routes, et sur ces cent milles, deux sections qui en forment à peu près le dixième, conduisent l'une aux bains de la reine dans la baie de Phalère, l'autre tout bonnement à une ferme royale. Une autre ligne, peut-être la plus importante, qui traverse l'isthme de Corinthe, a été construite par le Lloyd autrichien. D'une vallée à une

autre les prix varient de cent ou de deux cents pour cent, parce que le transport du blé à travers une chaîne de montagnes en double le prix. Il est moins coûteux d'apporter du froment à Athènes de la Bessarabie que de Thèbes. Les trois quarts des terres demeurent sans culture parce que la maigre population a de quoi se nourrir et ne peut envoyer le surplus au marché. Le brigandage, qui rend inhabitables quelques provinces de la Grèce septentrionale, doit beaucoup au manque de routes. On ne peut pas poursuivre le brigand à cheval, et à pied il défie toute poursuite. On néglige le drainage; de là des fièvres qui détruisent plus de la moitié des enfants, et ruinent la constitution de beaucoup d'adultes. L'entretien des routes et le drainage restent dans les attributions des *dèmes*. J'ai entendu dire quelquefois que les *démarches* avaient levé des impôts dans ce but, mais jamais qu'ils eussent bien employé l'argent, excepté dans un *dème* de l'Eubée. Dans cette occasion, aussitôt que la route fut achevée, le gouvernement expédia au *dème* un inspecteur des ponts et chaussées, auquel il fallut payer un salaire de 60 drachmes par mois. C'était là une admirable façon d'apprendre aux gens à faire des routes. Ce que deviennent les fonds locaux est un secret d'État, *arcanum imperii*. Les budgets municipaux ne sont publiés sous aucune forme; le mystère est enterré dans la conscience des *démarches* et du roi.

Lundi, 21 décembre. — Je me rendis par le défilé de Daphné à la baie d'Éleusis, puis je tournai au sud et je longeai le mont Égalée jusqu'au Pirée. Je foulai la rive où Xerxès campa pendant que sa flotte livrait la bataille de Salamine. J'ai dû passer près de l'endroit où s'élevait le trône d'où il contempla la lutte. Rien de beau comme cette baie d'Éleusis et le détroit de Salamine. Le soleil brillait aussi pur que nos midis de juin, et la mer semblait un miroir.

Les rocs abrupts et les montagnes de Salamine s'y réfléchissaient si clairement, qu'on pouvait distinguer leurs couches et leur végétation ; les maisons d'Éleusis même, à six milles de là, se reflétaient sur l'eau en longues lignes blanches. Le détroit, qui mesure à peine deux milles de longueur et un demi-mille dans sa plus grande largeur, était un bien petit champ de bataille pour mille vaisseaux d'un côté et trois cents de l'autre ; je comprends aisément que leur multitude même ait jeté les Perses dans la confusion et le désordre.

Madame Senior et miss Wyse allèrent en voiture à Éleusis. Elles partirent à une heure et ne revinrent pas avant six. Elles nous firent mille récits sur leur charmante promenade au clair de lune, et en rentrant elles avaient très-chaud. Cependant elles étaient restées cinq heures dans une voiture découverte, par un des jours les plus courts de l'année. Tel est le climat d'hiver à Athènes, quand la saison est bonne.

Mercredi, 23 décembre. — Je pris pour aller à Phylé le long défilé qui conduit de l'Attique à la Béotie. Pendant cinq milles nous suivîmes la plaine de l'Attique. Un mille au delà du bois d'oliviers du Céphise, nous passâmes devant la ferme de la reine, où elle fait planter un petit parc qui, avec le temps, deviendra joli.

Quelques fondations de murs formées par de grosses pierres équarries et non cimentées sont tout ce qui reste d'une ville considérable, peut-être Acharnæ, qui fournit la dixième partie de l'infanterie athénienne pendant la guerre du Péloponèse. Un peu plus loin, dans une plaine étroite, au pied du défilé, est le village de Cassia, qui couvre une grande étendue, mais qui maintenant est en ruines. De deux cents maisons environ, vingt tout au plus semblent occupées. Quelques femmes très-pauvrement vêtues lavaient à la fontaine. Une fille portait une coiffure si singulière, que je la priai de me la laisser examiner. C'était

un fez à moitié caché sous des rangées de pièces d'argent. « C'est sa dot, me dit mon guide; elle la porte toujours ainsi, dans le double dessein de la mettre en sûreté et de se poser en héritière. »

Au sortir de Cassia le sentier devint plus escarpé et tourna autour des bases et des promontoires des deux grandes montagnes, le Cythéron et le Parnès. Elles sont si stériles à l'extérieur que je n'étais pas préparé à trouver leurs gorges ombragées de forêts de pins, dont la verdure magnifique veloutait jusqu'aux larges découpures des rochers qui s'élevaient au-dessus de nous. Les promontoires à pic, dont l'un offre un point de mire superbe qu'on aperçoit même à treize milles d'Athènes, nous barraient de temps en temps la route et nous obligeaient à des ascensions assez rudes pour nous forcer à nous pendre à la crinière de nos chevaux. Enfin nous arrivâmes en vue de Phylé, colline conique qui s'élève au centre du défilé. Nous fûmes longtemps cependant avant d'en atteindre la base. L'air était frais sans être froid, quoique nous visions quelque glace, et que l'herbe, aux places où le soleil ne l'avait pas atteinte, fût blanche de grésil. Phylé se dresse hardiment sur trois côtés au-dessus d'étroits passages; le versant accessible a été taillé et soutenu par un mur de grosses pierres non cimentées, d'une épaisseur de treize pieds et d'une hauteur de trente pieds environ, flanqué de tours : l'une est ronde, les autres carrées. Le plateau du sommet est d'une étendue de trois quarts d'acre environ. Nous n'avons jamais entendu dire qu'il ait été pris; d'ailleurs, pendant la guerre de Grèce, on y entretenait une garnison assez nombreuse; il était imprenable. Mais il ne reste pas trace de citernes; il tombe très-peu de pluies dans ce pays, et l'eau la plus voisine est un ruisseau dans une vallée à près d'un demi-mille de là, qui est séparée de Phylé par un rocher à pic. Lorsque Thrasybule et ses soixante-dix compagnons s'emparèrent de Phylé, les trente

tyrans l'attaquèrent d'abord et furent repoussés. On dit qu'ils le bloquèrent, mais c'est impossible, car Thrasybule reçut des renforts qui élevèrent sa garnison à sept cents hommes. Il est probable que l'ennemi posta des troupes seulement entre le fort et le ruisseau. Cet expédient dut réussir en peu de jours, et Thrasybule n'eut d'autre ressource qu'une sortie. Il surprit les assiégeants, les chassa, mais il ne s'aventura pas à rester à Phylé plus de cinq jours. Le sixième, il quitta la forteresse pour camper à découvert dans le Pirée.

Nous trouvâmes un détachement de soldats au sommet. Il paraît qu'avant-hier une bande de voleurs pillait et maltraitait quelques personnes près de Mégare. Le même soir, madame Senior et miss Wyse étaient à Éleusis, à onze milles environ de Mégare, et revenaient par le clair de lune.

A l'heure qu'il est le gouvernement prend des mesures pour assurer la sécurité des environs d'Athènes. Phylé, qui est entourée de montagnes et de forêts où l'on ne peut se diriger qu'en suivant des sentiers connus seulement des bergers, et qui commande le centre du défilé-frontière de la Béotie et de l'Attique, a toujours été le séjour favori des bandits. La première fois qu'en descendant nous aperçûmes une tête par-dessus un mur, mon guide me dit, moitié sérieux et moitié plaisantant : « Ce pourrait bien être un *klephte* » (un voleur).

Jeudi, 24 décembre. — Je passai deux heures avec Kappa; nous causâmes brigandage, un sujet sur lequel, me dit-il, il avait beaucoup réfléchi.

— Il faudrait, dit-il, pour commencer l'œuvre, congédier les troupes irrégulières. Sans doute elles coûtent moins que l'armée régulière, elles connaissent mieux les habitudes des brigands, elles donnent à quelques-uns de nos pallikares influents à la cour le moyen de pourvoir au sort de clients que leur réputation empêcherait de s'établir dans aucune autre position publique. En somme pourtant

le gouvernement trouve en elles un appui fort incommode; elles sympathisent avec les brigands et se liguent souvent avec eux. Je crois qu'elles encouragent plus le brigandage qu'elles ne le répriment.

Il serait ensuite opportun d'obtenir le concours des autorités locales. C'est ce qui fut fait en Acarnanie lors du ministère de Maurocordato, en 1843; mais ce n'était qu'un enthousiasme momentané. Nous venions précisément d'obtenir la constitution; la population avait résolu de se lever en masse pour extirper les brigands. On ne peut pas répéter souvent de tels efforts. Nous avons une loi qui rend responsables du mal commis les habitants du *dème*, pour peu qu'ils donnent asile à des brigands; mais nos *dèmes* sont si vastes, eu égard à leur population, que la loi est rarement exécutée. Un *dème* contient quelquefois trois à quatre mille personnes, qui demeurent dans huit ou dix hameaux éparpillés sur la surface du district. Ils ne se connaissent pas entre eux, ils n'ont ni sentiments, ni intérêts communs, et il n'est pas possible de faire porter à un hameau la responsabilité de faits qui ont eu lieu dans un autre, à dix milles plus loin. Pour moi, je voudrais qu'on subdivisât les *dèmes* en petits districts ou *sous-dèmes*, composés chacun d'un simple village, avec son sous-démarque particulier; j'exigerais en outre que chaque sous-dème délèguât et appointât un homme qui devrait surveiller les mouvements des brigands et aller chercher les troupes pour les écraser; je rendrais les sous-dèmes responsables des négligences de leurs agents.

Ceci, comme de juste, demanderait des capitaux; on obtiendrait par une plus sage administration des terres nationales. Présentement, les paysans exploitent celles qui touchent à leurs villages, et ils payent pour le faire; comme l'argent qu'ils donnent est la solde d'un pot-de-vin, et non l'acquittement d'une dette, il n'est pas mis en compte, et les autorités locales le dissipent à leur gré.

Je louerais, moi, les terres aux villageois; j'en exigerais le paiement, j'emploierais les sommes perçues à organiser une police municipale; et je rendrais le village responsable non-seulement de l'asile donné aux brigands, mais de la négligence des habitants à les dénoncer et à les chasser de la contrée.

J'essayerais ensuite de tarir les sources où se recrutent ces dangereuses compagnies.

Ce sont d'abord les frontières turques. Nous avons un traité par lequel chaque gouvernement s'engage à livrer à l'autre les malfaiteurs convaincus; mais le traité est lettre morte. Des bandes se cachent à nos frontières, et vont de là en Thessalie et en Épire; d'autres en viennent pour nous mettre à contribution. J'exécuterais le traité fidèlement, et j'en demanderais l'exécution à la Turquie. Dans un pareil conflit, les puissances protectrices nous aideraient.

Un autre nid de routiers est la foule des bergers (on porte leur nombre à trente mille) qui rôdent dans le pays. Ils sont toujours en relation avec les brigands; très-souvent ils se font brigands eux-mêmes. Je les internerais; je leur enjoindrais de devenir citoyens d'un dème, et, une fois accomplies les formalités de l'enregistrement, je leur interdirlais le vagabondage. Au besoin, on leur concéderait une part de terres nationales. Leurs tournées de volerie nous coûtent bien autrement que le plus gros revenu de la terre nécessaire à leur établissement.

Une autre cause de brigandage est la conscription. Il est notoire qu'on n'a jamais vu fils de démarque, de conseiller municipal, de fonctionnaire public, ou de proche parent de fonctionnaire, attraper le mauvais numéro. Naturellement on en est venu à se méfier partout, à supposer un tripotage déloyal. Nos conscrits désertent en grand nombre, tantôt parce qu'ils préfèrent la vie libre d'un bandit à celle du soldat, plus souvent parce qu'ils détestent la

fraude qui les envoie sous les drapeaux; ils n'ont d'autre ressource que de traverser la frontière et de chercher un asile, un gagne-pain en Turquie, ou de se faire brigands. Très-souvent ils prennent à la fois les deux partis. Le mal pourrait être arrêté dès demain, si le gouvernement se souciait d'appliquer honnêtement la loi du tirage au sort.

Mon dernier remède serait un plus sage maniement de la justice. Nos tribunaux tiennent leur cour dans la capitale de l'éparchie, souvent à douze ou quinze milles de ses limites. Si un homme a été offensé, il lui en coûte un jour de marche pour porter plainte au magistrat le plus voisin; il perd un autre jour à envoyer les sommations au défendeur, un autre encore à attendre que sa partie adverse soit arrivée au tribunal. Le plaignant et le défendeur, ou l'accusateur et l'accusé, peuvent faire le pied de grue une semaine ou deux, avant que leur cause soit entendue. Pour obtenir par la loi réparation pour un dommage de cinq drachmes, il peut en coûter trente. Le Grec offensé, ou qui croit l'être, aime mieux se rendre justice de ses propres mains. Si on lui a volé un poulet, il vole une oie au voleur supposé. Le voleur répond en prenant un agneau, l'autre dérobe un mouton, et la guerre civile des larcins réciproques continue ainsi jusqu'à la ruine de l'un des deux adversaires, qui recourt alors au brigandage. Je forcerais les juges locaux à faire des tournées dans leurs dèmes... La justice devrait être mise à la portée de chaque citoyen, au moins une ou deux fois par mois.

— Parmi vos remèdes, vous n'avez pas mentionné la construction des routes? dis-je.

— Non, répondit-il, parce que je l'apprécie médiocrement. Les routes sont le premier pas vers la civilisation. Un pays comme la Grèce, qui en manque, est essentiellement barbare; mais cela dit, je ne vois pas l'influence des

routes sur le brigandage. Nos gens ne sont pas des coureurs de grands chemins ; ils ne s'aventureraient jamais sur les routes ni pour l'attaque, ni pour la fuite.

- — Naturellement, répondis-je, mais la police et les troupes y trouveraient profit. Actuellement, si une bande se montre à cinquante milles d'Athènes, il faut deux jours à un messenger pour en apporter la nouvelle à Athènes, puis deux jours encore s'écoulent avant que les soldats aient pu la rejoindre et la disperser. Pendant ces délais elle a saccagé le district, et elle est déjà en train d'en infester un autre. Si vous aviez une route, vous pourriez être informé du sinistre en quelques heures ; quelques autres heures de plus, et vous auriez envoyé des forces pour arrêter les envahisseurs. — Est-il vrai, continuai-je, que beaucoup de brigands aient des protecteurs à la cour ?

— Je ne dirai pas que le fait se représente maintenant ; mais il est certain qu'autrefois on a pu en citer des exemples. C'est au surplus en 1854 que les pillards ont reçu un encouragement de la pire espèce. Le gouvernement, désireux de réunir des volontaires pour une entreprise contre la Thessalie, laissa sortir des prisons six cents des plus détestables coquins qui fussent sous les grilles. Sur plusieurs points, les prisonniers et leurs gardiens passèrent la frontière ensemble. Ce sont ces misérables qui ont brûlé les villages grecs de Turquie dont les habitants ne voulaient pas s'unir à eux. Ils pratiquèrent en grand le vol des moutons et du bétail ; ils changèrent ce qui devait être une invasion politique en échauffourée de larrons ; ils devinrent les voleurs effrontés qui troublèrent la sûreté des routes jusqu'à un mille d'Athènes ; et je ne doute pas qu'une grande partie d'entre eux soit encore en Grèce, ou qu'au moins, à l'abri derrière les frontières turques, ils composent les bandes qui désolent le nord de notre patrie.

Vendredi, jour de Noël. — Je me promenai dans les bosquets d'oliviers avec Gamma. Il me demanda quelle impres-

sion me laissent mes cinq semaines de séjour en Grèce.

— Le contraste entre Athènes et Constantinople est frappant, dis-je. Je ne sais pourtant si, en pénétrant dans l'intérieur, je trouverais grande différence entre la Grèce et la Turquie. Des deux côtés c'est le même manque de routes, la même population clair-semée, la même absence de culture. Cassia et Éleusis sont aussi misérables que le plus pauvre coin de la Turquie. Leurs habitants ne sont pas mieux vêtus que les Turcs; et on m'a dit que, si j'allais à Mégare, à Corinthe ou à Thèbes, je pourrais me figurer que je n'ai pas quitté l'Asie Mineure.

— La Grèce et la Turquie, répondit-il, sont peut-être maintenant de même niveau; mais la Grèce s'élève et la Turquie descend. Il y a vingt-cinq ans, la Grèce était un désert et la Turquie était plus riche et plus peuplée qu'aujourd'hui. Pour le moment, peut-être, elles marchent de pair; mais, d'ici à dix ans, la Grèce se sera enrichie, et la Turquie sera tombée dans la misère.

— Je ne croirai pas à vos progrès, lui dis-je, tant que vous n'aurez pas de routes.

— Il est vrai, répondit-il, les routes sont une preuve en même temps qu'une cause de civilisation, et je conviens que le gouvernement a été coupable de les négliger. Mais nous entrons dans une meilleure voie. — Aujourd'hui même M. Féraldi a offert d'entreprendre le chemin de fer du Pirée, et ses propositions ont été acceptées.

— Je suis charmé de l'apprendre, dis-je; mais je voudrais que vous n'eussiez pas tant tardé à vous y mettre. J'aurais pu voir quelque chose dans l'intérieur. Le Guide m'apprend qu'il y a une route jusqu'à Thèbes; moi, je trouve qu'elle est impraticable. A treize milles d'Athènes il semble qu'on ne puisse plus aller en avant.

— Je ne vous conseille pas, répondit Gamma, de vous aventurer dans l'intérieur pendant cette saison. Athènes et ses environs renferment d'ailleurs presque tout ce qui

vaut la peine d'être vu en Grèce. Nulle part vous ne trouverez des monuments comparables aux nôtres ; nulle part vous n'aurez un paysage maritime plus magnifique ; et, pour les paysages de montagnes, il en est peu qui l'emportent sur ceux du Pentélique, du Cythéron et du Par-nès. Cependant, si vous saviez parler la langue du pays, vous apprendriez beaucoup sur l'état du peuple, en vous asseyant dans les cabanes et en causant avec vos hôtes. Dans l'état, vous ne pourriez vous entretenir qu'avec votre guide, et vous ne verriez que l'extérieur de la Grèce. Vous rencontreriez plus ou moins de puces dans un khan que dans un autre, des pavages plus ou moins réguliers, des chaumières plus ou moins misérables, et, à votre retour, vous ne seriez pas beaucoup plus instruit que maintenant sur la contrée et sur la nation.

Notre plus vraie calamité, continua-t-il, est celle que la Turquie nous a léguée : l'absence d'une aristocratie. Les Turcs qui conquièrent la Grèce au ^{xv}^e siècle n'eurent pas même les scrupules qu'on eût pu attendre de barbares. Ils se servirent des hommes comme l'homme se sert des plus vils animaux, et ils firent des exécutions en masse partout où ils le jugèrent profitable. Ils avaient pour principe de ne laisser à un pays conquis aucune des puissances et des influences dont il jouissait avant eux. Ils mirent à mort en Grèce tous ceux à qui la naissance, la richesse ou la réputation assuraient quelque prééminence. En même temps, et c'est un acte méritant dont on ne leur a pas assez tenu compte, ils détruisirent le servage qui prévalait alors. Ils mirent de niveau toute la population chrétienne ; mais les nécessités de la politique leur firent soutenir l'Église dont le chef, le patriarche de Constantinople, était leur créature. Ils furent forcés aussi d'employer des Grecs à percevoir le revenu, ce qu'ils obtinrent en rendant une partie des habitants de chaque district responsable du paiement des contributions totales, et en au-

torisant les débiteurs à les répartir entre le reste de la population et à en obtenir le paiement par la contrainte. Les citoyens ainsi imposés reçurent le nom de primats ; leur charge correspondait, excepté pour la prérogative de l'hérédité, à celle de vos zemindars dans l'Inde. Au nord de la Grèce, ils confièrent la police locale à des corps de nationaux qu'ils appelèrent *Armatoles*.

Les officiers ou capitaines de ces *Armatoles*, que nous avons nommés *pallikares*, les archevêques et les primats formaient l'aristocratie naturelle de la Grèce, quand éclata la guerre de la révolution. Ils étaient peu nombreux, ils l'emportaient peu en connaissances et en culture morale sur le reste de leurs compatriotes, et ils n'avaient pas l'avantage de la naissance. Quelques riches Valaques, Moldaves et Fanariotes, se joignirent à nous pendant la guerre ; la supériorité de leur éducation et de leur richesse leur donnèrent quelque prépondérance ; mais les Grecs les regardaient comme des étrangers. Les Ypsilantes étaient Moldaves, les Soutzo, les Maurocordato, les Argyropoulos et les Mourousis sont Fanariotes. Le roi Othon nous trouva sans aristocratie véritable, et depuis il ne s'en est pas constitué. Nous sommes essentiellement démocrates. L'article de la constitution qui défend de conférer des honneurs héréditaires fut adopté par acclamation. Il en résulte, je le crains, que nous ne sommes pas faits pour une monarchie constitutionnelle. Il n'y a personne dans le pays qui ait étudié la politique, ou qui soit seulement capable d'une telle étude. Il n'y a personne que la voix publique appelle à la chambre ou au ministère. Le roi est forcé de choisir le cabinet le moins imparfait qu'il puisse rassembler et d'être à lui-même son premier ministre. Il se lève à quatre heures du matin, travaille ardemment toute la journée, et ne vient pas à bout de la moitié des affaires. Nous n'avons pas d'opposition parlementaire, nous n'avons pas de parti qui ait une opinion et un mot d'ordre. Nos

hommes publics organisent çà et là des factions; mais ce sont des amitiés ou des haines particulières qui les rapprochent, et non quelque principe commun d'action; il n'en est qu'un ici : le désir de parvenir.

— Comment se fait-il alors, dis-je, que vos ministres soient si fréquemment changés ?

— Quelquefois leur incompétence est trop évidente; plus souvent ils se querellent; quelquefois les diplomates étrangers forcent le roi à les renvoyer. Nous sommes faibles et pauvres, vous usez et peut-être vous abusez de votre puissance, comme si vous étiez nos créanciers; peut-être aussi abusons-nous du privilège de notre faiblesse. Nous nous comportons mal, et nous sommes obligés après de vous apaiser en vous sacrifiant un ministère.

M. Soutzo, professeur d'économie politique, et sa femme vinrent nous rendre visite. Nous causâmes des progrès du pays.

— Ils sont aussi grands que le plus confiant des Grecs pût les espérer, dit Soutzo. Depuis vingt-cinq ans que nous sommes une nation, la population s'est augmentée d'un tiers, la culture s'est améliorée plus encore, et notre flotte se compose maintenant de cinq mille vaisseaux.

— J'aurais désiré, dis-je, que vos routes se fussent multipliées dans la même proportion.

— La mer, répondit-il, est notre route principale; mais nous avons fait passer une loi d'après laquelle tout homme est tenu de travailler en personne, ou par voie de représentant, aux routes pendant un certain temps, dont le maximum est de douze jours par an et le minimum six. Si vous revenez chez nous dans deux ans, vous trouverez, j'en ai l'espoir, un chemin de fer au Pirée et un service de diligences pour Thèbes.

Madame Soutzo est une femme très-agréable; elle est née Soutzo. Son père était Fanariote, et fut hospodar de Moldavie en 1821.

Nous lui parlâmes de Constantinople.

— Quoique j'y sois née, dit-elle, je ne m'en souviens pas. Je n'avais qu'un an quand mon père fut forcé de fuir. Vous devez vous rappeler son palais à Buyucdereh, dont on m'a souvent décrit les jardins en terrasses plantées de pins. Il les avait dessinés, et lui-même avait planté ces arbres. Il fut des premiers à embrasser la cause de la révolution. Ma mère et moi fûmes forcées de nous évader au premier avertissement. Nous ne sauvâmes que nos vêtements. Ma mère confia une cassette de diamants qui valaient un million de francs à une personne qu'elle pensait être son amie. On ne les lui a jamais rendus. Elle, princesse, presque vice-reine, fut obligée de raccommo-der ses robes. Nous perdîmes tout, et ainsi fit mon beau-père, alors hospodar de Valachie. Mais nous ne regrettons rien, ni notre conduite, ni notre fortune.

— N'avez-vous donc jamais revu Constantinople? demandai-je.

— Non, répondit-elle, et je n'y retournerai jamais tant que ce sera une ville turque; mais je serais malheureuse si je n'espérais pas la revoir.

Je passai chez I. K. Je lui fis part de ma dernière conversation avec Gamma.

— Il est vrai, dit-il, que les Grecs n'ont pas d'aristocratie héréditaire, mais je ne suis pas sûr qu'ils soient essentiellement démocrates. Aucune nation du continent n'aime autant les rubans ou les croix étrangères; aucune société ne désire plus que celle d'Athènes les faveurs et les distinctions de la cour. Pour la maintenir, il n'est pas de moyens plus sûrs que les sourires du roi ou que le froncement de ses sourcils.

— Le roi, dis-je, s'occupe-t-il réellement beaucoup des affaires de l'État?

— Oui, répondit-il, et réellement aussi il ne fait pas la moitié de ce qui devrait être fait; mais il n'est pas exact

que ce travail soit pour lui une obligation. Il est faux qu'il ne puisse pas trouver des ministres qui lui permettraient de gouverner constitutionnellement. La vérité c'est qu'il a empêché par tous les moyens imaginables la venue d'hommes de cette trempe; il a toujours essayé d'éviter ce que nous appelons un ministère, c'est-à-dire une réunion d'hommes qui aient le même but et la même opinion. Chaque ministre se confine dans son département et ignore ce qui se passe dans les autres. Il fomente continuellement des dissensions parmi les membres du cabinet; il tâche d'y faire entrer des esprits animés de sentiments très-divers. Si un ministre excite sa jalousie en arrivant à la réputation et en gagnant la confiance du public, il tâche de le séduire ou de l'engager dans quelque ligne de conduite impopulaire; puis, si ses menées échouent, il le renvoie. En Angleterre, Maurocordato passerait simplement pour un homme sensible et instruit; ici c'est une étoile de première grandeur. Le roi fut forcé de l'accepter après la révolution, mais au bout de trois mois, il entama ses complots contre lui. La seule force du caractère du roi, c'est sa volonté. Il ne tolère d'opposition à ses vues ni dans le cabinet ni dans les chambres. Toutes les lois proposées par le ministère le sont au nom du roi. Au lieu de voir là une simple question de forme, comme le discours que prononce notre reine à l'ouverture des sessions, il pense que sa dignité est atteinte si on fait des objections à un projet qui porte son nom, et il se venge des critiques en nuisant tant qu'il peut aux orateurs qui les ont formulées, à leurs parents, à leurs amis, et même aux malappris qui les visitent.

— Quel est le traitement d'un ministre? demandai-je.

— Dix mille drachmes, environ trois cent cinquante livres par an. Mais comme la femme et les filles des ministres sont obligées de paraître à la cour, et que la reine veut voir autour d'elle des toilettes parisiennes fréquemment

renouvelées, les dépenses d'extra engloutissent et au delà les appointements. C'est d'ailleurs dans les intentions du roi. Il lui plaît que ses ministres soient pauvres et dépendants ; car, dans une telle position, ils se résignent à se laisser traiter comme de simples commis, et encore il ne les traite pas toujours comme des commis supérieurs, car il donne fréquemment des ordres aux employés de leurs départements, sans les consulter, eux, les chefs.

— Mais comment se trouve-t-il des hommes qui acceptent des fonctions pénibles et mal rétribuées où l'on est non-seulement incapable d'accomplir ce qu'on croit juste, mais où encore on peut être responsable de mesures pour lesquelles on n'a pas même été consulté ?

— Oh ! il n'a pas à sa disposition des hommes du premier ou même du second ordre, répondit I. K., mais le troisième peut lui fournir des instruments prêts à le servir dans tous ses desseins. Du reste, ce n'est pas pour le traitement qu'on est tenté de devenir ministre, mais pour l'influence, pour les facilités de l'agiotage ; c'est parce qu'on espère un ordre grec, ou, ce qui est le plus estimé, un ordre russe ou allemand ; c'est pour voir sa femme à la cour, pour porter le titre d'excellence ; appâts royaux assez tentants pour attraper les poissons auxquels Othon les jette.

— Vous ne m'avez pas dit, interrompis-je, comment il pourrait mieux choisir ?

— Je vous ai montré qu'en suivant son système il doit nécessairement mal choisir. Je suis incliné à penser que pour avoir de bons ministres il faudrait seulement le vouloir, se confier dans les hommes de son choix, leur permettre de créer et de mettre en vigueur la politique que les chambres et eux-mêmes jugeraient la meilleure, les traiter en un mot comme des ministres. Mais l'allocation actuelle ne suffit pas à faire vivre un homme marié. C'est assez pour que les choix n'aient pas grande latitude. Le

nombre des ministres, qui sont sept, est aussi trop considérable. A 350 livres pour chacun d'eux, ils coûtent 2,450 livres par an. J'en réduirais le nombre à cinq et, j'élèverais le traitement à 4,000 livres par an. Ce serait augmenter les dépenses de 2,550 livres par an, ce qui n'est pas une grosse somme, même en Grèce; le roi pourrait se charger de la payer lui-même sur les 35,000 livres de sa liste civile; avec 4,000 livres par an et en se donnant la peine d'en bien user avec les nouveaux élus, il pourrait attirer les premiers talents de la Grèce. Il n'est pas obligé de s'en tenir, comme notre reine, aux membres de l'une des chambres; il n'est pas nécessaire que les ministres siègent dans l'une d'elles. *Virtute officii*, ils peuvent parler dans les deux chambres. Du reste, comme les cent quarante sièges appartiennent tous au gouvernement, il introduit dans les chambres tel ministre qui lui plaît. Il n'a pas à craindre une minorité dans l'une ou dans l'autre. *Virtute officii*, le ministère a la majorité quand même, et si on faisait d'une place de ministre un poste digne d'ambition, les concurrents se le disputeraient. Personne n'accusera les Grecs de manquer d'intelligence ou d'aptitude pour la vie publique. Gamma vous a dit qu'ils ne pouvaient pas apprendre la politique, mais nulle instruction n'est moins coûteuse. On l'acquiert en s'occupant de toute autre chose; les lois de la Grèce sont comparativement simples; elles ont été codifiées récemment; quelque teinture de ces lois, un peu d'économie politique, c'est tout ce qu'il faut de science à un homme d'Etat grec.

— La presse est-elle libre? demandai-je.

— Elle est libre, répondit-il, en ce qui concerne les attaques aux particuliers; mais voici deux ans qu'on vota une loi pour la punition de toute offense au roi et à son autorité. A des mots aussi vagues que ceux-là on peut rattacher une critique quelconque d'un acte du

gouvernement. Comme il n'y a pas ici de loi d'*habeas corpus*, on peut garder un homme en prison un temps indéfini avant de le juger, et comme l'article de la constitution qui promet l'inamovibilité des juges n'a pas été exécuté, les sièges des tribunaux sont occupés par les instruments dociles de la volonté royale. Vous pouvez conclure de la somme de liberté dont jouit la presse politique.

Parmi les abus de cette tyrannie, il en est un qui, comme il s'exerce à l'abri des formes constitutionnelles, semble de loin imputable à la nation. Si les chambres et le roi faisaient passer une loi qui transmet la succession du trône à un grand-duc de Russie, on dirait aux Anglais que c'est l'expression du vœu de la nation, formulée par ses représentants légaux. Nous qui sommes sur les lieux, nous savons que les chambres sont les représentants, non de la nation, mais de la cour, et qu'un acte du parlement grec est simplement une proclamation royale. Le roi Othon a plus que Napoléon le droit de dire : *l'État c'est moi*. Il nomme toutes les autorités locales, et il use d'elles pour choisir les députés à son gré. Il a nommé les membres du sénat et il les gouverne en les menaçant de doubler leur nombre. Il est commandant en chef de l'armée; il s'est réservé la nomination des évêques qui ont un contrôle absolu sur le clergé; il place et déplace les juges à son loisir : en un mot, il a réussi à offrir dans un royaume constitutionnel le plus saisissant exemple de despotisme centralisé qu'on puisse signaler en Europe.

— Pensez-vous avec M. Soutzo, demandai-je, que les progrès du pays pendant les vingt-cinq dernières années aient été aussi grands qu'on pût les espérer ?

— Il est certain, répondit-il, qu'on a été très-réellement en progrès, mais il faut vous rappeler le point de départ. La Grèce avait été ravagée pendant six ans par une guerre telle qu'on en voit rarement dans les pays civilisés.

Ibrahim projetait de détruire la population tout entière, et de la remplacer par les musulmans d'Albanie. Ce fut l'origine et la raison de notre intervention. Je ne doute pas que la population se soit accrue d'un tiers; mais cet accroissement est dû surtout à l'immigration des Grecs des îles et de Thessalie qui avaient pris parti contre les Turcs pendant la guerre. Je ne doute pas qu'en Morée les vignobles et les plantations d'oliviers aient singulièrement augmenté, car, au départ d'Ibrahim, on ne voyait ni vignes ni oliviers. Mais je doute qu'aujourd'hui même la Grèce soit aussi peuplée et aussi riche qu'elle était sous la domination turque. J'ai voyagé en Grèce avant son émancipation. Je parcourus l'année dernière une grande partie du même pays. Les routes me parurent bien plus mauvaises qu'elles n'étaient il y a quarante ans. Loin de s'améliorer, la culture était en train de disparaître. Patras, Athènes et Syra ont fait un grand pas en avant, mais Missolonghi est un monceau de ruines, et les villages, en général, valent moins que devant. Le pays entier est devenu moins sûr. Autrefois, je ne songeais jamais à prendre une escorte; maintenant, une fois quittée l'Attique, où la cour concentre des garnisons pour sa propre tranquillité, la Grèce septentrionale est dangereuse. On a volé l'autre jour des voyageurs tandis qu'ils visitaient l'Acropole de Corinthe; ils se sont plaint, le gouvernement grec a répondu que la faute en était à eux, que le Lloyd autrichien veillait à la sûreté du grand chemin entre Patras et l'isthme, et qu'ils n'auraient pas dû s'en écarter.

— L'administration de la justice s'est probablement perfectionnée? dis-je.

— Oui, sous quelques rapports. La Grèce possède un code civil et criminel emprunté principalement à la France; c'est être en grand progrès sur la loi turque; mais les habitudes de corruption et d'intimidation n'ont pas baissé.

La cour, toutes les fois qu'il lui platt, dicte les arrêts des tribunaux. Colletti avait l'usage d'envoyer simplement dire aux juges ce qu'ils avaient à faire. Dans les provinces, personne ne s'aventure à s'opposer à un homme au pouvoir, à un *ισχυρος*, comme cela s'appelle, à un démarque, à un proèdre, en un mot, à un personnage qu'on puisse supposer même un peu influent. Les Turcs avaient un grand respect de la propriété, les Grecs n'en ont aucun. Si un *ισχυρος* a besoin du champ d'un citoyen, il s'en empare et conseille au propriétaire de se rattraper sur les terres nationales. C'est là une des causes qui nous empêchent d'avoir des routes. On a promulgué des lois qui nous prescrivent leur construction, mais personne ne s'avise d'en demander la mise en pratique. Là où les routes sont faites, personne ne les entretient. Du reste, les Grecs ne savent rien entretenir ; c'est avec la plus grande difficulté que je puis obtenir de mon propriétaire de faire recouvrir sa maison.

Il est mélancolique de méditer sur ce qu'est la Grèce, sur ce qu'elle aurait pu être sous un gouvernement acceptable. Le roi est arrivé au trône avec un pouvoir absolu ; il n'avait pour contrarier son initiative ni aristocratie, ni vieilles habitudes, ni préjugés ; son peuple était le plus docile et le plus intelligent du monde ; son trésor regorgeait de l'or qu'y avaient entassé les alliés ; mais il ne fut pas pour son peuple un meilleur maître que les Turcs ; dans les Grecs, il ne vit qu'une éponge dont il pourrait exprimer de l'argent ; il ne fit rien pour eux, il ne leur apprit rien, il ne les encouragea même pas à faire quelque chose pour eux-mêmes ; il les traita comme un apanage bavarois, comme un pays qui lui avait été donné, comme son revenu de cadet de famille.

— Soutzo m'a dit, répliquai-je, qu'on avait voté une loi qui impose à la population entière le devoir de contribuer aux routes, au minimum d'une semaine de travail par an ;

il ajoute que dans deux ans une diligence fera le service d'Athènes à Thèbes.

— Une pareille loi n'est pas nouvelle, répondit-il; voilà peut-être la vingt et unième fois qu'on y revient, mais jamais il n'y a eu même un commencement d'exécution, ou plutôt, on n'a jamais eu l'intention d'exécuter une seule de ces lois qu'on votait toujours. C'est l'histoire du hattihumayoun. Des deux côtés, ce sont des actes qu'on rédige pour pouvoir les exhiber aux ministres étrangers.

— Mes amis grecs, dis-je, se plaignent de l'intervention du corps diplomatique.

— Ils n'ont pas le droit de se plaindre de l'ambassade anglaise : l'Angleterre ne désire que la prospérité de la Grèce, et l'ambassade n'émet des avis que pour assurer un bon gouvernement. La France et la Russie sont plus intéressées; la Russie garde sur ses rivales ce grand avantage d'avoir une politique défensive; elle prétend faire de la Grèce une dépendance de la Turquie, et, dans ce but, elle s'efforce de l'affaiblir et de placer un prince russe sur le trône. Son action se fit sentir dès le temps de la guerre de l'indépendance; sa créature, Capo d'Istria, ne visait qu'à devenir l'hospodar russe de la Morée. Le mauvais gouvernement d'Othon la ravit, et partant, elle domine dans ses conseils. Je ne crois pas que la France sache bien clairement ce qu'elle veut; elle s'acharne à conquérir une influence, sans être bien fixée sur les points auxquels elle pourra l'appliquer. Avant 1854, elle nous croyait ses rivaux les plus formidables; elle se mit donc à l'œuvre pour nous contre-carrer, et, comme nos efforts ne tendaient qu'à l'amélioration de la Grèce, à sa liberté, à son bonheur, la France devint fatalement, par son aveugle caprice d'opposition, le soutien de la tyrannie et l'ennemie du progrès. Dans le temps, Piscatory ne mit pas plus de scrupule à combattre Maurocardoto, le meilleur homme d'État dont la Grèce ait sujet d'être fière, qu'à protéger

Colletti, un des personnages les plus vicieux et un des plus déplorables ministres qui l'aient opprimée à aucune époque. Ce fut sous le patronage de la France qu'Othon détruisit virtuellement la constitution. La Russie y trouvait son compte; la Grèce s'affaiblissait d'autant, et du même coup les relations de l'Angleterre et de la France se refroidissaient. Lorsque vint la guerre, la France s'aperçut du mal qu'elle avait fait; elle comprit qu'elle avait arraché la Grèce des mains d'un ami pour la livrer à un ennemi. M. Mercier reçut des instructions pour agir avec sir Thomas Wyse, et depuis lors l'antagonisme entre les deux légations a cessé. La politique anglaise actuelle doit se borner à la non-intervention; l'Angleterre voit le mauvais gouvernement du roi avec une profonde désapprobation, elle en prend note, mais, isolée comme elle serait dans la lutte, elle ne tente pas de le déranger dans son cours.

Samedi, 26 décembre. — Je passai le jour à l'Acropole avec M. Pittakis.

Nous causâmes sur la manière dont sont établis les tambours des colonnes.

Au milieu de chacun d'eux est une ouverture carrée, de quatre pouces environ de largeur et de six de profondeur. On y introduisait un billot de bois de cèdre, creusé en rond au centre, où l'on enfonçait une cheville de cèdre pour comprimer absolument les parties du bois. Un cercle d'environ dix-huit pouces de diamètre, placé autour du billot, est brut ou plutôt grossièrement poli. Le reste de la surface de chaque tambour est poli jusqu'à prendre l'éclat d'un miroir. Les deux tambours, polis exactement sur le même plan, adhèrent de manière à ne former qu'un morceau. M. Pittakis me montra des colonnes que des boulets de canon avaient brisées à la jonction de deux tambours; à l'intérieur on eût cru ne voir qu'une seule pièce. La jointure était imperceptible. Mon compagnon suppose

qu'on ne dégrossissait pas la pierre au centre et qu'on y introduisait le billot et la cheville de cèdre pour donner de l'élasticité à la colonne. L'une d'elles, qui n'a plus son architrave, plie comme un arbre sous l'orage, puis se redresse, le beau temps revenu. Au siècle d'Adrien, ce procédé était perdu, ou peut-être le trouvait-on trop pénible. Les tambours des colonnes du temple de Jupiter Olympien sont moins soigneusement polis et sont unis par des tiges de fer à l'intérieur.

Les murs du Parthénon ne sont pas cimentés et sont formés de blocs polis à leur surface intérieure avec la même netteté qu'à l'extérieur; les parties sont liées par des tiges de fer entourées de plomb, sans doute pour les garantir de la rouille.

M. Pittakis me montra des fragments de la corniche, qui gardent encore les couleurs vertes et bleues dont elles furent peintes primitivement.

J'espère que l'école française d'Athènes compte quelques architectes qui importeront en France les procédés connus pour souder ensemble les tambours de leurs colonnes. Une colonne française (prenez pour exemple l'une de celles de la Madeleine) a l'air d'une pile de fromages.

Dimanche, 27 décembre. — J'escaladai avec L. M. le rocher escarpé du Lycabette. La vue est belle, comme toutes celles du bassin d'Athènes, mais elle n'approche pas de la perspective qu'on découvre de l'Acropole.

Nous parlâmes des réclamations de M. Finlay.

— Le gouvernement grec, dit L. M., compte sur sa faiblesse. Il insulte et offense les sujets anglais, dans la conviction où il est que, comme nous ne pouvons pas croire notre honneur intéressé à repousser les agressions d'une puissance de son espèce, et que nous ne pouvons pas faire la guerre à un Etat dont nous sommes les protecteurs, nous nous contenterons de retirer notre ambassadeur, — sorte de vengeance qui serait très-agréable

à la cour, et qui éloignerait un témoin qui la gêne. Le roi a déjà calculé combien il pourrait effacer d'articles dans la constitution le jour où il aura réussi à forcer l'Angleterre de suspendre ses relations diplomatiques avec la Grèce.

— Quelles sont les causes de l'inimitié d'Othon ? demandai-je.

— Tous les despotes haïssent l'Angleterre, répondit L. M. Et puis nous avons soutenu Armandsberg contre Ruydhart, Maurocordato contre Colletti. Les attaques que les journaux de Londres dirigèrent contre Othon furent attribuées à lord Palmerston, tant les étrangers sont mal renseignés sur nos mœurs anglaises ! Quoi qu'il en soit, il est certain que la cour d'Athènes nous détestait et nous déteste encore avec une violence presque puérile.

De tout ceci le pauvre Finlay fut la victime. Il a servi en Grèce comme volontaire, il a écrit pour les Grecs, il a sa résidence à Athènes. Il méritait la reconnaissance et l'affection du pays. Par malheur il se trouva dans la position de Naboth. Il était propriétaire d'une terre bien située, protégée au nord par cette montagne que vous voyez, et au sud inclinée vers la mer. Il se proposait d'y construire une maison. Mais le roi trouva convenable de bâtir tout à côté son palais et de mettre la main sur la terre de Finlay pour l'enclorre dans son jardin. Ceci se passait en 1836, avant la constitution. M. Finlay réclama une indemnité. Le gouvernement grec lui répondit que, si l'on avait touché à sa propriété, c'était pour cause d'utilité publique, mais que le trésor n'avait pas de fonds pour le payer, et qu'il était libre de reprendre possession de son bien. En effet, il essaya de rentrer chez lui ; les sentinelles l'en empêchèrent. La terre fut englobée dans le jardin royal auquel elle appartient maintenant. Elle se trouve juste au-dessous des fenêtres des appartements privés.

On ne pouvait pas obtenir justice d'un souverain absolu ;

mais on fit dire à Finlay que, s'il sollicitait le paiement comme une faveur, la générosité royale s'étendrait sur lui. Il refusa naturellement de se prêter à ces manœuvres, et soutint sa réclamation comme un droit. Sir Édouard Lyons pressa le gouvernement grec de 1838 à 1847, sans autre résultat qu'une proposition du gouvernement, qui permettait à M. Finlay de faire décider la question par un arbitre — que les ministres se réservaient de choisir.

En 1849, sir Thomas Wyse hérita des négociations. Il les fit enfin aboutir à un arbitrage. Les arbitres furent nommés. D'après la loi grecque, leur pouvoir expirait au bout de trois mois. Le gouvernement grec ne soumit rien à leur examen et ne permit même pas qu'on arpentât la terre. Les trois mois s'achevèrent, et l'on était toujours aussi loin d'un règlement que lors de la confiscation illégale de 1837. Au fond, le roi s'obstinait méchamment dans son premier dessein : il ne voulait pas payer.

Finalement, en janvier 1850, l'amiral Parker et son escadre jetèrent l'ancre dans le Pirée. Le gouvernement grec n'attendait guère un tel hôte, et rien ne pouvait l'irriter davantage. Les ministres essayèrent d'une médiation, et lorsqu'elle eut échoué ils se soumirent. M. Finlay, qui se comporta dans toute cette affaire avec la patience et la délicatesse d'un cœur haut placé, se serait contenté de recevoir la valeur approximative de sa propriété au moment où elle fut saisie; mais sir Thomas Wyse soutint qu'il devait en surplus toucher l'intérêt légal, douze pour cent par an, depuis le temps de sa dépossession, et sa prétention fut admise. Seulement, comme les papiers de Finlay indiquaient les limites de la terre, mais non la superficie en mètres, et que le roi refusait avec entêtement de la faire arpenter lui-même ou de laisser Finlay choisir un arpenteur, on s'arrêta à un mesurage hypothétique qui, je le crains, mit considérablement en perte notre compatriote. Ainsi, et pour dénouement, le roi a réussi jusqu'à un certain point

à duper M. Finlay. Il l'a, d'ailleurs, honoré depuis de sa royale mauvaise humeur, qui s'étend sur tous ses amis et rejaillit jusque sur ses simples relations. Le pauvre Anglais est condamné à ne recevoir des Grecs que des visites clandestines.

Nous regardions la ville qui s'étend au nord et à l'ouest de l'Acropole.

— La stupidité des Bavaois fut merveilleuse, dit L. M. ; toutes les fois qu'ils ont pu se mettre dans leur tort ils n'y ont pas manqué. Athènes était détruite; c'était affaire à eux de la rebâtir. Toute la contrée autour de l'Acropole leur appartenait, comme elle avait appartenu aux Turcs. Il souffle ici deux vents dominants, celui du nord qui vient des steppes de la Russie et de la mer Noire, la brise de mer qui vient du sud. Ils réédifièrent leur ville au nord de l'Acropole, l'exposant en hiver au vent du nord, et lui interdisant, en été, de recevoir par l'Acropole le rafraîchissement de la brise de mer. Colyttus et Diomeia, qui étaient les pires quartiers de l'ancienne Athènes, parce qu'ils étaient les plus mal situés, furent l'emplacement qu'ils choisirent pour la nouvelle ville, pendant qu'ils auraient pu la construire de l'autre côté de l'Acropole, au milieu de riantes collines, de profondes vallées inclinées vers la mer et défendues par les antiques murailles de l'outrage du vent du nord. Ces sites divins, où s'élevèrent les villes de Thésée et d'Adrien, ne sont plus maintenant que des champs sans culture.

Ce n'est pas tout. Dans l'ancienne Athènes comme dans Rome, on avait pourvu à l'écoulement des eaux avec une patiente industrie. Les nouveaux venus n'ont rien tenté pour retrouver les anciens égouts et les remettre en état ; c'est tout au plus si la nouvelle ville en a quelque'un.

Ces Allemands ne commirent pas une moindre bêtise dans la question monétaire. Ils ne trouvèrent pas ici d'argent comptant. S'ils avaient adopté le système du *franc*,

ils auraient pu se servir des monnaies françaises, belges et sardes. Rothschild offrit de soumissionner un emprunt payable en monnaies frappées au poids et à l'effigie de la France. Au lieu d'accepter ces conditions, ayant trouvé quelques anciennes drachmes, ils imaginèrent d'inventer une monnaie de leur façon, à l'imitation des drachmes; elle vaut 8 pence et demi et diffère de toutes les monnaies connues; sur les pièces ils ne frappèrent pas d'effigie; excellent moyen pour que l'argent ressortît bientôt du pays en lingots. On ne voit plus aujourd'hui une de ces pièces sur le marché. Nous n'avons pas d'autre monnaie grecque que celle de cuivre, et nous sommes forcés de payer en zwanzigers, en francs, en dollars, en napoléons, en souverains et shellings, dont on évalue la valeur en drachmes et en leptas. La plus humble transaction de la vie usuelle exige une règle de trois qu'un Grec saura toujours appliquer à votre détriment.

Autre ennui. Athènes est mal approvisionnée d'eau. Les sources du Pentélique nous donneraient en abondance la plus belle eau du monde. Des particuliers et des compagnies offrent depuis vingt ans de les exploiter; mais le gouvernement juge l'entreprise si profitable qu'il ne veut la concéder à personne. Il est trop paresseux pour en accepter les soucis, d'où résulte que nous restons sans eau.

La ville couvre une pente ondulée. Quand les maisons furent debout, nos gens commencèrent à niveler les rues. Quelques maisons dépassent le niveau, d'autres n'y atteignent pas. Il en est qui présentent leur façade à la rue, d'autres, dont les angles seuls ressortent. Comme elles sont mal bâties et que les réparations sont ici chose inconnue, la ville entière menace d'être bientôt une ruine de fabrique moderne. Plusieurs quartiers sont déjà des décombres. Si Athènes n'intéressait pas par le souvenir de son passé, par les espérances qu'on peut mettre dans son avenir, ce serait un séjour insupportable. Un peu de bon goût et

un peu de bon sens en referaient ce que nous savons qu'elle fut autrefois, une résidence délicieuse...

— Pourra-t-on jamais la rendre agréable en été? dis-je.

— Si elle était bâtie où elle devrait être, répondit-il, on y serait bien plus agréablement en été que maintenant; mais les capitales ne sont pas faites pour être habitées l'été. Il faut ne pouvoir l'éviter pour passer les mois chauds à Paris, à Rome, à Madrid, à Vienne ou à Constantinople. Tout autour d'Athènes on trouverait des terrains préparés à point pour y établir de charmantes retraites d'été. Les vallées et les gorges intérieures du mont Parnès, qui a quatre mille cinq cents pieds de hauteur, abondent en forêts et en ruisseaux; l'air et le climat d'été y sont les plus beaux du monde. Si nous ne les habitons pas, c'est qu'on n'y est pas en sûreté. Toutes les bénédictions de la nature sont gâtées par la déplorable incurie du gouvernement.

— Voyez-vous jour à quelque heureuse transformation?

— Pas le moins du monde; il n'y a pas de cohésion chez le peuple; rien ne pourra déterminer un effort collectif.

— Cependant la guerre de l'indépendance et la révolution de 1843 ont été des efforts collectifs?

— La révolution de 1843 fut faite non par le peuple grec, mais par la garnison et la populace d'Athènes. Encore, si les préférences qu'on montrait aux Allemands n'avaient pas excité dans l'armée la révolte des amours-propres humiliés, la populace n'aurait rien fait. Pour ce qui est de la guerre de l'indépendance, j'ai eu tort de dire qu'aucun motif ne peut déterminer ce peuple à une coalition d'énergies. Il en est deux qui l'y pousseront au besoin : l'amour de sa religion, la passion d'une autonomie indépendante. La domination turque blessait ces deux sentiments. Maintenant même, si Othon attaquait la religion orthodoxe, ou si la Russie essayait d'absorber leur nationalité, je crois que les Grecs tâcheraient de résister; mais les fautes du

gouvernement à l'intérieur ne provoqueront pas même une opposition. Les paysans ont toujours été les victimes d'une coupable administration. Ils n'attribuent pas au gouvernement la tyrannie des fermiers des revenus, l'absence des routes et le manque de sécurité. Ils disent simplement que le nomarque, l'éparque, le démarque ou le fermier est un tyran, un voleur ou un fou, et que si le roi connaissait leurs souffrances il y remédierait.

Les personnes instruites, quoiqu'elles soient mieux renseignées sur le vrai principe de leurs maux, ne feront rien pour les guérir; elles n'useront même pas des moyens que leur donne la constitution.

Les Grecs parlent très-librement. Ils aiment beaucoup, comme vous avez pu le voir, à dénoncer les abus du gouvernement. On est toujours disposé à leur répondre : « Pourquoi ne dites-vous pas cela dans votre chambre ? Pourquoi n'agitez-vous pas le pays en répandant des mémoires que vous seriez précéder de la description des abus que vous voudriez combattre ? Pourquoi ne proposez-vous pas des lois de sauvegarde publique ? Elles ne passeraient pas peut-être ; peut-être même arrêterait-on vos écrits, mais le débat exciterait l'attention, et la presse le répandrait par tout le pays. » Mais quoi ! nul d'entre eux ne tenterait une démarche qui pût déplaire au roi. Ils ne pèchent pas tant par manque de courage que par manque de confiance mutuelle.

Les hommes politiques sont comme les soldats. Le soldat le plus brave ne s'exposera guère s'il ne s'attend pas à être soutenu ; et ce serait un homme d'État bien hardi celui qui ferait opposition au pouvoir sans compter sur des alliés.

En tout ceci, l'Angleterre a pour mission plutôt d'observer que d'agir. Il n'y a presque rien à faire, mais il y a beaucoup à voir. L'influence de la Grèce sur les Européens et les Asiatiques qui lui tiennent par la com-

munion du langage et de la religion est énorme. On publie à Athènes plusieurs journaux grecs. Ils ont très-peu de débit ici ; mais on les vend à un très-grand nombre en Asie Mineure, en Turquie et même en Angleterre. Ils sont rédigés en vue d'un public étranger, très-mal informé sur la Grèce, qui n'a pas de quoi contrôler leurs impudents mensonges. A cette heure, le gouvernement se préoccupe surtout de représenter le roi comme très-populaire. Le mois prochain il célèbre le vingt-cinquième anniversaire de son avènement. On gaspillera les fonds publics à pleines mains, on multipliera les fêtes et les présents, et je ne doute pas que les journaux ne peignent des manifestations enthousiastes, quelle que soit au vrai la froideur de la jeunesse. Othon reçoit journellement des dons et des legs énormes des Grecs établis hors du royaume. Si on essaye d'abattre la Turquie avant qu'elle s'écroule soudainement d'elle-même, le coup partira probablement de Grèce. Dans tous les cas, la Grèce pèsera de tout son poids dans l'affaire, et le ministre anglais à Athènes devra prémunir notre gouvernement contre les conséquences.

— Pensez-vous, dis-je, que la Turquie soit en train de se démembrer ?

— Je pense, répondit-il, qu'en Asie Mineure, en Roumélie et en Bulgarie, les Turcs perdent ce que les Grecs gagnent en population, en richesses et en instruction. Le cours naturel des événements dans ce pays ôtera le pouvoir aux Turcs et le donnera aux Grecs, à moins qu'on ne permette à un troisième État de se saisir du butin disputé.

Lundi, 28 décembre. — Delta vint me rendre visite : le Compte rendu de 1854 était sur ma table. Je lui demandai s'il y avait quelque opposition à la chambre.

— Assurément non, répondit-il ; les sénateurs sont à la nomination du roi, et quoique leurs fonctions soient

viagères, ils sont tenus en lesse par la crainte où ils sont de voir le souverain user de son droit et grossir leur nombre. Quant à la chambre des députés, celle de 1843, la première qui fût élue et la seule qui l'ait été honnêtement, contenait un parti d'environ quarante et un députés qui soutenaient Maurocordato et qui, lui parti, firent de l'opposition contre son successeur Colletti. Colletti résolut de les écarter. La constitution déclare que chaque chambre est juge de la validité de l'élection de ses membres. Le ministre disposait d'une majorité de tout point servile et sans scrupules ; il en profita pour faire annuler les quarante et une élections.

— Combien de temps la chambre avait-elle déjà siégé ? demandai-je.

— Dix mois, répondit-il, pendant lesquels on n'avait pas élevé un doute sur la légalité de ces élections. L'exemple a servi. Depuis lors, ici par la fraude, là par la corruption, ailleurs par la violence, on a toujours empêché les élections qui n'auraient pas amené aux chambres les vils complices de la cour.

A l'avenir, au surplus, et tant que l'esprit public se maintiendra tel qu'il est, le roi peut se fier au libre arbitre des électeurs. Il a été le souverain le plus impopulaire de l'Europe ; sa popularité, aujourd'hui, n'a pas d'égale. Nous sommes tout disposés à admettre que la conduite des Grecs en 1854 fut imprudente, qu'ils n'auraient pas dû compter sur le succès de la Russie, et qu'ils commettaient un acte déloyal ou, si vous l'aimez mieux, un crime, en essayant d'escamoter à la Turquie l'Épire et la Thessalie ; mais nous sentons que le roi et la reine risquèrent alors leur couronne pour notre cause. Le roi peut être un mauvais roi de Grèce, nous l'aimons pourtant comme centre de la nationalité grecque. Du moment où parut votre Compte rendu de 1854, nous vîmes que le roi et la reine, ainsi qu'il est dit dans cette dépêche de sir

Thomas Wyse (il m'indiquait celle du 17 mars 1854), déclaraient ouvertement qu'ils avaient reçu d'en haut la mission de protéger la race grecque contre l'oppression mahométane, et qu'aucune crainte ne les empêcherait de remplir leur devoir; dès lors toute véritable opposition cessa. Nous nous inquiétons beaucoup plus de la politique étrangère que de notre régime intérieur; nous nous consolons de ne pas avoir de libertés publiques, de routes, de sécurité, quand nous nous voyons en voie de refaire un empire grec. Nous acceptons ces maux temporaires, comme le voyageur méprise les fatigues quand il sait qu'il approche du but de son voyage: 1854 ruina entièrement le parti anglais.

— Vous admettez bien, dis-je, que l'occupation était inévitable, et que nous ne pouvions pas vous permettre d'attaquer les Turcs, nos alliés?

— A coup sûr, répondit-il, et nous admettons aussi que la conduite de vos troupes et de vos marins fut admirable; mais ce qui détruisit notre sympathie pour vous, fut votre Compte rendu. Il contient des calomnies que les Grecs ne pardonneront pas. Regardez cette lettre du 15 avril 1854, où M. Wyse et le baron Rouen disent « que le gouvernement » a donné l'ordre à la police de tolérer le massacre de » toutes les personnes soupçonnées de sympathie pour les » puissances occidentales. » Si vous aviez pu prouver que le roi avait donné tel ordre, vous auriez dû le détrôner. Si vous ne pouviez pas le prouver, et vous ne l'avez pas pu, car votre allégation était fausse, vous n'auriez pas dû l'insulter en la publiant. Dans le courant de ce livre vous avancez que le mouvement anti-turc parlait plutôt du parti royaliste que de la nation. Or, l'occupation permit à M. Wyse de composer un cabinet selon son cœur. Comment donc se fit-il que, sur sept membres, cinq professèrent sans se gêner leur sympathie pour le mouvement? Si votre ambassadeur avait pu trouver sept hommes respectables

d'une opinion plus conforme à la sienne, il les aurait appelés au pouvoir, mais il ne put les réunir. Pourquoi? Parce que le mouvement était national.

— Est-il vrai, dis-je, que malgré l'initiative que la constitution accorde aux chambres, les ministres sont en réalité toujours seuls à proposer des lois?

— Oui, répondit-il.

— Et on m'a dit encore, ajoutai-je, que, les lois étant promulguées au nom du roi, il demande qu'elles soient votées sans changement?

— On ne vous a pas trompé, répondit-il. Je suis loin de défendre Othon comme roi constitutionnel, encore moins comme roi parlementaire. Il prétend, par exemple, que du moment où la constitution lui laisse la nomination des ministres, il n'appartient à personne de s'ingérer dans ses choix. « Si les chambres, dit-il, me désapprouvent, qu'elles suspendent le paiement des impôts. Elles en ont le droit d'après la constitution, qui me donne, il est vrai, le droit de les dissoudre. » C'est une menace qu'il peut hardiment jeter en avant; il sait que, les chambres une fois dissoutes, il les remplirait de nouveau de ses créatures.

— Le fait est cependant, dis-je, que les ministres ont toujours eu la majorité?

— Toujours. Comme je vous le disais, par violence, par fraude ou par corruption, les électeurs ont toujours été engagés ou forcés à choisir les candidats royaux. Ces candidats ont assuré la majorité à tous les ministères. Je ne pense pas que le roi soit un homme sage, mais assurément c'est un homme heureux, plus heureux peut-être que s'il avait été plus sage. Il a très-mal administré pour nous, très-bien pour lui. Il a gagné notre sympathie, et n'a pas besoin de s'inquiéter de notre estime.

Ce qui manque pour donner de la vie et de l'intérêt aux séances des chambres, c'est une opposition.

— Une opposition, interrompis-je, serait inutile; on

ne comprendrait pas que, le jour où elle aurait la majorité, les nouveaux ministres devraient être pris dans ses rangs.

— Assurément, répondit-il; mais les sentiments du roi sont tels, que, pour lui, avoir été membre d'une opposition heureuse, serait un motif d'exclusion plutôt qu'un titre au ministère. Tout adversaire de son cabinet devient à ses yeux un ennemi personnel. Il ne s'irrite jamais, ou du moins il n'éclate pas. Vous pouvez lui parler à votre fantaisie, mais il n'oublie rien et ne pardonne jamais. Pendant les vingt et une premières années de son règne, s'il a été passionnément jaloux de son autorité, il avait bien quelques raisons. Les Grecs s'étaient révoltés contre les Turcs; ils avaient assassiné leur président Capo d'Istria. On les avait représentés au nouveau venu comme un peuple sans loi. Il était choisi pour tenter une épreuve, pour voir si ces indisciplinés se soumettraient à un roi. Pour les Bavaois, toute opposition aux désirs de leur prince était un acte de rébellion. Son expérience était nulle, son intelligence assez médiocre, et il avait foi dans ses compatriotes. Mais, depuis, il a prêté les mains à l'invasion de la Thessalie; vous avez occupé l'Attique, vos Comptes rendus ont confondu dans d'aveugles attaques le souverain et le pays; Othon a conquis ainsi la toute-puissance en gagnant des droits à la popularité. Désormais les Bavaois de son entourage lui permettraient eux-mêmes de nous laisser un peu de liberté.

— Il a montré, dis-je, le fond de son caractère dans ses rapports avec M. Finlay, d'abord en essayant de lui dérober sa terre, puis en le persécutant pour le punir d'avoir maintenu ses droits.

— J'admets, dit Delta, que nous eûmes tort dans toute cette affaire. Malheureusement pour vous et peut-être pour nous, M. Wyse, à l'arrivée de l'amiral Parker, au lieu d'envoyer à Londres un récit fidèle de l'histoire par

un steamer spécial (il en avait sept ou huit à sa disposition), attendit le paquebot régulier de Marseille. Les autres ambassadeurs, tous hostiles à l'Angleterre, eurent devant eux quatre jours, et s'en servirent pour empoisonner l'esprit de l'Europe. A en croire leur rapport, l'entrée de la flotte n'aurait été qu'un moyen d'ôter à la Grèce Cervi et Sapienza; les réclamations, de simples prétextes pour provoquer une querelle. Cependant vos demandes étaient si justes que vous ne pouviez les abandonner, et nous avons obstinément refusé de les accueillir. Je n'ai rien à dire du chiffre des répétitions de Pacífico, sinon qu'elles étaient légitimes en principe, autant que celle de Finlay était équitable et modérée. Quant à Cervi et Sapienza, je ne pense pas que vous y eussiez des droits véritables, et il me paraît que votre gouvernement est de mon avis, car un beau jour vous avez cessé de revendiquer les objets du litige. Mais, en dehors de vous, il y avait quelque chose de plausible dans les prétentions qu'élevèrent les Ioniens sur ces deux villes; vous, leurs protecteurs, vous ne pouviez guère vous refuser à les soutenir; et nous, avec une irrévérence, ou au moins avec une négligence bien coupable, nous avons laissé passer onze ans avant de vous répondre.

Delta m'accompagna jusqu'à la porte de N. O., avec lequel j'avais arrangé une promenade. Nous essayâmes de suivre la ligne du mur de Démétrius de Phalère du côté de la mer, mais nous fûmes chassés par la violence du vent, et obligés de nous abriter au côté sud de l'Acropole. Je communiquai à N. O. ma conversation avec Delta.

— Il est vrai, dit-il, que la conduite du roi en 1854 l'a rendu très-populaire dans Athènes, et généralement parmi le peuple des villes. Mais c'est avoir conquis deux cent mille âmes au plus sur onze cent mille. La masse des Grecs est agricole et pastorale. Ils ont la haine des Turcs, le fanatisme religieux, mais non l'ambition politique que Delta impute à la nation tout entière. Dans

la partie intelligente du peuple, qui, je l'admets, forme une très-petite minorité, la conduite du roi ne lui fit pas beaucoup de tort (il ne pouvait plus descendre dans les bons esprits); mais elle accusa très-nettement son incapacité gouvernementale. Si nous supposons vraiment qu'Othon eût calculé le peu de chances que lui laissait sa tentative de résistance contre l'Angleterre et la France, et qu'il jouât ce jeu dangereux simplement comme procédé de popularité, ce serait un tour assez osé de politique spirituellement égoïste. Mais je ne lui suppose pas tant de perspicacité. Je ne crois pas qu'il fût capable d'estimer les forces relatives des Russes et des alliés. Il partageait l'opinion générale à la cour, il pensait que les Russes réussiraient. D'ailleurs, si les envahisseurs grecs avaient été mieux guidés, s'ils n'avaient pas été conduits par des hommes qui n'avaient qu'un but, le pillage, et qui traitaient les chrétiens qui ne voulaient pas se joindre à eux avec une cruauté et une insolence pires que celles des Turcs, ils auraient pu certainement opérer une forte diversion; tels qu'ils étaient, ils occupèrent une armée de trente à quarante mille Turcs.

— Je suppose, dis-je, que le cadre où l'on pouvait recruter des auxiliaires pour une pareille entreprise était limité. Des hommes respectables ne se joignent pas à une expédition qui viole les lois internationales, et qui, par conséquent, les expose à être pendus. Ils ne prendraient pas non plus le commandement de bandes indisciplinées, composées en grande partie de brigands qui sortent des prisons. Comme l'invasion fut plutôt une conspiration qu'une guerre, le roi ne pouvait pas y employer l'armée régulière.

— Ce n'étaient pas seulement les troupes qui étaient mauvaises, dit N. O., mais l'organisation générale du mouvement. Les agents furent les créatures ordinaires du roi, — les autorités municipales. Il a, vous l'avez entendu

dire, je suppose, par un choix habile, dans les cas où il peut nommer légalement, comme pour les nomarques, les éparques, les juges et les juges de paix, par la fraude, par la corruption ou par l'intimidation, dans les cas où le peuple a gardé le droit d'élire, rempli tous les postes de fonctionnaires à lui, que leurs concitoyens, s'ils avaient quelque liberté, ne laisseraient pas un jour au pouvoir. Ces sbires royaux organisèrent et dirigèrent l'invasion, préoccupés non pas de la faire réussir, mais d'y grappiller le plus de profit possible. Ils empochèrent une grande partie, peut-être la moitié des fonds qui leur furent confiés. Ils firent passer la frontière à des troupes mal armées et presque sans provisions, pour voler et non pour se battre. Les forteresses turques limitrophes avaient de faibles garnisons, mais les envahisseurs, dont beaucoup avaient été brigands, et qui le devinrent presque tous, ne s'aventurèrent pas à les attaquer. Ils exaspérèrent la population chrétienne, et laissèrent derrière eux des sentiments qui rendront à jamais difficile la réparation de la grande iniquité de 1830, la réunion de la Thessalie et de l'Épire à la Grèce.

L'ajouterai-je, je ne suis pas sûr que le roi eût beaucoup mieux réussi s'il avait pu mettre en campagne l'armée régulière. L'armée régulière de Grèce est peut-être le plus détestable corps qui soit en Europe. Les hommes sont des conscrits emmenés de chez eux, injustement pensent-ils, car l'improbité et la partialité des autorités locales dans le tirage au sort est notoire; ils sont mal nourris, mal habillés, maltraités. Les officiers sont ignorants; ils doivent leur grade au favoritisme, et leur nombre est en dehors de toute proportion avec celui des soldats. L'armée est l'un des instruments dont se sert le roi pour pratiquer la corruption politique. Il refuse de publier aucun état des forces militaires, et ne consent pas davantage à donner le détail des employés à la solde du

gouvernement. L'armée et les fonctionnaires publics absorbent en entier le revenu national, à l'exception de ce que le roi prend pour lui, et aussi les revenus locaux. Voilà pourquoi nous n'avons ni routes ni ponts. Le gouvernement de la Grèce est un immense tripot.

— Est-il nécessaire d'avoir recours à la conscription, demandai-je, pour lever une si petite armée?

— Elle n'est pas petite relativement; elle se compose de onze mille hommes, ou un pour cent sur le total de la population, ce qui équivaut à une armée de trois cent mille hommes en Angleterre; elle est d'ailleurs trois fois plus nombreuse qu'il ne faudrait. Une armée de quatre mille homme suffirait pour défendre les trois ou quatre forteresses de la Grèce, et si on traitait bien les soldats, on trouverait à souhait des volontaires.

On proposa ce système pendant la régence; mais on objecta que les Grecs du royaume de Grèce ne sont pas une nation militaire, que les volontaires viendraient principalement du dehors, et que l'armée deviendrait ainsi une armée de mercenaires.

— Il ne me semble pas, dis-je, que la Grèce gagne beaucoup à avoir une armée nationale. Aurait-elle moins de liberté si l'armée du roi était composée de mercenaires étrangers?

— Il y eût eu cette différence, répondit-il, que la force eût remplacé la corruption dans l'œuvre de l'asservissement du pays. Aujourd'hui, on achète tous ceux qui paraissent en valoir la peine. Ces mœurs agréent aux Grecs des villes; ils aiment la corruption, dont chacun tire ou espère au moins tirer un profit. Quant au peuple de la campagne, ignorant, pauvre, éparpillé, il ne compte pour rien. C'est sur les paysans que retombe la conscription. Ils aiment mieux devenir brigands que soldats.

— Vous dites, repris-je, qu'une armée de quatre mille hommes serait suffisante; mais on m'assure que vos onze

millehommes ne parviennent pas à réprimer le brigandage.

— L'armée régulière, répondit-il, ne sert à rien contre les brigands, excepté dans les plaines de l'Attique, où il y a des routes. Dans les provinces, où les seules communications sont des sentiers à peine praticables aux piétons, les brigands se moquent des soldats. Les seules forces qu'on emploie contre eux sont les irréguliers et la police locale.

— Quels sont ces irréguliers ?

— Ce sont les restes des Armatoles, corps qui se nourrissait, s'armait, s'habillait à ses frais, et qui du temps des Turcs aidait à la perception du revenu et à la défense du pays. Ils sont à peu près deux mille hommes, maintenus sur le même pied, et groupés principalement le long de la frontière turque.

— Quel est le nombre des agents de la police locale ?

— Personne ne le sait. Ils sont nommés et payés par les démarques, et tout ce qui se rapporte au dème est un secret d'État. Ils détestent les brigands, car personne n'a plus à en souffrir. Vous avez entendu parler des voleurs qui étaient la semaine dernière à Mégare. Nous avons découvert qu'ils ont coupé les oreilles à quatre paysans d'un village qui avaient fourni des renseignements contre eux. Les autorités essayent de cacher ces violences, mais elles transpirent et excitent la haine du paysan aussi bien que ses craintes.

— Vous ne pensez donc pas, avec Kappa, que les brigands pourraient être détruits par les soldats ?

— Kappa parle de choses qu'il ne sait pas. Il n'a pas vécu comme moi à la campagne. Les chasseurs de brigands seraient obligés de vivre comme eux, d'escalader les montagnes, de dormir dans des grottes et de connaître chaque coin du district. Il faudrait qu'ils découvrirent où les malfaiteurs prennent leur eau, où ils achètent leur nourriture, où ils vendent leur butin et où on peut les surprendre. Je dus m'instruire de tous ces détails lorsque j'ha-

bitais près de ***. Si j'avais eu sous mes ordres un petit corps d'hommes familiers avec le pays, j'aurais mis la main sur les brigands, ou je les aurais expulsés. L'armée régulière est tout à fait impropre à remplir de tels devoirs, et de fait, on ne l'en charge pas.

— Vous me représentiez tout à l'heure les Grecs comme une nation peu militaire; cependant, dans la guerre de l'indépendance, ils paraissent avoir déployé de grandes vertus guerrières.

— Sans doute, ils montrèrent un grand courage moral. Ils résolurent de se délivrer des Turcs ou de mourir; plus d'une fois ils se firent tuer, quand ils auraient pu s'enfuir; mais il leur manquait la vigueur, l'impétuosité, ce que les Français appellent l'élan. Ceux qui se laissaient égorger auraient pu massacrer leurs ennemis s'ils les avaient chargés. Ils ont toujours attendu qu'on les attaquât. A la désastreuse bataille du Pirée, à la fin de la guerre, lorsqu'une armée de dix mille Grecs fut rompue et éparpillée par une charge de sept cents cavaliers turcs, les Grecs qui marchaient du Pirée pour délivrer l'Acropole, au lieu d'attaquer l'armée turque, s'arrêtèrent à mi-chemin et commencèrent à creuser un retranchement. Les Turcs firent sauter leurs chevaux par-dessus, jetèrent l'ennemi dans la confusion, lui tuèrent quinze cents hommes et dispersèrent le reste. Les Grecs ne purent jamais résister aux Turcs en plaine; il leur fallait, pour en venir à bout, les défilés et les escarmouches.

— Et cependant, vous pensez bien que, si les puissances chrétiennes n'étaient pas intervenues, et qu'elles eussent seulement empêché l'invasion de la Morée par l'armée égyptienne, laissant les deux partis en présence, les Hellènes auraient conquis leur indépendance?

— Oui, certes. Mais il faut vous rappeler l'état de la Turquie en 1825. Des janissaires mal disciplinés et rebelles, c'était là son meilleur appui. La Russie la menaçait

au nord ; au sud elle avait sur les bras l'Égypte ; adverse qui aurait suffi à la tenir en échec. Elle semblait s'en aller en ruines. Mais, actuellement, je ne pense pas que la Grèce pût résister à la Turquie ; son courage et son enthousiasme ont disparu. Elle est dans l'abattement qui suit une espérance déçue. Elle a conquis son indépendance, et sa victoire, en somme, lui a rapporté des taxes plus lourdes et plus tracassières, la conscription, la perte de libertés municipales qui convenaient à ses mœurs, auxquelles elle était attachée, et qu'elle a vu remplacer par une centralisation fondée sur la corruption et l'intimidation. Les Albanais et les Bulgares ont perdu toute sympathie pour elle.

— Se résignent-ils donc à rester Turcs ?

— Nullement ; ils désirent se gouverner par eux-mêmes. L'Albanie y réussira sans doute ; elle ne fut jamais réellement conquise, et je doute qu'elle le soit dans l'avenir. Vous avez pu remarquer que les Grecs n'acceptent pas le titre d'Européens. Ils parlent de l'Europe comme d'un pays qui diffère du leur aussi bien que de la Turquie ; pour le caractère, ils sont à moitié Asiatiques. Ils n'aiment pas les Occidentaux. Ils ne peuvent comprendre notre honnêteté dans les relations privées ou politiques. Ils manquent de notre persévérance, ils ne finissent rien, ils ne réparent rien. Ils ignorent la confiance mutuelle de nos rapports. Tout Grec se méfie des autres Grecs, et avec raison.

— Quelle devrait être notre politique envers la Grèce ? demandai-je.

— Précisément ce qu'elle est ; nous ne pouvons approuver ce qui se fait, mais nous ne saurions y rien changer, excepté par une révolution qui pourrait amener plus de mal que de bien : nous ne devons pas cacher ou montrer avec affectation notre improbation, mais nous devons laisser deviner que, si une intervention devenait jamais nécessaire, notre aide serait acquise au parti libéral. C'est là le rôle

qu'a pris sir Thomas Wyse, et personne ne saurait le remplir avec plus de grâce et de fermeté.

A notre retour nous passâmes sous l'Observatoire.

— Voilà, dit N. O., un spécimen de notre administration. Cet édifice fut bâti avec l'argent d'un legs laissé par un Grec mort à l'étranger. Le gouvernement devait fournir des instruments. Il ne l'a pas fait; mais il a nommé un astronome et un gendarme pour le protéger. Le savant demanda un jour à un de mes amis, M. Psilos, sénateur, d'obtenir pour lui une augmentation de traitement de 40 drachmes par mois.

— Sous quel prétexte? demanda M. Psilos; il me semble que vous touchez assez pour n'avoir rien à faire.

— C'est que, répondit l'astronome, 40 drachmes de plus élèveront mon traitement au niveau de celui du gendarme que vous avez nommé pour monter la garde à ma porte.

Les deux nominations étaient le résultat de tripotages; mais il est probable que le gendarme avait des amis plus influents et par conséquent une solde plus élevée.

Mercredi, 30 décembre. — Je passai chez P. Q., à sa maison du Pirée. Nous parlâmes des prisons grecques.

— Elles sont horribles, dit P. Q., comme vous deviez bien le supposer. La position d'un prisonnier est si cruelle, qu'il réclame de ceux qui l'entourent une pitié et des soins de tous les moments; mais il est si faible, si impuissant à faire entendre ses plaintes que, sous les meilleurs gouvernements, il est quelquefois négligé et même opprimé, tant par les fonctionnaires commis à sa surveillance que par ses compagnons de chaîne. Ici, la négligence et l'oppression sont la règle, non l'exception. Il n'y a pas de catégories entre les détenus. J'ai vu réunis dans la même prison des hommes convaincus des crimes les plus odieux, des prévenus qui attendaient leur jugement, et des citoyens arrêtés tout simplement parce qu'ils étaient en arrière pour le paiement de l'impôt. Lorsque, à défaut

d'une prison, on se servit d'une maison particulière, je les ai vus tous, sans distinction, chargés de chaînes, sous prétexte qu'on ne pourrait pas répondre d'eux s'ils n'étaient enchaînés. Si vous disiez cela au ministre de l'intérieur, il vous répondrait : c'est faux, parce que c'est illégal. Mais je l'ai vu ; il n'y a peut-être pas de prisonniers si misérables que les débiteurs du gouvernement, car ils n'ont pas droit à la nourriture.

— Comment vivent-ils alors ?

— Les Grecs sont charitables ; leurs amis leur viennent en aide, et ils tendent la main à leurs camarades de prison.

— Le gouvernement emprisonne donc tous les contribuables retardataires ? J'aurais cru qu'on se serait contenté de saisir leurs biens ?

— Quelquefois ils les cachent, répondit-il, ou bien ils se sont portés caution pour un débiteur du gouvernement, ou bien encore ils ont enfreint quelques-unes des lois vexatoires qui gênent l'exercice de la propriété territoriale. J'ai connu un homme qui a été emprisonné pour avoir volé le raisin de ses propres vignes, c'est-à-dire pour l'avoir récolté, avant d'avoir eu la permission du fermier de la dîme. Le gouvernement ne veut pas faire de la détention de ses débiteurs une simple punition. C'est une arme redoutable qui lui permet de mettre sous les verrous presque tous ceux qui lui déplaisent.

— Combien de temps, demandai-je, peut durer un emprisonnement préventif ?

— Un an, deux ans, dix ans, que sais-je ? Un Maltais du Pirée fut accusé de vol l'année dernière. Il y avait peu de charges contre lui, et je crois qu'il était innocent. Quand il eut passé quelques semaines en prison, ses amis demandèrent au consul anglais d'intervenir et d'obtenir qu'il fût jugé ou relâché. Le consul fit des démarches en sa faveur, peut-être une fois toutes les quinzaines, pendant neuf mois

entiers. On répondait toujours : Il est un des derniers sur les rôles ; quand son tour viendra, on le jugera. Enfin, un matin, on le mit dehors sans jugement et sans compensation. J'ai connu des voleurs qui ont été tenus des années en prison avant d'être jugés, et, après leur condamnation, des mois entiers avant d'être exécutés. Une bande entière a été décapitée quand ses méfaits étaient déjà oubliés, et le seul effet visible du supplice fut d'exciter la populace, qui voulut lapider le bourreau.

— Comment expliquez-vous ces délais ?

— L'ignorance, la négligence et le changement fréquent de ministères expliquent tout. Les voleurs, en général, ont des amis à la cour. En 1854, plusieurs centaines d'entre eux furent relâchés et enrôlés parmi les envahisseurs de la Thessalie. Un Maltais, emprisonné à Chalcis, m'écrivit « que tous ses camarades avaient été mis en liberté, et qu'il espérait que j'interviendrais en sa faveur ; qu'il était prêt, comme les autres, à aller se battre contre les Turcs. Tout récemment, je trouvai parmi les odophylakes, ou gens de la police locale, un chef de voleurs qui se trouvait encore sous le coup d'un mandat d'amener ; au même moment, des malheureux, inculpés de lui avoir fourni des vivres, gémissaient sous les verrous.

— Quelle est la véritable histoire des voleurs de Mégare ? demandai-je. J'ai entendu là-dessus différentes versions.

— Il est difficile, répondit-il, d'arriver à la vérité. Aujourd'hui le pouvoir est honteux de l'accroissement du brigandage et cherche à le cacher. Les journaux racontent à peine un crime sur dix. Lorsqu'il en parvient un à la connaissance du public, le gouvernement répand des récits contradictoires afin de dépister ceux qui voudraient faire une enquête. Pourtant, dans le cas en question, je suis arrivé à la vérité. Sept hommes, dont trois chefs

et quatre subordonnés, entrèrent dans une bergerie sur le versant de la montagne qui domine Mégare. Il y avait là deux bergers. Ils firent tuer et rôti un mouton par l'un d'eux, et envoyèrent l'autre à Mégare acheter du vin. Celui-ci prévint les autorités, puis rapporta le vin. Les odophylakes accourent pour s'emparer des voleurs. La police grecque hait les brigands, mais elle en a peur; elle a soin de n'en pas tuer, dans la crainte d'encourir une implacable inimitié. Cependant un des odophylakes, en approchant des voleurs, fit feu. Il prétend que ce fut par accident; je crois plutôt que c'était un signal. Les voleurs s'enfuirent avec tant de précipitation qu'ils abandonnèrent leurs armes. Deux nuits après, ils revenaient avec des forces supérieures, attaquaient le village auquel appartenaient les deux bergers, coupaient les oreilles à quatre hommes et battaient les autres. Le gouvernement est cruellement insoucieux de la sûreté des paysans. Il les punit sévèrement quand ils ne dénoncent pas les voleurs, et, lorsqu'ils le font, il les laisse exposés à leur vengeance. L'apparition d'une bande à Mégare, si près d'Athènes, est un symptôme fâcheux; on dirait que les malfaiteurs tâtent le terrain. Comme il y a eu un changement de ministère, ils désirent savoir à quoi s'en tenir sur le nouveau cabinet et ils le mettent en demeure d'agir. Si leur attentat n'est pas puni, nous les reverrons bientôt dans l'Attique.

— Si le peuple n'est pas protégé par le gouvernement, il devrait se protéger lui-même et former des associations de défense mutuelle.

— Le gouvernement ne les autoriserait pas; les associations excitent sa défiance au plus haut point; il les considère comme des insultes. Il se vante de faire le possible pour le bien public, et il soupçonne que ces réunions privées ne cachent un intérêt politique. Il désire que tous ses sujets restent isolés, désunis et sans défense.

— Pensez-vous, dis-je, qu'un danger réel menace le trône d'Othon ?

— Aucun danger immédiat ; la marine marchande, qui emploie et nourrit peut-être un quart de la population, prospère. Il y a eu de bonnes récoltes, et en même temps les grains se sont maintenus à des prix élevés. Le pays est riche et par conséquent tranquille. S'il survenait quelque embarras financier, une crise commerciale, par exemple, ou deux ou trois mauvaises saisons, le peuple, comme en 1854, se désaffectionnerait et le danger commencerait. Il y a trois ans, la pénurie des fruits de la terre et l'interruption du commerce avaient produit un mécontentement qui, s'il n'avait pas trouvé un dérivatif dans l'invasion des provinces turques, aurait pu se tourner contre le trône. Le roi et la reine, en se joignant au mouvement anti-turc, réussirent non-seulement à détourner les esprits de leur désastreuse administration, mais aussi à conquérir la popularité. Lorsque l'invasion eut échoué, les difficultés de leur situation reprirent de plus belle. Les coquins qu'ils avaient encouragés, armés et incorporés, étaient tout prêts à se tourner contre eux. Le pillage d'Athènes avait de quoi tenter ces soldats de hasard, et je crois qu'elle eût été saccagée, que peut-être tout le pays eût été mis en révolution sans la présence des alliés.

Ce qui rend la cour impopulaire, ce n'est pas tant sa triste gestion que l'esprit bavarois qui y domine. Le mal affecte surtout les populations rurales. C'est sur elles que retombent l'absence de routes, le manque de sécurité, la tyrannie des fermiers du revenu, les partialités de la conscription, le gaspillage des fonds locaux. La population maritime n'a guère à souffrir de cet état déplorable ; et, d'autre part, les villes trouvent quelques dédommagements, parce qu'elles absorbent l'argent de l'agiotage et de la corruption. Les passions dominantes des Grecs sont la vanité et

l'entêtement. Ils dédaignent le savoir, l'intelligence et la civilisation des Européens. Vous pouvez concevoir par là jusqu'où va leur dégoût des préjugés étrangers et des prédilections de la cour. Tout, disent-ils, s'y copie sur des originaux français ou allemands. L'armée se compose de onze mille hommes, parce que un pour cent sur la population est la proportion allemande. Pour le drapeau national de la Grèce on a pris les couleurs bavaïroises. Les codes ont été rédigés par des Allemands sortis des écoles de France, écrits en allemand, traduits en grec et publiés avec l'original d'un côté et la traduction grecque de l'autre. On avait même proposé d'introduire d'emblée en Grèce le code Napoléon tout entier, et aujourd'hui encore le code Napoléon est l'une des matières sur lesquelles nos étudiants doivent passer un examen; c'est l'objet d'un enseignement spécial à l'Université. Cela vous explique la prédominance de la loi romaine dans la législation grecque, et les fatals progrès de la centralisation romaine et française, dont les Grecs n'avaient pas à gémir quand ils étaient soumis aux Turcs. Ils détestent le nouveau système municipal, non-seulement parce qu'il a détruit leurs libertés tant nationales que locales, mais parce qu'il est copié sur celui de Bavière; les vilains côtés du caractère bavaïrois, sa lourdeur, sa lenteur, son formalisme, son entêtement sont, disent-ils avec aigreur, tout ce qu'on leur en a montré; quant à l'honnêteté, à la franchise, à la bonté, à la charité germaniques, ils n'en voient rien à la cour.

— Votre gouvernement, dis-je, a du moins un mérite; il encourage énergiquement l'instruction publique.

— C'est vrai, et de tous ses devoirs c'est peut-être celui qu'il a le mieux rempli. On a calculé que, dans les pays les plus civilisés, une personne sur sept suit les écoles. En Grèce, sur une population de onze cent mille habitants, on compte cinquante-huit mille écoliers. Mais sur

ces cinquante-huit mille, il y a cinquante- trois mille garçons et cinq mille filles seulement. Le nombre des écoliers, par conséquent, est de un sur dix ; celui des écolières de un sur soixante-dix-huit, c'est-à-dire le dixième de ce qu'il devrait être. Les femmes en Grèce n'ont presque pas d'éducation. Le défaut principal du système est qu'il n'y a pas de degré intermédiaire entre les écoles primaires, où l'on n'apprend que la lecture, l'écriture et quelques notions d'arithmétique, et les écoles secondaires, où l'on enseigne le grec ancien, le latin et les langues modernes. Le fils de mon épicier est élève de l'École hellénique du Pirée. Il saura le grec ancien dans tous ses dialectes, le latin, le français et l'allemand.

— A quelle carrière se destine-t-il ?

— Je crois, répondit P. Q., qu'il est destiné à être épicier ; mais il pense qu'il deviendra ministre. C'est là, du reste, l'espérance de beaucoup de Grecs.

Arrêtez dans la rue le premier passant venu, et annoncez-lui que le roi l'a nommé premier ministre, il ne s'étonnera que d'une chose, c'est que le roi n'ait pas plus tôt songé à lui.

— Je demandai à P. Q. si la prospérité du Pirée se développait.

— Elle est arrêtée pour le moment, répondit-il ; mais le mouvement a été énorme pendant ces trois ou quatre dernières années. Aussitôt qu'un Grec a mis un peu d'argent de côté, il songe à bâtir.

— Et pourquoi le mouvement ne continue-t-il pas ? demandai-je.

— Le gouvernement a besoin d'ouvriers pour bâtir le théâtre d'Athènes ; par conséquent, il refuse la permission de bâtir au Pirée.

— Il faut donc une autorisation ?

— Certainement ; rien ne se fait ici sans autorisation. Il est entendu que pas un Grec n'est capable de régler ses affaires.

Dimanche, 3 janvier. — Je me promenai avec R. S. du côté du Pirée. Nous laissâmes un peu à gauche le théâtre de la désastreuse bataille du 6 mai 1827, où dix mille Grecs, qui cherchaient à secourir la garnison de l'Acropole, furent battus par sept cents cavaliers turcs.

— Cette bataille, dis-je, ne prouve guère pour l'habileté du général Church ou pour le courage des Grecs.

— Le général Church, répondit R. S., venait d'être nommé généralissime. La garnison grecque exagérait les difficultés de sa position. Church connaissait mal ses hommes qu'il commandait depuis peu, et doutait avec beaucoup de raison de leurs qualités guerrières; il désirait donc éviter le combat. Mais ses officiers le demandèrent avec une violence incroyable, pour qui n'a pas, comme moi, vu leurs lettres. Quant aux troupes, très-peu d'entre elles avaient des baïonnettes. Leurs carabines, très-longues, presque sans crosses, et par conséquent très-lourdes du canon, n'étaient fabriquées que pour le tir au repos. Les soldats ne savaient combattre qu'en appuyant le bout de leurs armes dans une meurtrière, sur un rocher ou en le passant au travers des pierres d'un mur en ruine. Pour attaquer, il fallait qu'ils fussent en nombre supérieur ou qu'ils vissent de leur côté quelque autre grand avantage. Dans cette occasion, les trois mille hommes, mal armés, qui furent détachés pour aller de la mer à l'Acropole, n'étaient pas à même de se mesurer avec les sept cents hommes d'excellente cavalerie qui se précipitèrent sur eux dans la plaine. Les sept mille Grecs, qui les regardèrent tranquillement tailler en pièces et qui se retirèrent ensuite dans l'isthme, étaient bien plus à blâmer.

Church a montré ce qu'il vaut dans ses campagnes de la fin de 1827, 1828 et 1829. Il avait peu de troupes; son adversaire était Reschid-Pacha, qui disposait de forces considérables, et il fut trahi par Capo d'Istria, alors président. Capo d'Istria et Church comprenaient tous deux que

les grandes puissances interviendraient bientôt et termineraient la lutte d'après le principe de *uti possidetis*. Le but de Church était d'obtenir le plus de territoire possible pour sa patrie adoptive. Capo d'Istria voulait, au contraire, limiter la Grèce à la Morée, en faire une petite principauté dont il pouvait espérer devenir l'hospodar héréditaire, sous la protection de la Russie. Il affama les troupes de Church et ne leur donna ni argent, ni munitions. Church dépensa toute sa fortune, 40,000 livres sterling, à leur acheter des munitions. Il les maintint sous les drapeaux par ses hautes qualités morales, son courage, sa justice, sa patience, et, en somme, il réussit dans ses campagnes. La Grèce lui doit la plus grande partie du territoire de la Roumélie.

— Lui doit-elle aussi ses 40,000 livres ?

— Toujours, répondit R. S., et bien plus encore pour les arriérés de sa solde et de ses appointements ; les Grecs ne payent jamais sans y être forcés. Le général Church est désintéressé, il ne les presse pas, et il est probable que la seule fortune qu'il laissera sera sa maison d'Athènes et une grosse créance qui ne rapporterait pas les frais de recouvrement, si on exerçait des poursuites.

Nous arrivions alors à un endroit où un ruisseau traversait la route d'un jardin à un autre.

— Voici, dit R. S., un exemple du sans façon des Grecs. Ces deux jardins appartiennent à la même personne. Le puits est dans l'un des deux clos ; le propriétaire voulait s'en servir pour arroser l'autre. S'il avait fait passer son eau par un conduit à travers le chemin, il aurait pris un peu de peine. Aussi a-t-il creusé tout bonnement cette tranchée, et abîmé la route.

— Le gouvernement devrait intervenir.

— Le gouvernement donne l'exemple. Il plante en ce moment des arbres dans plusieurs carrefours d'Athènes. On a creusé de grands trous, mais on n'entretient ni

lumières, ni barrières pour garantir les passants pendant la nuit. La terre est jetée à travers la chaussée ou sur le trottoir. L'oubli des convenances publiques, l'insouciance du mal qu'ils peuvent faire aux autres, caractérisent toute la conduite publique et privée des Grecs.

— On me les avait représentés comme un peuple charitable.

— Je ne crois pas qu'ils méritent cet éloge. L'absence de charité individuelle, c'est-à-dire des aumônes ou des secours particuliers, s'explique par le chiffre restreint de la population. Personne n'est riche, personne n'est misérable. Mais ce qui frappe un étranger, c'est l'absence d'associations religieuses formées dans un but de charité. Partout où domine l'Église latine, vous verrez des sœurs de charité, des dominicains, des lazaristes, des jésuites et autres confréries semblables obligées par leurs vœux à soigner les malades, à écouter les confessions, à élever et à instruire les enfants. Dans l'Église grecque il n'y a pas d'institutions de ce genre. Les moines emploient leur temps à labourer leurs fermes (et ce sont d'exécrables laboureurs) et à prier. Leur piété et leur industrie sont purement de l'égoïsme. Lors que les sœurs de la Miséricorde vinrent avec les alliés, les Grecs ne les comprenaient pas. « Quel motif, demandaient-ils, peut décider des femmes respectables à se vouer à une vie de labeurs et de fatigues ? »

— Dans quel milieu le clergé grec se recrute-t-il ?

— Dans le plus bas peuple. Les prêtres n'ont ni éducation, ni manières, et par conséquent nulle influence, excepté sur les plus humbles classes. Beaucoup d'entre eux travaillent dans les champs ou s'adonnent à des industries mécaniques. La religion qu'ils enseignent est une religion de formalités. Les grands devoirs qu'elle impose sont de célébrer les fêtes, c'est-à-dire de ne rien faire et de jeûner. Les jeûnes occupent presque la moitié des jours de l'année,

et ils sont sévères. Tout ce qui est de substance animale, comme le lait, le beurre, les œufs, est défendu. La haute société observe peu ces rigueurs, mais le peuple s'y soumet strictement. Des voleurs, ayant découvert que des prisonniers qu'ils retenaient en attendant la rançon mangeaient de la viande un vendredi, furent si scandalisés qu'ils les rouèrent de coups.

— Où trouverai-je les dogmes de l'Église grecque? demandai-je.

— Ils ne sont dans aucun livre. Ils semblent s'être pétrifiés au ^v^e siècle. Depuis lors on n'y a rien changé, on n'y a rien ajouté. Les Grecs y sont attachés plutôt par politique que par religion. Ils pensent que les formules de leur foi et de leur discipline sont les sauvegardes de leur nationalité. Ils ne se demandent pas si leur culte est vrai, et jusqu'à quel point leur discipline est utile. Ils sont fiers de l'un et de l'autre, parce que ce sont choses helléniques, parce qu'elles contribuent à caractériser leur race et à la rendre démesurément supérieure à toutes les nations. Ils regarderaient toute altération de ces deux symboles comme un abaissement personnel.

Le ciel était sombre. Des nuages noirs, durement découpés, roulaient du Parnès et du Pentélique vers la mer; d'autres pendaient en festons sur les montagnes de Salamine et d'Égine. Le vent, qui avait passé sur les plaines neigeuses de la Thrace, était glacé. Nous cherchâmes un abri dans les bois d'oliviers du Céphise. A notre retour, le soleil couchant se dévoila par une soudaine éclaircie des nuages, et illumina l'Acropole et le temple de Thésée d'un de ces étincelants reflets d'or qu'on admire quelquefois vers la fin d'une journée orangée.

Le temple de Thésée, avec ses sombres colonnes baignées de la blonde lumière, paraît sa beauté d'une majesté nouvelle.

— Le temple de Thésée, dit R. S., excite mon admiration tout autant que le Parthénon. Si nos documents historiques sont exacts, c'est le premier monument où l'on ait atteint la perfection du style dorique. Le Parthénon n'est que le temple de Thésée sur une plus large échelle, et je ne suis pas sûr que, pour inspirer une telle idée de grandeur avec de si petits matériaux sur un terrain si peu favorable, il n'ait fallu un art plus consommé que pour donner un imposant caractère au Parthénon, temple cinq fois aussi spacieux que celui de Thésée, et placé sur l'Acropole. Les sculptures du temple de Thésée étaient plus en relief que celles du Parthénon; pour cette raison et aussi parce qu'elles étaient plus près de terre, elles ont été beaucoup plus endommagées. Mais il en reste assez pour montrer qu'elles étaient aussi belles, peut-être, qu'aucun débris de l'antiquité.

Mardi, 5 janvier. — Nous passâmes la soirée chez M. Hill. Il fut envoyé à Athènes avant 1830 par la société des Missions américaines. Le docteur Wordsworth visita Athènes à cette époque et logea dans la maison de M. Hill, la seule qui restât debout alors. Vers cette année, M. et madame Hill ouvrirent la première école de filles qui ait existé en Grèce. Elle reçoit maintenant quatre cent cinquante écolières. Elle est gratuite pour ainsi dire; la légère rétribution que l'on demande aux parents ne suffit pas à payer les livres et les fournitures de bureau.

Miss Baldwin, une autre Américaine, a établi une école pour les pensionnaires. Elle et les Hill vivent ensemble; une grande maison contient les deux familles, les appartements des pensionnaires et les classes des externes. C'est vraiment là le berceau de l'éducation féminine en Grèce. L'instruction y est pratique autant que littéraire; on y élève des cuisinières et des femmes de chambre, aussi bien que les grandes dames d'Athènes.

Mercredi, 6 janvier. — Je me promenai avec Epsilon.

Il parla avec admiration, comme tous les Grecs, de l'histoire de Grote.

— Je voudrais, dit-il, que M. Grote vint nous rendre visite. Notre histoire ancienne et notre histoire moderne s'éclairent l'une l'autre. Nous avons gardé notre vieille intelligence, notre vieille instabilité, notre vieille vanité, notre vieille vénalité, notre vieille témérité, et par-dessus tout, notre individualité, c'est-à-dire notre tendance à circonscrire nos sympathies, nos affections et nos efforts dans les limites les plus étroites possibles. Beaucoup de Grecs ne pensent qu'à eux-mêmes; beaucoup ne songent qu'à leur famille; ceux dont les vues sont plus élevées s'inquiètent de leur ville, mais nul ne s'intéresse à la chose publique; il nous manque même l'esprit de parti.

— Et cependant, dis-je, j'ai beaucoup entendu parler de votre patriotisme, des sacrifices que vous avez faits en 1854 pour élargir votre frontière et des sommes énormes sacrifiées par les Grecs à des intérêts publics.

— Ces sommes furent données par des Grecs étrangers, par des hommes qui, ayant vécu dans des pays où ils se trouvaient isolés, se rattachaient aux Grecs sédentaires, comme au seul peuple avec lequel ils pussent sympathiser. Quant à notre patriotisme politique, c'est de la vanité. Nous désirons tous que la Grèce soit grande et puissante; nous identifions notre autorité personnelle et notre influence avec les siennes; nous voulons que la nation à laquelle nous appartenons soit comptée dans le monde, mais nous nous soucions peu de la voir heureuse ou bien gouvernée. Encore moins un Athénien se soucie-t-il de la triste situation de la Morée. Nous sommes si loin d'être patriotes, que tout Grec veut bien rendre un service signalé à la Grèce, mais à condition qu'on proclamera son nom. Il serait secrètement fâché si le bénéfice commun venait d'un autre que lui.

— Parmi les traits de votre caractère d'autrefois, qu'est devenu votre amour pour la liberté?

— L'amour de la liberté, répondit-il, n'a pas garanti nos ancêtres de la tyrannie. Je doute même si la τυραννίς n'était pas leur état ordinaire et la liberté l'état exceptionnel. Nous vivons maintenant sous un τυραννός. Mais la douceur comparative des mœurs modernes ressort de la différence des moyens qui ont donné le pouvoir despotique à l'ancien et au moderne tyran, et aussi de la manière dont ils l'ont tous deux exercé. L'ancien τυραννός se formait une garde, c'est-à-dire un corps de troupes disciplinées, puis il soumettait ses concitoyens par la force; notre τυραννός s'est emparé des revenus nationaux et municipaux, et nous subjugué par la corruption. Le premier tuait ou exilait, le second achète. Tous deux ont atteint le même but : la concentration du pouvoir dans les mains du maître. Ce serait un spectacle plaisant, s'il n'était si mélancolique, de voir les tours que joue le roi pour paraître, aussi bien que pour être le centre, l'origine et l'achèvement de toutes choses. Nous avons creusé pendant plusieurs années le canal entre Chalcis et la terre ferme; il avait sept pieds, il en a dix-sept. Le travail vient d'être terminé il y a cinq semaines, mais le canal n'est pas encore ouvert à la navigation. Le roi veut être présent à l'ouverture, et il est parti dans ce dessein il y a trois semaines. La route par terre est d'à peu près cinquante milles; mais on ne peut la parcourir, comme toutes nos autres routes, qu'à dos de mule et elle est infestée par les brigands. Aussi le roi voulut-il aller par mer; le mauvais temps le força à rebrousser chemin. Dès qu'il fera beau et que Sa Majesté aura un moment, elle recommencera l'épreuve. En attendant le canal reste fermé, quoiqu'il doive être la communication principale avec la Grèce du nord et la Thessalie, et que nous soyons assurés de payer le charbon trois fois moins cher dès que cette voie sera ouverte. Othon doit son pouvoir à notre

vénalité et à notre individualisme, à la facilité avec laquelle la majorité se laisse corrompre et à l'absence de toute entente chez la minorité intègre. Il lui manque malheureusement le talent et la vigueur des anciens *κυρανοί*. Nécessairement ils étaient habiles ; il le fallait bien pour qu'on leur laissât prendre la couronne : le Bava-rois n'eut qu'à se baisser pour conquérir la sienne. Nécessairement c'étaient des hommes d'action : Othon n'a aucun esprit de pratique, excepté dans l'art de la corruption. Il se contente de donner des ordres, mais ne pourvoit jamais à leur exécution. J'ose dire qu'il croit que la Grèce est couverte d'un réseau de routes ; car il a ordonné de les construire. Il passe toutes ses journées à détailler les articles d'une loi, mais, une fois qu'elle a été votée, il ne s'inquiète pas de la faire respecter . Il n'y a rien qu'il hâisse comme un précédent. Il pense que cela diminue son pouvoir. Il désire que chaque question soit considérée comme nouvelle et décidée pour ce qu'elle vaut par elle-même, sans égard pour ce qui a été déjà fait dans des circonstances analogues. Il nie même que des occasions pareilles se soient jamais présentées ; il aime beaucoup à répéter que chaque fait a son aspect particulier ; mais il n'a pas assez de bon sens pour voir que le principe peut être identique, malgré la diversité des accessoires. Ce fut par ce motif qu'il résista à la réclamation de Finlay. Il était prêt à payer pour la terre, comme acte de condescendance, plus qu'on ne réclamait, si on lui permettait de fixer lui-même arbitrairement ce qu'il devrait donner. Il lui était même égal d'être forcé à déboursier la somme fixée par le gouvernement anglais. Ce qui l'ennuyait, c'était de voir que Finlay réclamait le paiement comme un droit, et d'après une législation établie. Le roi craignait de créer un précédent en se soumettant dans l'affaire Finlay, et de pousser cent autres propriétaires qu'il avait dépossédés à réclamer à leur tour. Il faut admettre que ce mépris des précédents

augmente réellement son pouvoir. Aucun droit n'est parfaitement assuré, aucune prétention n'est absolument désespérée. Le royal caprice peut toujours trouver une excuse pour tromper les plus justes espérances, ou pour combier les vœux les moins fondés.

Lorsque je dis que l'omnipotence du roi repose sur la corruption, je ne veux pas dire qu'elle n'est pas jusqu'à un certain point soutenue par la force. L'espérance est son instrument favori ; elle convient à la douceur de son caractère. Mais il emploie quelquefois la crainte, ou du moins il permet à ses subalternes de s'en faire une arme. Je sais beaucoup d'élections dans lesquelles les salles du vote étaient assiégées par des bandes de drôles armés, qui empêchaient les électeurs favorables aux candidats ennemis de la cour d'approcher des urnes. J'en sais d'autres où les urnes furent remplies de bulletins de vote introduits par le gouvernement, avant qu'il fût permis aux électeurs de déposer les leurs. Dans d'autres occasions, on refusa à des citoyens la permission de pêcher avant qu'ils eussent voté pour le candidat du gouvernement.

— Il faut donc une permission pour pêcher ? demandai-je.

— Pas d'après la loi, répondit-il ; mais un démarque peut imposer à tout propos la nécessité d'une autorisation. Quelle ressource peut avoir un pauvre pêcheur si le démarque envoie un bateau après lui et le fait ramener, sous prétexte, par exemple, de contrebande ? Se plaindra-t-il à l'éparque, dont l'autre a probablement suivi les instructions ? Nous avons adopté en général les lois françaises, qui composent un des plus habiles systèmes de despotisme qui ait jamais été inventé, et, entre autres, celle qui est réellement la clef du pouvoir absolu, celle qui veut que nul fonctionnaire ne puisse être poursuivi sans l'aveu du gouvernement. En présence d'une loi semblable, la résistance est inutile.

— J'ai fréquemment entendu citer, dis-je, le déni de justice et la conscription parmi les causes du brigandage?

— Sans doute, dit Epsilon, elles peuvent entrer en ligne de compte. Lorsqu'un homme a été offensé, la nature le porte à chercher la consolation de la vengeance. Dans les pays bien gouvernés la loi lui donne cette satisfaction ; si la loi la refuse, il prend sa cause en main, et, s'il ne peut punir l'offenseur en personne, il s'en prend à la société. Un jeune homme, vivant dans sa petite propriété avec sa jeune femme et son enfant, tombe à la conscription. Il s'aperçoit que jamais sur la liste n'apparaît le nom des amis des autorités de son village. Il soupçonne, probablement avec raison, que vingt bulletins portant tous son nom ont été jetés dans l'urne. Il refuse de servir, et s'enfuit vers ses amis, dans les montagnes. Ceux-ci le gardent quelquefois pendant six mois, mais, à la fin, ils se fatiguent. Que fera le fugitif? S'il retourne à son village, il est puni et ruiné. Ruiné, il l'est déjà, du reste. Il se venge en passant *klephte*.

— La conscription est-elle nécessaire pour former votre petite armée?

Votre armée elle-même est-elle nécessaire?

On m'a dit qu'il vous faut une armée de trois à quatre mille hommes pour garnir vos forteresses?

— A quoi nous servent nos forteresses? Elles ne sont pas armées, nous les laissons tomber en ruines, et nous avons bien raison. Ce n'est pas la peine d'entretenir une armée pour les garder. Nous sommes garantis contre les ennemis étrangers par les grandes puissances, et, contre les grandes puissances, toute résistance de notre part serait puérile. La seule force régulière dont nous ayons besoin, c'est un corps de trois mille gendarmes. Si l'honneur national nous impose une armée, nous pouvons en avoir une sur le modèle suisse : une milice réunie pendant

une quinzaine ou un mois tous les ans. Pour cela, aucun besoin de conscription, car les gendarmes seraient des volontaires, et on pourrait exiger que tout le monde servît dans la milice. Mais l'armée et la conscription nous viennent de France; on me lapiderait comme anglomane si je proposais de les abolir. Les Français et les nations francisées ne peuvent pas plus concevoir la société sans soldats et sans conscription que nos ancêtres ne la concevaient sans esclaves.

— Le roi est-il très-entêté de son armée ?

— Non ! là-dessus il n'est pas trop Allemand ; il ne s'amuse pas à jouer aux soldats. Mais il estime l'armée, parce que c'est un terrain où il peut exercer sa manie de patronage. Il y a quelques années j'espérais que nous pourrions réduire un effectif absurde. 1854 vint, et nous rendit fous. La Thessalie et l'Épire sont des fruits qui, si nous nous tenons tranquilles, nous tomberont inévitablement dans la bouche. Nous avons essayé de les arracher de force. La masse de la nation n'a pas pu voir que notre entreprise était condamnée d'avance. La foule pense qu'à une prochaine occasion nous pourrions réussir, et qu'il importe de tenir prête pour ce moment une armée assez forte pour battre les Turcs. Grâce à ces rêveries insensées, ces foudres de guerre prétendent, non-seulement maintenir les choses en l'état, mais encore élargir les cadres, quand l'armée est déjà trop nombreuse pour notre population et nos finances.

J'ai l'air sans doute, continua Epsilon, de parler du roi avec quelque amertume. Je crois, en effet, que ses défauts intellectuels et moraux, sa lenteur de conception, son étroitesse de vues, sa pauvreté d'invention, sa jalousie, sa vanité, son indécision, son amour des minuties et son incapacité à estimer l'importance relative des choses, ont été les grandes causes qui ont retardé et qui retardent encore les progrès du pays. Néanmoins, je sens avec toute

la Grèce que nous lui devons beaucoup de reconnaissance, d'abord pour s'être jeté hardiment et franchement dans le mouvement de 1834, sachant bien qu'il y risquait sa couronne; puis pour nous avoir sauvés, sinon par ses actes, du moins par sa position, des conséquences qu'entraînait presque fatalement l'insuccès de cette échauffourée. Notre conduite déplut tellement aux puissances alliées, et vos Comptes rendus la représentèrent sous des couleurs si odieuses et si différentes de la réalité, que si notre roi n'avait pas été allié par son mariage ou par ses origines avec la plupart des familles régnantes de l'Europe, nous aurions été rayés de la liste des nations indépendantes. Victimes à la fois de nos fautes et des récits exagérés que vous avez répandus par le monde, nous sommes méprisés, haïs et craints; méprisés pour ce que nous sommes, haïs et craints pour ce que nous espérons être. Si nous n'étions pas représentés dans la confrérie royale qui occupe les trônes d'Europe, vous nous écraseriez.

Jeudi, 7 janvier. — Je passai chez S. T. R. et je le trouvai en train de lire mon journal des Dardanelles.

— Mon expérience de la vie orientale, dit-il, me porte à ne pas apprécier comme M. Calvert l'influence de la colonisation européenne dans ces pays. Mon ami Z. a fait une épreuve dans des conditions aussi favorables qu'on les puisse supposer. Il avait une magnifique propriété et des capitaux considérables; il s'entendait en agriculture, il était plein d'énergie; c'était le courage d'un Anglais et la douceur d'un ange. Cependant, le 40 décembre dernier, après avoir passé vingt années et dépensé 7,000 livres à organiser des fermes en Grèce, il m'écrivit: « Plus je vois le peuple, plus je connais son caractère et moins j'espère qu'il puisse avancer beaucoup pendant le temps qui nous reste à vivre. En admettant même que les chefs de l'État eussent de bonnes in-

tentions, comment pourraient-ils en confier l'exécution à des agents tels que le gros des fonctionnaires officiels ? Les dèmes et les démarques se rattachent à la centralisation gouvernementale et ne sont qu'un fardeau de plus. Il est triste de voir combien tout a empiré dans ce pays depuis que j'y habite. »

— Z., dis-je, est l'homme qui fut pillé il y a environ deux ans ?

— C'est lui, dit S. T. R. Les lettres qu'il m'écrivit à cette époque sont des peintures curieuses de l'état intérieur de la Grèce.

Je lui demandai de me les communiquer, et il m'en remit une liasse dont j'extrais les fragments qui suivent :

Z. A S. T. R.

« Les événements de la journée m'ont presque blanchi les cheveux. Nous sommes restés près de quatre heures entre les mains d'une bande de voleurs qui ont surpris la maison et le village ; vous pouvez vous imaginer ce que nous avons eu à souffrir. Nous nous attendions à chaque instant à voir les enfants torturés ou tués. Il est encore heureux que j'aie eu chez moi une forte somme d'argent, sans cela mes pauvres petits seraient orphelins à cette heure. A toute minute ces bandits me menaçaient de m'échauder ou de me percer de leurs yatagans. L'un de nos paysans fut grièvement blessé sous nos yeux ; un autre eut la tête ouverte, et un troisième subit la torture de l'huile bouillante. La fille qui garde les enfants eut grand-peine à leur échapper. Pour nous, l'argent et l'appât du riche butin nous sauvèrent. Nos tortionnaires mirent quatre heures à forcer les tiroirs et à tout ravager dans les appartements. Ils brisèrent les meubles,

les glaces et les panneaux des fenêtres. Toutes les maisons du village ont été pillées ; les économies de plusieurs années ont été dérobées, et beaucoup de familles restent dans la misère.

» Vous imaginez-vous cette scène, ces monstres hurlant, blasphémant et fracassant sans trêve ? Pourquoi nous imposer des labeurs et des fatigues dans ce malheureux pays, sur lequel semble peser la malédiction de Dieu. J'avais trouvé une occupation paisible et honorable, plusieurs centaines de personnes vivaient satisfaites et prospéraient à la faveur de mes entreprises, et voici le résultat final ! Remercions pourtant Dieu, qui nous a laissé la vie sauve, quoique j'aie peur pour la pauvre *** ; se relèvera-t-elle de ce coup ?

» Que fait le gouvernement ? Il défend aux honnêtes gens de posséder des armes ; ainsi mes bûcherons n'en portent pas. J'en avais vingt dans la forêt, sans compter beaucoup de paysans dans les champs et quelques maçons dans le village ; mais le nombre ne peut rien sans armes. Les bûcherons arrivèrent leurs cognées en main, mais ils furent repoussés par le feu des brigands. L'un d'eux eut sa capote traversée par une balle, l'autre le manche de sa cognée brisé entre ses doigts. Ce qui m'accable le plus maintenant, c'est de me voir dans une situation sans issue, et d'assister à la ruine forcée de mes projets, juste au moment où j'espérais enfin me voir un peu récompensé de mes longues années de travail. Ajoutez l'inquiétude que me cause la santé de ***. Vous pouvez concevoir que je suis abattu, découragé, et que mon esprit, frappé de vertige, ne sait que retourner sans repos les mêmes idées. Je ne puis même pas m'en aller ; j'ai un contrat qui me retient, et si je m'y soustrayais, je serais sous le coup d'un dédit dont le paiement, après mes pertes et les désastres de nos paysans, ne me laisserait en perspective que la misère. »

MISS Z. (AGÉE DE TREIZE ANS) A S. T. R.

« Mes nerfs sont dans un tel état, je suis si malheureuse que ce m'est un soulagement de m'entretenir un moment avec vous ! Si vous saviez ce que nous avons souffert pendant plus de quatre heures ! Ne pensez-vous pas qu'il n'est pas sûr de rester plus longtemps dans ce méchant pays ? Si c'est votre avis, je vous en prie, conseillez à papa de le quitter. Les paysans disent bien que nous n'avons plus rien à craindre, et que les voleurs ne reviennent pas de longtemps au même endroit. Papa, je crois, en est persuadé comme eux. Je voudrais pouvoir être aussi confiante. Il y a des moments où je me sens tout à fait malade de peur. Il faut voir ces... (je ne connais pas de noms assez vilains pour eux) pour deviner ce qu'on éprouve quand on est tombé entre leurs griffes.

» Cher monsieur S. T. R., ne conseillez pas à papa de mettre ses enfants en sûreté et de rester seul au lieu du danger. Il me serait impossible de vivre avec la pensée qu'il est constamment exposé. Je veux demeurer; mais que je serais heureuse si je pouvais nous voir sauvés tous ensemble et loin d'ici ! Il me semble qu'à cette place maudite je ne retrouverai jamais plus de calme. J'abhorre la maison, dès que j'y reste seule une minute. Ils ont pris tout ce que nous avions; s'ils reviennent et qu'ils ne trouvent rien, ils nous tueront. Vous pouvez deviner quelles heures d'agonie nous avons traversées pendant qu'ils nous menaçaient; vous connaissez les voleurs grecs. Je ne puis en écrire davantage; j'ai déjà rempli cette lettre d'étourderies impardonnables ¹, »

(1) Miss Z. mourut quelque temps après des suites de son émotion.

Z. A S. T. R.

« Plus j'apprends, et plus je vois que nous avons été sacrifiés et trahis par les autorités.

» L'attaque eut lieu lundi. Le jeudi précédent le nomarque était informé que les voleurs avaient débarqué dans l'île. Cependant il ne prit aucune mesure pour leur barrer le passage, pour examiner les côtes et trouver les bateaux qui les avaient amenés. Huit bateliers avec leurs équipages manquèrent pourtant pendant tout ce temps.

» Le nomarque des gendarmes, quoique renseigné sur la descente d'une bande de brigands dans la partie septentrionale de l'île, se croisa les bras et laissa faire; les voleurs se rembarquèrent après avoir traversé les montagnes, commis des vols jusqu'à quelques cent mètres du lieu où se trouvaient un gendarme, un garde de frontière et deux gardes du pays (*ενδοφυλακες*). D'après le témoignage des paysans que les brigands contraignirent à escorter leurs mules chargées de butin, ils tirèrent deux coups de pistolet, signal convenu avec les bateaux. Ils paraissent être restés là très-longtemps, car le lendemain on trouva par terre des coques d'amandes, un dé et des ciseaux volés à une villageoise.

» Mes paysans, qui suivaient leur piste, atteignirent ce campement au point du jour et y rencontrèrent les gardes, qui prétendirent avoir passé la nuit là, sans rien voir ni rien entendre. Preuve évidente ou qu'ils étaient des traîtres, ou qu'ils s'étaient cachés par couardise.

» Notre démarque est un député; il réside à Athènes, et il a laissé pour le remplacer une créature du ministère, un paysan illettré qui ne sait pas écrire, et qui donne la moitié de son traitement à un secrétaire pour faire les affaires

de la démarchie. Ce singulier démarque a un cachet sur lequel son nom est gravé et qu'il confie à son secrétaire qui le garde et appose la signature de l'ignorant sur les actes. Tous deux avaient entendu parler du danger, mais ils osent dire qu'ils étaient trop affairés pour m'écrire. Si j'ai été seulement pillé, si j'ai évité le supplice de l'huile bouillante infligé à un de mes paysans, je le dois sans doute au contentement qu'éprouvèrent les brigands, en trouvant dans ma maison un butin considérable. Si je n'avais pas eu en caisse, comme cela m'arrive souvent, une forte somme d'argent, j'aurais eu peu de chances d'échapper à la torture, aux cruautés d'une mort lente à venir, et mes enfants seraient sans doute orphelins. »

Z. A. L. M. N.

« Nous avons la plus forte preuve de la complicité de plusieurs agents du gouvernement. Ce n'est pas la première fois qu'on a vu les brigands arriver dans ce village sous la conduite des mêmes chefs. L'été dernier ils furent rencontrés dans le passage de la montagne, à une lieue d'ici environ, par des soldats avec lesquels ils engagèrent une escarmouche où l'un des voleurs resta sur le terrain. Un des hommes de cette bande est maintenant fonctionnaire, et c'est lui qui commandait la garde à la station près de laquelle les brigands s'embarquèrent. Nous savons que les pillards donnèrent un signal à leurs bateaux en tirant deux coups de pistolet, et les gardes prétendent n'avoir rien vu ni entendu. Les gardes restèrent frappés du même aveuglement pendant quatre jours; ils ne purent découvrir un bateau qui avait touché terre pendant leur tournée.

Comment compter sur la protection du gouvernement,

quand des hommes connus pour être en rapport avec les brigands, des voleurs amnistiés, sont les protecteurs sur lesquels on se repose? Parmi les soldats qui recrutent maintenant la police militante, il en est qui passent et repassent continuellement à travers les villages, prennent logis chez les habitants et ne se cachent pas de leurs hôtes pour raconter leurs exploits de brigands. Depuis notre malheur, plusieurs de ces gardes de police ont répondu à de pauvres gens qui gémissaient sur leur ruine: « Oh ! » vous devez vous tenir heureux d'avoir échappé à la torture et à la mort. Du temps où je servais dans une bande, nous brûlions et nous torturions les femmes, et nous tuions tous ceux qui essayaient la moindre résistance. » De tels hommes sont maintenant à même de connaître les meilleures cachettes dans les bois, de savoir quelles sont les familles riches ou présumées telles; lorsqu'ils reprendront, et la chose arrivera, leur ancien métier, nous aurons à remercier le gouvernement qui les aura rendus plus dangereux.

» Le pillage de *** n'est pas un fait isolé dans mon voisinage. Depuis les deux dernières années, trois villages des alentours ont été saccagés. Deux pauvres femmes furent torturées dans l'un d'eux jusqu'à une extrémité dont le récit fait trembler d'horreur. L'une d'elles fut brûlée vive par ***, qui, aujourd'hui amnistié, vit dans l'abondance à ***.

» Aux maux que nous font endurer les brigands il faut ajouter ceux dont nous affligent les gendarmes et les soldats de police, nos prétendus défenseurs. Les villageois sont obligés, non-seulement d'héberger ceux qui vont et viennent pour le service public, mais aussi de leur fournir gratuitement des chevaux pour se rendre à la station voisine, ou plutôt partout où il leur plait d'aller. Le paysan n'est maître ni de sa maison ni de ses terres. On le menace, et souvent on le bat, lorsqu'il ne donne

pas à ses visiteurs malencontreux ce qu'ils lui demandent ; il faut qu'il tue ses poules en train de pondre ; il faut qu'il achète du vin pour les satisfaire. J'a vu des chevaux arrachés de l'écurie, et leur propriétaire réduit à laisser ses récoltes exposées aux voleurs et aux mauvais temps, pendant qu'il rendait à la police ce service forcé. De tels actes sont illégaux, mais ils se renouvellent tous les jours. Le paysan, s'il résiste, en pâtit. Quel indice plus expressif de la désorganisation sociale qui semble anéantir sans retour les espérances de ce malheureux pays? »

Z. A L. M. N.

« Le juge d'instruction a recueilli activement les témoignages, mais on n'a rien fait pour punir les gens mêlés à l'affaire. Le parèdre, qui était trop occupé pour m'avertir du danger, est maintenu dans son emploi, bien que le nomarque m'assure qu'il a demandé sa destitution. *** et ***, tous deux députés, sont ses amis, paraît-il, et leur influence suffit pour arrêter le cours de la justice. Le juge d'instruction m'a écrit pour me dire que X. Y. Z. le persécute, et cherche à lui faire perdre sa place pour le punir de sa diligence. ♦

Avez-vous entendu parler à Athènes du sac de *** par une bande de trente à quarante brigands dans l'après-midi de samedi passé? »

— Je n'ai jamais entendu parler, dis-je à S. T. R., quand j'eus fini ma lecture, d'un pareil état de choses, même en Turquie.

— Je ne sais trop ce qui peut se passer dans les districts éloignés, répondit-il ; mais je ne crois pas que les Turcs souffriraient de telles monstruosités à cinquante milles de Constantinople...

— Quelle est cette histoire du sac de *** ? demandai-je.

— Il s'agit d'un stratagème, qui fait honneur au génie inventif des brigands. Un homme portant l'uniforme de gendarme, deux autres avec le fez brodé de la couronne des troupes irrégulières, entrèrent dans le village, traînant après eux un brigand couvert de sang. Ils envoyèrent chercher parèdre et prêtres, et accusèrent les villageois de donner asile à des maraudeurs. Ils avaient, disaient-ils, trouvé le coupable dans le voisinage, avec deux ou trois autres qui s'étaient enfuis. Ils avaient du moins blessé et pris celui qu'ils amenaient. Pendant que les paysans se disculpaient, d'autres compagnons de la bande se groupaient graduellement autour d'eux et les cernaient. Ils s'assurèrent qu'il n'y avait pas d'hommes armés dans le village, et que les plus robustes de l'endroit se trouvaient au loin dans les champs. Alors ils enfermèrent le parèdre et les prêtres dans l'église ; puis ils firent leur tournée, et prirent dans les maisons tout ce qui pouvait se transporter. Leur butin valait à peu près 80,000 drachmes, ou 2,800 livres sterling. Les journaux ne soufflèrent pas un mot de l'événement ; mais vous pourrez quelquefois y entendre faire allusion dans les chambres.

S. T. R. revint à mon journal.

— On pourrait débattre longtemps, dit-il, avant de décider qui, des sujets chrétiens du roi Othon ou des sujets musulmans du sultan, sont le plus mal gouvernés. Cependant je ne doute pas que, le long des côtes maritimes de Turquie, et en général partout où résident les consuls étrangers et le haut clergé turc, les rajahs grecs sont mieux gouvernés. Un rajah grec est assuré d'un protecteur, à moins que toutes les évidences soient contre lui. Il peut plaider lui-même sa cause ; un consul ou un évêque portera ses réclamations ou ses griefs devant un ambassadeur russe, français ou anglais. Le Turc ne peut s'adresser qu'au cadî ou au pacha, ligués avec son oppresseur.

Depuis la fondation de l'empire, les fonctionnaires ottomans n'ont jamais eu de lien direct avec la population musulmane. Le fils d'un propriétaire turc n'a pas chance d'obtenir un emploi à Constantinople. On arrive, en s'enrôlant dans la domesticité du sultan ou des principaux vizirs et pachas. Dernièrement, on a promu des fils de fonctionnaires de Constantinople, mais les Turcs des provinces ne peuvent pas espérer leur part du gâteau.

Je pense aussi que les Turcs sont gouvernés aujourd'hui plus mal qu'ils ne furent jamais. Leurs institutions féodales et locales furent englouties dans le système de centralisation, perfectionné par le sultan Mahmoud. Cette centralisation semble produire dans l'empire ottoman les mêmes effets qu'autrefois dans l'empire romain; elle dépeuple l'Asie Mineure comme la corruption et l'exaction romaines dépeuplèrent l'Europe occidentale. Les races dominatrices et stationnaires paraissent condamnées par une loi de la nature à un amoindrissement progressif. Les Spartiates qui étaient neuf mille, les citoyens romains qui, sous Caracalla, étaient peut-être trente millions, se sont éteints de même. Les Turcs sont à la fois une race dominatrice et stationnaire. Aussi voit-on leurs richesses, leur population, leurs vertus militaires et civiles décliner du même coup. Relisez votre journal; vous y retrouverez partout des plaintes sur les progrès de la corruption; c'est le symptôme d'une agonie qui commence.

Je n'en crois pas plus pour cela aux prophéties de vos amis sur la chute rapide de la puissance ottomane. Je ne nie pas que le sultan puisse se voir arracher son empire à sa barbe, par la force ou par la fraude, avant dix ans d'ici, mais je crois aussi qu'il peut garder la régie des Turcs, des Arabes, des Grecs, des Arméniens, des Bulgares, des Albanais, des Syriens, des Yezids et des Kurdes pendant plusieurs générations. La vitalité des mauvais gouvernements est infinie. J'admets encore

moins que la chute de l'Ottoman entraîne nécessairement l'avènement des chrétiens. Vos oracles oublient que les Turcs, en tombant, déchargeront les musulmans d'une oppression plus cruelle encore que celle dont souffrent les chrétiens. Ils oublient que leurs compatriotes, ou plutôt leur coreligionnaires, de Philadelphie à Césarée, ont en général cessé de parler le grec, que leurs prêtres mêmes n'ont pas d'autre langue que le turc. Ils ne voient pas que la population agricole et les nomades guerriers se saisiraient immédiatement des trois quarts de l'Asie Mineure.

Si j'avais à faire des ordonnances pour la Turquie malade, ajouta-t-il, l'immigration ne serait pas mon remède. L'immigration ne peut réussir qu'avec peine dans un pays où la population agricole élève la valeur des produits au fur et à mesure des besoins du consommateur ou des facilités de la vente. Aucun étranger ne pourrait accepter la misère, que supportent actuellement les laboureurs; aucun ne se résoudrait à payer des taxes aussi énormes, tant régulières qu'irrégulières. Les spéculations heureuses que les étrangers ont pu faire sur les terrains prouvent seulement que, dans un pays où un capitaliste indigène obtient vingt pour cent par an, un étranger, devenu propriétaire dans des circonstances favorables, peut espérer de douze à quinze pour cent. Encore est-ce là plutôt une exploitation commerciale qu'un travail de colonisation. On n'en peut rien induire sur le sort probable des immigrants agricoles anglais qui n'apporteront guère d'autres valeurs que le prix de la terre et leur travail. Si j'étais le sultan ou son conseiller, j'essayerais d'assurer aux populations de l'empire un bienfait qu'elles n'ont jamais connu, la sécurité légale. Leurs habitudes indolentes proviennent en partie de l'instabilité de leur existence, en partie de la vieille organisation des Turcs comme soldats féodaux, aussi bien que comme culti-

vateurs. Je pense qu'il serait possible de constituer, même en Turquie, l'omnipotence de la loi ; mais je crains que les tendances actuelles n'aboutissent à un résultat tout contraire.

J'allai ce soir à un bal du palais. Il avait lieu dans les appartements de la reine, au deuxième étage. A peu près trois cents invités, et, me sembla-t-il, beaucoup moins d'étiquette qu'au grand bal.

Dans l'intervalle de deux quadrilles, la reine vint vers moi et m'entretint pendant près d'un quart d'heure avec beaucoup de grâce. Elle me parla surtout de la campagne, de Phylé, de sa position et de son fort qui contenait, disait-elle, la seule tour ronde de l'Attique. Quand elle m'eut quitté, le roi s'approcha de moi, et me tint beaucoup plus longtemps, plus d'une demi-heure, si je ne me trompe. Il me dit qu'il était très-agréable de régner sur un pays d'un tel *passé* et d'un tel *avenir* ; que les Grecs étaient le peuple le plus docile du continent ; que, parmi eux, on ne connaissait pas l'opposition à l'autorité et ce désir de mettre à couvert les criminels, si habituel aux peuples méridionaux ; que, si un crime était commis, la population tout entière cherchait avec ardeur à découvrir le coupable et à s'en emparer ; que ses sujets étaient d'ailleurs éminemment intelligents ; qu'un Grec, quels que fussent ses antécédents, ne semblait jamais embarrassé dans la plus haute compagnie, et que chacun d'eux semblait avoir la faculté innée des arts.

Un jeune garçon athénien, ajouta-t-il, âgé de quatorze ou quinze ans, a été envoyé à l'Académie de sculpture de Munich. Il remporte chaque année tous les grands prix. Ces broderies (et il me montrait sa veste albanaise et celle de plusieurs de nos voisins) sont l'ouvrage de paysannes, sans méthodes et sans modèles ; cependant, voyez combien les dessins sont délicats et originaux.

Après que le roi m'eut quitté, M. Soutzo vint à moi ;

nous causâmes des inconvénients qu'entraîne l'absence d'une monnaie grecque.

— Nous avons commis trois erreurs capitales, dit Soutzo; nous avons pris pour notre unité la drachme, monnaie qui ne correspond à aucune de celles qui existent. Notre monnaie ne portait pas d'effigie, de sorte qu'elle ne valait pas beaucoup plus que l'argent en barre; enfin nous établîmes un double étalon monétaire. La première de ces fautes venait de nous, la seconde de vous, et l'autre de France.

— Vous savez maintenant où vous avez péché, dis-je; j'espère que vous serez plus circonspect désormais et que vous prendrez pour votre seule unité le franc de France.

— Nous attendons ce que la France va faire; elle ne sait pas si elle adoptera l'or ou l'argent pour son unique mesure, ou si elle les gardera toutes deux.

Je demandai à A. B. C. de me nommer quelques-uns des invités. — Quels sont, dis-je, les deux hommes qui portent ces riches costumes albanais?

Le grand, répondit-il, c'est Hadji-Petros. C'est le rejeton d'une colonie moldave qui s'est établie, il y a des siècles, sur les bords de l'Achéloüs. Ses parents appartiennent à l'ordre civil; ce sont probablement des muletiers, ou des collecteurs de taxes. Armatole sous le régime turc, il se joignit aux Grecs et fut créé gouverneur de Lamia lorsque le roi faisait la cour aux Pallikares : il est notoire qu'il a vécu quelque temps avec la dame qui fut lady Ellenborough.

— Et quel est l'autre? demandai-je.

— Théodore Grivas, répondit-il; encore un de nos héros révolutionnaires. Sa famille est d'Acarnanie. Il était dans les armatoles turcs, prit parti pour la cause grecque en 1822, fut un partisan hardi et insubordonné pendant la guerre, fit sa fortune dans les emprunts, dans des tripotages de toutes sortes, et en achetant des terres à des Turcs. Il possède une grande propriété près de Vonitza,

en face de Sainte-Maure. Il y passe une partie de l'année, comme un chef féodal, ou plutôt comme un capitaine écossais ou irlandais du xvi^e siècle. Il ne paye pas d'impôts, ou plutôt il les paye à sa convenance. Les fermiers des revenus territoriaux savent qu'il serait dangereux de se brouiller avec un homme qui a sous ses ordres quelques centaines de tenanciers armés, qui est membre de la chambre des députés et qui vote toujours pour le roi.

— Est-ce là ce général Grivas qui figure dans le Compte rendu de 1854 pour avoir envahi l'Épire avec trois ou quatre mille partisans?

— C'est bien lui; s'il eût été alors convenablement appuyé, il aurait pris Janina; mais la cour avait peur de lui. Un tel homme, hardi et sans scrupules, s'il avait réussi en Épire, une fois maître d'un butin considérable, aurait pu, à la tête de quelques milliers de routiers sans principes, repasser la frontière et devenir dangereux à l'intérieur. On indiqua le danger au roi, qui répondit : « Je suis sur mes gardes et j'ai déjà fait l'expérience du caractère et des projets du général Grivas. » Il le prouva bien par sa conduite. Les journaux du gouvernement portèrent Grivas aux nues, mais on ne lui envoya pas de munitions. N'étant pas en mesure d'attaquer Janina, il marcha à l'est contre la ville chrétienne de Messoro, rafla tout l'argent qu'il put trouver, brûla quelques quartiers, puis revint en Grèce plein de ressentiments, et reparut à la cour pour faire la mine au roi et se poser en patriote offensé.

— En quels termes est-il à présent avec Othon? demandai-je.

— En d'excellents termes, répondit A. B. C. Il est convenu entre eux tacitement, ou peut-être expressément, que le général soutiendra la politique royale en toutes rencontres, et qu'il ne payera pas d'impôts. Comme Hadji-Petros, comme plusieurs des anciens déprédateurs des

frontières, il reste intimement lié à la cour pour un motif inavouable. On tient cette avant-garde en réserve pour la prochaine invasion de Turquie. L'expérience n'a rien appris aux souverains, ou plutôt elle leur persuade qu'ils peuvent violer audacieusement tous les principes de morale publique et privée, et que, si leurs entreprises avortent, ils en seront toujours payés par un surcroît de popularité.

— Mais, dis-je, la cour doit aussi avoir appris que la Russie n'est pas de taille à jouer une partie contre l'Angleterre et la France ?

— Je ne suis pas sûr qu'elle ait appris, même cela. Dans tous les cas, elle attend la rupture de l'alliance anglo-française; elle espère que ce jour-là il lui sera facile de recommencer sa guerre de pirates avec plus de succès. Dans une entreprise semblable, les vieux Pallikares seraient d'utiles instruments. Aussi le roi s'ennuierait de leur voir prendre les mœurs de gentilshommes campagnards et de planteurs de groseilles. Il souhaite qu'ils gardent leurs partisans armés, et c'est l'une des causes qui entretiennent le brigandage sur la frontière. La cour aime assez à voir éclater quelques tumultes partiels; ce sont pour elle autant de prétextes à garder une armée locale irrégulière et équivoque, qui fait pour le moment profession de se vouer à la destruction des brigands, mais qui, la guerre revenue, fraterniserait avec eux. Pour la même raison, les Pallikares, comme Grivas, désirent jusqu'à un certain point le maintien du brigandage, qui, sans pouvoir leur attirer un reproche, prouve qu'on a encore besoin d'eux. Sous l'influence de ces causes combinées, ce n'est jamais loyalement et énergiquement que les troupes travaillent à la répression du brigandage.

— Z. obtint-il quelque réparation, ou compensation, pour les dommages qu'il avait supportés ? dis-je.

— En aucune façon, répondit A. B. C.; l'affaire fut

portée devant le gouvernement. Il fut prouvé que le vol avait été causé par la négligence coupable, sinon par la connivence des fonctionnaires. Il fut dit que si l'administration locale devait ne plus être qu'une machine à élections, c'étaient les intéressés et non les innocents propriétaires campagnards qui devaient supporter les désastres qui résultent naturellement d'un pareil système. Mais c'était prêcher à des sourds. La cour n'eut ni justice, ni pudeur. Elle cédera toujours à une flotte anglaise, jamais à un sentiment honnête.

Je racontai ma conversation avec le roi.

— Il vous a fait de ses sujets, dit A. B. C., un portrait fort ressemblant ; il est étonnant de voir combien vite un Grec sans éducation acquiert ou affecte l'aise et l'aplomb qu'une longue pratique de la bonne compagnie donne à un Européen. Mais ce mérite n'est pas tout à fait dû à son intelligence. On peut l'attribuer quelquefois à sa suffisance. Le monde est encore, d'après ses préjugés, divisé en Grecs et en barbares. La conscience de sa supériorité le sauve de la *mauvaise honte*. Lorsque le roi parle de la plus haute société, il entend naturellement la sienne. Je ne doute pas que chaque Grec, dans ce salon, ne regarde du haut en bas son roi bavarois et sa reine oldembourgeoise. Il se sent à l'aise et sans embarras dans leur compagnie, par la même raison qu'un matelot anglais n'est pas gêné à la cour d'un chef des îles du Sud.

La reine dansa longtemps avec M. Boudouris, président de la chambre des députés, qui semble en grande faveur. Je lui fus présenté et nous causâmes assez longtemps dans le courant de la soirée.

— Ma principale besogne comme président, dit-il, est celle de votre président du conseil. Il faut que je crée une chambre. Les députés sont au nombre de cent quarante. Soixante et onze font une majorité. Or, il n'y a pas plus de quatre-vingts membres qui résident à Athènes ; des au-

tres, ceux-ci sont malades, ceux-là sont paresseux. C'est avec la plus grande difficulté que je puis rassembler une majorité et la maintenir.

Je lui désignai un ou deux officiers dont les poitrines étaient couvertes de décorations.

— Ce sont les aides de camp du roi, répondit-il ; ils l'ont accompagné dans ses voyages en Allemagne, et ils ont reçu des croix et des crachats de toutes les petites cours.

— Je m'étonne, dis-je, que, lorsque vous fîtes votre constitution, vous n'ayez pas défendu aux Grecs d'accepter des ordres étrangers.

— Celui qui aurait proposé une telle mesure, répondit-il, aurait été flétri du nom d'anglomane. Nous y eussions perdu un grand moyen d'influence ; si nous refusions d'accepter les ordres étrangers, nous pourrions à peine offrir les nôtres. Aujourd'hui notre ordre du Saint-Sauveur est très-estimé à l'extérieur. Les ambassadeurs commencent à intriguer pour la croix, aussitôt qu'ils arrivent. Nous les tenons en respect en ne les décorant pas jusqu'à leur départ. Chaque amiral qui jette l'ancre dans le Pirée adresse sa requête ; beaucoup de membres de l'Institut de Paris portent notre ruban. Savez-vous pourquoi l'amiral français n'entra que deux jours après vous dans la baie de Bésika, en 1853 ? C'est qu'il débarqua au Pirée et qu'il vint chercher la croix à Athènes. Notre ordre est une arme d'importance qui ne nous coûte rien.

— La profusion avec laquelle on l'a prodigué n'a-t-elle pas détruit le prestige ? demandai-je.

— Non ! pas à l'étranger, autant qu'on en peut juger par l'empressement des solliciteurs. Parmi nous, ce n'est plus une distinction ; mais un homme qui a été un instant dans la vie publique est honteux s'il ne l'a pas obtenu. Les non décorés ne sont pas assez nombreux pour former une opinion et pour faire parade de leur indépendance.

Vendredi, 8 janvier. — Zeta vint me rendre visite.

C'est un homme de lettres de quelque réputation ; on dit qu'il soutient ici les intérêts russes. Il me demanda, comme font souvent les Grecs, quelles réformes me paraissaient les plus nécessaires dans le pays.

Je lui répondis : — Les routes et un nouveau système de perception pour l'impôt territorial.

— Oui, sur ces deux points nous sommes de vrais barbares, répliqua-t-il ; mais que pouvons-nous faire ? Pour établir des routes dans un pays de montagnes, il faut beaucoup de science et beaucoup de dépenses ; nous n'avons ni expérience ni argent. Le revenu territorial est la meilleure ressource du gouvernement. Nous ne pouvons pas le lui chicaner. La grande préoccupation usufruitière des propriétaires est de tromper l'État ; nous ne pouvons pas nous relâcher de nos précautions contre la fraude, si vexatoires et si tyranniques qu'elles puissent être quelquefois pour les contribuables.

— Si vous n'alléguez que le manque d'argent pour défendre un système qui suspend en Grèce les progrès de la richesse et de la population, vous pouvez essayer d'y remédier en diminuant vos dépenses. Votre budget de la guerre absorbe la moitié de vos revenus. Qu'a besoin la Grèce d'une flotte et d'une armée ? Les puissances protectrices se sont chargées de votre défense.

— Vous pensez probablement que nous devons accepter leurs services avec reconnaissance et jouer sans mot dire le rôle d'une nation protégée, qui n'a pas de politique à elle dans ses relations étrangères. Nous ne le voulons pas. Nous aimons mieux être des agents libres. Vous vous moquez de notre petite armée ; mais, telle qu'elle est, elle suffit à nos desseins. La guerre que nous reprendrons bientôt, celle que nous avons commencée en 1854, n'est pas une guerre de conquête, c'est une guerre de délivrance. Nos frères de Thessalie et d'Épire nous fourniront assez de soldats. Nous devons, nous, leur présenter les cadres

qu'ils pourront remplir. Voilà pourquoi notre armée vous a l'air encombrée de tant d'officiers inutiles : ils attendent leurs troupes. En 1854, si vous n'étiez pas intervenus, et si la Russie, au lieu d'accepter le champ de bataille où l'attiraient ses ennemis, s'était avancée vers les monts Balkans et nous avait tendu la main, la Thessalie, l'Épire et la Macédoine auraient été affranchies du joug des Ottomans. Il est fort peu probable qu'à la prochaine guerre nous retrouvions tant de chances réunies contre nous.

— Et quand viendra cette prochaine guerre ?

— Le jour où nous sentirons un peu moins la pression de votre autorité. Pour nous forcer à rester cois, il ne faut rien moins que l'Angleterre et la France qui nous écrasent. Ne pensez pas que nous considérions ce coin de la Grèce comme notre pays, Athènes comme notre capitale, le Parthénon comme notre temple national. Le Parthénon est un débris d'une époque et d'une religion pour lesquelles nous n'avons pas de sympathie. Notre pays est ce vaste territoire où l'on parle grec, où l'on conserve le symbole de l'Église orthodoxe grecque. Notre capitale est Constantinople ; notre temple national, Sainte-Sophie, qui, neuf siècles durant, fut la gloire de la chrétienté. Tant que les musulmans profaneront cette capitale, et ce territoire, le calme des Grecs tournerait à leur dés-honneur.

— Constantinople peut cesser d'être musulmane, mais s'ensuit-il qu'elle sera grecque ? Est-il sûr qu'elle soit destinée à devenir la capitale d'un nouvel empire grec ?

— Oui, à mon sens, c'est certain. Deux religions et deux langues se partagent l'influence en Roumélie et en Bulgarie ; celle des Grecs, celle des Turcs. Notre souverain ne peut pas être Turc ; il doit donc être Grec. Sans doute, la première génération ne verra pas un si beau résultat. On pourra mettre sur le trône un Allemand et un catho-

lique; mais ses enfants parleront grec et appartiendront à l'église grecque.

— Et consentiriez-vous à laisser votre nationalité se perdre dans ce nouvel empire grec ?

— Certainement, que nous importe la dynastie bava-roise ? Que le maître de Constantinople parle grec, et professe les principes de la foi grecque, nous sommes tout prêts à nous annexer à son empire. Une telle annexation sera de notre part une conquête et non un acte de soumission. Quelle que soit la famille où l'on prenne le nouvel empereur ; qu'il soit Français, Russe ou Anglais, son empire sera gouverné par les Grecs.

— Et votre ambition s'arrêtera-t-elle au Danube ? demandai-je.

— Pourquoi s'arrêterait-elle là ? répondit Zéta ; une nation ne prospère qu'aussi longtemps qu'elle s'agrandit. Lorsque nous commencerons à nous mettre en marche, je crois que nous irons en avant pendant plusieurs siècles.

Samedi, 9 janvier. — Je me promenai avec D. E. F. dans les bois d'oliviers du Céphise.

— Il y a vingt-cinq ans, dit-il, quand l'Attique n'avait pas été ravagée par la guerre de l'indépendance, ces bois se prolongeaient dans la plaine jusqu'à ces forêts de pins dont vous voyez les restes à l'entrée du défilé de Daphné : elles couvrent encore les gorges intérieures du Mont-Parnasse ; mais elles s'étendaient alors sur toute la montagne.

— C'est sans doute dans cette forêt de pins, dis-je, ou pour mieux parler, sur son emplacement qu'il faut chercher le lieu de la scène du *Songe d'une nuit d'été*. Les bois d'oliviers n'ont pas de taillis ; les amants n'auraient pu s'y perdre ; Bottom n'aurait pu être surpris seul et y subir sa métamorphose ; Titania n'aurait pas trouvé de place pour son berceau de fleurs. La forêt de pins avait des clairières et des bosquets festonnés de vignes vierges.

Tous les événements de la nuit féerique ont pu y survenir.

— Les notions qu'avait Shakespeare sur la topographie d'Athènes, dit D. E. F., en admettant qu'il y ait pensé, devaient être bien vagues. Il supposait, probablement que la forêt d'Athènes ressemblait à celle de Mary-le-Bone. Son Athènes était l'Athènes féodale du ^{xiii}^e ou du ^{xiv}^e siècle. Son Thésée, c'est Guy de la Roche ou Gautier de Brienne. L'Attique était alors plus riche, plus civilisée qu'elle n'est maintenant et qu'elle n'a jamais été depuis l'expulsion des ducs français. Montaner, qui visita Athènes au commencement du ^{xiv}^e siècle, la décrit comme l'une des plus riches villes de l'Europe. La cour des ducs était magnifique; les nobles y parlaient français aussi bien que les Parisiens. Les eaux des sources du Pentélique et de l'Hymette, qui maintenant se perdent sans profit, recueilliées et distribuées par des fontaines et des aqueducs, fertilisaient le terrain, qui n'est plus qu'une plaine aride où passent à peine quelques bergers errants. Quand les grandes bandes catalanes eurent défait à Athènes la dynastie française, il s'ensuivit un déclin que notre époque seule a réussi à retarder.

— Vous pensez, dis-je, que le déclin de l'Attique est plutôt retardé qu'arrêté?

— Dans Athènes même il a été arrêté. Lorsqu'un village devient la capitale d'un royaume, sa richesse et sa population s'accroissent nécessairement.

Je voudrais penser aussi que l'Attique et les autres provinces sont plus riches qu'avant la guerre de l'indépendance. Mais le progrès n'est pas évident. La recette et la dépense s'équilibrent à peu près. L'éducation s'est répandue, mais les libertés municipales ont diminué; il y a moins de violence et plus de corruption. Les routes sont en plus mauvais état et de moins en moins sûres. Les taxes sont plus régulières, mais plus lourdes; elles suppriment les bénéfices

de plusieurs espèces de cultures. Lorsque j'avais une ferme à *** , je défrichai une étendue considérable de terres nouvelles, et j'y plantai des pommes de terre. Ma première récolte fut énorme, comme il arrive assez ordinairement dans des circonstances semblables. Athènes était alors approvisionnée de pommes de terre par des bateaux qui les apportaient de Trieste, à des époques irrégulières. Le fermier des dîmes saisit le moment où les prix du bazar d'Athènes étaient excessifs, et m'intima de les prendre pour base, en calculant le chiffre de ma dîme. Je lui montrai que ma récolte devait être transportée pendant trente milles à dos de cheval, à travers des sentiers montagneux; que je supporterais une dépense d'au moins deux cents pour cent; qu'ainsi, même en admettant pour base de mes calculs un prix tout exceptionnel, j'en devais déduire les deux tiers pour mes frais de transport. Il insista; la loi n'était peut-être pas de son côté, mais je savais de reste ce que serait la décision; aussi je refusai de composer, je lui dis qu'il prendrait sa dîme en espèces, et je lui laissai fixer la date du paiement, comme j'y étais malheureusement forcé. Il attendit le moment où tous les chevaux étaient occupés à battre les grains, afin de me faire payer un dollar pour la location d'un cheval impuissant à porter plus d'une douzaine de sacs de la valeur d'à peu près 3 schellings. Je lui avouai que j'étais battu. Il se comporta très-bien dès lors et me mit hors d'affaire, à la seule condition que je lui remettrais les sommes qu'il avait d'abord exigées et que j'avais refusé de verser. Puis, en échange de mon argent, il me donna cet avis que j'ai suivi depuis : Tant que la loi sera ce qu'elle est, ne faites pas de grosses récoltes.

— Et la loi est-elle toujours la même? demandai-je.

— A coup sûr! Sous un gouvernement comme celui-ci, une loi dure parce qu'elle est inique. Sur un point, et voilà ce qui prouve où en est la civilisation, la Grèce est

aussi barbare que la Turquie. La loi n'est pas la règle suprême et absolue. Le gouvernement s'arroge un pouvoir de contrôle ultra-légal. Madame Leaves, veuve du dernier chapelain, avait un jardin : on eut besoin d'une partie du terrain pour le percement d'une rue nouvelle ; la constitution ne permettait pas de déposséder la dernière occupante avant qu'elle eût reçu intégralement l'indemnité qui lui était due. On était d'accord sur le chiffre, mais les autorités locales prétendirent prendre d'abord les terres et payer ensuite à leur guise. La semaine dernière ils envoyèrent à madame Leaves l'ordre de démolir son mur et de livrer le terrain sous trois jours, ajoutant que, ce délai expiré, ils agiraient eux-mêmes. En Angleterre elle les eût bravés ; s'ils avaient persisté, elle les eût attaqués en justice, et on lui eût accordé des dommages-intérêts considérables. En Grèce, on ne peut intenter aucune action contre un fonctionnaire sans la licence du gouvernement. Madame Leaves se rendit donc au palais, et raconta son affaire à la grande maîtresse. La grande maîtresse la dit à la reine, la reine en prévint le roi. Le roi invita le ministre de l'intérieur à donner ordre aux autorités locales de ne pas saisir la terre de la plaignante avant de l'avoir payée ; et il racontait dernièrement cette histoire à un de mes amis avec un air de triomphe, persuadé évidemment qu'un tel récit prouvait l'excellence de son administration.

En continuant notre chemin vers le Céphise, nous longeâmes une vaste propriété bien cultivée, qui contient des fermes, des plantations de jeunes oliviers et des vignes. Elle appartient maintenant à la reine. Il y a quelques années, c'était un bien national. Il est vrai que la reine l'a mise dans un meilleur rapport et qu'elle y a opéré de grandes améliorations ; mais la terre n'en est pas moins à elle, pour ce seul motif qu'il lui a plu de la prendre. Le gouvernement ne reste pas en arrière. En général, il n'a donné aucune compensation aux propriétaires des terrains sur lesquels on

a tracé les routes dans le voisinage d'Athènes. La tendance du gouvernement et du peuple est la même : des deux parts on regarde ceux qui s'intitulent propriétaires comme de simples tenanciers de l'État, à qui on permet de cultiver, pour arriver au grand résultat de la culture, j'entends le quotient des dîmes.

Dimanche, 10 janvier. — Je me rendis chez G. H. S.

— Je voudrais, dit-il, que notre ambassade se mêlât plus activement des affaires de la Grèce. Depuis la dernière retraite de Maurocordato, elle s'est tenue à l'écart, elle a critiqué ce qui se passait, elle a exprimé son opinion, mais elle n'a rien conseillé.

— Est-ce donc notre affaire de conseiller ? demandai-je.

— Non, répondit-il, quand nous avons à faire à des pays forts et dès longtemps constitués, qui doivent connaître leurs besoins et se gouverner à leur gré. Je ne désire pas que lord Woodhouse donne des conseils au czar ; mais ce pays tout nouveau est ignorant et faible ; il a besoin d'être conseillé et soutenu. Or, tous les conseils qu'il reçoit des ambassades continentales sont les funestes inspirations de l'égoïsme.

— Montherot me semble libéral et bien disposé ? dis-je.

— Il ne fait qu'arriver, répondit G. H. S. Que deviendra-t-il lorsqu'il désirera la croix ? Ses prédécesseurs furent d'aussi tristes diplomates qu'il était possible de les rêver ; ils appuyèrent le roi, ils encouragèrent même ses fautes contre nous et contre son peuple. Ils s'inquiétaient peu de l'influence que leurs avis pourraient avoir sur le bien-être du souverain ou de ses sujets ; tout ce qu'ils voulaient, c'était un triomphe sur sir Wyse pour s'en enorgueillir à Paris.

— Je ne vois pas, dis-je, quels avis utiles nous pourrions donner, tant que le roi repoussera les conditions d'une monarchie constitutionnelle, tant que son peuple intimidé ne lui fera pas d'opposition.

— C'est dans le caractère du roi, répondit-il, qu'est la véritable difficulté. Mais je crois découvrir des symptômes de changement. Je suis porté à espérer qu'Othon et la reine prennent une tournure d'esprit plus constitutionnelle. Vous pouvez au moins compter sur un point : ni l'un ni l'autre ne sont portés pour la Russie. Ils savent qu'elle a tenté de les détrôner, qu'elle fait tout par ses réglemens commerciaux pour nuire à la Grèce, et partant, pour les rendre impopulaires. Le peuple a d'autres sentiments, non qu'il sympathise avec les Russes, mais parce qu'il voit en eux des instruments de délivrance. Sa confiance sans mélange dans l'habileté grecque et dans la stupidité russe lui persuade que les Russes l'aideront à s'emparer de la Thessalie, de l'Épire, de la Macédoine, peut-être de Constantinople, et qu'ensuite il pourra facilement évincer ces alliés incommodés.

De chez G. H. S. je me rendis chez N. O. P. et nous nous promenâmes sur le versant abrité de l'Acropole. Je lui communiquai ma conversation avec G. H. S.

— Je ne crois pas un mot, dit-il, de ces tendances constitutionnelles du roi ou de la reine. D'où en auraient-ils reçu l'inspiration ? Ils n'ont jamais vécu dans un pays constitutionnel, et le mot constitutionnel n'a jamais retenti à leurs oreilles que pour exciter leur terreur et leur mépris. C'est un malheur que sir Wyse n'ait pas été ambassadeur en 1843. Lyons est un homme intelligent et libéral ; il suggéra beaucoup des plus utiles articles de la constitution, mais il lui manquait ce respect exagéré de la loi qui est le propre des représentants de l'ordre civil en Angleterre ; il ne se fit pas scrupule d'aller contre les textes pour atteindre quelque résultat désirable. C'était du plus fâcheux exemple dans un pays comme celui-ci, qui commence à peine son apprentissage d'administration légale, un apprentissage si difficile, qu'excepté en Angleterre et dans les pays qui ont copié leurs institutions sur les nôtres, on citerait à peine une

nation qui se dirige constamment et fermement d'après le principe de la suprématie de la loi. Ailleurs le souverain, la populace, presque partout la police, commettent sans cesse de petits *coups d'État*. Même au sein de la plus vaste et de la plus populeuse partie des États de la reine, dans les Indes anglaises, il existe une puissance qui prime la loi.

— La conséquence est absolue, dis-je, quand une seule personne ou un seul corps politique exerce à la fois l'autorité législative et le pouvoir administratif. Le chef d'un État échappe aisément au reproche d'illégalité, s'il prend la précaution d'édicter une nouvelle loi, dès qu'il veut se mettre en contradiction avec la loi existante.

— Quand la Grèce perdit le prince Léopold, dit N. O. P., ce fut pour elle le plus grand, le plus irréparable des malheurs. Rien qu'en se portant candidat au trône, il lui rendit un grand service. Il lui donna une frontière; si ce ne fut pas celle qu'elle devait avoir, elle dépassait du moins de beaucoup les limites que les trois puissances avaient l'intention d'assigner à la contrée. S'il avait accepté la couronne, les Grecs auraient été bien gouvernés, et, heureux chez eux, ils n'auraient pas été obligés de chercher dans les conquêtes une consolation à leurs misères intérieures.

On ne voit pas de haies en Grèce. Les seules clôtures usitées sont quelquefois des murs de pierres, le plus souvent des bousillages. Je remarquai qu'elles sont toutes à moitié ruinées.

— Elles seraient debout, répondit N. O. P., si elles étaient bien construites; mais une bonne construction est en Grèce un phénomène introuvable, parce que le travail n'est pas divisé. Chaque Grec pourvoit lui-même à toutes ses nécessités. Le paysan et sa famille filent leur laine, construisent leurs charrettes, bâtissent leur chaumière, sèment leurs blés, élèvent leurs bestiaux, taillent et courent leurs vêtements, payent leurs taxes en nature, et

n'achètent ou ne vendent peut-être pas une fois dans une année. C'est une des fatalités du manque de communications. Le village où habite un homme est le seul marché qui lui soit ouvert; s'il s'adonnait à une industrie unique, dans l'espoir d'échanger son superflu avec ses voisins, il ne trouverait ni demande pour ses produits, ni offre pour ses besoins. Il est d'ailleurs remarquable que, si les Grecs travaillent mal, ils se font payer cher; et je dis cher, non pas relativement, mais au sens absolu du mot : un mauvais maçon grec est aussi bien payé qu'un bon ouvrier de Londres, et la raison en est simple : la loi du travail quotidien est peu mise en pratique dans ce pays; la plupart des Grecs sont propriétaires, tous sont paresseux et fiers; il leur faut l'attrait d'une grosse somme pour les décider à gagner un salaire.

La vérité des paroles de N. O. P. nous avait été démontrée assez désagréablement dans le courant de la dernière quinzaine. Le jour de Noël tombant, d'après le rite grec, au milieu d'une semaine, le jour de l'an la semaine d'après, avec une ou deux fêtes dans l'intervalle, nous avons eu la plus grande peine du monde à obtenir une blanchisseuse. Quant à trouver des gens prêts à nous rendre les autres offices journaliers, il n'a pas fallu y songer.

Mercredi, 13 janvier. — C'est aujourd'hui le jour de l'an grec. On donne un grand bal au palais. 'Je m'y rends à neuf heures. Les vastes salons sont pleins. Rien de plus amusant que la variété des costumes. Partout en Europe on peut voir les uniformes des diplomates, des militaires et des fonctionnaires civils; mais où les voit-on, comme ici, mêlés avec les jaquettes et les fustanelles albanaises, les manteaux d'hermine du clergé et les larges pantalons des députés des Iles et de la Morée ?

Je fus présenté à M. Rangaby, ministre des affaires étrangères. Il me demanda quelles étaient, à mon sentiment, les améliorations dont la Grèce avait le plus besoin.

Je lui répondis qu'il y fallait des routes, et que, si je pouvais nommer un premier ministre en Grèce, je le prendrais dans la famille de Mac Adam.

— Il est vrai, répliqua-t-il, le manque de routes est un héritage que nous a légué la barbarie turque. Dans ce pays coupé de torrents, des ponts seraient nécessaires tous les deux ou trois milles. D'après la loi, le gouvernement doit construire les ponts, et les démes les routes. Le gouvernement a entièrement négligé son devoir. Les démes ont parfois rempli le leur; mais, comme l'absence des ponts rendait les routes inutiles, elles sont bientôt tombées en ruines. Voici pourtant venue l'heure où nous nous mettons sérieusement à l'ouvrage. Nous avons voté une loi qui exige de chaque citoyen une contribution personnelle de six à douze jours de travail par an pour l'établissement des routes, et le ministre de l'intérieur nous a promis des ponts. Comme nous sommes fort ignorants en matière de travaux publics, nous avons envoyé chercher un ingénieur en France. Les ponts et chaussées nous ont donné M. Galiani. Nous lui payons trois fois le traitement d'un ministre, mais il assure qu'on ne peut rien tirer des ouvriers grecs. Aussi nous attendons, pour leur prêter main-forte, quelques cantonniers de France. En attendant, M. Galiani répare la route du Pirée.

— Il la répare, répondis-je, en y étendant un lit de galets qu'on a pris sur les côtes sans les rompre. Il les entasse à une épaisseur d'un pied environ, terrain inégal à jamais, et sur lequel il est difficile d'engager les roues des voitures. Je crains que vous ayez mal commencé. — Un autre sujet de plainte, continuai-je, est le mode de perception de votre revenu territorial.

— Sans doute, répondit-il, la perception en nature est un mal véritable, mais nous ne pouvons y substituer le paiement en argent avant d'avoir un cadastre, c'est-à-dire une évaluation générale de toutes les terres du pays.

— Vous pourriez au moins exiger que le fermiers du revenu envoyassent chercher leurs dîmes, au lieu de faire apporter les grains de chaque district dans les aires publiques, au prix d'une perte énorme de labeur et de temps.

— Si nous exigeions du fermier qu'il envoyât chercher les dîmes, nous serions entraînés, j'en ai peur, dans de telles dépenses, il s'ensuivrait un tel bouleversement, que je n'espère guère qu'on y vienne. Nous attendrons le cadastre, et alors nous percevrons la dime en argent.

Quand Rangaby m'eut quitté, je fus accosté par Théta, membre de la chambre des députés. Je lui répétais les plaintes universelles sur les procédés inconstitutionnels du gouvernement. — On m'affirme, lui dis-je, que les députés, les officiers municipaux, en un mot, tous les fonctionnaires du pays sont à la nomination de la couronne.

— C'est beaucoup dire, répondit-il. J'admets que l'influence royale s'étend trop loin; mais il faut vous rappeler comment nous obtînmes notre constitution. Elle ne fut pas promise par le roi, elle ne fut pas demandée par les trois puissances qui nous créèrent; elle fut le prix d'une émeute populaire suscitée par un parti qui voulait se débarrasser des Bavares et par un autre qui avait envie de se défaire d'un roi catholique romain. Maurocordato, premier ministre, viola la loi électorale dès la première élection. En dépit des règlements, il représenta l'université, quoiqu'il ne fût pas professeur, et fit élire Kalergée à Athènes, en lui assurant les votes des soldats, malgré l'illégalité flagrante, puisque Kalergée, commandant de la garnison, était par cela même inéligible. Lorsque Maurocordato se retira soudainement, sans consulter aucun de ses collègues, son successeur Colletti sema dans l'esprit du roi les terreurs d'une autre révolution, et lui conseilla de s'appuyer sur des hommes tels que Grivas et Grisiotti. De là, vous pouvez deviner sa politique. Ce fut Colletti qui introduisit la coutume d'adresser aux autorités locales les

listes des candidats du gouvernement, avec l'ordre d'assurer à tout prix leur élection. — Jamais ordres ne furent plus largement interprétés.

— Est-il vrai que les bulletins de vote aient été souvent falsifiés dans les urnes ?

— C'est vrai, répondit-il. Et ce qui est peut-être pire, c'est que la chambre a ratifié des élections où avaient réussi ces manœuvres. Au moment des dernières élections générales, il y a deux ans, dix membres de la chambre étaient bien connus pour n'avoir été nommés que par un mensonge à la loi. La présence parmi nous d'hommes impudemment intronisés par la violence ou la fraude jette un discrédit sur le corps entier. Mon plus grand désir, et c'est, je crois, celui de la majorité de mes collègues, est d'arriver à la liberté des élections. Mais je ne suis pas à ce point puritain que je dénie au gouvernement le droit de communiquer aux électeurs son opinion sur le mérite relatif des candidats. A la dernière élection, on négligea de rien faire à ce sujet en plusieurs endroits. Les électeurs réclamèrent : « Nous sommes des gens ignorants, dirent-ils, nous voulons élire les plus dignes ; dites-nous quels ils sont. » En ceci comme dans tout le reste, les intentions du roi sont excellentes ; mais il est timide, il est scrupuleux. Il voit plutôt les difficultés que les avantages d'une innovation, et on a grande peine à lui persuader de prendre une décision qui puisse produire un mal quelconque. Or, comme il n'y a pas de mesure politique où tout soit bénéfique, et qu'un peu de mal est toujours mêlé au bien, on ne le détermine pas aisément à donner son approbation. Si d'aventure on lui arrache un décret, il arrive assez habituellement que, ses ministres une fois partis, il repense à l'affaire, en parle à la reine, à son secrétaire ou à un ministre étranger, puis retombe dans le doute, si bien qu'il faut entreprendre à nouveau de le convaincre ; et, cette fois, les orateurs ont tout désavantage, car la première

discussion l'a épuisé, et il s'ensuit un intervalle d'inertie.

Jeudi, 14 janvier. — Nous voici probablement aujourd'hui au dernier jour de notre résidence à Athènes. Si le temps, qui n'est pas favorable à cette heure, se met au beau, nous partirons demain par le bateau des messageries pour Marseille.

Nous avons passé ici deux mois féconds en instruction et en plaisir. On me dit que nous avons été mal partagés pour la température. Pendant les trois premières et les trois dernières semaines de notre séjour, nous avons été assaillis par de furieux vents du nord ; la quinzaine intermédiaire fut calme, chaude et délicieuse ; c'est, m'assure-t-on, le climat ordinaire d'Athènes en hiver. Si j'excepte l'Égypte, je ne connais pas de pays plus sec. Il n'a plu que quatre fois, et seulement pendant une heure ou deux. Pour société nous avons eu le corps diplomatique, quelques résidents anglais et un nombre considérable de familles grecques. Ces dernières ne reçoivent pas beaucoup le soir, mais je les trouvais généralement chez elles dans la matinée.

Une femme agréable, madame Stornarie, dont nous fîmes la connaissance à notre arrivée, fut perdue pour nous bientôt après, par un accident qui montre l'état de la Grèce. Voici déjà sept semaines, elle se rendit à Chalcis pour faire une visite de quelques jours. Elle s'embarqua sur un bateau à vapeur qui s'y rendait pour le service du gouvernement. Depuis ce temps il n'est revenu de Chalcis ni bateau à vapeur, ni aucune grande embarcation, et il est périlleux en hiver pour les petits bâtiments de doubler le cap Sunium. La route de terre, presque toujours infestée de brigands, a offert mille dangers pendant le temps de notre séjour. Il est probable que notre amie sera forcée de passer l'hiver à Chalcis, quoiqu'elle ne se trouve qu'à quarante-cinq milles de sa maison d'Athènes, et qu'elle désire fort y revenir. C'est pour d'aussi ridicules raisons qu'il m'a été impossible d'aller en Eubée.

Vendredi, 15 janvier, onze heures du matin. — Il fait beau temps ici, mais on craint une tempête dans la mer Égée, car *l'Indus*, bateau à vapeur qui fait la traversée de Constantinople à Marseille et qui doit nous emmener, n'est pas encore arrivé. On l'attendait à six heures du matin.

Je rendis visite à M. Black, qui a épousé la Vierge d'Athènes. Mistress Black était sortie, mais je vis sa fille qui a de beaux traits à la grecque et une profusion de cheveux noirs. Je ne doute pas que sa mère n'ait justifié sa réputation de beauté.

Je me promenai avec M. Neale, notre consul, autour de Munychium, et j'examinai les vestiges des murs dont l'entoura Thémistocle. Ils ne portent pas de trace de la construction hâtive dont parle l'histoire. Les pierres sont grosses et soigneusement taillées. Sur un banc de rochers, à la pointe orientale de Munychium, on voit les restes d'une colonne de six pieds et demi de diamètre. La base qui est dorique et quelques pièces isolées sont encore à leur place; d'autres gisent çà et là sur les rochers voisins. Au-dessous on me signala un double tombeau taillé dans le roc. La partie inférieure est le plus souvent couverte par la mer. On suppose que les os et les cendres de Thémistocle furent déposés là quand on les rapporta de Magnésie.

Nous sommes assis en ce moment dans le grand salon de l'hôtel du Pirée, en attendant le steamer, et nous nous chauffons à un de ces réchauds de charbon de bois qu'on appelle des mangals.

Cinq heures du soir. — Le bateau est arrivé, retardé par l'orage depuis Constantinople, et dans quelques minutes nous nous embarquons pour Marseille.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
I. — Thérapia.	1
II. — Les Dardanelles.	145
III. — Smyrne.	179
IV. — Athènes.	219

